

notes  
d'Amérique  
latine

CM

CAHIERS  
MARXISTES



paola cappellin - alain daems  
jacob gorender - françois houtart  
bruno lautier  
bérangère marques-pereira  
jaime marques-pereira  
henri rajchenberg - stéphane rillaerts

juillet-août 1995

199

### Les *Cahiers Marxistes*

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

---

#### **abonnement**

(6 numéros par an)

pour la Belgique	1 000 F
pour l'Union Eur.	1 200 F
hors Union Eur.	1 400 F

au compte 001-1047600-76  
des CM (21, av. de Stalingrad,  
1000 Bruxelles)  
Tél + fax : 32-2-511.93.89

---

#### **comité de rédaction**

Mateo Alaluf, Jacques Aron,  
Albert Carton, Ouardia Derriche,  
Pascal Delwit, Jean-Michel De  
Waele, Pierre Gillis, Michel  
Godard, Serge Govaert, Jean-  
Jacques Heirwegh, Claude  
Herne, Rosine Lewin,  
Bérangère Marquès-Pereira,  
Jacques Moins, Jacques  
Nagels, Nadine Plateau, Marc  
Rayet, Claude Renard, Jean-  
Maurice Rosier, Christian  
Vandermotten, Benoît  
Verhaegen.

---

#### **secrétariat de rédaction**

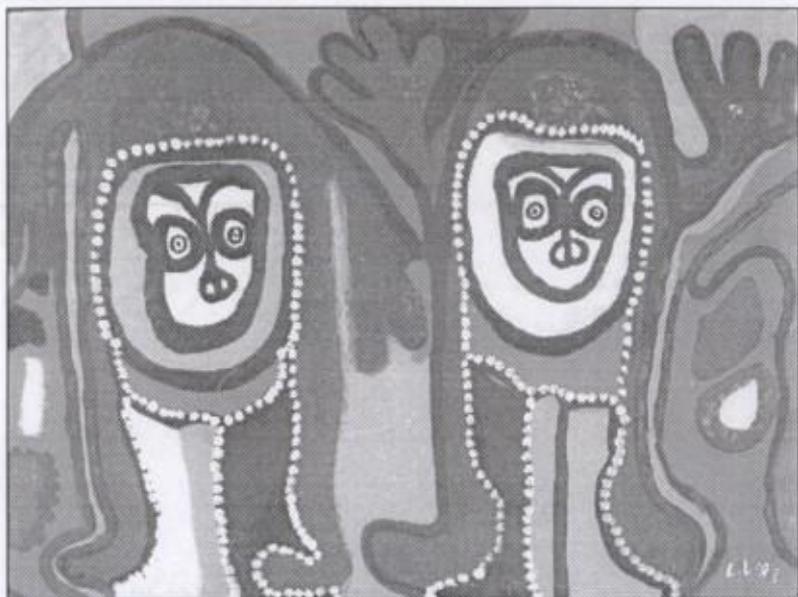
Hélène De Noose

#### **rédacteurs en chef**

Pierre Gillis & Michel Godard

## sommaire

- <i>éditorial</i>		3
- quelques recompositions politiques majeures en Amérique latine	<b>bérangère marques-pereira</b>	7
- l'économie informelle : une ultime chance du développement ?	<b>bruno lautier</b>	15
- les mouvements sociaux en Amérique latine	<b>françois houtart</b>	41
- l'hégémonie bourgeoise, renforcée par l'épreuve électorale brésilienne	<b>jacob gorender</b>	53
- vivre le syndicalisme brésilien au féminin : une expérience collective, un espoir personnel	<b>paola cappellin</b>	81
- les élections du 21 août au Mexique : l'espoir en miettes	<b>henri rajchenberg</b>	105
- démocratie, répartition du revenu et ajustement : une analyse comparative Brésil/Mexique	<b>jaime marques-pereira</b>	119
- Cuba : une voie révolutionnaire vers le capitalisme ?	<b>alain daems</b>	149
- Nicaragua-Salvador : de la révolution au féodo-libéralisme	<b>stéphane rillaerts</b>	197
- <b>livre</b>		218



Louisiaine Lubin

#### Louisiaine Lubin

Née à la Grande-Rivière (1955), habite une modeste habitation dans le quartier populaire de Pétienville. Employée de service au Centre culturel Saint-Soleil, et stimulée par l'ambiance artistique, elle se met à dessiner. Tiga l'encourage en lui proposant sans réserve argile, couleurs, encre, papier. En 1990, elle participe à l'exposition «Sept nouveaux artistes Saint-Soleil». L'Institut français d'Haïti l'a choisie, avec quatre autres participants Saint-Soleil, pour six mois de bourse en atelier, préparatoires à une exposition collective qui ne pourra pas se tenir compte tenu de la situation politique en Haïti.

## notes d'amérique latine

Avec ce cahier, nous reprenons le fil d'une réflexion sur la dimension internationale de la démocratie, esquissée notamment avec nos numéros 186 et 196.

Depuis lors, la notion de mondialisation est pratiquement entrée dans le langage courant, il va de soi qu'on parle d'économie, et on voit mieux ce qui peut, et devrait unir la défense de la sécurité sociale chez nous - contre les régimes à deux vitesses qui prétendent reconnaître et en fait organisent l'exclusion - et le combat contre les recettes «à la mode FMI» qui imposent aux pays du Tiers-monde une régression pour la masse des populations, tout en tablant sur quelques îlots de croissance «concurrentiels» (des «pôles d'accumulation transnationale» précisait Jean-Philippe Peemans).

La difficulté est en particulier d'articuler des considérations générales à une meilleure compréhension des situations particulières. A cette fin nous pensons indispensable de faire mieux connaître des travaux comme, par exemple, ceux du Centre d'études latino-américaines de l'Institut de sociologie (CELA-IS) de l'ULB qui nous a aidés pour la préparation de ce numéro <sup>1</sup>.

---

1. Nous avons annoncé et relaté en son temps le colloque organisé par le CELA-IS en octobre 1992, à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Colomb. Les actes ont pris la forme d'un ouvrage, *L'Amérique latine: vers la démocratie* (Complexe, Bruxelles 1993) qui mérite toujours d'être signalé.

Plusieurs des auteurs réunis dans le présent numéro des *CM* viennent de participer, en mai 1995, à un deuxième colloque du Centre sur «La citoyenneté sociale en Amérique latine».

Un des enjeux - et notre ambition - est en l'occurrence de récuser une sorte d'exotisme politique qui a souvent porté tort à la gauche européenne. Il était jadis de bon compte d'ironiser sur les pèlerins de Moscou et de rire des illuminations qui les portaient à leur retour. Les rieurs qu'on a vus ensuite tantôt à Pékin, Pnom-Penh, La Havane, ... ou à Prague ou Varsovie ... n'ont pas ri les derniers.

Mais encore, il faudrait donner consistance à un nouvel internationalisme : on ne peut pas gloser sur la mondialisation si on élude cette nécessité. En l'espèce, l'absence tout simplement d'information critique et approfondie, qui est une des facettes de cet exotisme politique, est la première carence à affronter.

S'agissant de l'Amérique latine, le souci d'une information plus solide a comme corollaire la prudence dans le propos. Loin des mythologies continentales-globalisantes - européen-centristes ou bolivariennes - nous ne vous proposons que des *notes*, manière de souligner que nous n'aborderons que quelques pays - Brésil, Mexique, Cuba et Nicaragua - pour cette fois.

Les deux premiers, Brésil et Mexique, ont passé fin 1994 une épreuve électorale où la gauche, annoncée gagnante, ne l'a finalement pas emporté.

Jacob Gorender pour le Brésil, et Henri Rajchenberg pour le Mexique nous donnent une analyse de la conjoncture propre à chacun de ces pays, où une droite politiquement efficiente se maintient au pouvoir, en se renouvelant. La métaphore sportive du rapport vainqueur/vaincu est décidément trop simplificatrice, car du côté de la gauche aussi il y a matière à analyser le mouvement social: Paola Cappellin nous explique le syndicalisme au féminin brésilien, tandis que Rajchenberg s'est attaché à situer le mouvement zapatiste, la révolte du Chiapas dans son cadre mexicain.

Cette double présentation est encadrée d'articles de portée plus générale : suivie d'une comparaison Brésil-Mexique des stratégies économiques différentes adoptées «après la crise de la dette», sous la plume de Jaime Marques-Pereira, elle est précédée d'un article de synthèse sur «l'informel», que nous

---

a préparé Bruno Lautier, et d'un texte de François Houtart sur les mouvements sociaux, que nous ré-éditons<sup>2</sup>.

De toutes les façons, il s'agit de recompositions politiques, mais aussi sociales et économiques. La mise en perspective que nous propose Bérengère Marques-Pereira, directrice du CELA-IS sans laquelle ce numéro des *CM* n'aurait pas vu le jour, met d'emblée l'accent sur l'interaction entre les divers facteurs.

Ce souci du complexe ne doit pas obscurcir les possibles leçons politiques.

Celles de l'échec de l'Unité populaire au Chili, il y a plus de vingt ans, avaient alimenté les analyses et les débats de l'euro-communisme, en donnant consistance au principe démocratique du socialisme dont nous nous revendiquons.

Celles des retraits des dictateurs militaires mériteraient d'être développées, tant notre modèle perceptif de la victoire des bons, des résistants, paraît de portée trop locale (voire simplificatrice, aussi chez nous). Mais l'histoire est déjà un ou deux pas plus loin, avec la cruelle mise au placard des suppliciés, et un rapport à la mémoire qui n'appartient véritablement qu'aux acteurs.

Les leçons de la présente lecture ne sont pas moins fortes, encore qu'elles restent intuitives et implicites à l'échelle de ce numéro. Comme nous indiquions, au printemps 90, l'enclenchement d'un processus de tiers-mondisation de l'Europe centrale libéralisée, l'image d'une tiers-mondisation générale et rampante ne peut être écartée après analyse de cas latino-américains. Certes les différences de niveau de développement, d'accumulation, sont considérables. Mais comment ne pas voir la parenté des processus : recul des droits sociaux au profit de l'assistance (et du clientélisme); division des exploités en une couche moyenne salariée et privilégiée, et une masse de réserve «exclue»; démantèlement des services publics et du contrôle public sur divers secteurs économiques (banques, communications, énergie,...); chaos monétaire. Pour ne rien dire des mafias.

---

2. Sa première version a servi d'introduction au numéro d'*Alternatives Sud* sur les mouvements sociaux en Amérique latine (vol. I-4, 1994). Numéro, et revue, tout à fait passionnants pour une autre compréhension du Sud.

Par contraste, les deux articles sur Cuba et le Nicaragua ne nous ramènent pas à l'exotisme politique évoqué précédemment, mais ils ne nous font pas chanter avec la meute des chiens de garde.

La longue contribution d'Alain Daems sur Cuba est celle de quelqu'un qui, pour avoir vécu dans ce pays, sait l'originalité d'une culture populaire qui s'est construite dans «la voie cubaine», disons non-capitaliste. Sa description aura un goût de déjà vu, la lucidité sur les évolutions en cours paraîtra trop amère à d'aucuns, d'autant qu'elle est étayée. Elle conditionne pourtant tout projet socialiste renouvelé, dont la nécessité apparaît d'autant mieux que s'éclairent les exigences d'autres rapports, moins inégaux, entre pays différemment développés. Ceux que Cuba entretenait au sein du Comecon étaient de ce type, on en a aujourd'hui la preuve par défaut : le Comecon ne risquant pas de renaître de si tôt, ni ses motivations historiques particulières, on pourrait peut-être retenir la leçon sur les échanges inégaux.

On devrait même, si on veut bien accorder quelque attention à des peuples comme ceux du Nicaragua où, comme nous le montre Stéphane Rillaert, le poids des rapports «féodaux» est resté plus prégnant que dans des pays plus développés tels le Mexique et le Brésil.

Leçon de régression : ceux qui veulent conserver les progrès sont des conservateurs. On peut régresser encore.

**Michel Godard**

En guise de promesse d'un prochain numéro sur d'autres pays d'Amérique latine, nous avons pris notre contrepoint graphique dans les Caraïbes, à Haïti. Les cercles de PAC font actuellement tourner une exposition consacrée au mouvement Saint Soleil. Avec un nom pareil, ce n'est pas du Polonais, évidemment Popol ! Mais ce fut religieux, même dans la cathédrale de Port-au Prince, et populaire dans les années 40. Après une dérive commerciale, c'est un choix de retour aux sources populaires qui, dans les années 60, a présidé aux destinées du mouvement actuel, de la communauté didactique, thérapeutique et artistique établie à Soissons-la-Montagne. «Rêve, possession, création et folie» sont revendiqués comme mots-clés pour un voyage dans le cœur du peuple haïtien.

Les œuvres présentées sont celles de Tiga, un des fondateurs du mouvement, et de divers participants actuels, dont Louisiane Lubin pour la couverture.

Renseignements : M. Yves Gosciny - 02/646.32.04

## quelques recompositions politiques majeures en Amérique latine

bérengère marques-pereira \*

Les années 65-75 avaient vu se multiplier les prises de pouvoir «bureaucratique autoritaire» : ripostes barbares ou violentes à la montée de la gauche et des classes salariées urbaines débordant le populisme traditionnel, mais également projets technocratiques de modernisation dans le chef de nombre de militaires.

L'agenda politique des années 80 a fait place à un phénomène aussi important que la transition des régimes autoritaires aux régimes démocratiques. Ce processus de démocratisation a pris place dans un contexte d'endettement et d'hyper-inflation tel que la décennie fut qualifiée de perdue. En effet, l'Amérique latine est sortie des dictatures et des régimes autoritaires au moment où ils ne pouvaient plus faire face à la crise de

---

\* Co-directrice du CELA-IS - Centre d'Etudes Latino-Américaines de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, et chargée de cours au département de sciences politiques de cette université.

Ses travaux sur la citoyenneté sociale des femmes en Amérique latine portent écho de ses travaux antérieurs sur la dépénalisation de l'IVG en Belgique.

l'endettement de la fin des années 70. Sous la pression du FMI, l'Etat cesse d'occuper la place centrale d'agent du développement. Son retrait d'un certain nombre de secteurs économiques et sociaux est consécutif des politiques dites d'ajustement structurel.

Si les années 80 furent ainsi perdues pour le développement, la décennie 90, par contre, est marquée par le changement radical et confirmé du modèle de développement. Le modèle de substitution des importations a fait définitivement son temps<sup>1</sup> et l'ouverture des économies auparavant protégées constitue la toile de fond de la poursuite de la transition et du processus de consolidation démocratiques des années 90. La démocratisation va de pair avec l'apprentissage du suffrage et de la citoyenneté, l'émergence et le développement de nouveaux acteurs sociaux et politiques, la constitution de sous-ensembles économiques régionaux, la coopération politique et la recomposition du rôle social attribué à l'Etat.

Plusieurs cas illustrent de tels phénomènes. Ayons par exemple à l'esprit la mise en œuvre sans violence de la procédure d'*impeachment* du président Collor au Brésil. L'événement fut d'importance pour l'ensemble du continent.

Pensons également au fait que des partis tels que le PRI

---

1. *ndlr* - Sur l'évolution globale des stratégies économiques évoquée ci-dessus (re)voir LAPEYRE Frédéric «Le FMI, un agent de l'internationalisation et non du développement», dans les *CM* n°186, septembre 1992, pp. 153-171.

Jusqu'en 1965, le modèle de substitution aux importations, les stratégies des industrialisations nationales protégées, ont prévalu sous l'implusion de la CEPAL (Commissions d'Etude Pour l'Amérique Latine de l'ONU).

Placés devant la nécessité d'opérer des choix socialement cruciaux, la plupart des pays, sous la houlette des militaires souvent, passeront aux thèses du FMI et des *USA* sur le commerce international.

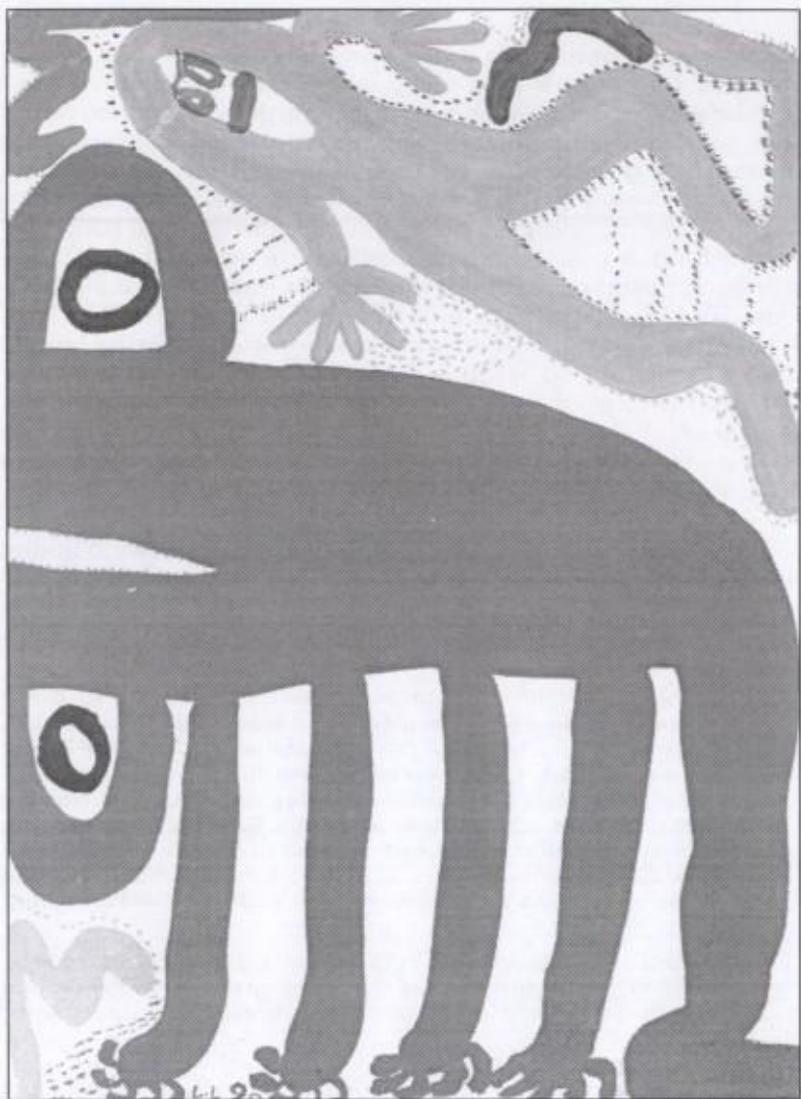
Le recyclage des pétro-dollars donnera un répit, mais conduira à la «crise de la dette», qui éclate avec le deuxième choc pétrolier et toucha spectaculairement tous les grands pays d'Amérique latine en 1982. Le rééchelonnement des dettes est désormais lié aux «ajustements structurels», qui signifient recul des politiques sociales-étatiques et «insertion» dans l'économie mondiale, priorité aux exportations compétitives de chaque pays.

mexicain<sup>2</sup> sont contraints de se transformer, ou au fait que de nouvelles formations politiques telles que le PT brésilien<sup>3</sup> apparaissent. Pensons encore à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et politiques qui, sur le terrain local, prennent en charge la gestion des coûts sociaux du nouveau modèle de développement<sup>4</sup>. Pensons en outre à quel point les Etats peuvent sortir transformés par l'effet de cette logique continentale qui tend à constituer un bloc américain face aux blocs européen et asiatique. Pensons enfin à la naissance du «Groupe de Contadora» (Mexique, Vénézuéla, Colombie, Panama) en 1982 en vue de trouver une solution négociée au conflit centre-américain, ou encore, à la création du «Groupe de Rio», en 1987, pour coordonner les politiques économiques, financières et commerciales du Mexique, de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Panama, du Pérou, de l'Uruguay et du Vénézuéla.

Voilà rappelés quelques faits majeurs des recompositions politiques de l'Amérique latine.

La multiplicité et la complexité de telles restructurations impo-

2. Le PRI - Parti Révolutionnaire Institutionnel est créé en 1946. Comme ses ancêtres, le PNR - Parti National Révolutionnaire (1929), et le PRM - Parti de la Révolution Mexicaine (1938), le PRI est organisé sur la base d'une représentation fonctionnelle corporatiste autour des secteurs paysan, ouvrier et populaire (classes moyennes). Depuis son origine, le parti officiel se maintient au pouvoir sans qu'aucune opposition n'ait jamais constitué une alternative de gouvernement. Aujourd'hui, son hégémonie s'érode avec la montée du parti de droite, le PAN - Parti d'Action Nationale.
3. Le PT - Parti des Travailleurs, conduit par Lula da Silva, émerge du «nouveau syndicalisme» qui naît des grandes mobilisations ouvrières de Sao Paulo en 1978-79, et se veut en rupture avec le syndicalisme d'Etat.
4. La crise économique se double d'une crise sociale. Celle-ci est issue des transformations structurelles qui sont le résultat de l'épuisement du modèle de développement fondé sur la substitution des importations, et de l'insertion dans l'économie mondiale. La désagrégation du système socio-économique s'est traduite notamment par la perte de dynamisme du secteur public et du secteur industriel urbain. Cette désagrégation s'est accompagnée d'une augmentation importante de la pauvreté, essentiellement urbaine.



Louisiana LUBIN

sent de faire référence à des thèmes aussi variés que la quête de l'unité, les processus de démocratisation, les conflictualités sociales ou l'intervention sociale de l'Etat, en sachant que tous ces thèmes sont liés entre eux.

**L'intégration économique** s'opère par la création de zones commerciales ou de libre échange régionales (ALAC, puis ALADI<sup>5</sup>) et sous-régionales (Marché centre-américain, Pacte Andin, *Mercosur*) et d'un bloc inter-américain (ALENA). Les chances de développement de ces intégrations sont certainement liées à l'approfondissement de la démocratie. En effet, la rapidité de constitution de ces ensembles régionaux depuis le début des années 90 est surprenante. Créé en 1991 entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, le *Mercosur* vise à abolir les barrières douanières entre les pays membres; en 1992, le Plan d'Action pour l'Amérique Centrale a été signé par le Honduras, le Guatemala et le Salvador, accélérant ainsi l'intégration du Costa Rica et du Nicaragua, également membres du Marché Commun Centre-américain; signé en 1992, l'ALENA ne peut que renforcer la complémentarité du Mexique avec l'économie nord-américaine, même si le Mexique regarde toujours vers le Sud en signant des accords de libre-échange avec divers pays. L'issue de cette intégration n'est pas encore donnée aux Etats latino-américains, même si elle paraît bien s'inscrire dans la logique des blocs instaurée par la mondialisation.

**La coopération politique régionale** s'est particulièrement occupée de la défense de la démocratie en Amérique latine, en s'attachant ces dernières années aux cas de Haiti, de Cuba et du Pérou. Durant les années 80, la coopération politique régionale a été intense en ce qui concerne le conflit centre-américain. Soulignons la capacité de pays vulnérables à l'influence nord-américaine de définir leurs intérêts propres aux plans interne et externe. Cette capacité s'est traduite par la mise sur pied du processus de paix en Amérique centrale et la recherche de partenaires extérieurs, tels que la CE et ses

5. L'ALAC - Association latino-américaine de Libre Commerce, créée en 1960, rassemble l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, d'abord, et ensuite, la Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela. L'ALAC devient l'ALADI - Association Latino-Américaine de l'Intégration en 1980. L'ALENA - Accord de Libre Echange Nord-Américain réunit le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

pays membres. L'émergence de politiques étrangères communes qui ébrèchent l'hégémonie nord-américaine et font place à de nouvelles formes institutionnelles est à cet égard remarquable. En sont par exemple l'illustration, la naissance du «Groupe de Contadora» (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela), en 1983, afin de trouver une solution négociée aux conflits centre-américains, groupe qui fut rejoint en 1985 par un «groupe d'appui» formé par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay; ou, pour les mêmes problèmes, l'adoption en 1987 du Plan Arias par les cinq pays centre-américains directement concernés (Nicaragua, Costa Rica, Salvador, Honduras, Guatemala). Voilà une série de regroupements qui favorisent la disparition des conflits inter-étatiques et le remodelage des relations inter-américaines. En ce qui concerne ce remodelage, le développement mafieux du trafic de drogue, la protection de l'environnement ou les migrations en provenance du Mexique, des Caraïbes et de l'Amérique centrale tracent de nouveaux intérêts en matière de sécurité pour les Etats-Unis.

**La démocratisation** recouvre des cas de figures aussi variés que la transition des régimes militaires vers des régimes démocratiques (Brésil, Argentine), l'extension de mécanismes démocratiques dans des régimes semi-autoritaires (Mexique), la réinsertion dans la vie institutionnelle des acteurs sociaux et politiques qui demeurent à sa marge (Nicaragua, Salvador), ou encore la réappropriation de mécanismes démocratiques (Chili, Uruguay). Dans tous ces cas de figures, le processus de démocratisation n'a pas encore réussi à se consolider complètement : soit des «enclaves autoritaires» subsistent (institutions, acteurs, pouvoirs hérités des régimes autoritaires), soit la vérité, la justice et la réparation en matière de violations des droits de l'homme n'ont pas été véritablement réglées, soit des régressions autoritaires se produisent (Haïti), soit la démocratie conquise s'érode sous les effets de la corruption.

Si la démocratie politique ne va pas automatiquement de pair avec la démocratie sociale, celle-ci est une donnée fondamentale de la consolidation démocratique. La conflictualité sociale et l'intervention sociale de l'Etat sont à cet égard des questions cruciales.

**La diversité de la conflictualité sociale** que traduisent les revendications indiennes, les mouvements de femmes, les

brèches ouvertes dans le syndicalisme d'Etat au Mexique, les reconfigurations religieuses dans leurs relations avec les mouvements sociaux, sont autant d'incertitudes pesant sur l'action de l'Etat.

Les revendications qu'exprime par exemple Rigoberta Menchu, ou qui se manifestent dans le cas du Chiapas, sont un phénomène très récent sans doute appelé à occuper une large place dans l'actualité latino-américaine des années à venir. Quant aux mouvements de femmes, ils lient la revendication d'une citoyenneté sociale à la problématique des rapports sociaux de sexe.

Par ailleurs, les fissures et les ruptures apparues dans le syndicalisme d'Etat mexicain renvoient à l'avenir du corporatisme et du clientélisme<sup>6</sup>. Enfin, les reconfigurations religieu-

6. Le syndicalisme d'Etat se fonde sur des rapports sociaux clientélistes et corporatistes.

Les relations clientélistes traditionnelles résident dans l'échange de faveurs, en l'occurrence des transactions de biens et de services non comparables entre des personnes qui possèdent des ressources et des statuts inégaux.

Dans le cadre du «corporatisme d'Etat», ce sont les groupes d'intérêt incorporés à l'Etat et certains secteurs populaires qui entrent dans des relations d'échange de biens et de services non comparables. Le clientélisme, dans le cadre du «corporatisme d'Etat», voit diminuer la personnalisation du face à face individuel des relations inégales de dépendance. Le caractère personnalisé peut certes se maintenir, mais à travers de nouvelles formes telles que les leaders paternalistes et charismatiques. Mais les relations clientélistes tendent à se transformer sous l'égide de groupes, diminuant ainsi leur caractère affectif et renforçant leur caractère instrumental.

Les changements les plus significatifs sont les suivants : la prise en considération de demandes de type corporatiste et non pas exclusivement de type particulariste et personnel; les ressources de pouvoir au fondement du clientélisme s'étendent à travers les organisations de masse et la disposition des moyens étatiques; l'asymétrie du pouvoir entre le patron et le client subsiste, mais son assise matérielle s'élargit en termes organisationnels et financiers. Par ailleurs, la concentration des ressources au niveau de l'Etat et la complexité sociétale croissante confèrent une importance majeure à l'intermédiaire : celui-ci ne contrôle pas directement les ressources si ce n'est à travers les contacts qui lui permettent d'y accéder; en d'autres termes, le patron se transforme en intermédiaire permettant l'établissement des liens entre le local et le national, ce qui facilite la pénétration croissante de l'Etat dans la société civile.

ses mettent en évidence l'expansion des groupes protestants et la question de l'avenir de la théologie de la libération. Cette multiplicité de mouvements sociaux est révélatrice des dynamiques d'émergence de nouveaux acteurs et des processus de recomposition d'anciens acteurs. Elle porte autant d'aléas qui pèsent sur le champ étatique et politique.

**L'intervention sociale de l'Etat** demeure une question décisive au regard de la démocratisation et de la transformation de l'Etat. En effet, le développement de la pauvreté constitue une menace pour la démocratisation, mêle inextricablement le poids interne et externe de la crise et du néo-libéralisme. D'une part, la diminution des revenus réels, la dette, les politiques d'ajustement structurel, l'informalisation croissante des relations de travail, la crise de la protection sociale, sont des facteurs de risque et de menace pour la démocratie. D'autre part l'Etat, à l'aune du néo-libéralisme, devient un accusé. Seul l'Etat subsidiaire semble encore posséder quelque légitimité. En effet, celle-ci paraît se nouer autour des «vertus» de l'assistentialisme et de l'informel: tandis que l'UNICEF prône un ajustement à visage humain, la Banque Mondiale et le FMI prennent désormais en considération les effets sociaux des politiques d'ajustement en suggérant le lancement de programmes sociaux compensatoires.

Telles sont les circonstances majeures des recompositions politiques en Amérique latine. Ces circonstances traduisent à quel point la transformation des Etats et le changement des systèmes politiques latino-américains se heurtent aux aléas d'une action politique qui aboutit notamment à une redistribution des ressources du pouvoir et à une restructuration des rapports de force et des rapports sociaux. Ces recompositions expriment d'une manière ou d'une autre que les démocratisations politique et sociale sont loin d'être effectives tant elles se heurtent encore à de multiples violences, qu'elles soient physiques, institutionnelles, juridiques, économiques ou symboliques.

## **l'économie informelle : ultime chance du développement ?**

bruno lautier \*

La crise sociale généralisée que beaucoup pronostiquaient à la suite de la mise en place des plans d'ajustement structurel dans le tiers-monde n'a pas eu lieu. Certes, il y a eu à la fin des années 80 de violentes émeutes au Maroc, en Egypte, au Venezuela, et plus récemment au Mexique. Mais, globalement, c'est plutôt l'idée d'une «divine surprise» qui prévaut chez les experts internationaux, d'autant plus que le mouvement de démocratisation se poursuit, même si c'est avec quelques exceptions notables (le Nigeria, la Birmanie, le Zaïre,...).

Comment expliquer l'apparente résignation des couches populaires du tiers-monde à des phénomènes comme la baisse des salaires (souvent supérieure à 50% sur la dernière décennie), la chute de l'emploi public et - particulièrement en Afri-

---

\* Professeur de sociologie du développement à l'IEDES - Institut d'Etudes du Développement Economique et Social (Université de Paris I). Membre du GREITD - Groupe de Recherche sur l'Etat, l'Internationalisation des Techniques et le Développement, et du CELA-IS de l'Université Libre de Bruxelles (Centre d'Etudes Latino-Américaines de l'Institut de Sociologie).

Sur le sujet ici traité, on peut lire avec profit le recueil de textes qu'il a édité avec Claude de MIRAS et Alain MORICE, *L'Etat et l'informel*, Paris, l'Harmattan, 1991.

que - de l'emploi industriel, la dégradation ou l'effondrement de la protection sociale et des services publics et, plus généralement, l'interruption brutale de la marche vers la modernité que symbolisait le mot mythique de «développement»? A cela, la réponse la plus couramment apportée depuis sept ou huit ans est : c'est grâce à l'économie informelle.

Il suffit en effet d'observer les statistiques - quand elles existent - ou de lire les centaines d'études monographiques qui paraissent chaque année sur le sujet : malgré la diminution de l'emploi déclaré, le chômage a peu augmenté, alors que l'emploi non salarié, et l'emploi salarié non déclaré dans les micro-entreprises, croissent rapidement. En ce qui concerne les revenus, il est évident que la proportion de pauvres a augmenté depuis une douzaine d'années; mais la «pauvreté absolue», généralement définie par le fait d'avoir des revenus inférieurs à la moitié de la «ligne de pauvreté», diminue légèrement. Cela signifie en particulier que l'économie informelle a permis de créer des emplois à revenus faibles, mais néanmoins supérieurs au «seuil de survie»<sup>1</sup>.

Le discours anti-catastrophiste, tenu en particulier par la Banque Mondiale depuis 1990, est - grossièrement résumé - le suivant : à la crise économique répond la «débrouille»; le fonctionnaire dont le salaire a été divisé par deux créera un petit commerce, aidé par son épouse jusque-là inactive ou son fils que l'école n'accueille plus; le salarié protégé, et souvent traité de quasi-rentier, d'une grande entreprise se muera, après son licenciement, en petit entrepreneur dynamique; la durée de vie des voitures ou de l'électro-ménager s'allonge, grâce à la multiplication et à l'ingéniosité des «petits métiers» de la réparation. Enfin, ces petites activités, qui expriment la vitalité de «la société civile», sont bien mieux susceptibles que ces gouffres sans fond que sont les grandes entreprises de mettre à profit l'aide internationale, en particulier grâce au relais que constituent les ONG. Evidemment, le développement du trafic de drogue ou de la criminalité pose problème, mais on ne peut en faire seulement une conséquence de l'abandon des vieux mirages développementalistes et de la revalorisation de l'activité non salariée.

1. Pour ce qui concerne la définition, la mesure, l'évolution et les déterminants de la pauvreté, voir SALAMA Pierre et VALIER Jacques, *Pauvretés et inégalités dans le tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1994.

Certes, tout cela est vrai. Mais il y a quelque chose de suspect dans ce soulagement émerveillé. C'est en effet une évidence que, en l'absence de création d'emplois salariés déclarés, et d'assurance-chômage, beaucoup d'anciens salariés ou de nouveaux arrivants sur le marché du travail sont contraints à créer leur emploi. Mais de quel type de travail s'agit-il ? Jusqu'au milieu des années 80, l'économie informelle était surtout décrite comme le lieu de déploiement des «stratégies de survie», le refuge des chômeurs ou des sous-employés déguisés, à part une petite frange de micro-entreprises «évolutives», que les organismes nationaux et internationaux tentaient de «formaliser» à coup de crédits et de conseils. L'objectif était alors de réduire et d'éliminer l'économie informelle, non pas en l'intégrant - à part cette frange - dans l'économie moderne, mais en créant des emplois dans cette dernière, base d'une croissance peut-être contestable dans certaines de ses modalités (l'endettement, l'inflation, l'inégalité,...) mais pas dans son principe.

Brutalement<sup>2</sup>, cette économie informelle qui était chargée de tous les vices (faible productivité, faibles revenus, évasion fiscale, conditions de travail lamentables, absence de protection sociale) est parée de toutes les vertus (moteur de la génération d'emplois et de revenus, substitut à un Etat défaillant, lieu de déploiement de la solidarité). Elle est, pour la Banque Mondiale, le centre de la lutte contre la pauvreté. Serait-elle la réponse originale trouvée par les sociétés du tiers-monde à la faillite d'un projet social conçu par d'autres qu'elles, sur la base d'un mimétisme maladroit ? Ou n'est-elle pas plutôt une solution «par défaut», incapable de permettre l'élaboration d'un projet social, et grosse de risques inévaluables d'explosion sociale et de chaos socio-politique ? Ce qui est remarquable, c'est que le consensus sur ce rôle nouveau et central de l'économie informelle repose sur une absence totale de clarté quant à la nature même de ce dont on parle, absence, on le verra, tout à fait fonctionnelle. Cela permet de

---

2. Le virage n'a pris que trois à quatre ans, de la publication de *L'ajustement à visage humain* par l'UNICEF, fin 1986, à celle du *Rapport annuel* de la Banque Mondiale de 1990. La quasi-totalité des administrations du tiers-monde, des organismes de coopération du «Nord», et une majorité des ONG et des chercheurs universitaires, se sont ralliés à ce discours au début des années 90.

poser le problème de l'économie informelle comme un problème purement pragmatique (monter des projets, consolider des emplois), et d'évacuer ce qui risque de devenir rapidement le problème central : celui de la nature et de la souveraineté de l'Etat dans le tiers-monde.

### **économie informelle, secteur informel : des notions théoriquement imprécises, mais pratiquement efficaces**

L'économie informelle dans le tiers-monde n'est pas née avec la crise des années 80. Si on désigne par là, comme l'a fait le Bureau International du Travail à la fin des années 70, un ensemble de phénomènes socio-économiques tels que l'inobservation des règlements, la faible taille des unités de production, l'arriération technologique<sup>3</sup>, elle existe déjà massivement dans les récits des historiens de la première moitié du siècle. Mais ces phénomènes n'avaient pas de dénomination unique : artisanat, petit commerce, marginalité, petits métiers désignaient autant de réalités diverses. Le mot fédérateur d'économie ou secteur «informel(le)» ne date que du début des années 70<sup>4</sup>.

- 
3. Ce sont quelques-uns des critères que proposent les textes du Bureau International du Travail pour repérer l'informalité à la fin des années 70 (Voir en particulier : SETHURAMAN S-V., «Le secteur urbain non structuré : concept, mesure et action», in *Revue Internationale du Travail*, vol.114 n°1, BIT, Genève, 1976. Jusqu'à nos jours, le BIT utilise l'adjectif «non structuré» alternativement à celui «d'informel», du moins en français). On peut en ajouter d'autres : faible niveau d'instruction, faibles prix, etc. Certaines «définitions multicritères» en alignent jusqu'à vingt, ce qui les rend totalement inutilisables.
  4. Une querelle de paternité oppose à ce sujet les partisans de Keith Hart, auteur d'un article écrit en 1971 mais publié seulement en 1973, intitulé «Informal income opportunities and urban employment in Ghana» (*Journal of modern african studies*, vol.II n°1, pp.61-89), et ceux du Bureau International du Travail, qui a publié en 1972 le rapport «Employment, income, and equality : a strategy for increasing productive employment in Kenya». Seul le BIT, à cette époque, emploie le mot de «secteur».

Cette date est significative. Elle est celle du début de l'épuisement de la croyance en les théories et les modèles industrialistes du développement. Autour de la notion de «secteur informel» s'est polarisé, à la fin des années 70 et au début des années 80, un ensemble de débats mêlant des écoles diverses : les marxistes, qui intégreront cette notion aux débats sur l'articulation des modes de production, la surexploitation et l'armée industrielle de réserve; les «structuralistes», surtout en Amérique latine (l'école de la CEPAL), qui y verront le lieu de déploiement de stratégies de survie, ne pouvant être résorbé que par la croissance de l'emploi industriel; les économistes «orthodoxes» (néo-classiques issus des théories dualistes du développement) qui la caractériseront comme un «secteur urbain transitionnel» entre un secteur traditionnel (rural) et un secteur moderne, dans une perspective évolutionniste.

Les débats théoriques très vifs de cette période se sont développés en l'absence d'un quelconque consensus sur la définition ou le repérage de ce dont on parle. Depuis le milieu des années 80, la teneur des discussions a changé. Le thème principal est devenu : l'économie ou le «secteur<sup>5</sup>» informels peuvent-ils constituer la solution à la crise sociale du tiers-monde ? Mais ce changement d'orientation du débat n'empêche pas que le flou de la définition demeure : l'imprécision théorique apparaît comme tout à fait fonctionnelle, et permet de légitimer un ensemble de discours contradictoires, chacun ayant sa perception du «secteur» informel, et du rôle qu'il lui assigne.

---

5. La discussion de la pertinence de la notion de «secteur» nécessiterait un long développement, impossible ici. Précisons seulement que le mot «secteur», étymologiquement, suppose qu'on puisse séparer la société en deux segments, chacun étant relativement homogène. Or, justement, les sociétés du tiers-monde sont caractérisées par le mélange de formalité et d'informalité, de légalité et d'illégalité, aussi bien en ce qui concerne les entreprises que les travailleurs et leurs familles. Le mot «économie informelle», sans prétendre à une rigueur conceptuelle absolue, permet au moins de ne pas présupposer cette séparation complète qu'implique le mot de «secteur». Voir à ce propos LAUTIER B., *L'économie informelle dans le tiers-monde*, La Découverte, coll.Repères, Paris, 1994.

La définition la plus générale de l'économie informelle est qu'elle regroupe toutes les unités de production qui n'observent pas le cadre réglementaire de l'activité économique. Une telle appréhension soulève, malgré son apparente simplicité, quatre types de problèmes.

- Le problème du **repérage** de ces unités, tout d'abord : à quels règlements se référer ? En effet, une entreprise ou un travailleur indépendant peuvent tout à fait observer la réglementation fiscale, par exemple, et non le droit du travail. On voit très souvent des commerçants des rues enregistrés à la mairie (ce qui leur permet de négocier avec celle-ci, particulièrement en période électorale), mais non déclarés au fisc. Par exemple, une enquête menée à Mexico<sup>6</sup> montrait que les «informels» le sont à des degrés très divers selon le type de réglementation ou de registre dans lequel on doit s'inscrire; ainsi 52 % des dirigeants de micro-unités sont déclarés à la municipalité, mais seulement 5.4 % à la Sécurité Sociale. Cette diversité des niveaux de respect de la loi ne s'explique pas essentiellement par le coût ou la complexité des démarches à faire<sup>7</sup>. Ainsi, pour ce qui concerne le non-respect de la législation de la Sécurité Sociale, les «démarches trop lourdes» et le «coût trop élevé» ne représentent que 7.9 et 9.1 % des réponses. Ce qui domine est : «ne le pense pas nécessaire» (34.4 %), «ne connaît pas l'existence de la loi» (10.1 %), «pense que l'affiliation n'est pas obligatoire» (29.9 %). Ceci suggère que le rapport à la loi est beaucoup plus complexe que le dilemme soumission ou refus : être inscrit dans les registres municipaux est une condition pour négocier avec les agents de la municipalité, ou pour apparaître comme fiable à des partenaires commerciaux. Par contre, l'inscription à la Sécurité Sociale est *a priori* exclue : elle symbolise un autre monde, celui des grandes entreprises, du salariat stabilisé, des syndicats. Certaines lois font sens dans le système des représentations des informels, et il se positionne effectivement par rapport à elles; d'autres pas du tout, et ils les ignorent.

6. Voir ROUBAUX F., *Le secteur informel au Mexique*, Karthala, Paris, 1994.

7. Ce qui est pourtant le centre de l'argumentation de Hernando de Soto, dans son *best seller* néo-libéral sur l'informalité au Pérou : *L'autre sentier - la révolution informelle dans le tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1994 (1<sup>ère</sup> édition en espagnol, 1986).

Le problème du repérage est aggravé par le fait qu'une partie de l'économie informelle peut exercer des activités licites (une petite entreprise de confection, un réparateur de voitures), mais hors du cadre légal (absence de comptabilité et de paiement d'impôts); une autre peut exercer des activités par nature illicites. La plupart des études excluent *a priori* les activités illicites; pourtant celles-ci jouent un rôle majeur dans certains pays, en termes de création d'emplois, mais aussi de croissance économique (réinjection de l'argent de la drogue dans l'industrie du bâtiment en Colombie, exportations de contrebande supérieures aux exportations légales en Ouganda ...). Cette exclusion des activités illicites est en partie due aux difficultés, sinon aux risques physiques, du recueil des données dans ce domaine. Mais elle est aussi un effet du caractère normatif, plus qu'analytique, des discours sur l'économie informelle. Il est en effet politiquement difficile de proposer la «formalisation» de la criminalité et son intégration dans un cadre légal, voire une politique de crédit à bon marché pour y développer l'emploi.

Un dernier problème lié au repérage est constitué par le fait que les enquêteurs ont presque toujours tendance à appréhender ce qui est le plus facile à saisir et le moins éphémère, et aussi ce qui sera l'objet des politiques que l'on veut promouvoir : les micro-entreprises produisant des biens matériels, qui n'occupent dans les grandes villes d'Afrique et d'Amérique latine qu'un tiers à un quart de l'emploi non déclaré. On ne compte plus les rapports du BIT intitulés «le secteur informel à ...» et qui ne disent mot ni du commerce ni des services (et encore moins des domestiques).

- Le problème du repérage des activités informelles débouche sur celui de leur **appréhension statistique**. Les statistiques, en effet, se fondent en général sur des documents administratifs. Même si l'on s'accordait sur le fait de fonder le repérage de l'économie informelle sur l'absence de paiement d'impôts, par exemple, l'appréhension statistique supposerait qu'on puisse trouver ailleurs les informations qui, pour l'économie formelle, sont issues des registres fiscaux. Et, à supposer qu'on puisse trouver ces informations (par des enquêtes directes), on est obligé de supposer que ces déclarations sont sincères, ce qui pose évidemment problème, puisque celui qui répond aux questions est par définition dans l'illégalité. On

estime en général qu'il est plus facile d'obtenir des données sûres à partir d'enquêtes auprès des ménages. Mais si celles-ci permettent d'évaluer l'emploi et les revenus, elles ne disent bien sûr rien de l'organisation de la production et de son évolution.

Un autre problème est celui des **comparaisons internationales**. Puisque les lois sont différentes d'un pays à l'autre, ne pas les observer a nécessairement des connotations diverses. Le non-paiement des cotisations sociales, par exemple, a une signification bien différente selon qu'un système de retraites existe ou non<sup>8</sup>.

Face à cette accumulation de questions, la plupart des instituts nationaux de statistique utilisent un autre critère que celui du rapport à la loi : celui de la taille de l'unité économique. On appellera «informelles» les unités d'une taille inférieure à un seuil (généralement onze personnes). Cette attitude est apparemment simple (la sincérité des déclarations est plus probable, et on peut la compléter par l'observation directe), mais on se crée alors d'autres problèmes, provenant de ce qu'on ne peut directement inférer des caractéristiques sociales, politiques ou même économiques de l'appartenance à une catégorie définie par la taille de l'unité (qu'y a-t-il de commun entre un commerce de chaussures, un cabinet d'avocats et une entreprise de métallurgie, toutes employant cinq personnes ?). On peut contourner ce problème en disant qu'on appellera «informelles» les unités qui sont petites, à l'exception des «professions libérales», à l'évidence «modernes» et «légalisées». Mais cela ruine alors le critère de la taille : pourquoi appeler «informelles» les petites entreprises de production de logiciels, au Brésil comme aux Philippines ? Et exclure, comme on le fait dans certains pays, les «unités dirigées par une personne d'un niveau de formation universitaire» n'est pas une solution, quand précisément le chômage des diplômés les pousse à rentrer dans les activités informelles<sup>9</sup>.

8. La 15<sup>e</sup> conférence des statisticiens du travail, en janvier 1993, considère comme informelles *«les entreprises familiales n'employant pas de salariés permanents, et les micro-entreprises employant de tels salariés sans les déclarer»*, ce qui ne résout en rien ce problème.
9. On peut illustrer cela par une anecdote : à Mexico, un réparateur d'automobiles, dirigeant un petit atelier non déclaré, distribue sa carte de visite «Carlos Rodríguez, diplômé (M.B.A.) de l'Université de Stanford», ce qui, vérification faite, est tout à fait exact.

• Le troisième type de problèmes concerne l'implicite selon lequel on peut identifier les **travailleurs** des unités économiques qualifiées d'informelles et les «travailleurs informels», au sens où les conditions d'exercice de leur activité et de la perception de leurs revenus ne respectent pas la loi. Ce postulat est rapidement intenable. D'un côté, la rémunération d'un travailleur salarié d'une entreprise déclarée peut très bien n'être que très partiellement déclarée (par exemple, sur les chantiers du bâtiment dans le Nordeste du Brésil, les entreprises ayant pignon sur rue ne déclarent que le salaire de base - qui permet aux salariés d'avoir accès à une protection sociale minimale - et versent toutes les primes ou les heures supplémentaires sans les déclarer). Ensuite, de nombreux salariés de la fonction publique ou de grandes entreprises peuvent exercer une autre activité, le soir ou le week-end, éventuellement en utilisant les ressources (voiture, outils, matériaux) de leur première activité. La petite corruption contribue encore à brouiller le problème, surtout depuis le début des années 80 : la baisse des salaires des fonctionnaires favorise à la fois leur recherche d'un revenu complémentaire et la tolérance de la hiérarchie; la diminution de leur nombre joue, pour beaucoup de catégories, un rôle complémentaire : elle allonge les files d'attente, et donc les occasions d'accélérer tel ou tel dossier en échange d'un «cadeau».

Par ailleurs, le revenu n'est pas une variable qui fait sens au niveau individuel, mais seulement au niveau familial, et dans de nombreux pays du tiers-monde on a une forte proportion des ménages urbains qui combinent des sources de revenus formelles et informelles. Enfin, paradoxalement, il arrive parfois que dans une micro-entreprise informelle (non déclarée), on respecte de nombreux éléments du droit du travail ou du droit social (salaire minimal et congés payés en particulier); cela montre bien que les codes étatiques ont une efficacité qui dépasse largement les possibilités de contrôle de l'administration; le droit peut s'imposer comme norme sociale, même en l'absence de sanction légale. Tout ceci explique qu'on aura une vision très différente de l'économie informelle selon qu'on se fonde sur des recherches menées sur les unités économiques, ou sur des enquêtes effectuées auprès des individus (ou des ménages), et qu'on ne peut postuler que les travailleurs informels se situent tous - et seulement - dans les unités économiques informelles.

• Le quatrième type de problèmes que soulève l'appréhension de l'économie informelle est le présupposé de l'**absence de formes** ou de structures. Le mot même, «informel», a une connotation négative<sup>10</sup>, alors que cette économie a à l'évidence des «formes»: elle est organisée par des rapports de parenté, ethniques, de solidarité ou de violence; elle a ses codes et ses sanctions, ses hiérarchies. Cela est évidemment vrai de toutes les régions où certaines activités sont réservées aux membres de castes définies (Afrique de l'Ouest, Inde), ou sont conditionnées par l'appartenance à une ethnie. Mais c'est vrai aussi d'activités apparemment aussi individuelles que celles des cireurs de chaussures ou des vendeurs ambulants, dont l'exercice suppose qu'on soit admis par les concurrents, qu'on entre dans des réseaux de solidarité, qu'on reconnaisse l'autorité d'un leader...

L'idée même d'économie informelle renvoie à une image en négatif d'un développement, vu comme l'accès progressif à la modernité technique, institutionnelle et sociale, dont l'observation du droit serait un symptôme. L'usage du mot, du seul fait des implicites qu'il véhicule (la misère, la débrouille, le sous-emploi et l'archaïsme), risque de faire passer à côté des aspects novateurs de l'économie informelle, ou même de l'émergence de nouveaux rapports sociaux qui ne sont pas réductibles au «manque» de ceux qui dominent dans les pays développés.

On se trouve alors devant une situation assez rare dans les sciences sociales: une notion, sur la définition même de laquelle il n'y a aucun consensus, élimine toutes les notions concurrentes, et rallie les tenants de thèses totalement opposées (qu'ils croient ou non à la pertinence de la notion qu'ils utilisent). Une des raisons de cette situation est que le «*secteur informel est une marchandise de choix de l'industrie du développement*»<sup>11</sup>: quels que soient les scrupules théoriques, l'usage de la notion est une obligation pour qui veut trouver

---

10. De même que les vingt-cinq autres dénominations souvent utilisées, relevées par J-C. Willard («L'économie souterraine dans les comptes nationaux», *Economie et statistiques* n°226, INSEE, 1989) qui vont d'économie «non officielle» à «économie submergée».

11. Claude de Miras: «L'informel: un mode d'emploi», dans Lautier, de Miras et Morice, *op.cit.*, 1991.

à financer sa recherche. Il est aussi un passage obligé pour les ONG qui cherchent un appui pour monter des micro-projets. Et, après vingt ans de martèlement, non seulement dans les ouvrages académiques mais aussi dans la presse du tiers-monde, ces scrupules semblent hors de mise : les habitants de Recife ou d'Abidjan sont persuadés que, quotidiennement, ils «voient» le secteur informel.

Ce flou théorique et empirique permet d'affirmer n'importe quelle thèse, n'importe quelle proposition de politique, et de la fonder sur des «preuves» empiriques qu'il sera toujours possible de trouver. L'usage massif de quelques monographies pour appuyer une proposition très générale, voire un changement de politique<sup>12</sup>, permet de reléguer au second plan tous les problèmes théoriques, en s'abritant derrière l'urgence et le nécessaire consensus autour de l'objectif de lutte contre la pauvreté. L'ensemble des intérêts qui se greffent autour des expertises et des financements renforce cette dérive. Rien d'étonnant alors à ce que perdure un manque de consistance théorique qui trouve son efficace en-dehors du champ académique.

### **le nouveau rôle de l'économie informelle : mode de développement économique alternatif, ou consécration d'un échec ?<sup>13</sup>**

Le discours actuel des institutions internationales sur l'économie informelle la présente comme jouant un nouveau rôle : il n'est plus de dégager en son sein un groupe de petites entreprises dynamiques appelées à croître, mais de servir «d'éponge à emplois», de substitut à la protection sociale défaillante, voire de base à un nouveau modèle d'industrialisation. Cette revalorisation de l'économie informelle repose sur une idée simple, selon laquelle elle peut remplacer, remplir les fonctions de la plus grande partie de l'économie formelle,

12. La Banque Mondiale est coutumière de ce procédé. On met en exergue, par exemple, une opération d'aide - très coûteuse - à telle ou telle catégorie d'artisans d'Ouagadougou, et on en tire des conclusions valables aussi bien pour les Philippines que le Brésil.

13. Ce passage développe une partie de l'article : «L'économie informelle, son rôle social, et la démocratisation», *Cahiers Français*, La Documentation Française, n°270, mars-avril 1995.

en se fondant sur ce qui est advenu durant les dix dernières années. Or, la vitalité passée de l'économie informelle (durant les années 80) reposait largement sur son articulation avec une économie formelle qui résistait encore, et alimentait l'économie informelle tant en termes de demande de ses produits que de constitution d'une épargne. Il semble bien que ce soit l'hypothèse d'une complémentarité, plutôt que d'une substituabilité, qui doit être retenue. Si l'économie informelle continue à créer des emplois, c'est par défaut, et dans des conditions qui accroissent la paupérisation plutôt qu'elles ne la réduisent. Les libéraux tirent argument d'une vitalité passée pour clamer les vertus de l'informalité, et déduire du fait qu'elle se situe largement à l'écart des lois un modèle pour l'ensemble de la société, en oubliant au passage que son dynamisme supposé en-dehors des lois repose largement sur le fait que les lois jouent encore dans une partie majoritaire de l'économie. Prôner sur cette base la déréglementation généralisée et le démantèlement de la protection sociale tient alors pour le moins du paradoxe.

Ce rôle de substitut dévolu à l'économie informelle touche trois domaines : elle est censée, d'un côté, créer, au moins partiellement, les emplois que perd l'économie formelle, essentiellement du fait du bas coût du travail et de la flexibilité de son mode d'usage; ensuite, et beaucoup plus massivement, elle doit créer des emplois d'une autre nature, dans d'autres branches, que ceux que perdent entreprises et administrations formelles; enfin, elle offre des substituts à une protection sociale défaillante, en crise financière et organisée plus selon une logique corporatiste que dans un objectif de redistribution. La capacité de l'économie informelle à remplir ces trois fonctions qui lui sont assignées est cependant pour le moins douteuse.

### **la thèse du transfert des emplois de l'industrie formelle vers la micro-industrie**

En matière de production de biens, tout d'abord, la capacité de l'économie informelle à prendre la place de l'économie formelle est extrêmement faible. Une vision journalistique, et un peu paternaliste, peut mettre en avant l'ingéniosité du récupérateur de boîtes de conserves capable d'en faire un arrosoir, celle des potiers ou autres artisans fabriquant des produits «traditionnels» d'ailleurs plus à destination des tou-

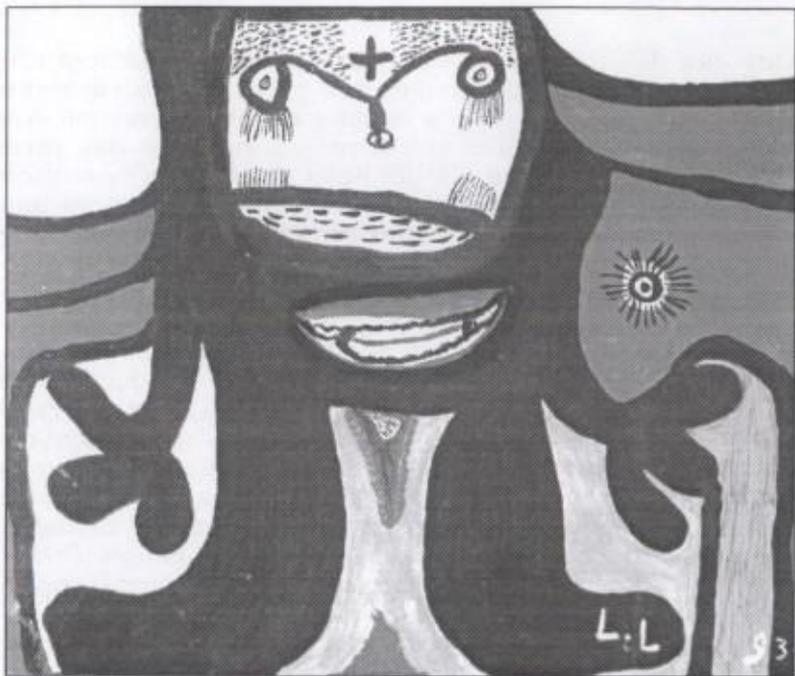
ristes que des nationaux; mais les exemples cités sont toujours les mêmes, et l'essentiel des produits que l'industrie locale cesse de produire n'a aucune chance de revenir à la production artisanale. Un calcul précis, dans un des rares pays - la Colombie - où les données disponibles le rendent possible, montre d'abord que seulement 5 % de l'emploi urbain seraient passibles de ce transfert de l'économie formelle vers les micro-entreprises (confection, meuble, produits alimentaires, arts graphiques, petite métallurgie); et ensuite que l'avantage des secondes sur les premières en termes de coût horaire du travail varie (selon les phases du cycle économique) de 4 à 25 %, ce qui est inférieur aux écarts de productivité du travail entre les deux types d'entreprises<sup>14</sup>. La baisse de l'emploi dans l'industrie formelle se traduit plutôt généralement par un accroissement des importations, accentué par l'ouverture des frontières (comme dans la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne, où ce sont les produits *made in China* ou coréens qui prennent la place des produits industriels locaux, et non les produits de l'artisanat). La baisse de l'emploi formel dans l'industrie, dans la majorité des cas, est simplement - comme en Europe - une conséquence des hausses de productivité d'entreprises obligées de s'aligner sur les normes mondiales (comme en Argentine, au Brésil ou au Mexique). Ces pertes d'emploi, dans l'automobile ou la chimie par exemple, ne sont susceptibles d'entraîner aucune création d'emplois de compensation dans l'industrie informelle. Dans tous les cas, un transfert d'emplois de l'industrie formelle vers les micro-entreprises relève de l'utopie.

### **la création d'emplois d'une autre nature que ceux qu'a perdus l'économie formelle**

Par contre, l'idée selon laquelle les pertes d'emplois par l'économie formelle (emplois publics et industriels surtout) trouvent une compensation dans la création d'emplois informels dans d'autres domaines est empiriquement incontestable : l'emploi

---

14. Voir LAUTIER B. «L'ajusteur justifié ? Politique d'ajustement, emploi et dérégulation en Amérique Latine» in *Tiers Monde* n°117, PUF, janvier-mars 1989. Cette faible différence s'explique essentiellement par la prise en compte des revenus du micro-entrepreneur, qui est presque toujours un travailleur productif, et à une rémunération en moyenne supérieure à celle des salariés de la grande industrie.



Louisiane LUBIN

non déclaré, principalement indépendant, croît au fur et à mesure que l'emploi déclaré baisse depuis le milieu des années 80 dans toute l'Afrique, la plus grande partie de l'Amérique latine et certains pays asiatiques (Indonésie, une partie de l'Inde,...); le petit commerce de rue, les services aux personnes (réparation, gardiennage, transport, restauration, nettoyage,...) et les activités illicites (narcotrafic, contrebande) occupent une part croissante de la population urbaine.

Deux points doivent cependant être notés.

Le premier est que ce type d'emplois informels créés dans la crise appartiennent surtout au «bas de gamme» (au contraire de ceux des micro-entrepreneurs ou des commerçants installés). Ceux qui les occupent se retrouvent pour une part importante en-dessous du seuil de pauvreté<sup>15</sup>. Cette concentration dans les emplois peu valorisés a essentiellement pour origine l'existence, et même le renforcement au fur et à mesure que se développe la crise, des barrières à l'entrée dans les activités informelles<sup>16</sup>. Les jeunes déscolarisés, les salariés précarisés de l'industrie, les petits fonctionnaires licenciés qui rentrent massivement dans l'économie informelle sont ceux qui ont, justement, le plus de mal à surmonter ces barrières : ils ont fort peu, ou pas du tout, d'épargne à leur disposition, et le mouvement de déréglementation sociale a accentué cette impossibilité d'épargner (baisse ou disparition des indemnités de licenciement, baisse de l'ancienneté dans l'emploi antérieur). La période récente, en accroissant les obligations de redistribution et d'entraide envers ceux qui conservaient leur emploi a encore accentué ce phénomène, particulièrement en Afrique subsaharienne<sup>17</sup>. Le délitement des réseaux de solidarité renforce cette difficulté d'accès aux activités informelles les plus rémunératrices, et renforce les attitudes de protection

15. Voir à ce sujet, pour l'Afrique subsaharienne LACHAUD J-P. (dir), *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique subsaharienne : analyse comparative*, Institut International d'Etudes Sociales, Genève, 1994, pp.132 et suivantes; et, pour l'Amérique latine, SALAMA P. et VALIER J., *op.cit.* pp. 67 et suivantes.

16. Epargne préalable, compétence technique, mais aussi insertion dans des réseaux (ethniques, religieux, de parenté,...) voire des gangs ou des mafias. Voir à ce sujet Lautier B., *op.cit.*, chap.4.

17. Voir MAHIEU F-R., *Les fondements de la crise économique en Afrique*, l'Harmattan, Paris, 1990.

collective, allant jusqu'à des réactions d'exclusion très violentes (non seulement chez les *dealers* de drogue, mais aussi chez les gardiens de voiture et les vendeurs à la sauvette). Ce renforcement des barrières non seulement rejette les expulsés de l'emploi formel dans les segments les moins rémunérateurs, et les plus pénibles, des activités informelles, mais aussi il peut faire qu'une partie des chômeurs ne peut s'insérer dans aucune activité : telle est la situation au Brésil où, malgré la croissance économique depuis 1991, le taux de chômage croît rapidement, ce qui montre bien qu'il ne suffit pas d'affirmer que, «en l'absence d'indemnités de chômage, les gens se réfugient dans l'activité informelle».

Le second point à noter est que l'économie informelle ne possède pas de dynamique macro-économique propre<sup>18</sup>. Son articulation avec le reste de l'économie fait que la demande qui lui est adressée dépend en grande partie de l'évolution de l'économie formelle, à travers la sous-traitance dans certains cas<sup>19</sup>, mais avant tout à travers la dépense des salariés formels : les revenus des cireurs de chaussure et des gardiens de voiture, des vendeurs ambulants et des domestiques, des restaurateurs de rue et de nombreux artisans sont fonction de la masse salariale versée par l'Etat et les entreprises privées. Tout dépend, bien sûr, du rapport quantitatif entre les deux types d'emploi. Dans les zones où l'emploi déclaré est fortement majoritaire (comme São Paulo, où il représente les trois

---

18. Sauf dans les zones complètement en-dehors du contrôle étatique (certaines zones minières d'Afrique centrale ou d'Amazonie, les zones tenues par les narco-trafiquants), ou dans celles qui ont été complètement marginalisées économiquement, et où l'emploi public est de surcroît très restreint : Somalie, une partie du Tchad, de la Centrafrique et de l'Ouganda...

19. Qui est cependant beaucoup plus réduite que certaines publications voulant à toute force soutenir la thèse de «l'exploitation» de l'économie informelle par l'économie formelle ne le laissent entendre (voir par exemple Benton A., Castells M. et Portes A., ed., *The informal economy : studies in advanced and less developed countries*, John Hopkins University Press, 1989). La sous-traitance est limitée à la micro-industrie, et représente très rarement plus de 3% du chiffre d'affaires d'une branche donnée (confection, arts graphiques en Amérique latine); elle est pratiquement inconnue en Afrique Noire. Elle est, de plus, beaucoup plus «horizontale» (entre micro-entreprises) que «verticale» (entre ces dernières et des firmes plus importantes).

quarts de l'emploi), la conjoncture de l'économie formelle dirige complètement celle de l'économie informelle (la seconde est parfaitement en phase avec la première, et les variations de revenus y sont légèrement plus amples). Dans les zones où l'économie formelle s'est fortement contractée, la demande adressée à l'économie informelle est également en phase avec l'économie formelle, mais pas le volume de l'emploi. La baisse de la masse des salaires distribués par l'économie formelle depuis le milieu des années 80 (à cause à la fois de la baisse du nombre des emplois et de celle des salaires) a eu des répercussions brutales sur les revenus des travailleurs informels. Si le nombre de ces derniers (dans les activités où les barrières à l'entrée sont faibles) a augmenté, c'est au prix d'une baisse encore plus rapide des revenus individuels. Ceci tend bien à montrer que l'idée de « compensation » atteint ses limites : les emplois informels créés ont des revenus de plus en plus faibles en regard de ceux offerts par les emplois formels détruits, quand ils ne finissent pas par être détruits à leur tour<sup>20</sup>.

### **l'économie informelle : un substitut à la protection sociale ?**

En matière de protection sociale, l'idée selon laquelle les activités informelles pourraient remplir les fonctions auparavant (et de plus en plus mal) assumées par l'Etat a eu beaucoup de succès depuis 1987. Cette idée ne concerne pas au premier chef la maladie : fort peu de gens croient que l'appel aux rebouteux et guérisseurs puisse pallier la dégradation tant de l'assurance-maladie que du système de santé public gratuit. On se résigne donc à considérer comme normale une situation où les malades doivent apporter leurs médicaments<sup>21</sup>,

20. Un exemple en est donné par les emplois de domestiques en Amérique latine : la baisse des revenus des employeurs se traduit d'abord par une baisse des salaires des domestiques; puis, leurs revenus baissant encore, certains d'entre les employeurs ne peuvent plus supporter l'entretien à domicile de la domestique, et la licencient.

21. Heureusement, pourrait-on dire avec une pointe d'humour noir, existe parfois la « mafia-providence » : à la fin des années 80, le « cartel de Cali » finançait, dans les villes colombiennes, les « pharmacies des pauvres », vendant les médicaments à demi-prix. Une concurrence explosive avec le « cartel de Medellín » semble être à l'origine de la disparition de ce réseau de pharmacies.

et où, comme dans les hôpitaux publics de Rio, la durée moyenne d'une consultation s'est abaissée à une minute et demie. La thèse du substitut à la protection sociale concerne alors essentiellement le problème des retraites et celui de la redistribution des revenus via la solidarité familiale.

Pour ce qui concerne la vieillesse, dans de nombreux pays d'Amérique latine<sup>22</sup>, et dans certains pays africains, l'idée a prévalu dans les années 80 que le modèle dominant de parcours professionnel en milieu urbain était le «cycle de vie triphasé» : un passage par l'apprentissage, une entrée dans le salariat formel vers vingt ans, et un établissement comme indépendant ou petit patron entre quarante et quarante-cinq ans (que ceux qui ont quitté l'emploi formel aient attendu d'être licenciés, ou qu'ils aient anticipé cette échéance, étant de toutes façons peu incités à chercher à accéder à une retraite dont les prestations s'effondrent). Le fait que ces actifs âgés de l'économie informelle se situaient principalement dans le «haut de gamme» (commerçants fixes, micro-entrepreneurs), percevaient des revenus supérieurs à la moyenne des salariés et avaient un emploi stable, confortait l'idée que ce parcours était le résultat de la mise en œuvre d'une stratégie visant à surmonter les «barrières à l'entrée» dans ces activités : constitution d'une épargne préalable, utilisation de connaissances techniques acquises dans l'emploi antérieur, mise en œuvre d'un réseau d'amis, de parents et de voisins. Si la dégradation du système de retraites, la baisse des pensions puis le passage à un régime de capitalisation (Chili, Argentine, Colombie) ont pu être socialement supportés, ce serait donc d'abord grâce à cette auto-création d'un emploi stable pour ses vieux jours, à la constitution d'une entreprise familiale qui pouvait également offrir un emploi à une épouse ou un fils. Les effets sociaux des mesures drastiques d'ajustement en matière sociale auraient donc été largement dramatisés.

Ce raisonnement repose sur des erreurs méthodologiques graves<sup>23</sup>. Mais surtout, il se réfère à une situation passée, et

22. LOPEZ-CASTAÑO H., «Le secteur informel, substitut d'un système d'assurances sociales en Colombie?», *Problèmes d'Amérique latine*, n°92, oct.1989.

23. Qu'il serait trop long de détailler ici. Voir ROUBAUD F., *op.cit.*, et Lautier B., «Cycles de vie, trajectoires professionnelles et stratégies familiales» dans Cabanes R., Copans J. et Selim M. (dir) *Salariés et entreprises dans les pays du Sud*, Karthala, Paris, 1995.

ne saurait légitimer un désengagement futur de l'Etat. Autrement dit, ce n'est pas parce que les travailleurs informels «âgés» sont sortis - il y a dix ou vingt ans - dans des conditions relativement bonnes de l'économie formelle, qu'on peut en déduire que les jeunes actuellement engagés dans l'économie formelle pourront avoir le même parcours. La principale raison en est démographique. En effet, dans les grandes villes latino-américaines ou africaines, s'il est vrai que plus de la moitié des actifs âgés appartiennent au «haut de gamme» des activités informelles, il ne faut pas oublier qu'ils sont trois à quatre fois moins nombreux que les actifs de vingt à trente ans. Cela est dû à une fécondité qui est restée très forte jusqu'au début des années 70, et à des migrations campagne-ville qui ont atteint leur apogée dix ans plus tard. Il est alors logique que la demande qui est adressée aux micro-entrepreneurs et commerçants fixes par les salariés plus jeunes et trois fois plus nombreux leur permette de survivre. Mais, en une génération, la fécondité a été divisée par un et demi ou même deux (en Colombie, au Brésil, dans le Maghreb), et les migrations campagne-ville se sont tariées. La disproportion entre les générations va se réduire, ou même s'annuler au début des années 2000. Les revenus de ces «informels âgés» vont s'en trouver diminués, au fur et à mesure que leur nombre croîtra, et pallieront de moins en moins la dégradation des retraites. Justifier le démantèlement des politiques sociales de la vieillesse (qui produira tous ses effets dans vingt ou trente ans) au nom du rôle passé de l'économie informelle est donc absurde, sinon criminel.

Reste l'argument de la capacité de l'économie informelle à faire jouer les solidarités familiales. Cet argument a une grande pertinence, particulièrement en Afrique, où la famille élargie joue encore un grand rôle. Les micro-entreprises familiales sont en effet plus flexibles que les firmes légalisées, en particulier en matière d'accueil des membres de la famille ayant perdu leur emploi. Aussi bien au Mexique qu'en Côte d'Ivoire, l'emploi dans les entreprises familiales croît quand se déclenche une crise, et les gains individuels baissent, généralement en-dessous du salaire minimum. De plus, les rémunérations de ceux qui ont préservé leur emploi formel peuvent être (particulièrement en Afrique subsaharienne) en partie consacrées - à travers un système d'obligations extrêmement contraignantes - au financement de l'entreprise familiale.

Mais, là aussi, ce rôle positif joué par l'économie informelle en matière d'emploi doit être relativisé. Tout d'abord, l'absorption de chômeurs par la micro-entreprise familiale n'est pas infinie, et ne peut fonctionner que pendant des crises conjoncturelles. Quand une crise est durable (comme au Mexique à la fin des années 80, ou au Sénégal et en Côte d'Ivoire jusqu'au début des années 90), on voit ce type d'entreprises expulser à leur tour les travailleurs surnuméraires (soit, comme en Afrique de l'Ouest, que le petit patron refuse de souscrire aux obligations envers la parenté lointaine, accentuant la nucléarisation de la famille; soit qu'un enfant préfère partir de lui-même, attiré par l'espoir d'échapper à la pauvreté, souvent en s'engageant dans des activités criminelles<sup>24</sup>). La solidarité a également des effets pervers sur l'emploi, dans la mesure où les réseaux d'obligations alimentaires où sont enserrés les micro-entrepreneurs les empêchent d'épargner et d'accroître la taille de leur entreprise, et où ils empêchent aussi les salariés de constituer une épargne qui leur aurait permis de créer une petite entreprise, et donc d'autres emplois familiaux que le leur<sup>25</sup>. Enfin, la crise durable que connaissent de nombreux pays tend à développer les processus d'individualisation: les cousins et même les enfants acceptent de mois en moins de contribuer au budget familial. Ils cherchent à dissimuler leurs revenus, à la fois parce que leur origine est peu avouable (délinquance, prostitution) et pour préparer un départ définitif de la famille. Et même quand tel n'est pas le cas, le fait que le fils ou la fille ait des revenus supérieurs à ceux du père (quand ce dernier en perçoit) tend à saper son autorité, et à déstructurer les liens familiaux qui fondent les obligations de redistribution<sup>26</sup>.

Pour finir sur ce point, on voit à quel point est périlleuse la rhétorique qui fait passer sans ménagement l'économie informelle du rôle «d'amortisseur de la crise» à celui de «nouveau modèle de développement». Le premier rôle a pu être joué durant les années 80, pendant quelques années et à cause des conditions relativement favorables héritées de la période

---

24. On trouvera certains récits de trajectoires de ce type, en français, dans SALAZAR A., *Des enfants tueurs à gages - Les bandes d'adolescents à Medellin*, Ramsay/CETIM, Paris, 1992.

25. Voir MAHIEU F.-R., *op.cit.*

26. Voir MARIE A., «Y'a pas d'argent... L'endetté insolvable et le créancier floué, deux figures complémentaires de la pauvreté abidjanaise», dans *Tiers Monde* n°142, 1995.

antérieure (et au prix d'une forte baisse des revenus). Le second tient largement de l'incantation, surtout si on y voit la base d'une politique de long terme, et risque de masquer la précipitation d'une catastrophe sociale dans la seconde moitié des années 90.

## **l'économie informelle et la démocratie : nouvelle citoyenneté ou règne des mafias ?**

Les visions séquentielles de la constitution de la citoyenneté, largement inspirées de T.H. Marshall, posent problème dès que l'on cherche à les mettre en œuvre à propos du tiers-monde. En effet, s'inspirant de l'histoire européenne, elles considèrent en général que la citoyenneté s'est d'abord constituée sur la base des droits et devoirs civils, puis des droits et devoirs politiques, enfin des droits et devoirs sociaux, qui parachèvent l'édifice de «la pleine citoyenneté». Or, la plus grande partie du tiers-monde a mis en place un droit du travail et un droit social fortement inspiré de celui de l'Europe occidentale, dans la période qui va des années 30 à 60, alors même que les droits politiques, et même les droits civils, étaient loin d'être établis. Ce mimétisme a des déterminants, historiques et culturels, divers et complexes<sup>27</sup> qu'il s'agisse de l'imposition des codes métropolitains par le colonisateur (français, anglais ou portugais) ou de l'imitation, sinon de la traduction d'un ensemble de lois (comme dans le cas des lois du travail du Brésil de Vargas, décalquées de celles de l'Italie fasciste). Il est tout à la fois le résultat d'un volontarisme étatique excessif (la mise en place de cadres juridiques modernes étant censée jouer un rôle d'entraînement dans le processus de développement) et de stratégies clientélistes et corporatistes (il s'agissait de garantir la fidélité de salariés des activités stratégiques : fonction publique, transports, biens intermédiaires ..., en leur offrant une protection sociale et de fortes garanties d'emploi). Le résultat est que ce cadre juridique apparaît excessif et inadapté.

Il est alors tentant de voir<sup>28</sup> dans cette inflation et ce décalage du droit par rapport à la réalité sociale la cause majeure du

27. Voir BADIE B., *L'Etat emporté*, Paris, Fayard, 1992.

28. Comme H. de Soto, *op.cit.*

développement de l'économie informelle. Un micro-entrepreneur, ou un travailleur indépendant, choisiraient l'informalité, à la suite d'un calcul rationnel, manifestant ainsi une réaction de bon sens devant l'inadaptation du droit à la réalité socio-économique. Le nombre démesuré des règlements, les lenteurs bureaucratiques, l'excès de charges fiscales et parafiscales, font que la légalisation est extrêmement coûteuse, et de toutes façons impossible à mettre en vigueur (cela a-t-il un sens d'exiger, comme dans certains pays, de respecter la durée des pauses à la minute près, ou même de demander à des analphabètes de remplir des centaines de formulaires ?). L'informalité est elle-même coûteuse : il est impossible de recourir à la publicité, au crédit bancaire, à la justice commerciale; et les coûts de corruption (de la police, des contrôleurs de l'hygiène) viennent s'ajouter aux handicaps en termes de productivité. Mais l'informalité est moins coûteuse que la formalité. D'où ce choix de l'informalité par les micro-entrepreneurs. Et l'informalisation de l'économie s'auto-reproduit, puisque les charges sociales et fiscales se reportent sur un nombre de plus en plus restreint d'entreprises formelles; la crise financière de l'Etat et de la protection sociale entraîne une hausse permanente des taux de cotisation<sup>29</sup> et d'imposition, les rend de plus en plus dissuasifs. A cela, il n'y a qu'un remède : changer le droit, le simplifier, substituer un contrôle juridique *a posteriori* aux règlements *a priori*, et abaisser les charges fiscales et les cotisations sociales. L'économie informelle, libérée de ses entraves juridiques et fiscales, pourrait alors se développer et revitaliser toute la société.

Cette approche individualiste des déterminants de l'informalité est séduisante, mais loin d'être convaincante, en particulier parce qu'elle postule que l'obstacle de la bureaucratie et le coût fiscal de la formalisation sont la raison principale du passage à l'informalité. Or, plusieurs enquêtes montrent que tel n'est pas le cas : le plus souvent, soit la loi est ignorée, soit on pense qu'elle ne s'applique pas à sa situation<sup>30</sup>. Cependant, la question du rapport à la loi est bien la question centrale, pour peu qu'on la situe à un autre niveau.

---

29. Si on y ajoute les cotisations prévues par les conventions collectives, ces taux dépassent fréquemment 110% du salaire au Brésil et en Colombie.

30. Voir *supra*, et notes 6 et 7.

En effet, cette inflation de codes inapplicables produit une précarité du seul fait que l'activité des travailleurs informels est complètement dépendante d'une tolérance dont les règles sont imprécises et fluctuantes. Cette tolérance touche aussi bien l'accaparement privé de l'espace public (vendeurs ambulants, constructions illégales sur des terrains publics «envahis») que le non-respect du droit fiscal ou social (absence de paiement de cotisations ou de respect du droit du travail). Le contrôle et l'imposition du respect de la loi ne sont pas techniquement impossibles, comme le montre bien le fait qu'ils sont ponctuellement mis en œuvre; ce peut être pour des raisons de prestige (montrer une capitale «vitrine», débarassée du commerce ambulant, comme à Brasilia ou Yamoussoukro) ou, plus généralement pour des raisons liées à la spéculation immobilière (on laisse envahir un quartier par des informels; les prix de l'immobilier baissent, un comparse rachète des terrains ou immeubles en sous-main; et le «déguerpissement» des informels permet une fructueuse revalorisation).

Mais le problème n'est pas tant technique que politique. En effet, l'illégalité de la position des travailleurs informels et des micro-entrepreneurs les contraint aussi bien à user constamment de la petite corruption - envers les policiers et les contrôleurs - qu'à rentrer dans des relations de clientèle vis-à-vis du pouvoir local. La bienveillance de tel ou tel maire ou conseiller municipal est la condition de la poursuite de l'activité, et ce d'autant plus si l'élu est efficace dans la chasse aux crédits «d'aide à l'informel». La démocratisation - au sens de la libéralisation de la compétition électorale - intervenue dans de nombreux pays depuis 1980 accentue ce phénomène, particulièrement quand elle est liée à la décentralisation de l'usage des fonds publics. La réélection d'un maire dépend largement de la façon dont il gère les pressions contradictoires des commerçants informels, d'un côté, et de leurs concurrents commerçants déclarés de l'autre. Comme les premiers sont presque partout plus nombreux, leur poids électoral incite à la tolérance. De même, l'absence de contrôle des conditions de travail et de respect du salaire minimum est imposée par le poids politique des micro-entrepreneurs, et par le fait que les pouvoirs publics seraient immédiatement rendus responsables de toute fermeture d'un établissement entraînée par l'application du droit.

Ces déterminants politiques de la tolérance de l'informalité ne

peuvent jouer que parce que la pression en faveur du respect du droit, particulièrement de la part des salariés des micro-entreprises, est très faible. C'est une conséquence d'abord de l'absence totale de syndicats dans ces petites entreprises, mais aussi du fait que cette observation du droit ne peut devenir un objectif prioritaire faute d'une perspective d'intégration à long terme dans ce type d'emplois (on l'a vu plus haut à propos des retraites). Les travailleurs non salariés, eux, ne peuvent qu'utiliser la transgression du droit comme instrument de survie dans une situation très concurrentielle; et, pour eux, la notion de droits sociaux fait beaucoup moins de sens que la consolidation de leur commerce ou de leur établissement. Quant aux consommateurs, ou aux habitants des zones où les commerçants et établissements informels sont nombreux, ils poussent eux aussi faiblement dans le sens d'un contrôle accru (en grande partie parce qu'ils sont en majorité eux-mêmes - ou un membre de leur famille - informels). Les rares tentatives «réussies» de formalisation partielle du petit commerce, par exemple, se sont toutes traduites par le déplacement des marchés en-dehors des centres-villes, forçant les consommateurs à de longs et coûteux déplacements, ce qui ne les rend guère populaires.

La reproduction de l'économie informelle repose alors sur un compromis social, un consensus muet autour de la tolérance du non-respect de la loi, qui a des effets extrêmement dévastateurs. On peut les classer en quatre catégories.

Tout d'abord, si l'on se réfère à l'histoire européenne, l'application du droit social (durée et conditions de travail, puis cotisations) a puissamment contribué à la rationalisation de la production, et son absence dans l'économie informelle contribue fortement à augmenter les écarts de productivité entre micro-entrepreneurs et entreprises formelles. On entre alors dans une logique de fragmentation de l'économie : une partie de l'industrie et des services - celle qui a survécu à «l'ajustement structurel»<sup>31</sup> - connaît de fortes hausses de productivité en même temps que des charges (fiscales et parafiscales) croissantes. L'autre partie échappe de plus en plus au droit, et entre dans une logique cumulative de basse productivité et

---

31. Ce qui se résume à fort peu de choses dans la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne, contrairement à l'Amérique latine et à l'Asie orientale.

de bas revenus. La référence à la «citoyenneté salariale» et aux droits sociaux n'y a aucun sens.

Par ailleurs, cette tolérance vis-à-vis du non-respect du droit dans l'économie informelle sert d'alibi, sinon d'argument, à une autre forme de tolérance : celle du non-respect du droit dans les grandes firmes, voire l'administration. Il s'y développe un mélange de formalité et d'informalité, phénomène encore accentué par la déréglementation récente. En prenant appui sur les «succès» de l'économie informelle en matière de création d'emplois, la tolérance vis-à-vis du non-respect du droit du travail est devenue un élément central de la politique d'emploi, d'autant plus que de nombreux pays ont multiplié les formes dérogatoires d'embauche dans les entreprises déclarées (un tiers de l'emploi industriel en Colombie ou en Argentine, par exemple). Et les deux formes de tolérance se renforcent mutuellement; cela n'aurait en effet plus aucun sens de tenter d'imposer le droit du travail dans les petites unités, alors que les grandes ont de moins en moins cette obligation.

Ce compromis autour de la légitimité de la tolérance vis-à-vis de l'informalité met au centre de la reproduction sociale le couple corruption-clientélisme. Le recours à la corruption, et la redistribution partielle de ses fruits sous forme de faveurs destinées à engendrer l'allégeance, ne sont pas seulement les phénomènes permettant de «flexibiliser» les relations entre travailleurs informels et pouvoirs publics : ils forment un système d'ensemble, où s'articulent grande et petite corruption, et où la nécessité de la petite légitime bien souvent la grande<sup>32</sup>. Ce compromis sur l'informalité en vient à poser un véritable problème de souveraineté de l'Etat : la tolérance, pour des raisons tant politiques qu'économiques, s'étend de plus en plus à des activités délictueuses (contrebande, narcotraffic), des régions entières échappent au contrôle de l'Etat (l'Est de la Bolivie, ou la région de Mbuji-Mayi au Zaïre, par exemple) et ceci peut déboucher aussi bien sur une reprise en main autoritaire que sur l'éclatement de pays entiers livrés aux chefs de guerre et aux mafias (comme en Somalie).

Le lien entre développement de l'économie informelle et démocratisation est donc extrêmement ambigu. L'édiction de lois

---

32. Voir Morice A., «Les maîtres de l'informel», dans Lautier, de Miras et Morice, *op.cit.*, 1991.

imitées de l'Europe occidentale a effectivement eu pour effet, souvent délibéré, non seulement de rejeter de un à deux tiers de la population urbaine (selon les pays) dans une situation de hors-la-loi, mais aussi de renforcer des phénomènes évidemment contraires à la démocratie (corporatisme syndical mafieux «à la mexicaine», corruption et clientélisme). Le retour, ou l'accès, à la démocratie électorale ont dans la majorité des cas<sup>33</sup> renforcé le rôle des relations de clientèle, et donc la fonctionnalité politique de l'informalité (celle-ci soumettant la possibilité d'exercer une activité à l'arbitraire politique). La réforme des codes et des institutions régissant l'économie est, à l'évidence, la condition première d'une réelle démocratisation dans le tiers-monde. Mais cette réforme ne peut se limiter à l'affirmation qu'il y a «trop d'Etat», et à prôner la déréglementation. Celle-ci, et le désengagement de l'Etat de l'économie au nom du soutien à l'économie informelle, tendent à renforcer le poids politique non seulement des grandes firmes, mais aussi celui d'organisations criminelles et mafieuses, et à brouiller la séparation entre sphère publique et sphère privée, qui est une des conditions de l'Etat de droit. La réduction de la question de la démocratisation à celle de la mise en place d'élections «libres» évacue deux questions centrales : celle des garanties étatiques des droits du citoyen; et celle des devoirs liés à ces droits, qui seuls permettent d'échapper à l'allégeance personnalisée. La démocratisation dans le tiers-monde, dont les hommes politiques occidentaux se félicitent, n'est de ce fait, dans de nombreuses régions du monde, qu'une forme nouvelle et parfois violente (comme le montrent plusieurs exemples africains, et celui du Mexique) de la concurrence entre réseaux de clientèle. La glorification de l'informalité, même si elle n'est généralement vue que comme un élément de la politique économique, est une des raisons majeures de cette parodie de démocratisation, ce qui montre bien que les questions d'emploi, de revenus et de démocratie ramènent à un problème commun : celui de l'institutionnalisation de l'Etat et des formes de la citoyenneté.

---

33. Il existe, heureusement, quelques exceptions - comme dans le cas de certaines grandes villes brésiliennes gérées par le Parti des Travailleurs - mais elles sont bien rares, particulièrement en Afrique équatoriale.

## les mouvements sociaux en Amérique latine

françois houtart \*

Les mouvements sociaux apparaissent en Amérique latine, comme dans d'autres continents comme un défi fondamental. Sont-ils vraiment une alternative aux luttes sociales récentes définies comme des luttes de classe ? Auront-ils un effet sur la transformation réelle des sociétés ? Certains y voient la fin de la lutte des classes. D'autres, au contraire, y perçoivent son élargissement face à de nouveaux enjeux, faisant émerger des consciences sociales, des acteurs et des organisations nouvelles. Pour d'autres encore l'effondrement des régimes socialistes et la désaffection vis-à-vis des partis politiques a ouvert aux mouvements sociaux de nouveaux espaces. Alors qu'en est-il ? Comment lire la réalité nouvelle ? La problématique n'est pas totalement inédite, mais elle prend en Amérique latine une valeur théorique et pratique importante.

---

\* L'auteur est bien connu des fidèles lecteurs des *CM*, de même que le Centre Tricontinental qu'il dirige à Ottignies-Louvain-la-Neuve. Une première version de ce texte a constitué l'éditorial du n°1-4 d'une nouvelle revue éditée par le CeTri, *Alternatives Sud*, qui est conçue comme moyen de faire connaître au Nord les productions intellectuelles du Sud. Un réseau de revues lui est associé à cette fin (voir encadré).

## les mouvements sociaux et leur définition

Il existe de nombreuses définitions des mouvements sociaux et de leurs fonctions dans la société et elles dépendent beaucoup de l'angle de vision, pour ne pas dire du choix de société ou du type de lecture qu'on en fait.

Selon Daniel Camacho<sup>1</sup>, les mouvements sociaux sont localisés dans la société civile, où ils constituent un processus dynamique (pas toujours structuré) pour la défense d'intérêts spécifiques de certains secteurs de la société. Dans ce sens ils ont existé tout au long de l'histoire humaine, depuis la révolte de Spartacus jusqu'aux mouvements messianiques. Ce qui les caractérise aujourd'hui, c'est qu'ils répondent à des besoins nouveaux et que leur diversité est grande. Alain Touraine dira qu'ils sont «*l'action conflictuelle d'acteurs ou de groupes sociaux luttant pour le contrôle des ressources qu'ils valorisent et celui des grandes orientations, des grands objectifs historiques de la société*»<sup>2</sup>. Alberto Melucci<sup>3</sup> ajoutera que pour qu'il y ait mouvement social, il faut que l'action collective provoque une rupture des limites de compatibilité du système dans lequel elle se situe. Quant à Gilberto Gimenez, il affirme que les mouvements sont «*toujours l'expression de conflits structurels du système social, mais cela n'exclut pas qu'ils puissent être activés ou révélés par des crises conjoncturelles*»<sup>4</sup>.

Liés à **une rupture du lien de compatibilité** sociale, ils s'opposent au Marché ou à l'Etat, ou bien aux deux. Leur but est de présenter dans la sphère publique (c'est-à-dire le niveau où les problèmes affectant l'ensemble de la société sont abordés), soit les intérêts de classe de certains groupes spécifiques de la société, soit des valeurs de type plus universel.

1. CAMACHO D., «Popular Movements» in GONZALEZ CASANOVA, *Latin America Today*, Tokyo-New York-Paris, United Nations University Press, 1993, pp. 127-177.
2. TOURAINE A., «Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique», *Revue Française de Sociologie*, XXV-1, janv.-mars 1984.
3. MELUCCI A., *Sistema politico, partiti e movimienti sociali*, Milan, Feltrinelli, 1989.
4. GIMENEZ G., «Los Movimientos Sociales. Problemas Teóricos Metodológicos», *Revista Mexicana de Sociología*, LVI, n°2, avril-juin 1994.

Leur degré d'organisation est divers, mais selon les précisions apportées par Alain Touraine, leurs trois composantes principales sont : le principe d'identité, soit la définition de l'acteur par lui-même; le principe d'opposition, ou la définition de l'adversaire; et le principe de totalité, ce au nom de quoi on se bat. Pour pouvoir les distinguer d'autres réalités sociales, telles les associations ou les organisations non gouvernementales, Michel Molitor<sup>5</sup> signale les éléments suivants : la lutte est menée au nom d'une population concernée; elle est organisée; elle concerne un adversaire et son objectif est un problème social qui touche au devenir de l'ensemble de la société.

La première des typologies concernant le sujet distingue les mouvements liés à la lutte des classes, c'est-à-dire à l'exploitation directe du travail par le capital, et les autres, dont les objectifs sont à la fois plus limités (émancipation raciale ou des femmes, par exemple) et font appel à des valeurs plus générales (droits de l'homme, par exemple). Les premiers se situent dans le champ économique du capitalisme où l'inégalité est la règle, et les seconds dans celui du système politique, censé assurer l'égalité des droits pour tous.

Une deuxième typologie concerne les mouvements sociaux et les mouvements populaires. Les premiers, selon Leopoldo Múnera Ruiz<sup>6</sup>, défendent des intérêts spécifiques vis-à-vis de l'Etat, mais répondent aussi bien aux intérêts des secteurs dominants que populaires. Par contre les mouvements populaires sont constitués par des éléments du peuple, c'est-à-dire des secteurs de la société qui souffrent de la domination idéologique et de l'exploitation économique de la classe dominante.

En troisième lieu vient la distinction entre les anciens et les nouveaux mouvements. Les premiers sont qualifiés de défenseurs d'intérêts spécifiques ou particuliers (ouvriers, paysans, patrons), agissant dans la sphère publique pour la réalisation de leurs intérêts propres. On les identifie souvent avec les syndicats et les partis politiques. Certains diront que leur but est la **colonisation** de l'Etat, plutôt que sa transformation. Les

5. MOLITOR M., *Sociologie des Mouvements Sociaux* (Syllabus), Louvain-la-Neuve, CIACO, 1994.

6. MUNERA RUIZ L., «De los Movimientos Sociales al Movimiento Popular», *Historia Crítica*, Bogotá, n°7, janv.-juin 1993, pp. 55-80.

seconds, basés sur de nouvelles (ou anciennes) identités agissent par le recours à la résonance dans la sphère publique des valeurs dont ils sont les porteurs. Samir Amin dira que les premiers se meuvent dans la sphère de l'accumulation, tandis que les seconds se situent dans celle du développement, car il s'agit de mouvements interclassistes qui peuvent remettre en question le contenu du développement national ou international.

Enfin, une dernière typologie est présentée par certains auteurs faisant la différence entre les mouvements qui agissent dans la légalité et ceux qui luttent pour une remise en question de l'ordre économique et social caractérisé par l'hégémonie du marché. Ces derniers sont des mouvements alternatifs.

L'énumération de ces typologies montre la difficulté d'aborder le problème et leur faible contribution théorique. En abordant les diverses grilles de lecture du phénomène, nous pourrions progresser quelque peu. Nous n'insisterons pas sur l'approche fonctionnaliste, bien qu'elle ait été à l'origine, aux Etats-Unis, de l'intérêt de la sociologie pour les mouvements sociaux. Elle y voyait en effet un phénomène de conduites déviées d'acteurs marginaux (*hippies*, sectes)<sup>7</sup>. Les trois principales lectures contemporaines sont celles qui relèvent de la théorie marxiste, celle du post-marxisme et celle du post-modernisme, selon les catégories établies par deux auteurs américains, William K. Carroll et R.S. Ratner<sup>8</sup>.

Le courant marxiste s'inspire en ce domaine de deux sources très différentes.

La première est la pensée de Lénine, pour lequel la transformation radicale de la société capitaliste doit passer par la construction du pouvoir de la classe ouvrière, au départ d'une alliance de classes ouvriers-paysans, sous la conduite d'un parti d'avant-garde. Il se méfie de la spontanéité des mouvements éparpillés, souvent peu consistants et si vulnérables à tout genre de récupération, et estime que le moment révolu-

---

7. SMELSER N., *Theory of Collective Behavior*, New York, Mac-Millan, 1963.

8. CARROL W.K. et RATNER R.S., «Between Leninism and Radical Pluralism: Gramscian Reflections on Counter-Hegemony and the New Social Movements», *Critical Sociology*, vol. 20.2, 1993, pp. 3-26.

tionnaire doit déboucher sur un Etat centre d'un pouvoir coercitif nécessaire au changement des structures<sup>9</sup>.

Antonio Gramsci<sup>10</sup>, pour sa part, constate que dans la société capitaliste contemporaine, il y a un mélange d'inégalités de classes, de libertés formelles et de droits électoraux. La domination de classe s'exerce aussi par une lutte idéologique et par des concessions matérielles. D'où le concept d'hégémonie qui, pour lui, signifie l'organisation du consensus. Le pouvoir est à la fois centralisé dans les appareils coercitifs de l'Etat et diffus dans d'autres lieux institutionnels, tels la famille, l'école, l'Eglise, les moyens de communications de masse. Si l'on veut changer la société, il ne suffit pas de prendre le pouvoir, il s'agit de désorganiser le consensus. Gramsci voit alors dans les mouvements sociaux des agents possibles de contre-hégémonie, se basant sur une morale, une philosophie opposées à celle du capitalisme. Pour réussir il est cependant indispensable qu'une alliance se fasse entre le prolétariat (la classe ouvrière) et les diverses forces populaires.

Le nouveau courant de pensée est représenté par deux orientations, bien décrites par Carrol et Ratner.

Il s'agit des post-marxistes, avec principalement Ernesto Laclau et Chantal Mouffe<sup>11</sup>, et des post-modernes, avec Michel Foucault<sup>12</sup> et Paul Patton<sup>13</sup>.

Pour les premiers, les divers mouvements sociaux, tout en préférant une pluralité de discours, se rassemblent autour d'une chaîne d'équivalences discursives exprimant le désir de démocratisation de la société. Leur tâche consiste à déconstruire les «*textes hégémoniques*». La dimension de classe est certes importante, mais elle n'est pas stratégique.

Pour les post-modernes, le concept même de contre-hégémonie utilisé par Gramsci signifie une nouvelle forme de la logi-

9. LABICA G. et BENSOUSSAN G., *Dictionnaire Critique du Marxisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982.

10. GRAMSCI A., *Cahiers de Prison*, Paris, Gallimard, 1978.

11. LACLAU E. et MOUFFE C., *Hegemonía y Estrategia Socialista*, Madrid, Siglo XXI, 1987.

12. FOUCAULT M., *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966.

13. PATTON P., «Marxism and Beyond: Strategies of Reterritorialization» in NELSON C. et GROSSBERG L., *Marxism and Interpretation of Culture*, Chicago, Univ. of Illinois Press, 1988, pp. 123-139.

que totalisante. Ils prônent le pluralisme radical des luttes anti-hégémoniques, qui n'exige aucune vision alternative et qui n'implique aucune centralité, de la classe comme porteur de contestation pas plus d'ailleurs que d'aucun autre élément de la société. C'est la fin des théories globales et du rôle explicatif des intellectuels. La pluralité des mouvements est en soi une démarche anti-hégémonique.

## la société civile

Le concept de société civile est central dans la problématique des mouvements sociaux. Il faut donc se pencher sur les diverses conceptions qui la caractérisent. Le terme date déjà de Saint-Simon, au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui indiquait par là tout ce qui n'appartenait pas au pouvoir politique organisé, c'est-à-dire l'Etat. Hegel y voyait la médiation entre la forme sociale primaire, la famille, et la forme la plus élevée, l'Etat. Alexis de Tocqueville, au début du XIX<sup>e</sup>, étudiant la société américaine, découvrait que la démocratie libérale était basée sur des associations libres, en fonction du principe de l'égalité et de la liberté d'opinion, se développant dans la sphère qui n'était pas contrôlée par l'Etat.

C'est Gramsci qui donna une vie nouvelle au concept, qu'il entendait comme l'ensemble des organismes publics non gouvernementaux, groupes et mouvements exprimant les préoccupations et les droits populaires. Bien que, comme l'ensemble des auteurs contemporains, il oppose la société civile à la double logique du Prince et du Marché, il désire surmonter une démarche purement descriptive, ou ce qu'il appelle une réification du social, typique de la modernité bourgeoise. C'est pourquoi, comme l'indique Julio de Santa Ana<sup>14</sup>, il adopte une approche dialectique pour *«analyser et interpréter le processus social contradictoire, par lequel les intérêts existant au sein de la société civile résistent à l'invasion des intérêts économiques et affirment leur autonomie face à la cooptation à laquelle les agents de la société politique désirent le plus souvent les soumettre»*.

Une série de concepts proches sont utilisés par d'autres

14. DE SANTA ANA J., «The Concept of Civil Society», *The Ecumenical Review*, vol. 46 n°1, janv. 1994, pp. 3-11.S

auteurs. Pierre Bourdieu parlera des lieux où la résistance s'organise contre la domination du capital culturel par le capital économique. Contrairement aux post-modernes, il y voit une tâche centrale pour les sciences sociales et pour les intellectuels. Jurgen Habermas parle du «*monde de la vie*», par opposition à celui des systèmes (*Economie capitaliste et Etat*). Ce concept signifie, selon ses termes, le réservoir de traditions et de contenus communs auxquels se nourrissent les membres d'un groupe social dans leur vie quotidienne. C'est le lieu des processus communicatifs culturels d'intégration sociale et de formation de la personnalité. Pour lui la dimension institutionnelle du monde de la vie constitue la société civile.

La société civile cependant ne peut être conçue comme une abstraction idéalisée. Elle est le lieu des luttes sociales, celui également du consensus, de la création des hégémonies ou des contre-hégémonies, de la réduction des conflits ou de leur éclatement. Voilà pourquoi il faut aborder le problème du lien entre mouvements sociaux et classes sociales.

## **mouvements sociaux et classes sociales**

L'émergence des mouvements sociaux contemporains, aussi bien dans les sociétés du socialisme réel (*Solidarnosc*), que dans les pays occidentaux (mouvements pacifistes, écologiques, féministes) et dans le tiers-monde (mouvements indigènes, des pauvres urbains, des mères de disparus) a permis à certains de parler de l'éclipse des classes. James Petras et Rosa Cañadell écrivent à ce sujet : «*Beaucoup d'intellectuels latino-américains ont abandonné l'analyse fondée sur une optique de classes. Un courant se base sur la centralité des groupes sociaux avec priorité des identités culturelles sur la conscience de classe. Ils essayent de découvrir de nouveaux agents sociaux dans les mouvements sociaux, tout comme ils ont déplacé leur attention des préoccupations de changement social vers la transition à la démocratie libérale. Ils ont incorporé une partie du discours néo-libéral anti-étatiste à une lecture sélective de Gramsci à propos des relations entre Etat et société civile, cette dernière étant conçue comme une totalité, voilant ainsi l'existence en son sein de conflits de classes et de contradictions*»<sup>15</sup>.

15. PETRAS J. et CAÑADELL R., «*Movimientos Sociales buscan al rumbo*», *Punto Final*, déc. 1992, pp. 10-11.

Il est bien clair cependant que les mouvements sociaux ne surgissent pas seulement en fonction de luttes des classes. Ils sont le résultat d'une pluralité de situations, qui dépassent visiblement ce type de contradictions. Cependant, tout aussi visiblement, on ne peut totalement les éliminer. Qu'il suffise de rappeler le rôle de certaines bourgeoisies dans les mouvements sociaux, soit à leur service en tant qu'intellectuels, soit de manière ambiguë, en faisant prévaloir leurs intérêts de classe, même au sein de mouvements populaires. Il faut donc aller plus loin que l'immédiatement visible pour tenter une démarche analytique.

Dans les sociétés du Sud, comme l'Amérique latine, c'est une minorité de la population active qui est intégrée directement dans un rapport Capital/Travail. Là se situe un véritable rapport d'exploitation. Mais il existe d'autres formes de domination et d'exclusion sociale, dont la conscience donne naissance à des mouvements sociaux de type populaire. Le caractère incomplet du rapport capitaliste ne signifie pas pour autant que le reste de l'activité productrice au sens large échappe à sa logique. Il ne s'agit pas de secteurs autonomes, archaïques, parallèles. Tous sont soumis indirectement au système économique du marché, par une infinité de liens. Leur existence même répond à une forme d'accumulation qui aujourd'hui n'a pas besoin d'intégrer l'ensemble du travail dans un rapport direct avec le capital.

Au contraire, le système économique a tout avantage à ce que cette «réserve» potentielle, mais qui ne sera jamais complètement intégrée, fasse pression sur le coût du travail et permette aussi à cet énorme secteur de la population de se reproduire socialement. Ces formes de soumission formelle (dans le sens de non réelle<sup>16</sup>) ou indirecte au capital ont des effets importants sur la conscience sociale. Elles tendent généralement à promouvoir des formes de conscience plongeant leurs racines dans les sociétés précapitalistes, mais renouvelées ou même recrées dans leur contenu et qui sont plus visibles que la structure réelle des classes<sup>17</sup>.

16. GODELIER M., «L'analyse des processus de transition», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, nov. 1987, pp. 501-512.

17. HOUTART F., «L'industrialisation du Tiers-Monde et ses effets sur la structure et la conscience de classe des travailleurs», *Nouvelles Rationalités Africaines*, vol. I n°2, janv. 1986, pp. 325-356.

D'où l'origine de mouvements sociaux à ces niveaux de conscience. Mais ni les problèmes qui les suscitent, ni les mouvements eux-mêmes ne peuvent être isolés de leur contexte général. En effet la mondialisation actuelle de l'accumulation capitaliste provoque des modalités nouvelles de domination : elle a exigé par exemple la formation de régimes politiques autoritaires (dictatures ou «démocraties contrôlées»). Elle crée aussi, par le biais de la compétitivité, de nouvelles exclusions pouvant affecter des groupes particuliers. Ainsi des mouvements indigènes comme celui du Chiapas au Mexique<sup>18</sup>, ne peuvent être isolés de ce contexte, si l'on veut comprendre leur raison d'être et leurs orientations d'action<sup>19</sup>. Il en est de même du mouvement *Lavalas* au Haïti.

Sans doute, ces «nouveaux» mouvements se situent-ils dans des lieux autres que la sphère visible de l'accumulation. Ils s'inscrivent souvent dans d'autres univers spatiaux et en fonction d'une logique résidentielle de résistance, mais ils ne sont pas étrangers à l'ensemble. Si le schéma réducteur d'un cadre productiviste pour l'explication des luttes sociales n'est guère adéquat, il n'est pas question pour les néo-gramsciens d'abandonner l'idée de l'existence des classes. D'où la nécessité de relier les mouvements populaires à cette lutte qui reste centrale, sous peine de «*les réduire à des expressions marginales de protestation*», selon l'expression de Carroll et Ratner.

## le rapport avec les mouvements politiques

Les partis politiques forment un intermédiaire entre la société civile et l'Etat, «*un canal qui permet de transmettre les demandes qui émergent au sein de la société civile vers le système politique qui devrait se charger de les satisfaire*»<sup>20</sup>. Ils ont pour

18. Voir par exemple, AZLN - Armée Zapatiste de libération nationale, «Appel à une convention nationale démocratique de juin 1994» dans *Alternatives Sud*, vol.1 n°4, Ottignies (Louvain-la-Neuve), 1994.

19. Voir AUBRY A., «La Société Civile au Mexique : qu'est-ce à dire ?», *Dial*, n°1916, oct. 1994, pp. 1-45; et CASTAÑEDA J., «La guérilla et ses objectifs. La démocratisation au bout des fusils», *Revista Mexicana de Sociología*, n°16, 2<sup>e</sup> sem. 1994, pp. 99-104.

20. BULA J., *Violence, Démocratie et Développement dans le Tiers-Monde*, Paris, L'Harmattan, UNESCO-Louvain-la-Neuve, Centre Tricontinental, 1990, p. 144.

fonction de contribuer d'une part à une auto-rationalisation des intérêts particuliers, représentés par les mouvements sociaux et d'autre part à réguler la sélection des thèmes à traiter et des demandes sociales à satisfaire.

Le problème des relations entre les deux types d'instance est, comme le fait remarquer Pablo González Casanova<sup>21</sup>, l'instrumentalisation des mouvements par les partis, ce qui conduit à l'affaiblissement ou même à la disparition des premiers. Sans représentation politique, les mouvements risquent de manquer d'efficacité pour satisfaire à leurs demandes, mais pour que ces dernières restent d'actualité, ils doivent conserver leur autonomie, gage de leur survie.

## **l'avenir des mouvements sociaux en Amérique latine**

Nombreux sont les observateurs qui indiquent une crise des mouvements sociaux en Amérique latine, du moins de ceux qui ont surgi au cours des trente dernières années. C'est ainsi que James Petras, étudiant le phénomène au Chili, note la bureaucratization de certains d'entre eux, le rôle de tremplin qu'ils ont joué pour l'introduction de leurs dirigeants dans le champ politique de la nouvelle démocratie. Au Brésil, on signale la perte de force sociale des Communautés ecclésiales de base, qui durant la dictature furent un des lieux de la résistance. Au Nicaragua, la chute du sandinisme est accompagnée par la généralisation de stratégies de survie, ce qui n'est guère propice aux mouvements populaires. Au Guatemala, la violence de la contre-insurrection a nettement affaibli les mouvements révolutionnaires. Par contre au Chiapas ou en Equateur, les mouvements des Indiens ont pris un essor considérable et affectent l'ensemble des sociétés. Sur le plan latino-américain, le Mouvement Indigène, Noir et Populaire, s'est structuré rassemblant les trois composantes d'une protestation qui se manifeste dans l'ensemble du continent<sup>22</sup>.

---

21. GONZALEZ CASANOVA P., «La démocratie de ceux d'en bas et les mouvements sociaux» dans *Alternatives Sud*.

22. Voir GIRARDI J., *Los excluidos construyen la nueva historia*, Madrid, *Nueva Utopía*, 1994.

Au regard de la crise et de la restructuration des mouvements sociaux, la théorie néo-gramscienne, analysant le capitalisme en tant que «*totalité qui totalise*», car la structure dominante de la société contemporaine est bien celle du marché total, et qui prend en compte l'importance des facteurs moraux et culturels dans la construction d'une contre-hégémonie, semble bien former la base la plus cohérente pour l'interprétation des mouvements et pour l'élaboration de leurs stratégies d'alliances.

Dans la période difficile que l'on connaît actuellement en Amérique latine, il est important de forger un appareil analytique qui tienne compte de tous les éléments de la situation de récession idéologique et organisationnelle, pour contribuer à la réorganisation progressive d'une lutte sociale dont les facteurs objectifs existent, mais qui doit trouver les moyens d'expression adéquats aux nouvelles circonstances.

# Alternatives Sud

Trimestriel

**1994**

## **Volume I**

1. Le réajustement du système économique mondial
2. Les effets sociaux des programmes d'ajustement structurel dans les sociétés du Sud
3. Crise du socialisme et alternatives au modèle néo-libéral
4. Les mouvements sociaux en Amérique latine

**1995**

## **Volume II**

1. Emploi, croissance et précarité
2. L'avenir de l'Etat-Nation

### **Info-Abonnements**

Centre Tricontinental  
av. Ste Gertrude, 5  
1348 Ottignies (Louvain-la-Neuve)

Tél : 010/45.08.22  
Fax : 010/45.31.52

Abonnement annuel : 1800F pour 4 numéros

Au numéro : 500 F

Cpt : 000-1306002-91

Les cahiers *Alternatives Sud* ont pour objectif de faire connaître la pensée du Sud sur les rapports sociaux mondiaux de même que sur les sociétés du Sud. Selon une opinion fréquemment répandue, cette pensée serait caractérisée par un vide des idées et des initiatives. Or, des intellectuels, des collectifs de recherche, des centres d'étude, des groupes d'action produisent des travaux, prennent des positions, publient dans des revues scientifiques ou de large diffusion d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique sans grande répercussion dans les pays industrialisés. L'objectif des cahiers est de remédier à cette situation.

Le mot *Alternatives* en indique l'orientation. Il s'agit de perspectives différentes de celles de l'économie dominante actuelle dans sa phase de restructuration de l'accumulation capitaliste, avec ses conséquences sociales, politiques et culturelles. La mention *Sud* remplace quant à elle le vocabulaire inadéquat de tiers-monde.

## **l'hégémonie bourgeoise, renforcée par l'épreuve électorale brésilienne**

jacob gorender \*

Pendant la semaine suivant les élections du 15 novembre 1994, j'ai surpris une conversation entre le conducteur du bus dans lequel je voyagais et le receveur qui se trouvait derrière lui. Tous deux du Nordeste, ils discutaient des résultats électoraux, des perdants et des gagnants. A un moment donné le conducteur a affirmé emphatiquement : «Les gens se trompent à notre égard. Au moment de voter, celui qui habite un bidonville est tout à fait égal à Antônio Ermirio» \*\*.

Il ne me viendrait pas à l'idée de fonder sur cette observation aléatoire une conclusion généralisante. Ce serait anti-scientifique. Cependant, dans le contexte de nombreuses observations, y compris celles qui ont été obtenues par des recherches méthodiques et celles qui ont été fournies par les urnes, je considère la phrase de ce travailleur anonyme comme fort

---

\* L'auteur est historien, chercheur attaché à l'Institut d'études avancées de l'Université de São Paulo. Spécialiste de l'histoire de l'esclavage colonial, c'est aussi un militant communiste qui a mis sa longue expérience, son bagage de résistant à la dictature, à la disposition du *PT*, le *Partido dos Trabalhadores*.

\*\* *ndlr* - Antônio Ermirio de Moraes est un industriel de São Paulo qui a joué un rôle décisif dans l'ascension du nouveau Président, Fernando Henrique Cardoso. Voir *infra*.

expressive de la conscience sociale dominant dans le processus électoral. Une conscience sociale faite d'acceptation, par les millions d'habitants des bidonvilles, de l'énorme inégalité face au très petit nombre des millionnaires, pourvu que cette inégalité puisse être légitimée par l'égalité entre les deux extrêmes au moment mythique de déposer le bulletin de vote dans l'urne.

Avec l'épreuve électorale de 1994, la démocratie a été consolidée au Brésil en tant que forme politique de la domination bourgeoise. Les salariés et les pauvres ont constitué en général le gros des masses populaires qui ont réclamé, dans les rues, la fin de la dictature militaire et la réalisation d'élections directes. La forme politique démocratique correspond donc à une aspiration des classes subordonnées, y compris la classe moyenne. Elles comprennent que les libertés démocratiques leur fournissent l'espace où elles peuvent porter des revendications en vue d'une amélioration réelle de leur vie quotidienne. En cédant à l'aspiration démocratisante, la classe bourgeoise dominante est parvenue à établir le consensus socialement élargi au sujet de sa propre domination. En matière de régime politique, les grandes masses populaires ne voient rien de mieux que la démocratie. Elles veulent la démocratie et simultanément, elles ne peuvent vouloir que la démocratie bourgeoise. Dans la conjoncture actuelle il n'y en a pas d'autre viable, ni au Brésil, ni autre part dans le monde. Y aurait-il une situation plus idéale pour Antônio Ermirio et ses illustres pairs ?

D'autant que nous vivons une période politiquement caractérisée par la diffusion de la démocratie dans un nombre croissant de pays, à tel point qu'il n'y a jamais eu autant de pays démocratiques dans l'histoire universelle. En Amérique du Sud le panorama a radicalement changé par rapport aux années 70, quand tout le cône Sud ployait sous la domination des dictatures militaires. Aujourd'hui aucune n'a survécu. L'Union européenne refuse d'associer des membres qui ne soient pas démocratiques. La démocratie est sans doute devenue, sur le plan mondial, la formule préférentielle de la domination bourgeoise. Nous vivons la troisième vague démocratique, selon l'expression de Samuel P. Huntington. La forme démocratique est la seule qui soit assez flexible pour pouvoir supporter l'alternance de phases de prospérité et de dépression économiques, sans soumettre l'ordre social en vigueur à des troubles et confrontations difficiles, avec la possibilité de dévia-

tions indésirables pour les classes dominantes. Pour cette même raison il faut qu'elle soit la forme préférée - et elle l'est - en particulier par la superpuissance capitaliste américaine<sup>1</sup>.

Soutenant une idée de Schumpeter dans *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*<sup>2</sup>, Huntington affirme que la marque univoque de la démocratie est la réalisation périodique d'élections, avec concurrence entre plusieurs partis pour les postes à pourvoir, avec liberté de presse, d'organisation et de réunion. Et, épreuve des épreuves, avec le transfert légal et pratique du pouvoir au parti d'opposition s'il sort vainqueur de la course électorale. Une telle caractérisation est univoque, et moins soumise à la controverse que la souveraineté populaire, la participation des citoyens et d'autres notions : l'erreur politique des régimes communistes, les éteints comme les survivants, est de ne pas l'avoir compris. Aucune crédibilité ne peut être accordée à des élections disputées par un seul parti tout puissant, portant l'attribut constitutionnel de dirigeant de la société, même s'il cohabite avec quelques petits partis dont l'existence est autorisée pour la mise en scène. Le dilemme de l'ancienne Union soviétique et de ses associés de l'Europe de l'Est était de ne pas pouvoir reconnaître explicitement qu'ils pratiquaient la dictature du parti communiste, qu'ils essayaient de la déguiser à travers la farce électorale.

A Cuba, les récentes modifications du processus politique n'ont apporté aucun changement essentiel à l'aspect abordé ici. Le monopole légal du pouvoir continue à appartenir au parti communiste, les élections prenant la forme d'un référendum et apparaissant, par conséquent, pauvres en authenticité démocratique. L'expérience du Nicaragua et de l'Europe de l'Est n'encourage pas le PC cubain à accepter la concurrence de partis d'opposition jouissant de prérogatives démocratiques. A Cuba comme en Chine, le système de parti unique se prolonge encore, mais il commence à être miné par l'expansion des rapports de production capitalistes, à mesure que le marché s'accroît et que les investissements de capital étranger augmentent. A un moment donné, sous pression de la base ca-

1. HUNTINGTON Samuel P., *A terceira onda. A democratização no final do século XX*, Atica, São Paulo, 1994.

2. SCHUMPETER Joseph-A., *Capitalismo, socialismo e democracia*, Zahar, Rio, 1984.

pitaliste, les conditions de survie pour un pouvoir uniquement justifié par une culture politique communiste ne seront plus réunies.

Huntington ne considère pas la démocratie, avec le critère distinctif de la joute électorale multipartite, comme une valeur universelle. Il explique son développement par la métaphore de la vague. Ce serait de nos jours une tendance croissante. Impraticable ou éphémère dans des pays très pauvres ou dans des pays où une culture incompatible avec le processus démocratique continue à exister, comme dans les pays islamiques. Mais pauvreté et culture intolérante ne sont pas insurmontables. Huntington ne cache pas son désir que la démocratie devienne une valeur universelle, quoiqu'il ne considère pas qu'elle en soit une pour le moment. Mais il s'agit de la démocratie conçue selon le modèle de l'histoire des Etats-Unis et comme drapeau de leur politique mondiale.

Ce n'est pas mal, cette franchise. Car la question de la démocratie sera toujours soumise à des conditions très concrètes : qui commande, qui détient le pouvoir économique, qui exerce l'hégémonie, en faveur de qui pratique-t-on la coercition légale, quelle est, en somme, la nature de l'Etat. Dans les conditions de la société bourgeoise, la démocratie résulte de la pression des opprimés et de l'intérêt des oppresseurs. Les opprimés doivent formuler des exigences que la démocratie soit apte à canaliser, pendant que les oppresseurs doivent comprendre que la démocratie leur convient en tant que manifestation de leur hégémonie, c'est-à-dire de la formation d'une «volonté générale» au profit de la conservation de la société bourgeoise et de ses valeurs fondamentales. La possibilité et la viabilité de la démocratie sont les résultantes de l'opposition de courants conflictuels et convergents.

Au milieu de l'année 1993, le prestige populaire de la démocratie était assez bas au Brésil. De l'*impeachment* inédit prononcé contre le président Collor, le citoyen commun ne concluait pas à l'excellence de la démocratie. Selon la logique du raisonnement populaire, la corruption scandaleuse du président de la République, destitué légalement, montrait l'inutilité du choix démocratique lui-même. L'*impeachment* du président Collor aurait dû normalement renforcer le sentiment démocratique, or il a eu un effet en sens contraire, encore accentué par d'impressionnantes embrouilles et l'énorme inefficacité du

gouvernement Itamar Franco. La Commission parlementaire d'enquête du Budget a mis à nu les bases d'une corruption qui a atteint une grande partie du Parlement. La logique du raisonnement populaire s'est cristallisée en axiomes tels la malhonnêteté des hommes politiques en général, et le mésusage par ceux-ci des campagnes électorales aux fins de tromper astucieusement les électeurs. La tendance à l'apolitisme a affaibli le soutien idéologique donné à la démocratie. Les dirigeants des classes dominantes ont senti le danger d'une telle inflexion psycho-sociale, d'autant plus qu'un autre danger guettait : le risque de l'élection de Lula, que les sondages indiquaient en tête dans la course des présidentielles.

Pour lors, il n'était pas question de recourir au coup militaire. Car le mécontentement avait grandi dans les casernes, nourri par des soldes misérables et par la pauvreté des budgets pour le renouvellement de l'équipement de guerre. Un général avait même cité le centurion Marcus Flavinus, qui menaça d'attaquer Rome avec toutes ses légions. Faire appel à des légions révoltées aurait été extrêmement téméraire. L'évaporation de la guerre froide empêchait qu'on fasse une fois de plus appel au manichéisme anticommuniste. L'atmosphère internationale déconseillait l'aventure d'un nouveau coup militaire.

Le noyau politiquement pensant de la classe dominante - qui comprend des politiciens professionnels, des propriétaires des médias et d'autres chefs d'entreprises influents - s'est fixé sur ce qui était évident : la solution ne pouvait être que la voie électorale. Il s'agissait de trouver un candidat qui fût capable de revitaliser le sentiment démocratique chez les travailleurs et au sein de la classe moyenne. Un candidat dont la victoire électorale arriverait en outre à garantir la tranquillité bourgeoise au cours du prochain terme présidentiel. L'aspect tranquillité était très important, parce que, lors de l'élection de 89, un candidat marginal au sens bourgeois spécifique, était parvenu à s'imposer aux chefs d'entreprises et les avait obligés à le soutenir comme seule alternative face au risque de la victoire de Lula<sup>3</sup>. Les désagréables conséquences de l'accès de Collor

---

3. La marginalité se caractérise ici non seulement par la voie latérale d'émergence, mais aussi et surtout par l'excessive et ostentatoire activité rapace, sans aucune précaution du service du système bourgeois brésilien, dans lequel le sommet est occupé par la Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo et ses congénères, et par les oligarchies régionales.

à la présidence jouaient comme avertissements contre la répétition de l'apparition d'un marginal. Il était urgent et impérieux de découvrir un personnage qui puisse inspirer confiance aux chefs d'entreprises et offre une perspective sûre de devenir le candidat victorieux : fiable, parce que sa loyauté au système bourgeois brésilien serait déjà suffisamment prouvée, avec une perspective de triomphe, car son *curriculum* serait exempt de taches, capable de servir à la fabrication par les médias de l'image de l'élu par la volonté populaire spontanée. Où trouver un personnage aussi précieux ?

## la fabrication de l'élu

La pratique politique des classes dominantes brésiliennes présente la particularité de voir liquider les organisations partisans immédiatement après les changements les plus marquants. Après la prise de pouvoir par Getúlio Vargas en 1930, les partis républicains de la *República Velha* (Vieille République) ont disparu. En 1965, Castello Branco - le premier à exercer la dictature militaire - a dissous le *Partido Social Democrático*, l'*União Democrática Nacional* et tous les autres partis apparus pendant la période comprise entre la démocratisation de 1945 et le coup d'Etat de 1964. La dictature a uniquement permis le fonctionnement de deux partis : le parti du gouvernement, l'*Arena*, et le parti de l'opposition, le *Movimento Democrático Brasileiro*. La progression de la redémocratisation pendant les années 80 n'est pas parvenue à ramener les partis existant avant le coup militaire, mais elle a vu se former des sigles entièrement nouveaux.

Une telle frivolité politique a fait des partis un instrument secondaire de l'affirmation hégémonique. Les partis restent inaptes à la sélection de candidats aux batailles majoritaires, surtout la bataille présidentielle. Bien qu'il y ait partout une dose considérable de personnalisation dans la vie politique, dans le cas du Brésil la personnalisation est fortement accentuée. En 89, Ulysses Guimarães a subi une défaite radicale, malgré le prestige accumulé et le fait qu'il représentait le *Partido do Movimento Democrático Brasileiro*\*, le plus grand parti en nombre de parlementaires et de gouverneurs. Tandis que Fer-

---

\* *ndlr* - Le *PMDB* a pris la succession du *MDB*.

nando Collor, avec un *curriculum* bien moins substantiel et chapeauté d'un sigle engendré en vitesse, a obtenu un triomphe spectaculaire.

Le critère personnel, placé au-dessus du critère de parti, éliminait au départ - selon les prévisions du sommet politiquement pensant - l'éventuelle candidature de Orestes Quercia, malgré le soutien de la machine du *PMDB*. De lourdes accusations d'enrichissement illicite, dressées par quelques uns des principaux journaux et magazines, permettaient de prévoir la défaite de l'ex-gouverneur de São Paulo, quoiqu'on savait qu'il réussirait à imposer sa candidature, puisqu'il détenait le contrôle de la machine *péemedéliste*.

Opiniâtres aspirants à la chaire présidentielle, Maluf et Brizola étaient aussi à déconseiller. Le premier, car il avait été récemment nommé au poste de préfet de São Paulo et parce qu'il portait en conséquence un indice élevé de rejet. Il lui serait très difficile de changer son image et de devenir autre chose qu'un candidat de droite. Brizola, usé par son deuxième mandat de gouverneur de Rio de Janeiro, avait été considéré comme inacceptable par Roberto Marinho\* (ce qui signifiait d'emblée un veto du susdit sommet) et il continuait à être attaché à un discours nationaliste anachronique. Décidément, il devait être éliminé.

La difficulté de sélection par le crible du critère personnel se voit dans la variété des noms publiés par la presse au milieu de l'année 93 : Ciro Gomes, gouverneur de Ceará; Tasso Jereissati, ex-gouverneur du même Etat; Jaime Lerner, préfet de Curitiba; Adib Jatene, fameux chirurgien et ex-ministre de la Santé; José Sarney, ex-président de la République; Antônio Britto, ministre de la Prévoyance. Sans parler d'autres moins cités. De cette liste, les deux derniers, bien cotés dans les sondages, ont gagné quelque consistance. Mais ils étaient tous les deux membres du *PMDB* et seraient forcés d'affronter Quercia afin de gagner le soutien du parti, ce qui s'avérerait très incertain. Il semblait prudent de disposer d'un ou de plusieurs noms de réserve. C'est dans ce contexte plein d'incertitudes qu'apparaît le nom de Fernando Henrique Cardoso, ex-chan-

---

\* *ndlr* - Roberto Marinho est le patron de la télévision *Globo* et de l'ensemble d'entreprises des médias dont elle est le pivot. Voir *infra*.

celier nommé en mai 93 au poste de ministre des Finances. En moins d'une année, le quart du mandat du président Itamar Franco.

Le 4 décembre 1993, Roberto Marinho et Antônio Carlos Magalhães se sont rencontrés à Angra dos Reis, dans la résidence d'été du président des *Organizações Globo*. La conversation, de caractère privé et complètement restreint, portait une totale transcendance publique, puisqu'elle rassemblait deux des plus influents caciques de la politique brésilienne : Roberto Marinho n'a jamais exercé un mandat public, mais il a eu un grand poids dans tous les changements politiques du dernier demi-siècle, surtout à partir des années 60, quand il a ajouté la *Rede Globo de Televisão* à son empire de communications; ACM est le plus puissant oligarque du Nordeste, le contrôleur incontesté de la politique de Bahia et lui aussi un entrepreneur des médias. Dans leur conversation, les vieux et prospères associés ont passé en revue le cadre de la bataille de succession et, se décidant pour Fernando Henrique Cardoso, ils conclurent que ses chances dépendraient de son succès au ministère des Finances<sup>4</sup>.

La candidature de FHC était déjà par conséquent, possible, reconnue et approuvée par deux des principaux grands électeurs du pays.

Il est rare qu'un cacique se sente engagé dans la poursuite de ce suprême objectif propre des politiciens professionnels, l'arrivée à la présidence de la République. Les caciques subissent, en raison de leur ostensible obstination à atteindre le premier prix, l'implacable marquage des compétiteurs et adversaires, ce qui en fait des cibles et les met en marge. Pendant la période pré-64, ce fut le cas de Carlos Lacerda, d'Adhemar de Barros et de Leonel Brizola. Depuis 1985 nous assistons au naufrage des projets présidentiels de Ulysses Guimarães, de Maluf, de Quéricia et à nouveau de Brizola. Pour cette même raison, il peut arriver qu'un politicien sans l'étoffe de cacique, coté de deuxième échelon et tout à fait exclu de quelque chance dans les listes de succession, soit l'inespéré bénéficiaire du gros lot. C'est ce qui s'est passé avec FHC.

4. DIMENSTEIN Gilberto et SOUZA, Josias de, *A história real. Trama de uma sucessão*, Atica, São Paulo, (3<sup>e</sup> éd.) 1994, pp.127-128.

Au début de 1994, le professeur de l'Université de São Paulo et sénateur du *Partido da Social Democracia Brasileira*\* était apparemment voué à un futur politique assez sombre. Il croyait ne pas avoir de chance d'obtenir un nouveau mandat sénatorial et ne voulait pas déchoir en disputant un siège de député fédéral. Il admettait, déjà résigné, la perspective de reprendre l'activité de *scholar*, et s'appliquait en plus au projet d'un nouveau livre. Voilà que, invité par le Président Itamar à assumer le ministère des Finances, il change complètement d'optique. Il pouvait envisager la possibilité d'accès au plus haut poste de la République, sans que cela reste seulement une instigation de la vanité<sup>5</sup>.

Le soudain changement de perspective n'est pas arrivé comme le résultat d'un processus aléatoire semblable aux tirages de loterie. Fernando Henrique Cardoso a tout fait pour essayer de mériter son insertion parmi les candidats. Pendant ses dix années au Sénat, il a prouvé sa fiabilité aux grands électeurs. Il est parvenu à effacer des méfiances, que son passé de gauchiste - encore que modéré - pouvait soulever. Il n'a pas eu besoin d'abandonner sa thèse sociologique au sujet de la bourgeoisie dépendante et associée (de l'impérialisme), il lui a suffi de changer le signe de valorisation : il n'y avait pas d'autre bourgeoisie à servir et finalement ce n'était pas un péché d'être dépendant et associé (de l'impérialisme) dans le cadre désolé de l'Amérique latine. Dans les milieux politiques de Brasilia, FHC a consolidé l'image de quelqu'un capable d'un discours vaguement social-démocrate, et en même temps porteur d'un tempérament conciliateur et complètement compréhensif face aux intérêts du pouvoir.

Au début de son mandat aux Finances, FHC a agi de façon incontestablement compétente. Conscient de l'urgence d'un plan efficace pour freiner une inflation en accélération vertigineuse, il est allé chercher à l'Université Catholique de Rio de Janeiro les économistes qui lui serviraient d'adjoints. Il s'agissait des économistes du premier Plan Cruzado\*\*, qui

\* *ndlr* - Le *PSDB* naît d'une scission de parlementaires du *PMDB*  
5. *Ibidem*, pp.20-21 et 156-160.

\*\* *ndlr* - Le Plan Cruzado est un plan de stabilisation monétaire «hétérodoxe» datant de 1986, comparable au Plan austral argentin (voir la contribution de Jaime Marques-Pereira dans ce *CM*).

avaient le plus d'expérience pour mener une deuxième bataille contre l'inflation. Et surtout, ils ne croyaient plus à des dérapages hétérodoxes et ils étaient plus attentifs à l'orthodoxie monétariste du FMI. Ce qui serait plus tard appelé le Plan Real a commencé à être élaboré, les mesures préliminaires étaient prêtes à la fin de 1993. FHC a conclu lui-même à Washington l'accord sur la dette externe avec les banques créancières et il a obtenu ensuite l'approbation, par le Congrès, du Fonds Social d'Urgence. Appelé social, ce fonds était en réalité destiné à boucher des trous budgétaires et à éviter un déficit nocif à l'assainissement anti-inflationniste.

En même temps, FHC a exprimé clairement son intention de ne pas interrompre le changement de voie initié par Collor. Il a maintenu l'ouverture aux importations et il s'est prononcé en faveur de la privatisation des entreprises d'Etat et du traitement libéral et non discriminatoire du capital étranger. Il s'est habilement adapté au modèle idéal de candidat imaginé par les grandes entreprises nationales et transnationales opérant au Brésil. C'était la façon d'éviter que son passé gauchiste et d'opposition au régime militaire ne lui porte aucun préjudice. Au contraire, cela lui donnait l'avantage d'un charme très utile pour lui attirer les secteurs de l'électorat politisé et intellectuel.

Au début de 1994, FHC atteignait de faibles résultats dans les sondages, mais la méthode de sélection des candidats jouait en sa faveur. Quercia tenait à être présenté par le *PMDB*, ce qu'il obtiendrait sûrement, quoiqu'il était certain aussi qu'il ne gagnerait pas de réceptivité parmi les grands électeurs. En conséquence, Sarney restait impuissant et Antônio Britto décidait de disputer le gouvernement de Rio Grande do Sul, refusant ainsi la proposition de participer aux présidentielles. Quant à Maluf, il a compris que son insistance à disputer encore une fois la présidence n'était pas approuvée par Roberto Marinho et ne trouvait pas d'écho au *Partido do Frente Liberal*\*. Il savait qu'il était perdant et abandonna.

La méthode de sélection des candidats conduisait dans la direction de FHC. Il pouvait donc assumer le risque de s'éloi-

---

\* *ndlr* - Le *PFL* naît en 1984-85 d'une dissidence du *PDS*, qui a succédé à l'*Arena* en 1980.

gner du ministère des Finances, le 2 avril, pour respecter la loi d'incompatibilité. Le risque serait moindre. FHC savait qu'il était le candidat du «consensus de Brasilia».

José Luis Fiori a écrit, encore pendant la période chaude du premier tour des élections, que le Plan Real n'avait pas été conçu pour élire Fernando Henrique Cardoso, mais que c'est plutôt FHC qui avait été conçu pour mettre en pratique le programme de stabilisation du FMI et les directives du «consensus de Washington»<sup>6</sup>.

FHC s'est empressé de répondre, dans un article couvrant toute une page du même journal, conscient de la nécessité de sauvegarder son prestige d'académicien et d'intellectuel de gauche. Il a refusé le stigmate néolibéral, tout en affirmant ne pas considérer acceptable une quelconque réminiscence populiste. Face à la tendance inévitable à la globalisation, seule la réinsertion de l'économie brésilienne dans l'économie internationale pourrait impulser un nouveau cycle de croissance qui à son tour permettrait la solution des problèmes de la pauvreté et de la misère<sup>7</sup>.

Réinsertion de l'économie brésilienne dans l'économie internationale est une phrase-cliché qui fait allusion précisément aux directives du «consensus de Washington» : stabilisation monétaire orthodoxe, déréglementation du marché interne et externe, ouverture aux importations avec élimination de toute mesure protectionniste, privatisation complète des entreprises d'Etat, suppression des privilèges au capital national et attraction sans discriminations du capital étranger.

La candidature de FHC a été sans doute conçue et dûment préparée dans le but d'assurer un mandat présidentiel engagé dans de telles directives et doté des conditions politiques nécessaires à leur développement. En même temps ce serait injuste et une grande erreur de ne pas signaler que FHC a aussi été l'auteur de sa candidature. Ou plutôt co-auteur, autant que Roberto Marinho et d'autres caciques au sommet

6. FIORI José Luis, «Os moedeiros falsos», *Folha de S.Paulo*, 03-06-94 (supplément *Mais!*).

7. CARDOSO Fernando Henrique, «Reforma e imaginação», *Folha de S.Paulo*, 10-06-94 (supplément *Mais!*).

de la classe dominante. Car FHC avait modelé son image politique au Sénat et en dehors, de façon à ce qu'elle puisse correspondre à des possibilités éventuelles de cooptation pour de hauts postes exécutifs. Quelques doutes qui pouvaient encore exister à propos de sa loyauté à la classe dominante, c'est-à-dire à la bourgeoisie dépendante et associée (de l'impérialisme), se sont dissipés. Son travail au Ministère des Finances a révélé une remarquable compétence pour le choix des adjoints économiques, pour l'accord signé avec les banques créancières de la dette externe et pour l'approbation du Fonds Social d'Urgence par le Congrès. Sa compétence a été remarquable surtout dans la chronologie fixée pour l'introduction de la nouvelle monnaie, avec la prévision de l'effet anti-inflatoire stabilisateur et de l'effet politique d'impulsion de la candidature du responsable principal du Plan Real.

Une fois formalisée, la candidature de FHC a rassemblé une somme de soutiens inédite dans des campagnes électorales. Le *PSDB* étant un parti moyen, son alliance avec le *PFL* - un des deux plus grands partis, qui a rassemblé une grande part des politiciens ayant soutenu la dictature militaire - a mené à une coalition élargie, ce qui a garanti la protection de l'aile droite contre d'éventuelles surprises. L'adhésion du *Partido Trabalhista Brasileiro*\* a élargi davantage la coalition, et elle a éloigné de la course aux présidentielles son président, le banquier Andrade Vieira. Les grands médias, la *Rede Globo* en tête, se sont engagés avec une étonnante unanimité en faveur de FHC. Sur son jardin est tout de suite tombée une pluie de «dons» de grandes entreprises, surtout des banques et des entreprises de travaux publics. Finalement, mais ce n'est pas le moins important, le gouvernement Itamar Franco a arrêté de se laisser guider par des impulsions erratiques et paroissiales, et il s'est engagé confortablement dans la campagne électorale de FHC. Une telle combinaison synergique - associant le gouvernement fédéral, l'argent du grand capital, des partis politiques et les grands médias de la bourgeoisie - serait déjà en elle-même difficile à vaincre. Elle l'est devenue encore plus après le renforcement de sa puissance par l'effet politique de l'introduction de la nouvelle monnaie.

---

\* *ndlr* - Le *PTB* a été créé en 1945 par Getúlio Vargas. Dissous en 1965 par la dictature, il renaît en 1980.

Au début du mois de juin, les sondages donnaient à FHC la moitié des préférences électorales attribuées à Lula. Le rapport s'est inversé rapidement après l'introduction de la nouvelle monnaie, le 1<sup>er</sup> juillet. Au début du mois de septembre, FHC avait attiré 25 % des électeurs qui, de mars à juin, avaient soutenu Lula. Cette captation d'un pourcentage important de l'électorat hésitant est due, sans doute, à la stabilisation monétaire et à la mise en avant de FHC comme le Saint du miracle.

Il s'est produit au Brésil ce qui avait déjà eu lieu ailleurs : l'expérience des stabilisations qui faisaient cesser le processus d'hyper-inflation. Les récents événements en Argentine et Bolivie ont confirmé cette expérience. Au Brésil, depuis de longues années, nous assistions à un processus d'inflation qui avait résisté à plusieurs plans hétérodoxes et orthodoxes de stabilisation. Sous le gouvernement Itamar, le processus a atteint le seuil de la super-inflation, au bord même de l'hyper-inflation. Les couches les plus fortement pénalisées ont été les plus pauvres, celles qui n'ont même pas accès à un compte bancaire. Mais même la classe moyenne, qui possède quelques moyens de défense, se plaignait de l'obligation fréquente de recourir aux agences bancaires et de devoir faire la file pour faire des placements financiers. Dans de telles conditions, les familles normales se sentent désemparées, sans perspective de plans de vie, ne fût-ce qu'à court terme. Un malade affligé par une douleur atroce souhaite comme première urgence la médication analgésique, et ce n'est qu'après le soulagement de la douleur qu'il va se préoccuper de la cure effective. La perception que les prix ne changeaient plus après la mise en circulation de la nouvelle monnaie, le real, a été un formidable analgésique qui a mis la population brésilienne, surtout la plus pauvre, dans un état de soulagement, voire d'euphorie. Même les électeurs de Lula qui ont gardé leur préférence n'ont pas été sans ressentir l'effet paralysant de la stabilisation.

Sûr d'un avantage aussi imposant et devant l'ineptie de Lula, FHC a pu envahir le terrain - qui, selon la logique, aurait été celui de l'opposition - et en prendre possession. Son programme de gouvernement a pris soin de ne suggérer aucun changement susceptible de blesser les intérêts structurels des classes dominantes, mais il s'est appliqué dans la présentation d'une série de promesses qui visaient à corriger les situations les plus préoccupantes en matière d'éducation, de

santé publique, de prévoyance sociale et de création de nouveaux emplois<sup>8</sup>.

Face à un adversaire désuni, le programme et la propagande télévisée de FHC ont exposé les problèmes du Brésil de la même façon qu'un candidat de l'opposition l'aurait fait, en signalant les carences les plus aiguës pour la grande majorité de la population. L'astuce de ce front d'attaque s'est révélé dévastatrice pour la candidature de Lula.

La chronologie de l'introduction de la nouvelle monnaie a fonctionné de façon admirable. Tellement épatante qu'elle a surpris le candidat lui-même, aussi bien que ses patrons des consensus de Washington et de Brasilia. Juillet et août écoulés, l'objectif de FHC n'était plus d'arriver au deuxième tour, et de se contenter d'une deuxième place. Maintenant, il pouvait envisager la victoire définitive dès le premier tour. Ce qui a été confirmé, en dépit de quelques maladroites rapidement corrigées, telles que la confession parabolique du ministre Ricúpero\*. L'épisode, dans lequel ont été exposées avec un cynisme jamais vu, la vanité, l'hypocrisie et l'ambition mesquine, a servi à documenter l'engagement démesuré du gouvernement Itamar et de la *Rede Globo* en faveur de la victoire présidentielle de FHC.

## la fabrication du vaincu

Comment la défaite d'un candidat est-elle devenue possible, alors qu'au début mai, cinq mois avant la date du premier tour, selon un sondage de *Datafolha*, il récoltait 42 % des intentions de vote contre seulement 16 % pour FHC, placé en deuxième place ?

L'essai critique qui suit contient des observations résultant de la participation de l'auteur aux réunions du groupe d'analyse de conjoncture qui a collaboré avec la direction nationale du *PT* à São Paulo. L'auteur se considère donc impliqué par

---

8. CARDOSO F.H., *Mãos à obra, Brasil. Proposta de governo*, s.ed., Brasilia, 1994.

\* *ndlr* - Le ministre des Finances qui a succédé à F.H. Cardoso.

divers aspects de la critique qu'il se propose de faire, sans estimer nécessaire de détailler lesquels, sa participation active ayant eu un poids insignifiant dans le bilan général.

En premier lieu, il convient de préciser si, effectivement, il y a eu une défaite.

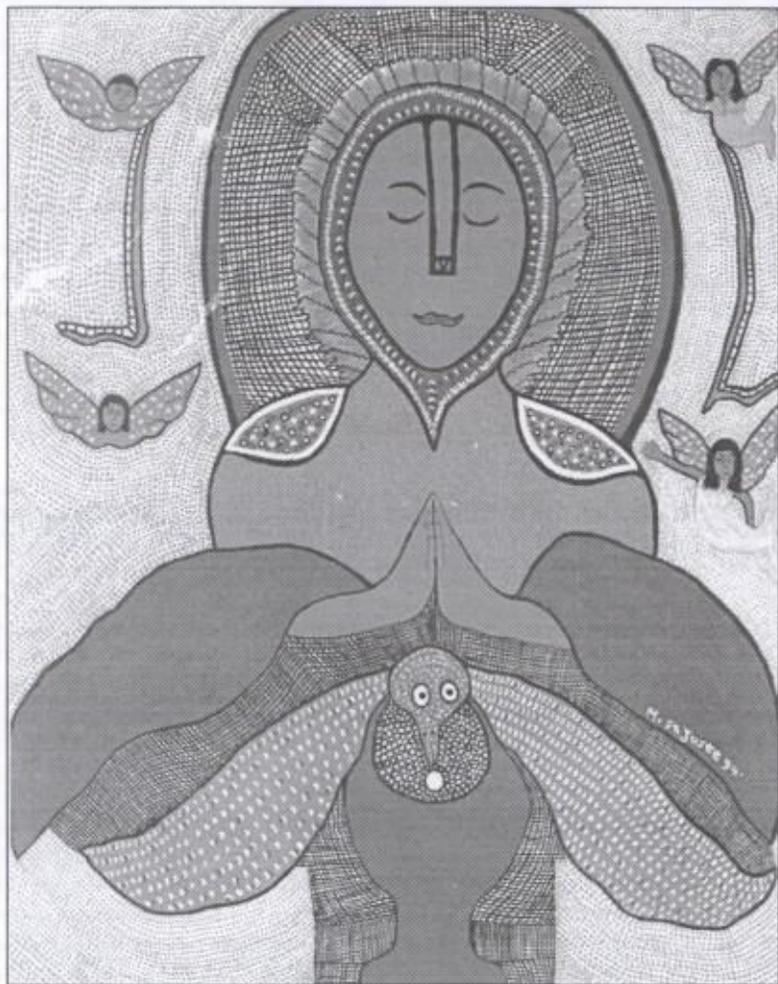
Le *PT* est sans aucun doute sorti de la campagne électorale avec quelques réussites. Le nombre de ses députés fédéraux a augmenté de 30 %, il est passé de un à cinq sénateurs, le nombre de députés des Etats a augmenté de 8 %, et pour la première fois il a fait élire deux gouverneurs. Bien qu'inférieurs aux attentes il s'agit de résultats positifs, dignes d'être mentionnés.

Mais là nous n'avons en vue que des résultats partiels. L'enjeu fondamental, qui définit l'ensemble de la campagne, résidait dans la bataille présidentielle, ce qui est évident quand il s'agit d'un régime politique de forme présidentieliste. Sur ce terrain le *PT* a été battu, et de façon plus nette qu'en 1989. Car cette année-là, Lula est arrivé au deuxième tour, et il a été sur le point de gagner. En 1994, en dépit de la montée de sa part du vote total, de 16 à 22 % (contre 44 % pour FHC), Lula n'est même pas arrivé au deuxième tour.

La seule conclusion à tirer c'est que, sur l'enjeu fondamental, le *PT* a subi une défaite dans la campagne électorale de 94.

Il faut encore cerner une autre question, qui ne vise pas le résultat électoral dans son acception restreinte. Le *PT* a échoué dans la tâche d'utilisation de la campagne électorale pour politiser les masses populaires, les rendre plus conscientes des raisons de leurs difficultés et des voies de la lutte pour faire de la démocratie politique un régime favorable à leurs intérêts et pas principalement le moyen de légitimer la domination capitaliste. A la fin de la campagne électorale, la conscience des masses travailleuses et populaires se trouvait plus imprégnée qu'auparavant des fantasmagories de la mythologie bourgeoise. Le *PT* a subi non seulement une grave défaite politico-électorale, mais aussi une très grave défaite idéologique.

Il serait naïf et enfantin de rendre l'adversaire coupable de cette défaite. On ne pouvait évidemment s'attendre à des faveurs de sa part. Il n'y a pas de sens à l'accuser d'avoir



Mathieu SAINT-JUSTE

Mathieu Saint-Juste

Né le 18 août 1946 à Seguin, d'une famille de paysans dont un des aïeux est prêtre vaudou. Travaille très jeune comme charpentier puis chauffeur. Converti au protestantisme, il devient prédicateur. En 1972, il rencontre Tiga qui l'encourage à l'art; il participe à toutes les manifestations du groupe.

approuvé une loi électorale, qui devrait être appelée la loi Serra \*, et qui a enfermé le *PT* dans l'horaire gratuit de la radio et de la télévision. Il ne fallait pas non plus s'attendre à une attitude favorable au *PT* de la part des médias. En somme, l'adversaire a pris sa part dans la fabrication de la défaite de Lula. Mais elle a aussi été fabriquée par le *PT* lui-même et en particulier par Lula.

Avec l'objectif justifié d'élargir l'éventail des alliances, la direction du *PT* a développé ses efforts dans la recherche de soutien à droite de sa position, à l'extérieur du rassemblement des partis alliés du *Frente Brasil Popular* constitué depuis le début de la campagne pour la candidature Lula. Cette façon d'agir a bousculé l'équilibre du parti et l'a fait basculer à droite, en lui faisant adopter une position politique déformatrice de son identité.

Pendant une assez longue période, la direction du *PT* s'est fait des illusions à l'égard d'une alliance avec le *PSDB*. Celui-ci s'était intéressé à l'alliance avant le plébiscite de 1993 sur la question du régime politique. En cas de victoire de l'option parlementaire, la présidence avec de faibles pouvoirs aurait été confiée au *PT*, tandis que le *PSDB* aurait gardé le poste plus fort de premier ministre. Une fois que la préférence populaire se fut nettement décidée pour le présidentialisme, le *PSDB* a lentement mijoté les ententes avec le sommet du *PT*, sans plus aucune intention d'appliquer l'accord électoral. Ce patient effort pour attirer le *PSDB* a constitué un handicap pour le *PT* au moment où il lui a fallu affronter le candidat du parti *soi-disant* social-démocrate.

Il n'y aurait pas eu de telles contraintes si la direction du *PT* avait cherché des alliances plus larges et dans une autre direction, en particulier celle du *PDT*. Une coalition électorale avec celui-ci aurait certainement été très difficile sans que Brizola \*\* ne réclame la candidature présidentielle. Mais le rapprochement avec le *PDT* aurait été favorable même sans la conclusion de cette alliance. C'était une erreur de ne pas

---

\* *ndlr* - Actuel ministre de la Planification.

\*\* *ndlr* - Leonel Brizola, déjà évoqué *supra*, est le dirigeant national du *Partido Democrático Trabalhista*. Gouverneur au moment où s'installe la dictature, il a été exilé de 1964 à 1979.

soutenir Brizola en 1990, dans sa candidature au poste de gouverneur de Rio de Janeiro, et cela a pratiquement rendu impraticables de futurs efforts de rapprochement entre les deux partis. A ce propos Brizola a pris aussi une part non négligeable de responsabilité, ce que Mangabeira Unger évite d'aborder<sup>9</sup>.

C'est cependant dans l'acharnement à gagner les faveurs des chefs d'entreprises que s'est le plus manifesté le glissement à droite. Néanmoins, un résultat défendable et même très valable a été obtenu, le soutien de petits et moyens chefs d'entreprise. Mais on a payé un prix très élevé dans la promotion d'environ deux cents rendez-vous de Lula avec les grands chefs d'entreprise. Le prétexte qu'on cherchait un éclaircissement (une communication, dirait Habermas) dans le but d'éviter les attaques terroristes des chefs d'entreprise, comme en 89, n'est pas convaincant. Les rencontres avec tous ces *big shots* du grand capital ont défiguré l'image du *PT* en tant que parti combatif des travailleurs. Même le langage de Lula et de beaucoup d'autres dirigeants du *PT* a changé (voire s'est compromis). On ne parle plus, par exemple, de rendre des comptes aux travailleurs, mais bien de rendre des comptes à la société. Bien sûr, la catégorie de travailleurs exclut les chefs d'entreprise, tandis que celle de société les inclut. Seulement, en se détachant de la représentation des travailleurs, le parti ne devient pas pour autant le représentant de la société globalement, ce qui est hors de question pour quelque parti que ce soit. Pendant que Lula perdait son temps à essayer de convaincre les magnats du capital qu'il ne toucherait pas à leurs intérêts au cas où il serait élu, les gentils bourgeois s'unissaient pour le battre lors du prochain scrutin.

Le langage de Lula s'est adouci, de façon facilement remarquable, dans la propagande à propos des positions programmatiques et conjoncturelles.

La neuvième Rencontre nationale du *PT* avait approuvé un projet de Programme de gouvernement à caractère démocratique et populaire qui, sans être socialiste, prétendait s'articu-

---

9. UNGER Roberto Mangabeira, «3 de outubro e o futuro do PT», *Teoria & Debate* n°26, São Paulo, 1994.

ler aux objectifs socialistes stratégiques du parti<sup>10</sup>. Le texte définitif du programme fait une référence faible et défensive au socialisme, et a atténué certaines positions. Sous pression du clergé catholique, un recul assez flagrant s'est produit en ce qui concerne les questions d'avortement et d'homosexualité. Le texte final du Programme n'a été rendu public qu'au mois d'août et, étant donné son volume et sa complexité, il n'a pas exercé une influence notable dans la campagne. Son contenu et ses idées commençaient cependant à inspirer les matériaux de propagande et la tonalité oratoire des candidats et dirigeants. Justement à travers cette stratégie de propagande à caractère massif, le Programme a subi une forte dilution<sup>11</sup>.

Il ne convenait certes pas de «gauchiser» la propagande, de brandir des menaces et de promettre des changements radicaux. Il suffisait de se rapporter correctement au programme approuvé. Mais, sous la pression des grands médias et des partis de droite, Lula s'est affairé à donner des garanties aux chefs d'entreprise, en ce qui concerne leurs droits supposés inattaquables, et à leur assurer que l'accord sur la dette externe conclu par FHC avec les banquiers internationaux serait respecté. En même temps, des questions telles que la privatisation d'entreprises d'Etat et la sauvegarde des monopoles d'Etat dans le pétrole et les télé-communications, étaient abordées avec une tonalité nettement défensive, par un exposé rapide, bref et non convaincant des positions du PT. En ce qui concerne le monopole privé de télévision détenu par la *Rede Globo*, l'ommission *pétiste* a été totale.

Ne disposant pas de grands moyens de communication de masse, le PT aurait dû profiter systématiquement des occasions offertes par la campagne électorale pour diffuser des idées de base au sein de vastes secteurs de la population brésilienne. Cela n'a pas été fait, ou peut-être peu et mal. Les orateurs du PT, à commencer par Lula, se sont éloignés des

---

10. Comissão Nacional de Programa de Governo do PT-94, «Programa de Governo. Projeto para discussão», *Teoria & Debate*, São Paulo, 1994.

11. Partido dos Trabalhadores, «Uma revolução democrática. Bases do Programa de Governo», *Teoria & Debate*, São Paulo, 1994.

thèmes dans lesquels réside la force du *PT*, et sont restés dans le domaine des thèmes qui sont trop indéfinis ou peu significatifs. Il faut évidemment parler de misère, de faim, de manque de logements et d'hôpitaux. Ce sont là des problèmes concrets qu'il n'est pas question d'oublier. Mais ce sont des thèmes qui ne peuvent définir une approche spécifique que si on les relie aux causes fondamentales, à la structure sociale cruelle du pays. Si le cadre structurel est obscurci, même l'adversaire est à l'aise pour aborder ces thèmes. C'est ce qu'a fait d'une façon habile FHC, et en ce qui concerne des aspects concrets, il l'a fait d'une façon plus précise que Lula.

Les occasions particulières à une campagne électorale n'ont, par conséquent, pas été utilisées, ou peut être mal utilisées. Le *PT* s'est laissé battre sur le terrain de la bataille politique et idéologique.

Encouragée par les indices élevés des sondages, la direction du *PT* n'a pas accordé assez d'importance à la mobilisation des militants, dont l'action est reconnue aguerrie et capable d'exploits assez surprenants. En plus, les médias insistaient alors sur la thèse que Lula, mûri et modéré, était bon, mais que le *PT*, anachronique et radical, était mauvais. Aussitôt que l'évolution des indices des sondages a été connue et qu'il semblait difficile de la renverser, une préoccupation de mobilisation du militantisme a ressurgi dans la direction du *PT*. Ceci n'a réussi qu'à une échelle assez inférieure à celle des campagnes précédentes, à l'exception de quelques Etats dans lesquels la motivation régionale a eu une forte influence.

Au mois de mai, les sondages accordaient à Lula un avantage qui permettait de prévoir sa victoire au premier tour. Même des politiciens expérimentés comme l'ex-président Sarney, considéraient Lula comme imbattable. De son côté, la direction du *PT* n'a pas mesuré que l'accroissement des intentions de vote était le résultat de l'adhésion d'un électorat peu convaincu, encore soumis à des fluctuations. En optant pour une propagande affaiblissant ses caractéristiques distinctives, le candidat du *PT* s'est trouvé encore plus désarmé pour affronter la troisième phase du Plan Real, au moment de la mise en circulation de la nouvelle monnaie. Bien que le Plan soit déjà en application depuis le début de l'année, et que le processus de conversion par l'Unité de référence et de valeur soit déjà lancé, la direction du *PT* s'est laissé prendre sans défense,

car elle faisait une analyse terriblement fautive des perspectives du Plan Real et ne possédait pas de plan alternatif. Il suffit de rappeler que le groupe parlementaire fédéral du *PT* a voté en faveur de la création du Fonds Social d'Urgence, ce qui a aidé à applanir le terrain sur lequel reposait la candidature de FHC. Aussi bien à gauche qu'au centre et à droite, le parti se trouvait dans la situation du troupeau sans berger. Très peu d'économistes ont fait de justes appréciations de la question.

L'inaptitude du *PT* - dans la totalité de son éventail de tendances internes - à aborder le problème de l'inflation, a découlé de l'insuffisance professionnelle de beaucoup de ses économistes, mais aussi d'une déviation idéologique assumée par les courants de gauche, aussi bien les anciens que les nouveaux. Le *nacional-desenvolvimentismo* s'est basé sur la théorie de Keynes pour justifier l'utilisation de l'inflation comme instrument de soutien de la croissance économique. L'idée selon laquelle l'inflation possédait un côté positif s'est enracinée dans la gauche, plus ou moins associée au *nacional-desenvolvimentismo*. Déjà au moment où la spirale inflationniste atteignait un sommet, la gauche soulignait qu'il fallait combattre l'inflation par la promotion du développement. En même temps, la gauche refusait d'examiner les aspects spécifiquement monétaires du phénomène de l'inflation, en répétant qu'il découlait d'un conflit distributif. La même façon d'analyser le problème est présente dans l'argumentation des documents officiels du *PT* et dans les propos de la majorité de ses économistes.

Il est vrai que le processus d'inflation porte en son essence un conflit distributif. Néanmoins, la reconnaissance d'un tel conflit n'enlève pas au processus inflationniste la caractéristique de constituer un phénomène de la sphère monétaire de l'économie, avec des effets sur les autres sphères. Il est déplacé et incompréhensible qu'on veuille combattre une anomalie monétaire sans employer des moyens proprement monétaires. Mais cette conclusion évidente semblait aux *pétistes* être une hérésie *monétariste*. Or, il relève de la connaissance la plus élémentaire que la doctrine *monétariste*, depuis Milton Friedman, restreint le rôle de l'Etat dans l'activité économique au contrôle du flux monétaire, dans le but de garantir la stabilité de la monnaie. Combattre l'inflation par des moyens monétaires ne pouvait être vu comme une pratique «monéta-

riste» si une telle orientation était associée à la conception libérale et néo-classique du rôle de l'Etat dans l'économie.

Le PT pouvait et devait assumer la présentation d'un plan anti-inflation par des moyens proprement monétaires (y compris l'échange de la monnaie en circulation) et connecter ce plan à la proposition de mesures en vue de la reprise du développement, au changement dans la distribution de la rente en faveur des travailleurs et ainsi de suite. Rien de cela n'a eu lieu.

Le projet de Programme du PT, en mars 1994, a fait une appréciation générique du processus inflationniste, mais il a échoué à proposer des mesures concrètes bien spécifiées. Le texte définitif du Programme, rendu public au mois d'août, était plus détaillé, mais il est resté prisonnier de l'idée que l'élimination de l'inflation devrait arriver dans le contexte d'un programme global de développement, ce qui écartait toute recherche d'un combat par des moyens monétaires spécifiques. D'où la conclusion inévitable au sujet du caractère récessif du Plan Real <sup>12</sup>.

Au niveau de la direction *pétiste*, cette conclusion a reçu le soutien de plusieurs des plus importants économistes du parti. Maria de Conceição Favares prévoyait, au mois de juin, que l'introduction du real provoquerait un «chômage galopant». D'après Aloizio Mercadante, le plan gouvernemental échouerait à court délai. On voit que Maria da Conceição répétait, en sens inverse, l'erreur d'estimation qu'elle avait commise lors de la sortie du premier Plan Cruzado <sup>13</sup>.

Quelques économistes du PT ont été proches d'une conception correcte de la question de l'inflation et d'une prévision adéquate des effets du Plan Real. Leurs interventions dans le débat n'ont pourtant pas pu changer l'orientation de la direction du PT et du candidat présidentiel dans l'approche de la

---

12. *Ibidem*, pp.150-154.

13. SUPPLYC Eduardo Matarazzo, MACHADO João, MEREGE Luiz Carlos, GUEDES Odilon, BATISTA Jr. Paulo Nogueira, *Combate à inflação, «Plano Real» e campanha eleitoral*. São Paulo, 1994, pp.8-9. (ndlr - M. de C. Favares est une économiste issue de la CEPAL, et est députée du PT)

question. Par conséquent, lorsque le soutien de la grande majorité de la population à la nouvelle monnaie - échangée contre la vieille à une vitesse et avec un ordre exemplaires - est devenu évident, Lula s'est vu obligé d'annoncer que, en tant que gouvernant, il maintiendrait la nouvelle monnaie et, en exagérant la réponse, la propagande du *PT* a qualifié le real de «monnaie forte». Rien de cela n'a empêché que les adversaires ne surnommèrent Lula le «candidat de l'inflation», éloignant de lui la grande masse des électeurs nouveaux et même des électeurs consolidés lors de campagnes précédentes<sup>14</sup>.

De ce qui s'est produit au Brésil, et qui rejoint des événements semblables dans d'autres pays d'Amérique latine, il reste bien la conclusion que la gauche ne peut et ne doit pas traiter la question de l'inflation comme un sujet secondaire et passible de solutions génériques. Punis par l'inflation pendant des années, dépouillés par son mécanisme impitoyable, les travailleurs et d'autres couches sociales se mettent à donner priorité à la conquête de la stabilisation monétaire. Une telle aspiration doit être considérée comme légitime par n'importe quel courant de gauche, et encore davantage par les courants qui luttent en faveur du socialisme. C'est le seul moyen pour la gauche d'être prête à affronter les effets immédiats de plans de stabilisation monétaire du type brésilien, et aussi à les critiquer à long terme et à présenter des propositions alternatives. C'est d'autant plus nécessaire que la défaite de la stabilisation au Mexique, après six années d'application orthodoxe d'un plan inspiré de ceux du FMI, avait déjà montré ce qui peut arriver aux monnaies dépendantes de la dollarisation, par la voie d'entrées de capitaux externes allant de pair avec l'ouverture exagérée aux importations.

---

14. Voir : BATISTA Jr. Paulo Nogueira, «Contra a inflação, o ataque frontal», entretien avec Carlos Eduardo Carvalho et Fernando Haddad, *Teoria & Debate* n° 23, São Paulo, 1993-94; CARVALHO Carlos Eduardo, «O plano corteja, mas o capital hesita», *Teoria & Debate* n° 24, São Paulo, 1994; SUPPLY Eduardo Matarazzo et BATISTA Jr. Paulo Nogueira, «A campanha de Lula, o PT e o desafio do real», *Folha de S.Paulo*, 08-11-94. Et la réplique de MANTEGA Guido et MATTOSO Jorge Eduardo, «O PT, o Plano Real e as eleições», *Folha de S.Paulo*, 05-12-94.

## comptes à payer

Le degré de déplacement de Lula et de la direction du *PT* à droite a mieux été mesuré par le scandale de la révélation que les campagnes de plusieurs candidats du parti, à commencer par la campagne présidentielle, avaient été alimentées par des dons d'entrepreneurs mêlés aux affaires de corruption au Parlement et au Gouvernement. Des dirigeants *pétistes* ont utilisé l'argument que les dons ont eu lieu dans le cadre de la loi et sans accord de contrepartie de la part des candidats bénéficiaires. Ce serait étonnant, il ne manquerait plus que ça, qu'il y ait eu des compromis. De toute façon, les donateurs ne s'attendent pas à ce que le remboursement soit immédiat. Eduardo Ribeiro Capobianco, président du Syndicat de la construction civile de l'Etat de São Paulo, a affirmé avec une franchise inhabituelle que les entreprises financent des candidats occupant des positions des plus variées dans l'éventail politique, et en attendent un avantage à un moment quelconque. La finalité est surtout pratique, il n'y a rien de gratuit. Entreprises, banques et d'autres sèment le grain pour cueillir la moisson<sup>15</sup>.

Ce qui est étonnant, c'est que Cristovam Buarque, gouverneur *pétiste* du District fédéral, ait déclaré que les dons des entreprises ont non seulement été légaux, mais aussi éthiques, puisqu'ils ont été faits à la lumière du jour. Il s'agit peut-être là de la «modernité éthique» prêchée par le professeur Buarque comme principe programmatique pour le *PT*. Heureusement, les militants *pétistes* de Brasilia - auxquels on doit l'orientation à gauche de la campagne victorieuse dans la capitale de la République - ont rejeté l'interprétation du gouverneur élu, et ils ont refusé d'accepter les dons pollués. A São Paulo également, la révélation sur les soutiens financiers a provoqué l'indignation parmi les militants<sup>16</sup>.

L'épisode témoigne de la permissivité qui s'est répandue dans les cercles dirigeants du *PT*. Permissivité qui justifie tous les

---

15. CAPOBIANCO Eduardo Ribeiro, «Cravo e ferradura», *Folha de S. Paulo*, 02-12-94.

16. Voir *Folha de S. Paulo*, 29-11-94, pp.1-9; BUARQUE, Cristovam, «O caráter da polarização», *Teoria & Debate* n° 22, São Paulo, 1993.

moyens pour atteindre à la réussite électorale. Voilà la raison de l'acceptation de dons d'entreprises embourbées dans la corruption publique, telle la demande de soutien à FHC faite par Vitor Buaiz à l'époque candidat gouverneur de l'Espírito Santo. Buaiz a été élu, mais sa soumission humiliante à FHC rend extrêmement discutable de le qualifier de gouverneur d'une légende d'opposition.

Le climat de permissivité explique la réaction tiède et passive de la direction nationale du *PT* face à la défection de Weffort, qui a accepté le poste de ministre au gouvernement FHC pour ensuite démissionner du parti. Il serait tout à fait condamnable d'en appeler à des excommunications de type stalinien, mais le fait qu'une personnalité comme Weffort ait retourné sa veste ne devrait pas rester sans réplique ni prise de position publique de la direction du *PT* en des termes clairs et énergiques.

Lorsque la défaite de la candidature présidentielle s'est dessinée, des dirigeants de l'aile droite du *PT*, soutenus par de grands médias, ont décidé de rejeter sur la gauche du parti la responsabilité de l'échec. La manœuvre s'est déroulée dans la discussion sur la charge pesante que l'identification socialiste représenterait pour le *PT*. Il serait urgent que le parti assume sa nature social-démocrate. Et voilà sans doute deux questions qui peuvent définir de futures orientations.

La gauche a obtenu la majorité de la direction nationale du *PT* lors de la huitième Assemblée nationale. Elle a gagné, mais ne l'a pas emporté. En partie, en raison de son hétérogénéité, avec une aile importante issue du centre (c'est-à-dire de l'*Articulação*) et inclinant à répondre de temps à autres aux appels centristes. Mais par ailleurs, aussi en raison des déficiences de la gauche *pétiste* la plus conséquente.

Celle-ci a utilisé ses positions avec timidité quand il s'agissait de l'exécution concrète des directives approuvées. Dans la suite pratique des tâches, elle s'est laissé submerger par les courants de centre-droite, qui ont su exploiter leurs relations bien plus que cordiales avec les médias, qui ne sont pas neutres mais sélectionnent bien les personnalités à mettre en valeur. Pour la gauche *pétiste* il ne serait pas aussi facile de mettre en avant ses propres personnalités, mais il faut se demander si elle a essayé de le faire avec toute l'audace possible. Ce serait une raison de sa sous-représentation dans

le score des candidats élus.

Il faut cependant tenir compte d'un facteur qui déforme les résultats des votes dans les réunions plénières de la direction *pétiste*. On peut appeler ce facteur «Liste de Lula». On admet, par accord tacite, que Lula a droit à un quota personnel dans la nomination de dirigeants, et qu'il le remplit avec des noms tirés de sa liste. Il n'est pas surprenant qu'il le fasse en conformité avec son penchant de droite. Ceci impose un biais à la proportion des forces entre les courants, en faveur de la droite.

La gauche n'aura pas la capacité d'exprimer pratiquement son poids à l'intérieur du *PT*, tant qu'elle n'aura pas annulé l'accord tacite par lequel la «Liste de Lula» se fait valoir, tant que Lula lui-même garde la fonction ainsi consentie d'arbitre dans la joute entre courants à l'intérieur du parti.

Cela s'est produit lors de la composition des directions exécutives de la campagne électorale. L'accusation qui désigne la gauche comme responsable de la défaite n'est qu'une ruse. Le centre-droit a eu beaucoup plus de poids dans les directions exécutives et devrait en assumer la responsabilité. En se déchargeant de cette responsabilité et en la reportant sur ceux à qui elle n'incombe pas, la droite du *PT* imite la majorité du Comité central du *PCB*<sup>\*</sup>, dirigé par Prestes et Giocondo Dias, qui a fait de la gauche minoritaire et moins influente, le bouc émissaire de l'échec devant le coup militaire. La *Força socialista* (tendance partidaira interne) a raison quand elle rejette l'accusation que «la gauche a mené la campagne» et quand elle affirme que la vraie direction a appartenu plutôt au candidat (Lula) et à des personnes de sa seule confiance<sup>17</sup>.

---

\* *ndlr* - L'auteur fait allusion aux débats des années 1945 au sein du *PC Brasileiro*, qui ont vu se créer une scission, *PC do Brasil*, qui se liera ultérieurement aux courants «chinois» puis «albanais».

17. *Força Socialista (Tendência interna do PT)*, «Eleições 94: uma avaliação necessária», *Boletim 02*, São Paulo, 1994, p.8; CAPISTRANO Filho Davi, «Menos fortuna, mais virtú», *Brasil Revolucionário* n° 17, São Paulo, 1994-95; SADER Emir, «Sete teses equivocadas sobre as eleições»; voir aussi CAMPOS Roberto, «Palavras contaminadas...», *O Estado de S.Paulo*, 27-11-94; et «A sorte do presidente», *O Estado de S.Paulo*, 04-12-94.

La définition du profil idéologique et politique du *PT* en tant que parti d'opposition au gouvernement FHC dépend de l'élimination de telles pratiques partidaires.

Jorge Castañeda a écrit que dans la conjoncture actuelle, la gauche latino-américaine ne peut être que réformiste, la période de multiplication des initiatives de lutte armée étant déjà entièrement dépassée. Le sociologue mexicain a pronostiqué que le *PT* arrivera au point où il devra se libérer expressément de son attachement à l'idéal socialiste, à l'image de ce qui a été fait par le Parti Social-Démocrate d'Allemagne, en 1959, au Congrès de Bad-Godesberg <sup>18</sup>.

Le *PT* n'a jamais professé d'attachement au marxisme. Ce serait donc illogique d'exiger la proclamation officielle de l'annulation d'une relation inexistante. La question de la relation au socialisme se pose tout autrement. Dans plusieurs documents, y compris le programme de gouvernement de la dernière campagne électorale, le *PT* s'est déclaré socialiste. S'il s'écartait maintenant de ce but final, il régresserait vers des positions réformistes irrémédiablement dépassées. Sans arriver à s'affirmer comme parti réformiste sérieux, le *PT* deviendrait une vulgaire organisation philanthropique d'assistance. Pour pouvoir être un vrai parti d'opposition il faut que le *PT* ne perde ni ne compromette son identité ouvrière et socialiste, comme Florestan Fernandez l'a souvent répété <sup>19</sup>.

On pourrait objecter que le socialisme est aujourd'hui quelque chose de vague et confus. Il incombe sans doute à la gauche mondiale d'avancer dans le sens d'une rénovation de la signification du socialisme. Echapper à cette tâche équivaut à un compromis avec la pérennité du capitalisme. Le *PT* sombrerait dans le fossé commun de l'opportunisme de droite s'il acceptait un tel compromis.

C'est comme parti socialiste que le *PT* sera capable d'unir dans un front puissant les travailleurs exploités et organisés

---

18. CASTAÑEDA Jorge G., *Utopia desarmada*, Companhia das Letras, São Paulo, 1994, p.133.

19. FERNANDES Florestan, «PT : o efeito positivo de perder», *Folha de S.Paulo*, 23-01-95. Voir aussi VALENTE Ivan, «O PT na oposição», *O Estado de S.Paulo*, 10-12-94.

aux travailleurs exclus et désorganisés. Au lieu de tomber dans le dilemme du supposé antagonisme entre les travailleurs organisés et les désorganisés, comme proposé par Mangabeira Unger <sup>20</sup>.

En tant que parti socialiste le *PT* sera capable de résister à la tentation d'adhérer au gouvernement FHC, et de formuler un projet contraire au consensus de Washington. Un projet d'exercice du pouvoir en faveur d'un Brésil démocratique et suffisamment fort pour pouvoir résister aux pressions de la globalisation commandée par les entreprises multinationales.

Nous avons donc besoin de recycler nos idées. Le *PT* et les marxistes. Mais sans perdre la fidélité aux origines. Ce qui signifie identification avec les travailleurs, les exploités et les exclus.

---

20. UNGER Roberto Mangabeira, «3 de outubro e o futuro do PT», *op. cit.*

## vivre le syndicalisme brésilien au féminin : une expérience collective, un espoir personnel

paola cappellin \*

En 1907, Ana-Maria Mozzani présentait aux lecteurs italiens le livre de John Stuart Mill, *La servitude des femmes* dans les termes suivants : «*Nous recommandons ce livre aux femmes afin qu'elles puissent devenir plus actives, diligentes et éclairées quant à leurs intérêts et qu'elles ne transigent pas sur le devoir qui leur incombe de revendiquer, parmi leurs droits, leurs moyens de perfectionnement*»<sup>1</sup>. Dans l'histoire, cette idéologie d'émancipation ne cesse d'être enrichie par la réflexion au sein des mouvements des femmes/travailleuses des

---

\* L'auteure est professeure de sociologie du travail à l'Université fédérale de Rio de Janeiro. De cette spécialiste de l'analyse des mouvements de femmes, on peut lire en français «Nouvelles formes de conflictualité sociale et démocratie au Brésil» dans MARQUES PEREIRA B. (dir), *L'Amérique latine : vers la démocratie ?*, Bruxelles, Complexe, 1993.

Une première version du présent texte a été présentée au colloque «Formation, recherche et édition féministe à l'université : Québec, Brésil, France» - Université fédérale de Rio de Janeiro, juin 1994.

1. Voir l'édition de STUART MILL J., *La servitu delle donne*, Roma, Savelli, 1976 (ici retraduit du portugais - *ndlr*). Et la présentation d'Ana-Maria Mozzoni (1864-1920) dans le Dictionnaire politique de Nicola Bobbio.

secteurs sociaux les plus divers. Nous essayerons d'analyser les aspirations au changement qui se sont manifestées au Brésil au cours des derniers vingt ans.

Dans ce pays, la lutte pour la valorisation de l'identité féminine emprunte des chemins divers : elle contribue à la redémocratisation de la société, amplifie l'insertion professionnelle des travailleuses et renouvelle de l'intérieur le projet de participation syndicale. Grâce à ces supports si diversifiés, les institutions syndicales introduisent dans leur culture politique le débat sur les rapports sociaux de genre.

La dimension sexuée du travail est devenue une thématique de réflexion féministe depuis les années 70. Celle-ci a offert sa contribution dans plusieurs champs disciplinaires, en mettant tout particulièrement en évidence les spécificités de la division sexuelle au sein des relations de travail, salarié et non salarié. Cette lutte a aussi enrichi la visibilité des activités ménagères-familiales et renforcé la perception du noyau familial comme ensemble d'individualités distinctes. Ainsi les relations entre les membres de la famille se nouent-elles par des liens affectifs, dans le partage et le développement des stratégies de survie, et par la formulation et la discussion de projets et initiatives au sein du collectif familial. Cette «double présence» crée en matière de positions et de rôles, un espace transversal féminin : pratique et mental, structurel et de projet<sup>2</sup>.

Nous introduirons, dans le bilan que nous nous proposons de faire, les expériences de participation des travailleuses qui se sont engagées dans le syndicalisme. Ainsi, parallèlement à la référence aux transformations de l'histoire institutionnelle récente et aux apports symboliques du féminisme, nous mettrons l'accent sur les continuités, les ruptures, les conflits et les médiations qui marquent la problématisation de la subjectivité de genre des travailleuses dans l'espace syndical.

On est encore confronté à plusieurs difficultés de relation entre la culture syndicale et la culture féministe. Dans l'imaginaire collectif beaucoup de références maintiennent encore inchangé ce qu'on désigne globalement par politique. Celle-ci a pour repère dans la société l'image de l'homme-citoyen, un modèle de prétention universelle. Au Brésil, c'est seulement à partir

---

2. BALBO L., «La doppia presenza» dans *Inchiesta* n°32, Bologna, 1979.

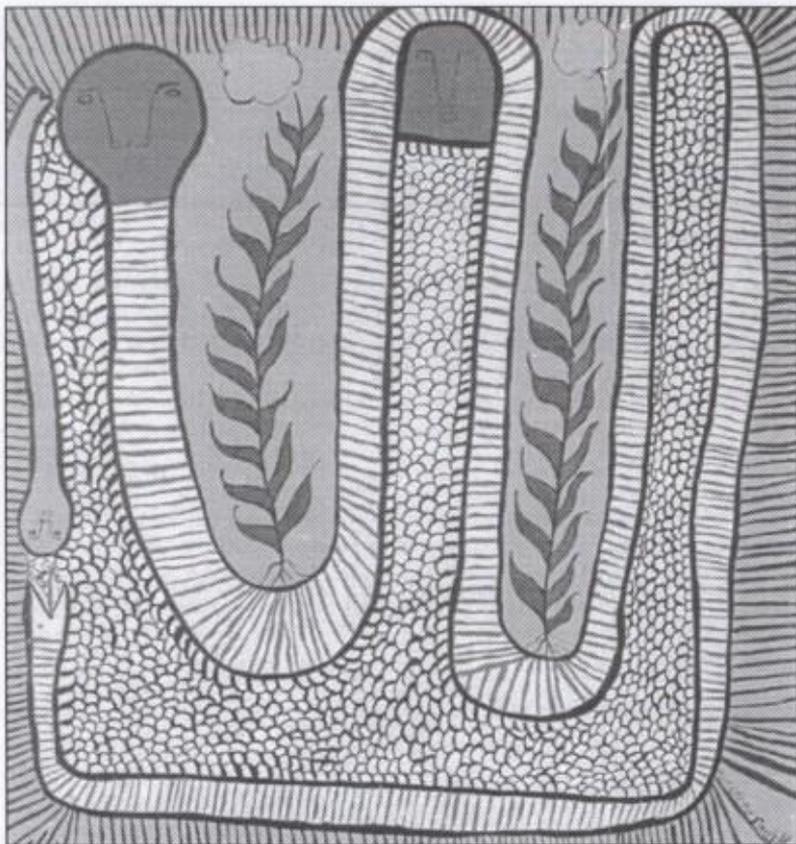
de 1932 que les femmes ont cessé partiellement d'être éloignées de la politique, après l'institution du droit de vote féminin sous la pression du mouvement suffragiste<sup>3</sup>.

Les difficultés tiennent à la révision incomplète, dans le langage politique, de la conjugaison au féminin du principe de la représentation. Nous devons donc tenir compte à la fois des mécanismes par lesquels des femmes se légitiment en tant que sujets, et des actions et pratiques qui cherchent à reconnaître et à valoriser la différence de genre. Ces deux aspects rendent la politique plus concrète : la politique, aussi bien dans le sens des relations internes de reconnaissance de la représentation, que dans le sens des relations externes, qui rendent évident le dialogue entre la société civile et la société politique<sup>4</sup>.

Au Brésil pendant la période 1970-1980, pour mieux estimer ces défis, il est nécessaire d'examiner l'action syndicale en cherchant à identifier sa capacité de transformer les organisations syndicales en sujet collectif. C'est-à-dire, de chercher au-delà de leurs objectifs explicites visant l'obtention d'avantages matériels.

Le syndicat est une forme d'agencement collectif, productrice et catalysatrice d'une image sociale des travailleurs, mobilisatrice d'aspirations au changement, formatrice d'exigences, le constituant en négociateur auprès d'autres acteurs sociaux. Le syndicat est aussi sujet collectif car il a la capacité de former et exprimer un sentiment de solidarité, comme un principe qui rassemble, qui incite au rapprochement entre les gens, qui motive le regroupement et renforce un projet d'union

- 
3. ALVES Moreira B., *Ideologia e feminismo, a luta da mulher pelo voto no Brasil*, Petropolis, Vozes, 1980 (p.85), rappelle l'histoire de différentes pionnières de ce mouvement, qui hissent le drapeau de l'émancipation de la femme par le suffrage féminin, déjà à la période monarchique et ensuite pour la première constitution républicaine de 1891. En 1918, Berta Luz, après la fondation de la Ligue pour l'émancipation intellectuelle de la femme, s'engage en faveur de la promulgation et approbation du vote féminin. Le suffrage féminin sera ainsi promulgué par le décret 21.076 du 24 février 1932, et reconfirmé par la Constitution de 1934.
  4. MARZUCCO M-C. et ROSSI-DORIA A., *La ricerca delle donne, studi femministi in Italia*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1987.



Denis SMITH

Denis Smith

Né en avril 1954 à Soissons-la-Montagne. Dès 1972, a participé à toutes les étapes de l'Ecole du Soleil. Avec quelques membres du groupe, et grâce à une aide de la coopération française, participe à la construction d'un atelier communautaire. Devient conducteur de bus. Il reprend le pinceau en 1994.

et de consensus à l'intérieur de la classe ouvrière<sup>5</sup>. Les organisations syndicales ont ainsi élaboré un discours sur le travail et les travailleurs fortement lié au jeu des images d'**égalité** et d'**émancipation**. Mais ces organisations, bien que construites avec la participation d'hommes et de femmes, grâce au débat sur le travail - souvent asexué - sous une vision productiviste de leurs vies, ont élaboré une structure de représentation mise en place par des hommes et pour les hommes. Si c'est grâce à ces prémisses que la solidarité ouvrière a été formée, il est évidemment nécessaire de médiatiser l'insertion des femmes travailleuses dans le syndicalisme afin que leurs revendications ne puissent être masquées, simplifiées ou méconnues dans les propositions futures.

Dans un contexte de transformation de la structure économique, rappelons qu'au Brésil la participation productrice des travailleuses a contribué à l'industrialisation, initiée à la fin du siècle passé d'une façon assez agitée et irrégulière. Elles ont conservé un rôle important dans la structure du marché du travail. La traditionnelle insertion des femmes dans le marché du travail (agricole, industriel et tertiaire) a contribué à la formation dans la société de différents modèles culturels quant aux finalités du travail productif et des activités ménagères-affectives. En formulant un message sur le statut de la femme, les organisations syndicales n'ont que partiellement traité cette problématique. Au départ, le statut juridique de la travailleuse a été construit en faisant prévaloir principalement deux rôles de la femme face à la société : l'épouse et la mère. Son identité de travailleuse commence à peine à être reconnue - et encore d'une façon lente et ambiguë - en tant que sujet politique. On se demandera donc sous quelles modalités se reformulent aujourd'hui les références culturelles des rapports entre les sexes dans les activités syndicales. Avec quelle volonté cherche-t-on à universaliser l'égalité entre les sexes ? Par là nous suggérons qu'on repense le degré d'adhésion des femmes au syndicalisme, non seulement en tant qu'expérience collective, mais aussi en tant qu'espoir personnel.

---

5. Voir PIZZORNO A., *I soggetti del pluralismo*, Bologna, Il mulino, 1980; et SALVATI M., «Solidarietà: una scheda storica», dans *Rivista parolechaive* n°2, Roma, 1993.

## quelques modifications accélèrent le changement au Brésil

De multiples analyses disciplinaires - en économie, politique et sociologie - sont unanimes à conclure que, dans le domaine institutionnel, la conjoncture de la fin des années 70 au Brésil a été une crise de l'alliance techno-bureaucratique-capitaliste <sup>6</sup>.

La société brésilienne, dans ses plus diverses formes d'expression, s'est finalement manifestée à nouveau électoralement et syndicalement, en se réappropriant des moyens d'expression civils. Les travailleuses et les travailleurs des centres urbains et des zones rurales furent les protagonistes de ce processus. Ils ont élaboré des propositions qui arrivent à inventer, agréger et propager une nouvelle pratique politique auprès des organisations syndicales et des partis. Car pendant les années de dictature militaire, les segments populaires ont résisté, refusé la soumission en usant de réseaux souterrains de sociabilité. Reprenant cette analyse, E. Souza Lobo a formulé l'hypothèse d'une relation entre les formes moléculaires de sociabilité développées pendant cette période et les pratiques publiques des années 80 : celles-ci prolongeant les précédentes en concevant et construisant l'idée de **droit** <sup>7</sup>.

Ainsi, d'un côté il y a des auteurs qui soulignent les caractéristiques structurelles du contexte économique et politique : la logique productive spécifique des entreprises modernes, l'importance de l'organisation syndicale traditionnelle (qui avait été structurée par une législation autoritaire) et la qualité des canaux institutionnels de manifestation, auraient conditionné ce nouveau style de participation politique.

Par ailleurs, il y a des auteurs qui mettent l'accent sur les caractéristiques singulières des mouvements populaires et syndicaux. Leurs formes et contenus symboliques arrivent à agréger et unifier les expériences vécues, en donnant vie aux expressions collectives. Sont alors mis en cause le modèle

6. Nous faisons allusion à l'extinction de l'Acte Institutionnel 5 (qui depuis 1968, attribuait tous les pouvoirs au président de la République), à l'amnistie, aux élections directes pour les gouverneurs des Etats, aux grandes grèves de 1979-80, à la formation du Parti des Travailleurs.

7. LOBO Souza E., *A classe operaria tem dois sexos*, São Paulo, 1991.

communautaire, la formulation des notions de justice, de droit et de politique.

Malgré ces différences de points de vue, l'ensemble des analyses est unanime à reconnaître que l'immobilisme des organisations syndicales traditionnelles est enfin surmonté au cours des décennies 70-80.

## la contribution des mouvements populaires

Il est important de rappeler les contributions des mouvements populaires dans le rétablissement démocratique de la société brésilienne. L'analyse politique avait depuis longtemps réduit le prestige de leur contribution, en y faisant souvent des références très limitées et parfois seulement locales.

Dans les années 80, ces mouvements ont connu une expansion à l'échelle nationale, allant parfois jusqu'à remplacer la mobilisation syndicale grâce à leurs propositions et à leurs formes de rassemblement. Dans des pratiques agrégatives diverses, ils conjuguent leurs efforts pour discuter les conditions de reproduction sociale : l'accès précaire à l'habitation, le difficile usage des services publics (santé, transport, structures sanitaires de base, crèches, éducation) par la population. On arrive ainsi à problématiser des relations qui semblaient être trop externes et distantes pour mobiliser et rassembler des aspirations collectives, qui semblaient être incapables de soulever l'intérêt de l'opinion publique, et qui semblaient surtout inefficaces dans la critique du système autoritaire.

Plusieurs études réalisées au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine ont démontré que la mobilisation populaire a dépassé les barrières de l'isolement politique, de la passivité «imposée» par un modèle de développement urbain et industriel qui n'a fait qu'aiguiser les disparités au sein du prolétariat des quartiers de la périphérie urbaine.

E. Laclau, par exemple, a signalé la crise et l'opposition des prémisses théoriques entre détermination par la lutte de classes et l'expression de la lutte sociale<sup>8</sup>. Il met en évidence que

8. «La position dans les rapports de production ne fournit pas auto

les conditions de production, parallèlement aux pratiques de consommation, rendent la position des travailleurs et des travailleuses bien plus complexe dans la structure sociale. L'identité de producteur perd sa centralité classique liée au fait qu'elle était le moteur de la mobilisation.

Plusieurs auteurs brésiliens vont dans le même sens, en concentrant leur attention sur les processus internes aux mouvements populaires, qui rassemblent les aspirations et forment des identités politiques collectives<sup>9</sup>. Cette perspective qui valorise le processus de construction de la conflictualité, contraste avec d'autres orientations qui privilégient des dimensions macro-analytiques : les mouvements représentent alors une façon de contester les distorsions des politiques étatiques en milieu urbain; il s'agit d'un substitut aux voies classiques d'expression politique qui, à ce moment-là, subissent la répression de l'autoritarisme<sup>10</sup>.

Les approches, qui choisissent comme unité analytique les dimensions du quotidien, de la formation symbolique, de la relation complexe entre la scène publique et la scène privée, comprennent avec plus d'acuité la nature et l'originalité de certaines médiations qui contribuent à la rénovation interne des mouvements : la religiosité comme recours mobilisateur, le rôle dirigeant des femmes, les aspirations à l'autonomie face à l'intervention de l'Etat, les dimensions culturelles dans

---

(suite de la note 8)

*matiquement une détermination face à d'autres situations. Cette perte de l'unité synchronique entre les différentes positions de l'agent a occasionné une crise de la théorie diachronique des phases (...) L'identité des agents n'est plus considérée comme étant formée à un seul niveau de la société.»* LACAU E., «Os novos movimentos sociais», *Revista Brasileira de C. Sociais*, n°2, 1986.

9. SADER E., *Quando novos personagens entram em cena - Experiências e lutas dos trabalhadores da grande São Paulo*, São Paulo, Paz e Terra, 1988;

PAOLI M-C., *Conflitos sociais e ordem institucional: cidadania e espaço público no Brasil do século XX*, ANPOCS, ronéo, 1990; LOBO Souza E., *op. cit.*, 1991.

10. Nous reprenons la présentation des diverses orientations proposées par E. Souza Lobo en 1991 (*op. cit.*). L'auteur inclut dans la première perspective des études de P. Jacobi, et dans la deuxième, celles de J-A. Moïses entre autres.

la critique des valeurs patriarcales, bref la distinction entre le message émancipateur et la lutte pour les moyens d'existence.

Nous estimons utile d'enrichir la liste des dimensions innovatrices en y ajoutant toutes celles qui pourraient aider à montrer comment les expériences vécues sur les lieux de travail, les expériences syndicales, et la lutte sociale dans les quartiers **s'articulent** entre elles bien plus qu'elles ne s'opposent. Une analyse attentive de cette complexité permettra l'enrichissement réciproque, et d'individualiser le parcours de militantisme des travailleurs et des travailleuses tout au long des années 80. La structure syndicale traditionnelle est renouée par l'émergence d'une participation pluraliste qui conduit à repenser les formes concrètes d'action collective. Nous rappelons quelques innovations issues de la synergie entre les mouvements populaires et le mouvement syndical, où les travailleuses sont protagonistes.

- **L'émergence d'une nouvelle génération de militants :** leur recrutement n'est plus principalement urbain, ni localisé au centre-sud du pays; il n'est plus exclusivement masculin, et sa socialisation politique ne s'épuise pas dans l'activité «classique» au sein des partis.
- **La diffusion d'une conception politique qui change la logique hiérarchisée des mots d'ordre de lutte.** Traditionnellement on donnait priorité aux contradictions de classe dans la lutte sociale et on séparait les revendications économiques des questions sociales.
- **La pluralité des expériences de mobilisation.** On assiste au remplacement de la classique hégémonie de la classe moyenne et/ou du prolétariat, grâce à l'incorporation ample et diversifiée de femmes/travailleuses, de salariés ruraux, de *leaders* provenant des mouvements populaires des périphéries urbaines et des luttes pour la terre dans le milieu rural.
- **Le dialogue entre les réseaux de solidarité** de la campagne et de la ville, entre la classe moyenne et les secteurs populaires, entre les lieux de production et la vie de quartiers de la périphérie des grandes villes ou des communes rurales. Cet échange entre diverses cultures rend possible la rénovation des conceptions du faire de la politique. Dans ce contexte

beaucoup d'éléments médiateurs interviennent : les organisations confessionnelles des Eglises, catholique et protestante, le militantisme laïque de quelques-uns de leurs représentants, quelques catégories de professions libérales (les avocats, les médecins, les journalistes, les agronomes, les professeurs, parmi d'autres), le mouvement autonome féministe, les organisations non gouvernementales, etc.

## **le féminisme populaire et syndical**

Pendant les années 70-80, les mouvements de femmes jouent un rôle très important pour la rénovation du processus de redémocratisation, dans la mesure où ils se font le porte-parole des classes moyennes et des secteurs populaires. Au Brésil, à la fin de la décennie 60, les femmes des villes étaient à la tête de plusieurs mouvements qui appuyaient la critique des politiques salariales de l'Etat sur des revendications ponctuelles<sup>11</sup>.

C'est surtout au sein du mouvement féministe, après la célébration de l'Année Internationale de la Femme en 1975, que se construisent les réflexions sur la spécificité de la condition féminine et de la lutte contre la discrimination sexiste. A l'intérieur des organisations syndicales, les travailleuses introduisent une double agitation. D'une part le quotidien dans le travail fut mis en évidence, la dévalorisation du salaire, la ségrégation des tâches, l'absence d'infrastructures d'assistance pendant la grossesse, et d'autre part, les obstacles à la participation à l'action syndicale furent dénoncés. A ce moment-là, les conditions d'exploitation semblent explicitement requérir de mettre l'accent sur la dénonciation de la discrimination sexiste, qui va de pair avec de fortes pressions à l'absence généralisée de participation syndicale.

Si l'on analyse attentivement les documents des travailleuses en 1979, au-delà des revendications économiques, on cons-

---

11. A titre d'exemples : en 1968, le Mouvement national contre la hausse des prix; en 1970, le Mouvement de lutte pour l'accroissement; en 1974, le Mouvement brésilien pour l'amnistie; en 1975, la constitution des Groupes féministes et des Centres de la femme.

tate que sont exigés un investissement plus important pour renforcer la syndicalisation, et une plus grande visibilité pour qu'elles puissent être admises dans les instances syndicales. La constitution des Départements féminins répond à de multiples besoins : introduire la réflexion sur les discriminations dans les rapports de travail, et exiger l'élargissement du droit de s'associer et de poser sa candidature comme déléguée syndicale <sup>12</sup>.

Dans le milieu rural, la mobilisation des travailleuses s'opère à l'intérieur de l'ensemble des groupes, aussi bien ceux qui visent à améliorer les conditions de travail, que ceux qui sont plutôt engagés dans la rupture des liens de dépendance masculine, qui empêchent les travailleuses d'accéder à un mandat syndical. Dans le document rédigé pour le IV<sup>e</sup> Congrès national des Travailleurs ruraux de 1985, les femmes, travailleuses rurales, présentent une motion de soutien à la syndicalisation féminine <sup>13</sup>.

Nous pouvons ainsi conclure que, pendant dix ans, les mouvements des travailleuses (urbaines et rurales) arrivent à développer une réflexion propre qui combine la lutte contre la discrimination sexiste sur les lieux de travail avec la revendication de rupture de l'asymétrie dans les relations de pouvoir au sein des organisations syndicales. Cette constante médiation entre les spécificités de la condition de productrice et la soumission dans les relations de pouvoir mène à l'affir-

---

12. Le document qui accompagne la constitution du département féminin au sein du syndicat des métallurgistes présente les objectifs suivants : réduire l'éloignement des femmes par rapport aux entités syndicales; stimuler les pratiques de mobilisation; réduire l'isolement des luttes des travailleuses; provoquer les études et recherches qui puissent permettre d'évaluer le travail féminin dans la production et en matière de discriminations (voir CAPPELLIN P., «Silenciosa e combativas, a contribuições das mulheres na estrutura sindical», dans BRUSQUINI C. et DE OLIVEIRA A., *Rebeldia e submissão*, São Paulo, Vertice, 1989).

13. La motion de syndicalisation féminine présentée au IV<sup>e</sup> Congrès national des Travailleurs ruraux de 1985, contenait les arguments suivants : les travailleuses rurales revendiquent une participation politique; elles subissent toutes les conséquences des conditions de vie des travailleurs de ce secteur économique; elles exercent un rôle très important dans la production et dans la reproduction familiale et sont victimes d'une discrimination spécifique au niveau de la rémunération (voir CAPPELLIN P., *ibidem*).

---

**mation de l'intérêt des femmes à exiger une représentation effective dans les instances syndicales.**

Au milieu des années 80, la thématique des travailleuses urbaines et rurales prend une nouvelle dimension : les liens et les impasses dans l'articulation entre le marché du travail et la famille. Le fait que beaucoup de groupes s'intitulent «mouvements de femmes travailleuses» exprime l'intérêt à garder conjoints deux rôles sociaux différents qui, encore il n'y a pas longtemps, étaient considérés comme opposés à l'aune d'un supposé bien-être familial. Cette auto-dénomination est aussi un symptôme de l'intérêt à remettre en question quelques images du mouvement ouvrier qui donnait priorité à la contradiction de classes sur la discrimination de genre. Ainsi, la féminité est-elle assumée comme étant un ensemble de significations liées à l'exercice de plusieurs rôles : épouse, mère ou fille, à côté de l'insertion dans le marché de l'emploi. Il semblerait que pour les travailleuses les pratiques du travail n'arrivent pas à épuiser la problématique des barrières qui les oppriment. Les modèles du quotidien de travail ne cessent de mentionner les impératives responsabilités domestiques. Les deux tâches sont fortement marquées par l'inégalité entre les sexes. La confrontation entre les activités des hommes et celles des femmes dans le travail aide à surmonter la problématisation économiste offerte auparavant aux femmes par le mouvement syndical. Les travailleuses découvrent les frontières et les liens d'interdépendance entre la production et la reproduction familiale et exigent qu'ils soient reconnus.

De la réflexion sur les formes de soumission patriarcale, rendues visibles par les études de critique féministe, les femmes travailleuses des secteurs populaires tirent quelques leçons. Les rencontres nationales féministes, les manifestations régionales commémoratives du 8 Mars, les fréquentes occasions d'échange entre femmes de différents secteurs sociaux, encouragent la prolifération d'un «féminisme diffus»<sup>14</sup>. Au-delà de la dénonciation des conditions discriminatoires, une nouvelle perspective d'analyse est ainsi introduite : le

---

14. Cette terminologie a été proposée dans la littérature italienne au moment de la reconstruction de l'histoire du mouvement féministe dans ce pays (voir CALABRO A.-R. et GROSSO L., *Dal movimento feminista al femminismo diffuso*, Milano, Franco Angeli, 1983).

rachat des inégalités de genre comme noyau d'analyse des relations hommes-femmes.

L'intégration de la perspective féministe suggère aux travailleuses l'analyse des modèles culturels qui permettent la reproduction des relations de domination dans la société. Cette perspective stimule et aide les femmes à comprendre la nécessité de regarder de près leur expérience individuelle, non seulement dans la vie publique du travail, mais aussi dans la vie privée, au sein de leurs propres maisons. Tout cela contribue à mettre en valeur la signification sociale des activités de production autant que des tâches domestiques. En réexaminant cette question de la double présence comme espace transversal de la subjectivité, les travailleuses arrivent même à introduire l'articulation entre les dynamiques d'exploitation et les formes de domination patriarcale. En plus le modèle de la division sexuelle du travail sur les lieux de production est lié finalement à la division sexuelle des rôles au foyer. C'est sur base de cet ensemble, production et reproduction, que fut reconnue la complexité de la différence sociale et culturelle entre les sexes. Sont ainsi découverts les mécanismes qui agissent sur les femmes pour limiter la continuité de leur activité professionnelle et décourager leur participation aux activités syndicales, en provoquant parfois leur exclusion de la course aux postes de direction dans les organisations syndicales.

En approfondissant cette thématique, en plein essor parmi les travailleuses au long des années 80, les femmes rurales parviennent à aller plus loin. Elles introduisent dans les cours de formation, dans les rencontres, dans les mots d'ordre syndicaux, la nécessité d'analyser de façon critique les raisons culturelles qui augmentent les inégalités sexuelles dans l'unité de production familiale. Ce sont surtout elles qui identifient comme indispensable de surmonter les contenus de passivité et de soumission sexuelle qui forment l'image de la féminité. Ce sont elles encore qui saisissent l'importance de reconnaître qu'il y a une hiérarchie de pouvoir dans les liens et les pratiques affectives qui unissent les membres d'une famille. Le centre de la confrontation culturelle entre travailleuses et travailleurs ruraux, ce sont les prises de décision liées à la définition de la gestion de l'unité productive familiale. C'est là que, pour elles, se renforce culturellement l'autorité professionnelle masculine.

Dans cette analyse de la distribution hiérarchisée entre les pouvoirs - ceux, publics, des hommes et ceux, privés, des femmes - les travailleuses rurales comprennent le jeu asymétrique des inégalités entre les sexes. On assiste alors à l'introduction de références culturelles jusqu'alors inconnues du langage syndical : la différence entre les sexes et le machisme. Les anciens rôles et attributions sont enfin réévalués : être mère, être père; être épouse et être chef de famille; être femme d'intérieur et être travailleur; être éducatrice et être représentant «politique» de la famille.

Un nouveau modèle de famille apparaît comme possible. La famille n'est pas seulement un support organisationnel, elle n'est plus un noyau indifférencié, dont les stratégies sont exclusivement destinées à la satisfaction des besoins de la survie. La famille est un noyau de convivance entre des personnes unies par des liens affectifs, c'est un ensemble d'individus porteurs de besoins, d'intérêts, de volontés qui se confrontent explicitement et implicitement. Dans cet ensemble, on discute la distribution des responsabilités, le consensus pouvant être atteint par un lent et complexe processus de communication. L'autorité maritale risque alors d'imploser, laissant apparaître des crises, la censure de propositions, de projets, et la lenteur à surmonter les indécisions, fragiles et provisoires consentements. La formation du projet familial est un processus complexe parce qu'il met en évidence la diversité des propositions qui se confrontent. Quelques unes finissent par être abandonnées, soit parce qu'elles ne sont pas acceptées, soit parce qu'elles n'arrivent pas à rassembler les différents membres de la famille. Il appartient à la famille, comme ensemble de subjectivités diverses, de se rendre compte des stratégies qui pourraient répondre aux besoins, aux attentes, aux désirs de tous ses membres. Il est ainsi légitime de reconnaître dans ce contexte, finalement, la cohabitation d'alternatives riches de références individuelles. Suite à cette crise de l'inégalité traditionnelle entre les sexes, le fait d'appartenir à un sexe porte un modèle culturel qui stimule la formation d'une identité plus éloignée d'un fonds naturel de comportement.

## **réaffirmer le projet d'égalité**

Pendant les années 1990-1993, un choix thématique renouvelé le débat entre les travailleuses et une centrale syndicale,

la CUT-Centrale Unique des Travailleurs : les demandes de quotas de représentation féminine dans les cadres de direction<sup>15</sup>. Cette proposition apparaît comme une tentative de rééquilibrer l'inégalité de genre dans l'exercice des mandats au sein de la sphère syndicale.

Après avoir fait le tour de la réflexion sur la division du travail selon le sexe et sur la ségrégation professionnelle - aspects de l'insertion diversifiée des femmes dans le marché du travail - les travailleuses donnent maintenant une attention prioritaire à une autre asymétrie de genre, à la disparité entre les hommes et les femmes dans l'accès aux instances de décision. C'est à l'intérieur d'un raisonnement qui veut donner plus de visibilité sociale à la pénétration féminine dans le marché formel du travail que les femmes syndicalistes font pression sur les institutions pour gagner un nouveau progrès de l'égalité : repenser la signification de l'insertion des femmes dans les instances de direction. Le fait d'attirer l'attention sur les espaces limités accordés aux femmes au sein de ces instances de décision, assure la continuité du processus de mise en question de l'accès restreint et de la pénétration réduite des femmes dans le travail de représentation. Les références masculines du «faire de la politique» sont traduites en termes de limitation de la représentation politique des travailleuses. C'est-à-dire que pour reconnaître l'existence des sexes, la représentation doit passer par d'amples transformations de ses règles, de ses logiques. La répartition des mandats doit dépasser la relation asymétrique entre les hommes/délégués/représentants et les femmes/membres/représentées. Non seulement la participation, mais aussi la répartition des mandats doivent reconnaître les identités sexuées. La médiation politique masculine avait jusqu'ici été privilégiée. A l'intérieur des syndicats, un langage avait été légitimé, une image de militance, qui non seulement décourageait la syndicalisation des travailleuses, mais aussi rendent difficile le passage de militantes à dirigeantes. Ces contradictions arrivaient même à réduire le désir de syndicalisation chez de nombreuses travailleuses. Rappelons que ces problèmes étaient déjà dénoncés, à la fin des années 70, dans le milieu urbain, et au cœur

---

15. Dans l'éventail idéologico-politique, il existe au Brésil trois centrales syndicales : la CUT, Force Syndicale et la Confédération Générale des Travailleurs.



## ANTILHOMME

### Antilhomme

Né le 3 janvier 1926 à l'Anse-à-Veau, Antilhomme est d'abord employé de maison, puis il s'initie à la pâtisserie; par la suite, travaille comme maçon, puis comme peintre en bâtiment.

Entre 1958 et 1960, il rencontre les deux artistes Tiga et Patrick Vilaire et s'initie au travail de l'argile. En 1968, il s'essaie au dessin. En 1972, il est l'un des membres-fondateurs du Mouvement Saint-Soleil.

A partir de la 1<sup>ère</sup> exposition Saint-Soleil (1974), il participe à toutes les activités du mouvement réalisées depuis.

des années 80, pour le milieu rural. A cette époque-là, l'exigence du renforcement de la syndicalisation avait pour argument les discriminations pratiquées au sein des espaces de production. La préoccupation primordiale visait la sensibilisation des syndicats sur la nécessité de soutenir et augmenter l'affiliation des travailleuses <sup>16</sup>.

Aujourd'hui, la légitimité des quotas de femmes représentantes syndicales au niveau de la direction se base sur la volonté de démocratiser leur intégration. C'est-à-dire, d'accepter la différence de l'exercice du pouvoir entre hommes et femmes. En 1993, les travailleuses de la Centrale Unique des Travailleurs, renforcées par la reconnaissance en 1991 des quotas de femmes dans les instances de direction du Parti des Travailleurs, exigent l'introduction de ce principe dans la centrale syndicale. L'argumentation consiste à démontrer que la construction de la démocratie doit avoir pour objectif de freiner la disparité entre les sexes aussi dans la pratique de la représentation. Le projet d'égalité est ainsi réaffirmé.

## **agir politique et différence sexuelle : quelques considérations finales**

Quel est le bilan de l'introduction du débat des relations de genre dans le mouvement populaire et dans les organisations syndicales ? Quelle est l'interaction entre les revendications sociales des femmes et les mots d'ordre syndicaux ?

Il est important de mettre en évidence que beaucoup des exigences soulevées par les mouvements de femmes arrivent à orienter les revendications des mouvements populaires, les mots d'ordre syndicaux. Il faut reconnaître que ce long, lent et sélectif processus a mené à la diffusion capillaire de la lutte pour l'égalité entre les sexes à l'intérieur de la société civile.

---

16. Voir les réflexions de P. Cappellin, *op. cit.*;

SOARES V., «As trabalhadoras, os sindicatos e a CUT: incluir as mulheres nas direções», dans les Actes du séminaire *Sindicatos, un espacio para hombres y mujeres?* organisé par Foro Cono Sul Sindical, Friedrich Ebert Stiftung Argentina, 1990; et BALCAO N., «Discriminações de gênero e omissão sindical» dans *CUT, espaço de mulheres e de homens*, São Paulo, CUT, 1993.

De ce bilan ressortent deux grandes limites : la profonde sélectivité culturelle entre ce qui est admis et ce qui est exclu ; l'opposition entre ce qui est socialement acceptable et légitime, et ce qui n'est pas encore accepté, et qui est par conséquent dévalué par sa connotation de revendication radicale.

La lutte pour la citoyenneté poursuit avec sa force innovatrice en encourageant la discussion sur les formes, les mécanismes et les critères de réalisation de la représentation politique. Cela rend possible la rénovation de l'agir politique qui était marqué, peu auparavant, par les expériences masculines. Les travailleuses, à l'intérieur des syndicats, provoquent aussi le débat sur les liens et les connexions entre la participation sociale et les prises de décision politique dans les espaces institutionnels. Et finalement quelques groupes de femmes qui agissent à l'intérieur des syndicats récupèrent la thématique de l'inégalité des sexes en approfondissant les contenus symboliques du sentiment d'auto-reconnaissance de la travailleuse en tant que sujet politique. La situation contemporaine a en effet renforcé la destructuration de la logique tutélaire traditionnelle, qui avait préservé la dépendance des femmes dans leur interaction avec les institutions<sup>17</sup>. Au cours de ces années, les travailleuses ont enrichi leurs expériences de militantes par une socialisation politique multiforme. Elles ont ainsi accumulé des pratiques diversifiées de participation : de l'autonomie féministe aux mouvements de femmes, aux groupes et collectivités de travailleuses, aux commissions. Elles

---

17. Dans son article «I conti non tornano: ancora su uguaglianza e differenza» (*Reti*, Roma, 1992), IZZO F. prétend que le modèle démocratique, en opposition au libéralisme classique, a dépassé les obstacles qui apparaissent comme une barrière à l'exercice de la liberté. L'autonomie et l'émancipation ont été, pour elle, le fondement de l'universalité basée sur les différences. L'autonomie se base sur l'idée des Lumières de la tolérance. Elle propose un dialogue entre les différences, sans vouloir les éliminer, parce qu'elles ne constituent pas un obstacle à l'exercice de la citoyenneté, mais, au contraire, sont un acquis qui doit être préservé sans être source de discrimination. L'émancipation, c'est une autre stratégie. Elle a été conquise par le mouvement ouvrier et visait à dépasser les différences comme un résidu historique de l'oppression, comme expression de désavantages d'infériorité sociale ou culturelle. Une société qui accepte l'idée d'émancipation doit chercher à créer les conditions pour la diffusion d'une logique égalitaire.

sont même arrivées au point d'expérimenter directement la gestion et l'administration d'instances locales et régionales de représentation syndicale.

Pour que ce processus puisse offrir une résonance sociale plus large, face aux transformations des relations politiques et sociales entre les sexes, trois défis restent encore timidement esquissés dans le débat syndical.

Le premier concerne la révision des critères de représentation; le deuxième, les contenus symboliques qui accompagnent l'expérience des mandats; et finalement, le troisième concerne la rénovation de la problématique pratique du travail - identité professionnelle - relations de genre.

Le premier défi s'insère dans la communication entre les femmes et les institutions syndicales qui interviennent dans la crise du modèle de représentation. En effet, une pratique syndicale est en crise car elle n'a pas su incorporer la culture politique consolidée à travers la participation des travailleuses dans plusieurs espaces de sociabilité. Un certain modèle de représentation est ainsi en crise : celui qui est délimité par une structure très concentrée, soutenue dans les grandes usines, suscitant l'image du travailleur/homme avec une identité de type exclusivement idéologique-partidaire. On parle de crise de la représentation de base, qui exclut un ensemble de travailleurs : les non-salariés, les provisoirement chômeurs, les inactifs, les travailleurs avec contrat partiel ou temporaire. Si on ajoute à cette exclusion le regard féminin et féministe, on détecte dans cette complexité quelques unes des contributions critiques des femmes travailleuses à la représentation syndicale. Le syndicat en tant qu'instance - une des diverses formations du «pouvoir patriarcal» - a été mis en question par le féminisme syndical et populaire, pour la tendance culturellement masculine de sa logique de gestion du pouvoir, pour son style et sa structure d'organisation. Le féminisme syndical a introduit «la spécificité féminine» et la problématique de la spécificité du travail effectué par les femmes.

Une nouvelle proposition s'insère dans cette problématique : l'intérêt de permettre aux travailleuses de s'affirmer en tant que sujet politique. La logique des quotas correspond au début de la reconnaissance par les hommes de l'existence d'un sujet politique féminin séparé et différencié du masculin. Le sexe commence à être reconnu comme un principe politique. Nous

soutenons les mises en garde de la sociologue italienne A. Pesce<sup>18</sup> qui affirme que l'entrée des femmes dans les institutions - par exemple l'insertion de femmes dans les structures de direction syndicale - peut être très dangereuse si elle n'est pas accompagnée d'une médiation sexuée renouvelée - et ici, politique - des femmes entre elles, à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat de façon à permettre la production de «formes autonomes d'organisation et de rassemblement». La simple reconnaissance par les hommes de la différence sexuelle comme étant une valeur paraît ne pas satisfaire les femmes. Cette simple introduction peut compromettre, peut conduire à l'évacuation du contenu culturel si elle n'arrive pas à produire de multiples rénovations politiques au sein d'une organisation composée d'hommes et de femmes. Pour que les syndicats puissent s'occuper de la différence sexuelle, il faut qu'il y ait une reconnaissance des deux sexes comme sujets politiques. C'est-à-dire que le syndicat se doit de renouveler les modalités des relations entre les sexes tout d'abord à l'intérieur de sa propre organisation. A. Pesce suggère que ce n'est pas utile de problématiser la division sexuelle du travail si on n'arrive pas à mettre aussi en question la division sexuelle du pouvoir.

Le deuxième défi se rapporte à la façon dont les travailleuses et les travailleurs affrontent leur admission au syndicat. Il est important d'évaluer le prix personnel que la participation syndicale impose aux hommes et aux femmes, et quels sont les choix personnels nécessaires pour répondre à l'engagement dans l'activité syndicale.

Cette réflexion problématisé dans son contenu plus radical la transformation de la subjectivité des individus face à la mobilisation syndicale. Quelle intensité d'engagement exige la militance syndicale des personnes ? Comment cette militance réorganise les attributs et l'image propre de la féminité et de la masculinité ? La vie familiale, les relations homme-femme, les valeurs de référence - la ténacité, la disponibilité, le dévouement au travail politique, la forte charge émotionnelle - ce sont tous éléments qui peuvent souvent intervenir comme profondément transformateurs et sélectifs dans la vie des personnes. Le rapport d'une syndicaliste illustre bien cette préoccupation : «*Nous ne voulons pas des syndicats darwiniens, dans lesquels prédominent les plus forts, ceux qui peuvent, ceux qui*

---

18. PESCE A., *Un'altra Emilia-Romagna*, Bologna, Angeli, 1991.

*ne connaissent pas de difficultés, ou qui ont plus de résistance. N'oublions pas que pour une femme qui arrive à la direction, il y en a nonante neuf qui succombent»<sup>19</sup>.*

Jusqu'à quel point les femmes arrivent-elles à laisser une empreinte de leur appartenance à un sexe dans les relations syndicales ? Cette question implique aussi qu'il faut comprendre si et quand les actions et les expériences des femmes dans l'espace syndical restituent des significations aux femmes elles-mêmes. Plus qu'une expérience collective, constituent-elles aussi un espoir personnel ?

Finalement, le troisième défi concerne la rénovation de l'articulation pratiques de travail - identité professionnelle - relations de genre à l'intérieur du débat syndical.

La crise économique au Brésil soulève la nécessité d'une analyse bien articulée qui engage la reconstruction des transformations acquises auparavant, la caractérisation des impasses et finalement l'élaboration de propositions de changements. Cette complexité entre passé, présent et futur, entre bilan et perspectives, entre résultats acquis et projets syndicaux est encore plus pertinente quand l'incorporation et la participation des travailleuses est en jeu.

L'observation du marché du travail dans l'optique des travailleuses devrait donc commencer par la reconstruction des modalités selon lesquelles les femmes ont contribué à la construction du modèle industriel; elle devrait mettre en valeur les parcours qu'elles font pour pénétrer dans la structure des professions, et finalement évaluer les impasses qu'elles essayent de démanteler pour pouvoir rester actives dans le marché du travail. S'il est vrai que les femmes ont eu depuis longtemps une activité dans le monde du travail extradomestique, il est aussi vrai qu'elles continuent, encore aujourd'hui, à subir le défi de la nécessaire conciliation entre les activités et les responsabilités domestiques et l'emploi. Il est indéniable, presque évident, que les femmes, dans leur groupe social de référence, affrontent ce défi de façons différentes, en élaborant dans leur quotidien des articulations diverses entre la production et les pratiques reproductives. La relation entre classe, genre et travail devient ainsi un référentiel indispensable. Mais il faut poursuivre cette réflexion.

---

19. SOARES V., *op.cit.*, 1990.

Pour arriver à une élaboration ou un renouveau des politiques de développement de l'emploi féminin, on devrait remplacer et abandonner quelques schémas traditionnels d'interprétation du travail féminin : (1) l'idée de son caractère subordonné, qu'il constitue une armée de réserve; (2) la conception de sa nature fragile, et par conséquent dévalorisée; (3) un diagnostic exclusivement voué à une vision homogénéisante de ségrégation et ghetto des occupations féminines.

La première interprétation a pour base l'origine de l'industrialisation du Brésil; la deuxième et la troisième ont pour base implicite l'analyse de la distribution des activités productives de la femme en fonction de la distribution des emplois chez les hommes. Dans ce sens, l'insertion occupationnelle de la femme est évaluée à partir du modèle de comportement masculin, en assumant et reconnaissant comme spécifique du travail féminin, et par opposition, la subordination et la fragilité. Ainsi, si le discours syndical n'abandonne pas ces schémas, il peut courir le risque de reproduire dans ses propositions de changement les hiérarchies de genre présentes dans l'analyse du marché du travail.

En considérant sous un angle nouveau l'histoire du travail des femmes, il est possible de détecter les dimensions féminines qui se sont généralisées à la société toute entière, et qui peuvent aujourd'hui être considérées comme des contributions positives et par conséquent être revalorisées. Il serait ainsi opportun d'étudier plus attentivement et plus subtilement les trajectoires des travailleuses, surtout celles qui ont été considérées comme « carrières-ghettos », avant de les cataloguer d'une façon dépréciative comme des espaces de ségrégation. Peut-on considérer comme expression de manque de prestige et dévalorisation professionnelle l'absence d'hommes dans tel segment du marché du travail ? Des formes de transmission des savoirs et de culture du travail apportées au marché du travail par les expériences des travailleuses n'ont-elles pas existé ?

Le mouvement syndical ne peut pas continuer à regarder le monde du travail d'un œil exclusivement masculin.

Sa préoccupation constante de valoriser les parcours occupationnels et professionnels devrait l'encourager à savoir distinguer, à l'intérieur des différentes pratiques de travail, les formes et les contenus des défis matériels et symboliques que les deux sexes affrontent.

Il devrait aider à détecter dans chaque pratique productive les sens culturels et sociaux créés, promus et transmis par les travailleurs et par les travailleuses. Cela rendrait possible l'identification des diverses identités qui sont en voie de formation. Les trajectoires professionnelles féminines, construites grâce à l'effort et à l'investissement du savoir accumulé et transmis par les femmes à d'autres femmes - et, pourquoi pas, à des hommes - ne seraient pas mystifiées ou, pire encore, dévalorisées.

La récupération de ce bagage culturel pourrait enfin contribuer à former, sur le marché du travail, une équation unissant l'**égalité** et la **différence** entre hommes et femmes.



Alberik AZOR

Alberik Azor

Né le 11 mars 1946 à Au Cadets, d'une famille paysanne. A travaillé comme employé de maison, maçon et peintre en bâtiment, sans pour autant abandonner ses activités d'agriculteur.

En 1989, rencontre Tiga et commence à peindre. En 1990, il expose au Centre d'Art («Sept nouveaux artistes Saint-Soleil») puis à Kaytiga en 1992. D'un naturel plutôt renfermé, il continue à peindre discrètement chez lui, tout en faisant de petits travaux d'agriculture.

## les élections du 21 août au mexique : l'espoir en miettes

henri rajchenberg \*

La nuit du dimanche 21 août 1994 fut une nuit blanche pour la plupart des Mexicains. Ils attendaient et écoutaient les premiers résultats électoraux. Au fur et à mesure que les nouvelles s'entassaient, la victoire du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) devenait un fait que même ses ennemis reconnaissaient, soit directement, soit en avouant leur propre défaite. Rien de surprenant en principe : depuis 1929 date de fondation de ce parti officiel, le PRI, sous divers noms, a gagné toutes les élections, douze au total.

Cependant 1994 avait débuté d'une façon singulière, différente de toutes les autres années électorales : le soulèvement armé au Chiapas réveilla les Mexicains, à peine remis de la fête de l'an neuf. Selon les nouvelles dans cette province éloignée du Sud, un groupe dont on ignorait l'existence avait pris d'assaut la ville de San Cristóbal de las Casas ainsi que d'autres villes de moindre importance. Vingt ans après le déclin des guérillas, elles revenaient : les médias jugèrent l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (AZLN) comme s'il s'agissait d'un anachronisme. Il fallut plusieurs jours pour arriver à comprendre la portée et le but du mouvement chiapanèque

---

\* Professeur à la Faculté d'Economie de l'Université nationale du Mexique.

qui, comme on le verra par la suite, s'éloignait en fait du modèle des armées populaires précédentes d'Amérique latine.

Le déclenchement de la guerre au Chiapas donna lieu à une mobilisation nationale en faveur du cessez-le-feu et du dialogue entre le gouvernement et l'AZLN : pour que celle-ci ne soit plus considérée comme hors-la-loi, mais comme force politique, comme interlocuteur valable du gouvernement. Le succès de la mobilisation renforça la certitude qu'au mois d'août on assisterait à la défaite du PRI. C'est pourquoi les résultats des élections du 21 août non seulement surprisent beaucoup de Mexicains, mais également les mirent sur le sentier dangereux de l'apathie politique.

## **1988-1994 : la naissance du néocardénisme et la réponse du gouvernement**

En 1988, une grande alliance de forces politiques de centre et de gauche s'est formée autour de la candidature de Cuauhtémoc Cárdenas, ancien gouverneur de l'état de Michoacán (et fils du président Lázaro Cárdenas, 1934-1940) qui avait quitté le PRI en même temps que d'autres hauts fonctionnaires du parti officiel, tel Porfirio Muñoz Ledo qui fut ministre de l'Éducation nationale et secrétaire général du PRI. D'autres courants également se rallièrent à Cárdenas : il s'agissait d'anciens militants du Parti Communiste, de partis qui avaient une influence régionale, par exemple le Parti Authentique de la Révolution Mexicaine. Mais surtout ce sont les «sans-parti» - les masses qui précédemment votaient pour le PRI ou s'abstenaient de voter - qui allaient compter en tant que force électorale de Cárdenas, celui-ci jouant un rôle politico-symbolique pour ces masses jadis électoralement passives.

D'une part, le nom de Cárdenas évoque celui de son père qui, en 1938, décréta la nationalisation du pétrole, et dont le gouvernement activa la réforme agraire : il y eut plus d'hectares distribués en six ans que pendant les vingt-trois années précédentes de gouvernements issus de la Révolution mexicaine. D'autre part, le néo-cardénisme, qui pourtant n'a pas un programme économique aux contours très nets, a proclamé néanmoins la volonté de démocratiser la vie politique du pays, ce qui veut dire sa «démonopolisation». Enfin, la politique d'ajustement économique mise en place par le gouvernement

du président de la Madrid (1982-1988) avait impliqué, entre autres, la chute des revenus des travailleurs et la privatisation d'entreprises publiques au profit d'une nouvelle couche d'entrepreneurs. Les bases mêmes du pacte social, qui avait duré plus de quarante ans, s'effritaient. Sans une formule politique de rechange, les fondements du système de pouvoir risquaient de s'effondrer.

En effet, les élections présidentielles de 1988 ont prouvé que les programmes néo-libéraux de modernisation économique ont besoin d'un minimum de consensus, sauf si les élites du pouvoir décident de rompre l'ordre constitutionnel et de s'acheminer vers l'instauration d'une dictature. Or, ce n'était plus et ce n'est pas d'actualité dans le contexte latino-américain où les expériences militaires des années 60 et 70 ont échoué tant au niveau politique qu'économique.

En 1988, le PRI perd les élections à Mexico, siège du pouvoir fédéral, ainsi que les élections des gouvernements de certains Etats, tels Guanajuato et Michoacán. Dans aucun des deux cas, le PRI ne reconnut la victoire des partis d'opposition et le pouvoir exécutif nomma des gouverneurs provisoires. Les calculs des cardénistes octroyaient la victoire à leurs candidats.

Les fraudes électorales, comme dans les affaires, doivent être bien faites pour avoir une certaine efficacité. Les méthodes traditionnelles de la fraude organisée par le PRI n'étaient plus valables en 1988. C'est ainsi que suite à des scrutins douteux, et à la demande des cardénistes de compter à nouveau les votes, les bulletins furent mis en paquets et surveillés par l'armée, et qu'après un accord entre le PRI et le Parti d'Action Nationale (PAN), ils furent brûlés.

Dans ces circonstances, l'arrivée de Carlos Salinas de Gortari à la présidence de la république au mois de décembre 1988 se produisit au milieu d'une crise de légitimité du système représentatif et, de façon plus générale, d'un ébranlement de la structure traditionnelle de contrôle et d'organisation politique. Ainsi, les centrales syndicales majoritaires, un des piliers du pouvoir étatique, ont été non seulement impuissantes face à la réduction des salaires réels, à l'augmentation du chômage et à la baisse des dépenses sociales publiques, mais en plus elles se sont montrées incapables d'élaborer un programme de défense des intérêts des travailleurs dans le cadre de la

restructuration économique. Elles se limitent à proclamer leur appui au gouvernement-de-la-Révolution dont, en fait, il ne reste que la rhétorique idéologique.

Les pauvres et surtout les marginaux ne sont pas pris en compte par les projets modernisateurs, mais leurs votes pèsent dans les scrutins. Une des premières actions du gouvernement Salinas sera la création du Programme National de Solidarité (Pronasol), qui s'avèrera être en 1994 un instrument décisif pour assurer le vote en faveur du PRI.

Le but déclaré du Pronasol est de combattre la pauvreté. Il s'agit donc de soulager un peu les maux que le néo-libéralisme a entraîné pour de vastes groupes sociaux de la campagne et des villes. La publicité conçue pour Pronasol constitue un indicateur de ses objectifs légitimateurs. Elle met en évidence, d'une part, à la façon des publicités simplistes, les contrastes entre les temps du pré-Pronasol, quand les enfants arrivaient à l'école avec les souliers boueux faute de trottoirs, et les temps heureux de mise en marche du programme grâce auquel les écoliers vont propres le matin au collège; d'autre part, la publicité récupère au profit de l'Etat les liens communautaires qui se sont développés au sein de la société lors du tremblement de terre de 1985 lorsque, face à l'inefficacité et la corruption des services publics, l'entraide solidaire de groupes civils s'avéra d'une plus grande utilité.

En fait, les ressources financières du Pronasol sont loin de compenser la forte réduction des dépenses sociales publiques enregistrée depuis 1976; pas plus que celle des salaires qui a atteint près de 50 % entre 1981 et 1990. Cependant, du point de vue de la stratégie électorale du PRI, il faut surtout noter la mise en place d'un nouveau réseau de contrôle politique par le biais du Pronasol. Le procédé est le suivant. En tout premier lieu, un Comité de Solidarité est créé au sein d'une assemblée communautaire. Ce comité jouera le rôle d'intermédiaire entre la communauté et le fonctionnaire local responsable du programme. Ensuite, les comités sont organisés régionalement, puis au niveau national, selon les lignes de partage établies par les demandes sociales qui sont à la base de la formation des comités. Par exemple, il y aura une organisation nationale des quartiers populaires, dont la structure permanente sera toujours assurée et contrôlée par le Pronasol.

C'est ainsi que le gouvernement récupère une des zones d'influence de la «gauche sociale» en suivant ses méthodes, et il peut même passer outre les structures corporatives traditionnelles<sup>1</sup> déjà en crise de représentation. Un idéologue qui fait l'apologie du programme remarque précisément que les vrais ennemis du Pronasol ne sont pas les partis de l'opposition politique, mais bien les gouverneurs, les fonctionnaires et les caciques<sup>2</sup>.

Le Pronasol ne compense pas la chute du niveau de vie entre 1976 et 1988. Mais entre un petit peu et rien du tout, on fait toujours le premier choix. Un cas exemplaire est celui de l'arrondissement Alvaro Obregón où le PRI avait perdu en 1988 dans tous les districts électoraux. Pronasol investit dans cette zone de la capitale environ 14 millions de dollars. Trois ans plus tard, en 1991, lors des élections législatives, le PRI gagne dans tous les districts<sup>3</sup>.

## **1994 : une année électorale pas comme les autres**

Vers la fin 1993, les trois principaux partis politiques ont chacun leur candidat à la présidence. Diego Fernández de Cevallos représente le PAN : avocat des entreprises boursières, catholique militant et homme charismatique, il reflète l'identité de base du PAN, parti créé en 1939 pour contrecarrer le radicalisme du président Cárdenas. Cuauhtémoc Cárdenas est le candidat du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) : les membres centristes trouveront son discours trop à gauche et ceux de la gauche trop au centre. Enfin, Louis Donaldo Colosio mène campagne pour le PRI : il est ministre du développement social, et joue le rôle central au sein du Pronasol.

La dispute électorale se déroule selon la même logique qu'autrefois : le parti d'Etat reçoit un traitement privilégié dans

---

1. Julio Moguel, 1992, p.44.

2. Rodolfo Echeverría, 1992, p.40.

3. Denise Dresser, 1992, p. 53

la course aux votes, c'est-à-dire qu'on consacre à sa publicité plus de temps d'émission à la radio, à la TV et plus de place dans la presse; distribution gratuite de *T-shirts*, cahiers, ballons, crayons, etc. avec le nom imprimé du candidat *priiste* et payés par les deniers publics; campagne à peine voilée des hauts fonctionnaires de l'Etat en faveur du PRI; et ainsi de suite. L'enquête menée par *Alianza Cívica*, association de sept groupes non gouvernementaux, est éloquente. Les enquêtés ont répondu majoritairement que les médias favorisaient le PRI : 65.5% ont signalé que le PRI était favorisé par la TV. De même, 43% ont répondu que l'assistance aux meetings politiques du PRI était due aux cadeaux ou aux menaces des dirigeants du parti (*Encuesta de opinión-Alianza Cívica/Observación-94*). Ces vieilles pratiques seront dénoncées par plusieurs organisations sociales et politiques.

Les partis politiques qui, en 1988, s'étaient réunis autour de Cárdenas, présentent cette fois chacun leur candidat : une nouvelle législation électorale a interdit la coalition de partis, ce qui coûtera aux petits leur statut d'organisations politiques reconnues par l'Institut Fédéral Electoral puisqu'ils n'atteindront pas le minimum de votes (et ils perdront donc le droit à percevoir les subsides de l'Etat).

Un nouveau regroupement apparaît, le Parti du Travail, à la tête duquel se trouve Cecilia Soto qui antérieurement appartenait à une filiale mexicaine du groupe américain de La Rouche. Les sources de son financement sont d'origines troubles, l'accuse-t-on. En tout cas, Soto se consacrera à critiquer avec acharnement le PRD. Elle obtiendra 4% des votes au mois d'août, c'est-à-dire le même pourcentage que, précédemment, les quatre petits partis politiques qu'elle a réunis.

L'incertitude des années électorales est normale au Mexique où les événements politiques pèsent lourdement sur la vie nationale. Cependant ils se font sentir plus fortement maintenant. La stratégie économique du président Salinas, entièrement basée sur l'apport de capitaux étrangers, devient vulnérable face aux mouvements cycliques de capitaux. Or, ceux-ci s'investissent majoritairement en bourse; donc, il s'agit surtout d'investissements spéculatifs qui partent à la recherche de meilleurs et plus sûrs placements aussitôt que des orages s'annoncent. Ce sont des capitaux-hirondelles qui partent lorsque l'hiver s'approche des côtes.

La possibilité d'une victoire cardéniste rendit prudents les investisseurs, bien que Cárdenas lui-même prit soin de déclarer maintes fois que le capital étranger était indispensable au financement du développement économique. Les événements qui ont eu lieu pendant 1994 se sont reflétés dans les mouvements de capitaux et mirent en danger la stabilité du taux de change du peso mexicain, une des clés de voûte de la politique économique. Une dévaluation l'aurait fait s'écrouler de même que l'image internationale de stabilité promue par le régime saliniste, garant du *take-off* économique mexicain. C'est pourquoi la banque centrale a versé entre 8 et 10 milliards de dollars sur le marché des devises, et le gouvernement Clinton en a fait de même dans une action de sauvetage du peso mexicain. C'est une des nouvelles données de l'intégration économique que le PRD a sous-estimée : les économistes cardénistes avaient prévu une dévaluation qui se retournerait contre le PRI.

Mis à part les enlèvements d'entrepreneurs, dont deux étaient sur la liste de milliardaires de la revue *Forbes*, deux événements se greffent sur l'incertitude « normale » des années électorales et lui octroient un nouveau profil.

Comme indiqué ci-avant, le 1<sup>er</sup> janvier 1994, les mexicains apprirent qu'un mouvement armé s'était emparé de la ville de San Cristóbal de las Casas. Le jour où le Mexique devenait partenaire commercial du pays le plus puissant au monde, puisque l'ALENA entrait en vigueur à cette date, ce jour-là, l'AZLN formée d'indiens chiapanèques, déclarait la guerre contre le gouvernement Salinas et dénonçait l'illégitimité du président. Les couches populaires qui avaient vécu les ébauches et ensuite la consolidation des politiques néo-libérales avec peu de possibilités de résistance vu la disparition de leurs organisations, exprimèrent leur soutien financier et politique aux zapatistes. Les manifestations à Mexico réussirent à regrouper une société qui était sur le point de se laisser convaincre par le discours post-moderne des bienfaits de l'individualisme et de l'inutilité des actions collectives. Des organisations non-gouvernementales se créèrent et appuyèrent le mouvement zapatiste. Celui-ci ne se constitue pas en tant qu'avant-garde de la société mexicaine, suivant le modèle « foquiste » des expériences armées en Amérique Latine, qui supposaient une diffusion progressive du mouvement à partir d'un *foco*, noyau autonomisé des acteurs sociaux. L'AZLN

propose à la société civile, non pas d'imiter le mouvement armé, mais de s'organiser, dans les différents territoires sociaux et en tenant compte des problèmes spécifiques qui font l'objet de luttes désarticulées. Il y a donc une reconnaissance de l'hétéronomie sociale et simultanément du besoin de relier les luttes actuelles entre elles.

C'est dans ce but que l'AZLN proposa la réunion d'une convention au Chiapas, afin de promouvoir la rencontre des représentants des organisations sociales et politiques tout en essayant de les articuler au nom de la lutte pour la démocratie. Mais, y a-t-il une unicité du concept de démocratie au sein de la société civile ? Dans la conjoncture électorale mexicaine, démocratie voulait dire surtout des élections sans fraude et sans aucun privilège pour le PRI, parti d'Etat. Le PRD était convaincu que le PRI dépourvu de son statut privilégié perdrait les élections et, en conséquence, que l'objectif de démocratisation se limitait à une concurrence électorale entre partis avec les mêmes chances au départ. Les représentants du PRD à la convention, qui eut lieu au début du mois d'août, arrivèrent à convaincre la plupart des 6 000 délégués, y compris ceux de l'AZLN, que des élections surveillées par les organisations sociales assureraient la victoire des cardénistes.

Le deuxième événement, ce fut, le 23 mars, l'assassinat à Tijuana du candidat du PRI à la présidence de la république, et son remplacement par Zedillo. Le gouvernement, par le biais de la TV, la radio et la presse, ainsi que certains intellectuels dont Octavio Paz, prix Nobel de littérature, établirent un rapport entre la mort du candidat *priiste* et le mouvement armé au Chiapas. La violence serait une sorte de virus contagieux qui se serait emparé d'un organisme autrefois sain. Ses origines se trouveraient en Amérique centrale, puis en traversant la frontière, il aurait contaminé le Chiapas pour finalement atteindre le Nord du pays. Cette explication si peu astucieuse a eu tout de même un effet : elle permit de détourner l'attention du contenu politique du mouvement chiapanèque vers ce qui serait apparemment son trait dominant, sa nature violente.

En fait, l'assassinat de Colosio a révélé un phénomène caché sous le voile de la domination du PRI, qui a toujours essayé - et il y avait réussi jusque là - de démontrer une homogénéité

totale de la classe politique et un contrôle sans fissures internes. L'assassinat de Colosio a rendu évidentes, d'une part, la dispute acharnée des groupes *priistes* et, d'autre part, la colombianisation du Mexique, l'emprise de plus en plus forte des groupes mafieux sur de larges sphères de l'Etat. La structure présidentialiste du pouvoir étatique avait permis pendant des années, de 1929 et nos jours, d'équilibrer les différentes élites du pouvoir économique et politique, qui se soumettaient bon gré mal gré à l'arbitrage du chef de l'exécutif. L'apparition des groupes mafieux liés au trafic de la drogue - où l'on retrouve des hauts fonctionnaires, sans doute illégaux mais non marginaux - sur la scène politique a démontré que le système politique n'est plus aussi bien huilé qu'autrefois. Les groupes mafieux exigent leur part dans la répartition des quotas de pouvoir, habituelle à la fin des sexennats présidentiels au Mexique. Cela a pour conséquence un déplacement des fractions de la classe politique : qui sera donc sacrifié ? Mais surtout qui se laissera faire ? On ne peut le savoir, néanmoins la vieille couche de l'élite au pouvoir, celle qu'on nomme «les dinosaures», est la plus mécontente du rapport de forces actuel au sein du PRI.

## **le 21 août : chronique d'une victoire *priiste* annoncée ?**

Au fur et à mesure que la nuit du 21 août avançait, les résultats du scrutin indiquaient que le PRI prenait un grand avantage sur le PAN et le PRD. Finalement, le premier aurait reçu presque la moitié des votes; le PAN, 26 % et le PRD, 17 %. Il est difficile de risquer une hypothèse qui puisse expliquer globalement les résultats électoraux. On peut énumérer cependant certaines causes qui ont influencé le choix des électeurs. Il serait trop facile de dire que la victoire du PRI tient à son statut de parti d'Etat. Cela expliquerait tout autant les élections de 1994 que celles de 1946 ou 1952. Il n'empêche que ce statut a été fondamental pour assurer sa victoire.

La possibilité d'une victoire cardéniste ainsi que le soulèvement armé au Chiapas ont fait du Mexique un centre d'intérêt international. Journalistes, observateurs étrangers, organisations non-gouvernementales, «latino-américanistes», s'étaient donné rendez-vous au Mexique pour suivre de près le dérou-

lement des élections. En plus, les partis d'opposition avaient placé des représentants dans la plupart des bureaux de vote. Pour le PRI, à cette occasion, il s'agissait non seulement d'augmenter artificiellement ses votes (comme autrefois lorsqu'il fallait prouver que le PRI était plus que le parti électoralement majoritaire même en n'ayant aucun adversaire qui fit le poids), mais également d'assurer, d'une part, que le néocardénisme ne puisse devenir la deuxième force politique du pays et, d'autre part, que le genre de fraude employé jadis passe inaperçu aux yeux des observateurs, surtout les étrangers.

Le premier pas de la stratégie fut la négociation avec le PAN. Paradoxalement, après l'unique débat télévisé, le *paniste* Fernández de Cevallos, qui avait déployé avec succès ses atouts charismatiques et remporté les palmes du *marketing* électoral, disparut de la scène publique pendant plusieurs jours au lieu d'exploiter son succès à l'écran. Il n'est donc pas étonnant que le soir du scrutin, alors que seulement 15% des votes étaient comptés, le *paniste* ait reconnu sa défaite et la victoire du PRI.

Ensuite, le PRI réalisa une campagne publicitaire qui, de façon subtile, mettait en évidence un certain goût pour la violence qui sous-tendrait les rapports amicaux entre le PRD et l'AZLN. C'est ainsi que furent imprimées des calcomanies avec l'inscription «Je vote pour la paix. Je vote Zedillo». C'est ce qui fit dire à maints observateurs électoraux que le vote du 21 août avait été le vote de la peur de la guerre civile. Le Pronasol fut utilisé comme moyen de pression sur les secteurs populaires. On les menaçait de supprimer les bons alimentaires au cas où le quartier ne voterait pas en faveur du PRI. Les ouvriers furent aussi soumis au chantage du chômage s'ils votaient contre le PRI. Les leaders du Pronasol, transformés en promoteurs du vote, jouèrent un rôle important puisqu'ils étaient insérés dans les réseaux de sociabilité des quartiers et des villages ruraux.

Le jour des élections il y eut des irrégularités dans l'application des règles légales de vote. Il s'agit de ce qu'on nomme des «petites fraudes» et qui ont été notées ponctuellement par *Alianza Cívica*. Le pourcentage de «petites fraudes» a été considérable et plus important à la campagne que dans les zones urbaines.

Irrégularité	% de bureaux de vote	
	Tranche 1	Tranche 4
Violation du secret électoral	25,44	51,09
Contraintes sur les votants	14,36	35,62
Introduction de paquets de votes dans l'urne (1)	2,12	4,98
Votants arrivant en groupe (carroussel) (2)	3,28	11,55
Désordre dans le bureau de vote	4,14	6,82

(1) Il s'agit de l'introduction dans l'urne d'un paquet contenant plusieurs bulletins de vote.  
(2) Un groupe, nombreux, vote plusieurs fois. Le premier fait la queue à nouveau pour voter une ou plusieurs fois, ce qui suppose la complicité de ceux qui enregistrent les votes.

Source : Alianza Cívica Observación, 94 : III.

L'Institut Fédéral Electoral, dont le président est le ministre de l'intérieur, a reconnu l'existence de ces «petites fraudes» qui permettent au PRI de se revêtir d'une apparence de prééminence absolue, mais il note cependant que leur total ne modifie pas les grandes tendances du scrutin. Comme si, remarquait un sociologue, une élection devait être considérée illégitime uniquement lorsque la fraude est de grande ou moyenne taille <sup>4</sup>.

## une victoire électorale dérisoire

Pour un nombre important de militants du PRD, la victoire du parti d'Etat a été une surprise. Cependant, plus surprenant encore fut le manque de mobilisation pour protester contre les petites ou moyennes fraudes, qui se sont succédées tout au

4. Héctor Díaz Polanco, 1994, p.6.

long du 21 août, ainsi que contre les manipulations et chantages des mois précédant les élections. Voilà la source du désarroi que l'on perçoit dans certains milieux de gauche et qui fait craindre une crise profonde au sein du PRD. L'AZLN a précisément reproché à la direction nationale du PRD l'absence de mobilisation sociale à la suite des résultats du 21 août. Quelques membres de ce parti, dont certains appartenaient au PRI jusqu'à il y a peu, ont intériorisé, malgré le fait qu'ils se situent dans l'opposition au PRI, la culture politique hégémonique depuis un demi-siècle et se désintéressent, une fois fini le processus électoral, des actions collectives. Néanmoins, le PRD a demandé l'annulation des élections présidentielles. La course aux postes bureaucratiques, puisque l'appareil politique change tous les six ans, le contrôle centralisé des décisions et des candidatures pour les sièges au parlement, etc., mis en question, même violemment, par les sections provinciales du PRD constituent certains traits de cette culture politique commune à des individus appartenant pourtant à des partis différents.

Le gouvernement *priiste* a été installé le 1<sup>er</sup> décembre 1994 et se retrouve donc avec une opposition politique désamorcée. Il hérite néanmoins d'une situation instable et dangereuse. Le résultat des élections n'a pas conduit, comme auparavant, au rétablissement de la paix entre les différents groupes composant le PRI et ayant reçu chacun sa part selon une distribution coordonnée par le président de la République. Aujourd'hui le système politique est en crise; les rouages de sa domination se sont usés à grande vitesse depuis 1988: malgré les négociations et les ententes avec le PAN, celui-ci a gagné des postes de gouverneur dans quelques Etats, dont deux géographiquement stratégiques puisque situés à la frontière des Etats-Unis. Par conséquent, la monopolisation du pouvoir par le PRI est révolue.

La domination ininterrompue du PRI pendant soixante-cinq ans était fondée, entre autres, sur la légitimité électorale. A partir de 1988, les élections ont perdu la crédibilité nécessaire à garantir la légitimation de l'Etat<sup>5</sup>.

---

5. Jaime González Graf, 1994, p.2.

Mais sans nul doute la situation au Chiapas constitue le talon d'Achille du gouvernement *priiste*. La solution militaire serait coûteuse du point de vue politique, et cependant les propriétaires des terres envahies par les zapatistes, un secteur de l'armée et les «dinosaurés» exigent la liquidation de l'AZLN, c'est-à-dire la répression. Le gouvernement a essayé d'endiguer la rébellion à l'aide des moyens traditionnels : des promesses de construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes; en somme, un surcroît de Pronasol. La question n'est pas là : les insurgés de Chiapas, mais aussi ceux de Oaxaca, de Guerrero, de Tabasco, ont mis en question les rapports de pouvoir, la structure des rapports sociaux et non pas le volume des ressources allouées à l'assistance sociale pour la population indigène.



Saint-Jacques SMITH

Saint-Jacques Smith

Né en 1937, il rencontre en 1972 Maud Robart et Tiga, il fait partie de la première cohorte de peintres-paysans qui exposent au Musée d'Art haïtien en 1974. Puis il abandonne la peinture (et redevient agriculteur). Ce n'est qu'en 1990 qu'il reprend son art, dans un sens plutôt commercial, stimulé surtout par des amateurs d'art qui ont découvert son nom et la trace de son oeuvre. En 1993, exposition personnelle à Kaytia.

## démocratie, répartition du revenu et ajustement : une analyse comparative brésil/mexique

jaime marques-pereira \*

Les trajectoires économiques et politiques du Brésil et du Mexique ont divergé de façon significative depuis la crise de la dette.

La plus grande performance du premier en termes d'ajustement externe se double d'échecs répétés de toutes les tentatives de désinflation.

---

\* L'auteur est socio-économiste du développement, professeur à l'IHEAL - Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine de l'Université de Paris III, et membre du GREITD - Groupe de Recherche sur l'Etat, l'Internationalisation des Techniques et le Développement.

Les doctrines et pratiques de «l'ajustement» et de la «stabilisation» qu'il discute ont été imposées par le FMI, notamment après la crise de la dette aiguë de 1982 : on peut (re)lire au besoin LAPEYRE F., «Le FMI, un agent de l'internationalisation et non du développement», pour l'histoire du FMI, et PEEMANS J-Ph., «Démocratie, modernisation, et enjeux d'un développement soutenable», tous les deux dans les *CM* n°186, septembre 1992 (Démocratie, insurrection permanente - la dimension internationale).

Dans ce cadre «ajustement» et «stabilisation» désignent deux dimensions d'un nouveau modèle de développement qui donne la priorité à l'insertion dans le marché mondial des exportations compétitives, au remboursement de la dette (après rééchelonnement) et au démantèlement des politiques publiques tant dans les domaines sociaux qu'économiques (sauf la monnaie).

A l'opposé, le second démontre une réussite de la stabilisation qui paraît fragile face au nouveau désajustement externe qu'elle engendre.

L'ajustement externe de l'économie brésilienne au cours des années 80 lui a permis d'afficher un des plus forts excédents commerciaux du monde. Cela s'est fait grâce à la solidité de son système productif et à un appui substantiel de l'Etat pour exporter. La compétitivité internationale croissante de l'économie lui a permis d'honorer ses créanciers sans suivre à la lettre les injonctions du FMI en termes de résorption des déficits publics et de retrait de l'Etat.

Le cas mexicain donne au contraire l'exemple d'application scrupuleuse de ces principes. L'ajustement interne - la restauration des grands équilibres macro-économiques - a permis de surcroît l'ajustement externe le temps que la monnaie était sousévaluée. Dès que le change s'inverse, le déficit commercial réapparaît, ce qui démontre l'existence des problèmes structurels de l'appareil productif mexicain en matière de compétitivité. L'ajustement interne devient alors complètement dépendant de l'apport de capital étranger pour équilibrer la balance des paiements, avec le risque de crise financière majeure dès que ce capital menace de fuir, effrayé par l'ampleur du déficit commercial - qui annonce de possibles dévaluations pour le résorber - ou par les problèmes croissants de gouvernabilité politique.

L'opposition entre ces deux cas met en lumière la difficulté de concilier ajustement interne et externe. On montrera dans cet article que cela n'est possible que par la voie d'une meilleure répartition du revenu, dépendant de l'intervention publique à divers titres, de manière à concilier dynamisme du marché interne et compétition internationale. La démocratie est ainsi une condition d'un retour de la croissance sans lequel les ajustements interne et externe sont contradictoires entre eux.

L'intégration au marché nord-américain semble ainsi garantir la crédibilité économique du Mexique pour autant que ne saute pas le contrôle étroit par l'Etat de la démocratisation qui permet de sauvegarder l'ancien pacte social corporatiste, en se bornant à le réactualiser pour légitimer les pertes et les gains provoqués par l'ajustement. Les difficultés de la stabilisation au Brésil manifestent l'impossibilité de recourir à un tel pacte auquel ne se sont pliés jusqu'à présent ni les groupes d'inté-

rêts dominants, ni les secteurs populaires organisés. Les différences des configurations politiques prévalant dans chaque pays lorsque s'est déclarée la crise de la dette expliquent la divergence de ces trajectoires. Celles-ci induisent aujourd'hui une transformation des régimes économique et politique, certes encore incomplète, mais qui semble d'ores et déjà dessiner des alternatives de développement distinctes. Leur opposition est directement perceptible dans leurs modalités d'insertion internationale. Les restructurations productives en cours posent de nombreuses interrogations sur l'avenir de leur régime d'accumulation. Il semble, à cet égard, que le Mexique verrait désormais sa croissance dépendre de plus en plus de son intégration à des filières de production globalisées, essentiellement d'origine nord-américaine, et de la répercussion que cela aura sur son marché interne; tandis que le Brésil devrait tabler sur une compétitivité globale de l'ensemble de son tissu économique, reposant donc beaucoup plus sur le dynamisme du marché interne<sup>1</sup>.

Cette différenciation des trajectoires est en fait repérable dès les années 70 dans la gestion des contradictions économiques et politiques propres à l'ancien modèle de développement - industrialisation par substitution des importations - que les deux pays avaient suivis depuis le début du siècle.

Les modes de transition démocratique qui s'ensuivront détermineront alors des stratégies d'ajustement spécifiques. Celles-ci expliquent des restructurations productives et des nouvelles configurations politiques qui marquent désormais les issues possibles de cette longue recherche d'une nouvelle voie de développement. La comparaison qu'on fera de ces trajectoires, après un bref état de la question sur le rôle des institutions dans l'ajustement, se limite à préciser d'abord les déterminants qui ont pesé sur les choix de politique économique, et ensuite à s'interroger sur leurs conséquences au-delà de la conjoncture qu'ils devaient gérer. Ces choix influent sur le long terme car ils auront fait évoluer la structure des intérêts socio-économiques et leur représentation dans l'ordre politique.

---

1. TAVARES M. da Conceição, «As políticas de ajuste no Brasil: os limites da resistência», in TAVARES M. da C. et FIORI J., *(Des)ajuste global e modernização conservadora*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1993.

## le retour incertain de l'Etat

L'évaluation de l'ajustement structurel mis en œuvre depuis le début des années 80 en Amérique latine a fait évoluer le débat sur le développement. Les impasses sur lesquelles débouchent les tentatives de stabilisation ont mis en évidence les failles du «tout au marché». Leur analyse plaide pour un retour de l'Etat. L'ouverture commerciale et la libéralisation des marchés financiers ne sont plus vraiment contestées en elles-mêmes, mais un consensus nouveau se dessine sur la nécessité de les accompagner, si ce n'est de les précéder, d'une intervention publique qui en contre les effets pervers.

La possibilité d'engager la stabilisation et la mener à terme, autant que celle de mettre en place des interventions publiques régulatrices, soulève alors la question des configurations socio-politiques susceptibles de les soutenir. L'expérience latino-américaine en matière d'ajustement appelle ainsi une réévaluation de ses enjeux politiques, qui conduit à s'interroger sur le rôle de l'Etat dans le contexte de la libéralisation économique et de la démocratisation. Le cercle vertueux ouvrant la voie royale du développement, censé s'établir entre l'une et l'autre, ne s'est pas vérifié jusqu'à présent même si leur complémentarité ne paraît pas en elle-même questionnable. Le coût social de l'ajustement ne semble d'ailleurs pas ébranler la démocratie.

Mais il n'en reste pas moins que, remises un temps au goût du jour, les vieilles idées libérales - celle de la main invisible du marché réglant par la concurrence l'équilibre économique, et celle complémentaire d'une compétition politique produisant un consensus synonyme d'intérêt général - sont radicalement remises en cause par les difficultés d'une stabilisation et par les ambivalences d'une démocratisation qui n'a en rien empêché l'aggravation des inégalités ni le regain du clientélisme, ou fait ombrage à la corruption, sans parler de la plus grande entreprise des mafias de la drogue.

A l'évidence, le retrait de l'Etat n'a pas eu les effets miraculeux que lui prêtaient les experts de l'ajustement. Les propos normatifs ont été ainsi contraints de s'ajuster eux-mêmes devant le caractère manifestement erratique de la gestion de la crise de la dette. Après avoir entrepris avec succès de dégager des soldes extérieurs appréciables pour en assurer le service, on

a dû par la suite pallier les effets secondaires du remède adopté. L'assainissement budgétaire et la désinflation qu'on alors permis les mesures libérales, dans les pays où l'Etat avait la capacité politique de les imposer, conduisent aujourd'hui à de profonds déséquilibres de la balance commerciale. Le retour du capital étranger permet sans doute de les compenser, mais ceci se fait au prix d'une surévaluation monétaire et d'une hausse des taux d'intérêts, grevant ainsi la relance de l'investissement productif. La stabilisation apparaît non seulement précaire mais ne mènerait en outre qu'à un «*équilibre du fond du puits*»<sup>2</sup>. En ce qui concerne les économies les plus industrialisées du continent, le Mexique apparaît comme le prototype d'une telle évolution, dans laquelle s'est également engagée l'Argentine et dont on se demande maintenant si l'ancrage sur le dollar, récemment décidé au Brésil, est le signe que celui-ci se plie finalement aussi à ce mode d'ajustement.

L'évidence des effets pervers d'un retrait de l'Etat, mené tambour battant, rouvre aujourd'hui le débat sur les objectifs de l'intervention publique. Rares sont ceux qui prétendent encore la réduire à des fonctions régaliennes, éventuellement élargie d'une politique destinée à compenser les coûts sociaux de l'ajustement. Le retour de l'Etat est d'abord défendu dans une logique plus strictement économique, que l'on plaide pour une libéralisation séquentielle qui reconnaît la nécessité d'une intervention publique provisoire pour restaurer les mécanismes régulateurs de la concurrence, ou que l'on souligne l'incapacité structurelle du marché à assurer les conditions endogènes de la croissance. Quant au rapport entre libéralisation économique et démocratie, il n'est sans doute plus posé comme un quasi automatisme, mais la question de l'interaction entre les évolutions respectives du régime économique et du régime politique n'est pas pour autant abordée de front. Tout au plus est-elle envisagée d'un point de vue empirique lorsqu'on préconise une séquence politique de l'ajustement pour le moins paradoxale : seul un Etat fort peut imposer les restructurations patrimoniales que requiert la stabilisation, mais

---

2. FANELLI J., FRENKEL R. et ROZENWURCEL G., «Crecimiento y reforma estructural en América latina», in Ros J. (cord.), *La edad de plomo del desarrollo Latinoamericano*, Lecturas 77 - FCE, Mexico, 1993.

celle-ci ne sera guère durable en l'absence de consolidation démocratique<sup>3</sup>.

La redéfinition des rapports entre la sphère privée et la sphère publique, tant au niveau économique que politique, qui apparaît à tous comme la clé de la stabilisation et d'un retour de la croissance, ne va cependant pas de soi. En-deçà des différentes positions normatives qui s'affrontent sur l'ampleur et la temporalité de l'intervention publique, se pose au préalable la question des déterminants de cette redéfinition. *A fortiori*, en ce qui concerne l'équité dont tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire en Amérique latine qu'elle est la condition *sine qua non* de réalisations de l'ajustement, que ce soit en termes de gouvernabilité politique, ou en termes de gains de compétitivité qui présupposent une meilleure qualité du travail, qu'on estime incompatible avec l'aggravation de la concentration du revenu.

L'enjeu que recouvre l'analyse de ces déterminants est donc loin d'être académique. Les organismes internationaux latino-américains, tels que la CEPAL - Commission d'étude pour l'Amérique latine de l'ONU, ou la BID - Banque Interaméricaine de Développement, l'ont d'ailleurs bien compris lorsqu'ils soulignent - avec une surprenante modestie dans le concert des apparentes certitudes orthodoxes - que l'ajustement dans l'équité requiert avant tout que les décideurs apprennent à prendre en compte les erreurs commises. Le problème est que ce *learning by doing* en matière de politiques économiques et sociales ne peut plus être considéré comme une simple question technique. Les trajectoires explosives des régimes monétaires démontrent en effet à quel point la stabilisation passe par une interaction vertueuse entre la réforme politique et la réforme économique. C'est en ces termes qu'il faut définir la justesse de la politique économique qui rende efficace l'allocation des ressources. L'analyse des effets pervers des politiques de stabilisation a mis en lumière les liens qui se sont établis entre les conflits distributifs et l'intermédiation financière et comment ils ont privé la politique économique de toute continuité. Pour y remédier, on sait désormais qu'il faut rendre les finances publiques imperméables aux effets des politiques monétaires et de change soumises à la contrainte externe. En

---

3. HAGGART S. et KAUFMAN R., *The Politics of Adjustment. International Constraints, Distributive Conflict and the State*, Princeton University Press, 1992.

termes économiques, la voie de la stabilisation paraît ainsi éclaircie; ce qui l'est moins par contre, ce sont les formes institutionnelles qui permettent aux gouvernants de l'engager. Le *learning by doing* est en fait un apprentissage de la démocratie.

La question ne se résume pas à la tenue des élections et à leur degré d'honnêteté. La consolidation de l'Etat de droit soulève le problème des dimensions socio-économiques de la citoyenneté. L'exercice des droits civiques et politiques est difficilement compatible sur la longue durée avec l'augmentation des inégalités et la stagnation, quand ce n'est la régression, des taux de salarisation. Il est peu probable que ces conséquences de l'ajustement structurel seront automatiquement et durablement renversées par les sorties de crise qui se profilent à l'heure actuelle. En l'absence de politique d'emploi et de revenus, la reprise de la croissance ne peut par elle-même résorber la pauvreté avant des décennies et cette reprise ne s'annonce pas, de toute évidence, porteuse d'une nouvelle vague de salarisation semblable à celle qu'a induite dans le passé l'industrialisation. Mais la question des dimensions socio-économiques de la citoyenneté ne peut être seulement envisagée comme un objectif qu'il faut assigner à la croissance pour des raisons éthiques. Pour autant qu'on s'interroge sur le cadre social dans lequel s'enchaîne l'économie, les difficultés de la stabilisation démontrent l'urgente nécessité de mieux cerner la relation en sens inverse, à savoir, comment les modèles de citoyenneté sont une variable de la croissance économique.

C'est là une interrogation qui s'impose d'ailleurs à un niveau plus général, comme le démontre l'intérêt croissant pour le rôle des institutions et des phénomènes d'organisation dans la vie économique. Cette question n'est le plus souvent abordée que dans une approche micro ou méso-économique qui cherche à mettre en lumière les variables sociétales de la compétitivité. Pour cerner la corrélation entre la démocratisation et la restructuration économique en Amérique latine, il faut également poser la question à un niveau macro-économique et macro-politique, de la même façon qu'on a pu s'interroger sur les effets économiques de l'Etat-providence. Les difficultés de la stabilisation doivent être considérées dans cette perspective comme la traduction, au niveau économique, de la crise de légitimité d'Etats qui ne peuvent plus tabler sur les ressorts qu'ont pu leur fournir dans le passé des politiques

sociales à prétention universaliste. Aujourd'hui, les effets anti-redistributeurs de ces politiques sont devenus d'autant plus manifestes qu'ils sont, d'une part, dénoncés par le libéralisme et que, d'autre part, les pauvres, désormais urbanisés depuis plus d'une génération, sont devenus des sujets politiques faisant de la satisfaction des besoins de base un enjeu électoral décisif<sup>4</sup>. Cette crise de légitimité se manifeste selon des modalités nationales diverses qui sont fonction des particularités des trajectoires passées de développement et des formes institutionnelles qu'on peut leur associer. La nouvelle donne internationale fait rimer ouverture économique et démocratisation dans toute la région, mais à des rythmes et selon des modalités propres à chaque pays qui renvoient aux spécificités nationales de l'épuisement de l'ancien mode de développement.

Les trajectoires de crise sont donc également particulières à chaque contexte national. Les enchaînements qu'elles dessinent entre des recompositions socio-politiques et des restructurations économiques présentent des différences qui peuvent éclairer comment interagissent les cours respectifs de la libéralisation économique et de la démocratisation. C'est là un niveau d'analyse qui permet sans doute de préciser l'importance des changements institutionnels, de montrer en quoi ils déterminent les alternatives possibles de développement, et donc de mettre ainsi en rapport l'enjeu économique de la démocratie et l'enjeu politique des choix d'ajustement. On s'attachera ci-après à les spécifier en proposant quelques hypothèses expliquant la différenciation des trajectoires de deux pays, le Brésil et le Mexique, qui semblent représenter à l'heure actuelle les deux types de paris possibles les plus opposés. Le premier pays s'engagerait apparemment sur une voie de développement qu'on peut qualifier de *desde dentro* - tournée vers l'intérieur, alors que le second représenterait une voie résolument *hacia fuera* - tournée vers l'extérieur. A un niveau plus général, on fera l'hypothèse que cette divergence s'affirme du fait de la possibilité de préserver les formes institutionnelles de la régulation économique héritées du passé dans le cas du Mexique, à l'inverse de celui du Brésil où l'inachèvement de l'Etat-nation limite son pouvoir de norma-

---

4. MARQUES-PEREIRA J., «Les limites de l'Etat en Amérique latine. Citoyenneté, intervention sociale et croissance économique», *Cahiers des Amériques latines*, n°15, 1993.

lisation institutionnelle des relations de travail et de répartition de la richesse nationale.

## la trajectoire explosive de l'ajustement brésilien

Les gouvernements brésiliens qui se sont succédés depuis que s'est manifestée la déstabilisation liée à la dette extérieure ont privilégié l'ajustement externe. Attaquer de front les sources d'instabilité était à ce moment difficilement compatible avec les contraintes de l'ouverture démocratique. Ce n'était en fait guère concevable en raison des problèmes de légitimité de l'Etat et des pressions des groupes d'intérêt sur l'action gouvernementale, dans un contexte d'éveil politique d'une société civile favorisant l'émergence de nouveaux acteurs collectifs issus des classes populaires. La priorité était de combler, ou du moins, de colmater le déficit de légitimité de l'Etat qui se creusait - tant vis-à-vis des groupes dominants que de ces classes populaires - au fur et à mesure de l'aggravation des contradictions économiques générées par la stratégie de substitution des importations, particulièrement dans sa dernière étape des années 70 - celle des biens de production les plus lourds - lorsqu'elle a été poursuivie à marche forcée<sup>5</sup>. L'évolution des groupes d'intérêts au cours de cette période bouleverse les formes d'articulation entre l'ordre politique et l'ordre économique prévalant jusqu'alors. L'aggravation des déséquilibres monétaires et budgétaires, qui en découlera dans la décennie 80, témoigne de la complexité et du caractère éminemment conflictuel des réaménagements institutionnels nécessaires pour redéfinir cette articulation. On s'interroge encore à ce propos sur les chances de succès du tout dernier plan de stabilisation, mis en œuvre par le ministre F-H. Cardoso devenu maintenant président : pourra-t-il être soutenu par les compromis politiques que sa campagne a cherché à mettre sur pied ?

De nombreuses analyses ont montré que l'instabilité était en fait proportionnelle à la performance de l'ajustement externe, expliquant par là le blocage politique qui empêche de résoudre la crise fiscale de l'Etat qu'a aggravée avec constance une

---

5. CASTRO A. Barros de, *A Economia brasileira em marcha forçada*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1988.

politique économique de *stop and go*. L'assainissement budgétaire est ainsi devenu en quelque sorte un mythe de Sisyphe, alors que l'ajustement externe était couronné de succès grâce à l'activisme de la politique de change à laquelle a été inféodée la politique monétaire. Cet activisme n'a été pris en défaut que lors des accélérations inflationnistes qui ont empêché les mécanismes d'indexation du taux de change d'opérer à la même vitesse. La pression à la dévaluation fut maintenue jusqu'en 1986 pour restaurer la capacité de paiement externe. Elle a poussé les taux d'intérêts d'autant plus à la hausse qu'il fallait éviter, ou du moins endiguer, la fuite de capital. On n'en reconduisait pas moins de la sorte ce qu'on a alors dénommé la brèche fiscale. La croissance incontrôlée de la dette publique a fait de la financiarisation le moyen de compenser la perte de rentabilité du capital productif, dépendant d'un marché interne en récession, en même temps que la fuite devant la monnaie devenait le principal mécanisme de répartition.

Cette hiérarchisation des choix publics était en phase avec la politique du FMI, mais révélait par ailleurs une continuité de la gestion économique de court terme, propre à l'ancien modèle de développement et fort bien synthétisée par le slogan traditionnel des experts brésiliens, «la crise fiscale est dommageable mais la crise des comptes extérieurs tue». Il faut se souvenir à ce propos que l'emballement du déficit public date des nécessités de financement des industries lourdes de la fin des années 70, et qu'il s'inscrit donc dans le cadre d'une politique volontariste de contournement de l'étranglement externe, décidée dans les années 50. Combiné à la charge croissante du service de la dette extérieure depuis 1979, le *trend* à la hausse des taux d'intérêts explique l'impossibilité de l'assainissement budgétaire, en dépit de l'effort de diminution des dépenses (80-84) ou d'augmentation des recettes (86-90). La dette interne prend un caractère explosif en laissant les mécanismes d'indexation du marché des biens et du marché financier installer l'économie dans l'hyper-inflation, parvenant même dernièrement à en «stabiliser» le rythme autour des 20-30 % mensuels<sup>6</sup>.

Parler de hiérarchisation des choix publics est sans doute abusif, car loin de manifester une volonté politique soutenant

6. TAVARES M. da C., *op. cit.*, 1993.

une stratégie quelconque, ils semblent opérer à l'aveugle face à la question centrale de la stabilisation. Le caractère explosif de l'ajustement brésilien, qui s'exprime directement dans le régime fisco-monnaire, laisse transparaître en fait une logique de non-décision sur le moyen et long terme, puisqu'elle exprime en fait, comme l'ont montré les politologues, une paralysie décisionnelle de la classe politique qui la rend incapable d'affronter la réforme fiscale<sup>7</sup> et, au-delà, pour certains, une crise de l'Etat<sup>8</sup>. A ce titre, l'héritage des formes institutionnelles mises en place par l'ancien régime politique autoritaire semble particulièrement prégnant. Il pèse sur la transformation du régime économique, non pas seulement parce qu'il a rendu l'ajustement explosif, mais surtout parce que celui-ci réalisait une convergence des groupes d'intérêt pour sauvegarder en l'état l'intégration du système productif, menée quasiment à terme par la stratégie de substitution des importations des biens de production<sup>9</sup>.

Cet héritage explique en fait pourquoi la combinaison entre démocratisation et ajustement a débouché au Brésil sur une paralysie décisionnelle, ou même, serait-on tenté de dire si ce n'était un contresens, sur une volatilité des règles organisant les marchés. Il n'est pas nécessaire de retracer dans le détail les constantes redéfinitions des institutions économiques (impliquées par la succession d'une dizaine de chocs orthodoxes et hétérodoxes dont les sorties se faisaient à un pallier d'inflation chaque fois supérieur), pour souligner à quel point ce dernier sursaut d'interventionnisme de l'Etat dans la sphère de la production à la fin des années 70 détermine la configuration politique des alternatives de sorties de crise à l'heure actuelle. La multipolarité des centres de décision, consacrée par la décentralisation (érigée en principe constitutionnel en 1988), a été ébauchée à cette époque par l'émergence de nouveaux pôles économiques régionaux (Bahia, Rio Grande do Sul,

7. SOLA L., «Estado, Transformação econômica e democratização no Brasil», in Sola L. (cord.), *Estado, mercado e democracia*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1993.

8. SALLUM B. et KUGELMAS E., «O Leviata acorrentado, a crise brasileira dos anos 80», in Sola L. (cord.), *Estado, mercado e democracia*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1993.

9. CARTIER-BRESSON J. et KOPP P., *L'analyse sectionnelle : approche du système productif en Amérique latine*, Thèse, Université de Picardie, Amiens, 1991.

Carajas-São Luis, pour ne citer que les principaux) qui ont alors accueilli les investissements d'industrie lourde. La libéralisation politique, également lancée à ce moment-là, a obligé par ailleurs d'élargir l'accès à l'Etat de groupes d'intérêt qui se différenciaient de plus en plus du fait de la croissante diversification économique, sans qu'on ait créé parallèlement d'autres mécanismes de représentation politique plus fonctionnels que les canaux traditionnels du corporatisme. La démocratisation convertirait alors les anneaux bureaucratiques<sup>10</sup> institués entre des agents de l'Etat et ces groupes en autant de coalitions inflationnistes<sup>11</sup> à mesure que l'ajustement allait restreindre la richesse nationale distribuable, et plus particulièrement encore, la capacité de l'Etat de se poser comme médiateur ou arbitre de la répartition.

On a ainsi avancé l'hypothèse que la démocratisation lui en ôtait la capacité politique car elle traduisait en vérité une crise d'hégémonie due à la multiplication des centres d'intérêts rivaux. On ne peut toujours pas d'ailleurs, à l'heure actuelle, entrevoir une quelconque prédominance d'un groupe d'acteurs collectifs susceptibles de concevoir et d'imposer un projet de développement qui rendrait compatibles ces intérêts divers. Cette analyse, qui domine la littérature politologique sur l'ajustement, éclaire l'enracinement historique des problèmes de stabilisation. Mais la vision qu'elle offre du rapport entre l'ordre économique et l'ordre politique paraît contestable au vu des résultats de recherche qui mettent en évidence une opposition au moins aussi significative de mécanismes de valorisation du capital distincts, qui ne dessinent pas forcément un clivage social entre groupes d'intérêts. La plus forte valorisation que permet le marché externe par rapport au marché interne, ou encore la plus forte rentabilité de l'investissement financier par rapport à l'investissement productif, ne sont pas toujours associables à des acteurs collectifs nettement différenciables, ce qui amène à faire l'hypothèse d'une opposition entre une configuration rentière et une configuration salariale de la valorisation des actifs, dont aucune ne serait parvenue à s'imposer en dépit d'une industrialisation particulièrement rapide et arrivée à un stade avancé<sup>12</sup>. Cette hypothèse paraît

10. CARDOSO F.H., «Estado e sociedade no Brasil», in *Autoritarismo e democratização*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1975.

11. SOLA L., *op. cit.*, 1993.

12. THERET B., «Hyper-inflation de producteurs et hyper-inflation de rentiers : le cas du Brésil», *Revue Tiers-monde*, Paris, 1993.

d'autant plus pertinente qu'elle permet de relier les problèmes de légitimité de l'Etat vis-à-vis des groupes dominants et vis-à-vis des classes populaires, en explicitant le rapport entre la dimension monétaire et la dimension socio-politique de l'inflation et de la dette publique.

Cette double configuration des intérêts devient particulièrement contradictoire dans les années 80, tant pour des raisons économiques que politiques. On vient de le montrer au niveau du rapport entre l'Etat et le capital. Les problèmes de légitimité vis-à-vis des classes populaires manifestent fondamentalement un grippage du mode de domination sociale. En fait, celle-ci commence à être contestée dès les années 60, lorsque la préservation du régime politique populiste se heurte à l'accélération de la concentration du revenu qui caractérise l'avancée de l'industrialisation vers des secteurs productifs dont la consommation finale (les biens durables) se restreint aux couches moyennes et supérieures de la société. Cette contestation a pu certes être enrayée par la mise en place du régime autoritaire et par une croissance économique riche en emplois que ce dernier a rendu possible, permettant ainsi d'équilibrer le marché du travail grâce à une articulation vertueuse entre le secteur formel et le secteur informel<sup>13</sup>. Mais ce grippage revient en force dans les années 80. L'endettement extérieur et le déséquilibre budgétaire déstabilisent le régime économique en même temps que commence à se rompre une régulation sociale articulant les institutions de l'Etat-providence et le clientélisme, l'une et l'autre dynamiques expliquant l'effondrement de la légitimité de l'Etat.

Dans le sillage du changement social que réalise progressivement l'urbanisation, l'Etat perd peu à peu le contrôle de la formation des identités sociales propres aux classes populaires. L'émergence d'un mouvement syndical autonome met en échec, au moins sur le plan idéologique, la domination corporatiste des salariés. L'avancée de la démocratie participative dans la gestion de la ville pauvre ressource sans doute le clientélisme, mais ne parvient pas pour autant à empêcher que la marginalité urbaine devienne le terrain de l'affirmation

---

13. LAUTIER B., «Formes d'emploi et exclusion sociale en Amérique latine. Quelques conjectures à propos des années quatre-vingt-dix», in GEMDEV, *L'avenir des Tiers Mondes*, PUF, Paris, 1991.

de nouveaux acteurs sociaux se constituant en sujets politiques<sup>14</sup>. L'émergence d'une opinion publique qui exprime ce changement social amène une responsabilisation croissante de l'Etat en matière sociale, érodant sa légitimité à mesure de son incapacité à contenir l'aggravation des inégalités. La décentralisation se combinera alors à la pression de cette opinion publique pour délégitimer encore plus l'Etat, car elle rend le pouvoir fédéral encore plus prisonnier des pouvoirs régional et local, tant sur le plan électoral que sur celui du bouclage des finances publiques. La dimension régionaliste incontournable qu'ont acquise les alliances politiques perpétue le blocage de la réforme des institutions économiques, particulièrement en ce qui concerne le régime fisco-monétaire puisque l'autonomie de décision budgétaire des Etats rend pour le moins fictif le monopole de la Banque centrale sur l'émission monétaire ou la fixation des taux d'intérêts. Cette évolution politique est au cœur du problème de crédibilité de la politique économique qu'affrontent les gouvernements depuis qu'a éclaté la crise de la dette<sup>15</sup>.

Le modèle de citoyenneté qui est en train de se constituer sur la base de ces recompositions socio-politiques paraît dès lors contradictoire avec le modèle de croissance économique hérité du passé. Les jeux ne sont pas encore faits pour autant. On ne sait dans quel sens penchera la balance, mais il est apparemment plausible de croire qu'ouverture au marché mondial et exclusion sociale sont moins compatibles qu'il n'y paraît *a priori* en observant l'aggravation de la pauvreté qu'ont provoquée les politiques libérales sans remettre en cause la démocratisation du régime politique. Face à la crise de la légitimité de l'Etat que ces politiques n'ont pas réussi à dénouer, le projet de développement à la base des tentatives de stabilisation hétérodoxe semble ainsi, en dépit de leurs échecs, plus pertinent pour restaurer les équilibres dans la régulation macro-économique. L'attaque frontale sur divers domaines d'intervention économique de l'Etat, qui manquait à leur conception<sup>16</sup>, souligne en fin de compte leur précocité par rapport

14. CHAUI M., «Politique culturelle, culture politique, une expérience de gouvernement dans la ville de São Paulo», *Futur antérieur*, L'Harmattan, Paris, 1994.

15. FIORI J., «Ajuste, transição e governabilidade : o enigma brasileiro», in TAVARES M. da C. et FIORI J., *op. cit.*, 1993.

16. TAVARES M. da C., *op. cit.*, 1993.

au temps social et politique, c'est-à-dire par rapport au temps de l'apprentissage cognitif et des arrangements d'intérêts qu'il faut concilier pour qu'une politique économique faisant du marché interne le moteur d'une croissance nouvelle en économie ouverte soit crédible. Ce temps semble cependant déjà trop avancé au Brésil pour permettre à l'illusion monétaire de produire les effets politiques qu'elle a induits ailleurs, notamment au Mexique comme on le verra ci-après, en reconduisant l'ancien mode de domination sociale tout en l'ajustant à la marge pour en faire un vecteur de la réorientation du mode de développement que signifiait l'ouverture de l'économie.

On peut en déduire que le rapport salarial est au centre d'une crise du mode de régulation au Brésil. Elle s'exprime d'abord au niveau socio-politique par une difficulté croissante de concilier l'idée d'intérêt général avec une domination sociale qui a fait de l'Etat-providence une mécanique clientélaire et corporatiste. Cette difficulté peut devenir une impossibilité lorsque se précise le danger de plonger dans l'hyper-inflation ouverte. L'évolution politique au Brésil rend désormais nécessaire d'accréditer la notion de citoyenneté non plus seulement auprès des classes dominantes et d'une aristocratie ouvrière ou employée de l'Etat mais par rapport à l'ensemble de la société. La nation est devenue la réunion des individus qui la composent, elle n'est plus seulement concevable de façon organique, c'est-à-dire au travers de catégories de perception sociale induites par une structuration verticale se superposant aux clivages de classes. Il faut alors faire l'hypothèse d'une crise de régulation économique, pour autant qu'on parvienne à montrer, au niveau empirique, comme le pensent les économistes néo-structuralistes, que le dynamisme du marché interne conditionne en grande partie la compétitivité internationale du Brésil, et que l'ouverture ne peut donc être réussie qu'en consolidant un circuit économique national de façon keynésienne, ce qui irait d'ailleurs de pair avec une plus grande concertation sociale pour assurer la progression de la productivité. L'évolution récente de la négociation entre les syndicats et bon nombre de grandes entreprises va apparemment dans ce sens.



Levoy EXIL

#### Levoy Exil

Né en 1944, il est agriculteur dès son plus jeune âge, puis maçon. En 1973, il rend visite aux animateurs Saint-Soleil pour participer ensuite à toutes les expositions du groupe en Haïti et à l'étranger. Il appartient donc à la première génération d'artistes Saint-Soleil et a atteint le niveau le plus avancé, la maîtrise esthétique. Dans son art, les «loas» (divinités dans la mythologie vaudou) voisinent avec nos figurations humaines de l'astre solaire, dans un espace-décor des plus raffinés.

## en contrepoint : l'ajustement mexicain sans crise de régulation

La crise de légitimité de l'Etat au Mexique s'enracine de la même façon dans l'épuisement du mode de développement passé, mais elle se différencie en ce qui concerne la remise en cause des formes institutionnelles de la régulation économique car le rapport salarial est moins qu'au Brésil marqué par l'héritage colonial. Sans que celui-ci soit complètement liquidé, loin de là - comme en témoigne la question «indigéniste», à ce jour irrésolue, ou encore les modalités «caciquistes» du pouvoir social - la Révolution semble avoir laissé une marque dans la constitution de l'Etat-nation qui, faut-il croire, fait contrepois. La relation des pouvoirs publics avec la classe dominante est peut-être tout aussi symbiotique qu'au Brésil en ce qui concerne l'interpénétration des sphères publique et privée, mais la légitimité de l'Etat, beaucoup plus tôt qu'au Brésil, devra se constituer en fonction d'une question sociale qui ne se limite pas aux ouvriers et aux employés mais concerne en outre le monde paysan. A la mise en œuvre de la réforme agraire, succèdera dans cette perspective la nécessité d'une prise en charge par le pouvoir central d'une assistance publique aux exclus du système de protection sociale monté, comme partout ailleurs, sur la base de l'assurance des risques économiques de l'activité salariée. Cette montée des politiques assistantielles qui débute dans les années 70, structure la relation Etat-société au même titre que le poids des syndicats a consacré la primauté du corporatisme dans le système politique. Cette histoire de l'Etat marque aujourd'hui la trajectoire de l'ajustement mexicain et, au-delà, les alternatives de développement possibles.

La réforme agraire en est un premier aspect. Elle est un des principaux facteurs de l'épuisement de l'ancien mode de développement. La part beaucoup plus importante qu'a prise la petite production marchande, sans que le poids politique de la paysannerie soit suffisant pour insuffler une politique de modernisation active, commencera à partir des années 70 à déstabiliser le régime économique<sup>17</sup>. Depuis lors, l'agriculture ne permettra plus, comme elle continuera à le faire au Brésil,

---

17.ABOITES J., *Industrialización y desarrollo agrícola en México*, Plaza Valdes/UAM, Mexico, 1989.

de desserrer la contrainte externe et de baisser le coût de reproduction de la force de travail urbaine.

La relation salariale a connu par ailleurs une évolution fort différente, particulièrement au cours de la deuxième phase de substitution des importations, tirée par la croissance des biens durables. L'indexation des revenus salariaux des branches fordiennes sur la productivité y est beaucoup plus nette, et la montée des dépenses sociales plus significative<sup>18</sup>. Enfin, une autre spécificité notable de l'industrialisation mexicaine est, on le sait, la faiblesse du secteur des biens de production. Ces caractéristiques du mode de développement passé placent la question des modalités de l'intervention de l'Etat qui l'ont fondé au centre de l'explication qu'on peut faire de la réussite mexicaine en matière de stabilisation. Celle-ci met en lumière, par rapport à la trajectoire brésilienne, une nette opposition en ce qui concerne l'autonomie de l'Etat. Cela paraît évident dans les effets économiques de l'intervention publique, même si l'explication politique reste à construire.

La forte autonomie dont disposait l'Etat brésilien, et qu'a renforcée le régime militaire, lui a permis, a-t-on dit, de concevoir et de piloter, tant du point de vue du financement que de l'appui politique nécessaire, l'achèvement d'un système industriel national quasiment complet. Elle lui a donné par ailleurs les moyens d'entreprendre parallèlement une rapide modernisation de l'agriculture qui en était le complément indispensable. Ces profondes transformations structurelles de l'économie ont signifié un changement social tel que les compromis institutionnels échapperont au cours des années 80 au contrôle de l'Etat, en raison de la dynamique que leur impriment l'ajustement et la démocratisation. Ces deux processus saperont les bases de l'autonomie de l'Etat et paralyseront toute décision politique qui l'eut restaurée.

A l'inverse, au Mexique, on assiste bien avant à une perte relative d'autonomie de l'Etat. Elle se manifeste dès les années 70, au moment où se pose le problème de planifier le développement national au-delà de la simple substitution des industries de biens de consommation. La dépense publique semble, à partir de ces années, s'atteler simplement à répondre aux demandes d'interventions ponctuelles, au gré des

---

18. GUTIERREZ GARZA E., *L'accumulation du capital et le mouvement ouvrier au Mexique, 1950-60*, Thèse, Université de Paris VIII, 1983.

capacités d'action des divers groupes d'intérêt au sein de l'Etat. Celui-ci perd ainsi son pouvoir d'anticipation des contradictions à résoudre pour garantir la marche de l'accumulation, en même temps que les principaux agents responsables de l'industrialisation adoptent un comportement conservateur, se limitant au cours des années 70, lorsque la conjoncture le permet, à diversifier l'offre et à réaliser des investissements de modernisation et non plus d'expansion, *a fortiori* en ce qui concerne le secteur des biens de production, la hausse de leur demande aggravant de ce fait l'étranglement externe<sup>19</sup>. Les liens corporatifs de l'Etat au patronat et aux syndicats ont, semble-t-il, fini par bloquer son action développementaliste. L'aggravation du déficit budgétaire et les déséquilibres des comptes extérieurs qui déclenchent la crise à la fin des années 70 auront ainsi des effets bien plus graves qu'au Brésil<sup>20</sup>. Par contre, ces mêmes liens corporatifs expliquent la plus grande facilité politique à affronter la stabilisation, et à éviter le glissement hyper-inflationniste.

Sans entrer dans une analyse détaillée des recompositions socio-politiques de l'ajustement mexicain qui dépasse le cadre de cet article, on se bornera ici à signaler la complémentarité entre les évolutions respectives de l'ordre politique et de l'ordre économique, apparemment beaucoup plus fonctionnelle qu'au Brésil, du moins dans le moyen terme. Cette complémentarité s'établit par la convergence de deux types de dividendes politiques : d'une part, ceux qui résultent indirectement de la montée de l'inflation, à laquelle on assiste après 1982 en dépit de la récession aggravée par la violente réduction de la dépense publique et la hausse des taux d'intérêts; d'autre part, ceux que procurent au gouvernement la récupération de la pression sociale à l'ouverture politique à mesure qu'il stigmatise le clientélisme et la corruption des syndicats, tout en préservant leur pouvoir de contrôle sur la base. Il est ainsi possible d'imposer dès 1987 un pacte de stabilité des prix, consacrant dans les institutions la baisse radicale de la part des salaires dans le revenu national qui s'est réalisée dans les années qui précèdent. Le rapprochement du gouvernement avec les organismes patronaux, et le retournement tout aussi

---

19.CASAR J., «Sobre el agotamiento del patron de desarrollo en Mexico», *Investigacion Economica*, n°174, Mexico, 1985.

20.FANELLI *et alii*, *op. cit.*, 1993.

spectaculaire des relations avec les Etats-Unis (de la renégociation de la dette extérieure à la récente signature du traité de libre-échange), constituent l'autre versant de la reprise de l'initiative de l'intervention publique, révélant alors un gain significatif de l'autonomie de l'Etat à la faveur de la crise. Celui-ci s'est montré, bien plus qu'au Brésil, capable de restaurer sa légitimité en contrôlant le cours de la démocratisation. L'usage punitif de la monnaie<sup>21</sup> pour imposer de nouvelles modalités de la répartition a rapidement permis de faire accepter, à la différence du Brésil, de nouvelles règles qui ajustent l'ancien pacte social à la réorientation *hacia afuera* du régime d'accumulation. Conjointement avec la consolidation d'un clientélisme assis sur une base territoriale et non plus seulement syndicale, ces règles jettent les bases d'un néo-corporatisme<sup>22</sup>. La multiplication des actions assistentialistes dans un programme national de solidarité (*Pronasol*) et leur systématisation en fonction de la géographie des problèmes de légitimité s'est avérée, à cet égard, pour le moins payante sur le plan électoral<sup>23</sup>.

Cette évolution fait des limites de la démocratisation au Mexique une donnée fondamentale de sa trajectoire d'ajustement. La centralisation et la verticalisation du système politique est sans doute à l'origine des difficultés auxquelles se heurte le mouvement social pour conquérir son autonomie et imposer une forme de concertation rompant avec la cooptation populiste. Ces caractéristiques du régime politique n'ont été modifiées qu'à la marge. Ce changement dans la continuité marque les limites de la démocratisation et définit le sens de sa complémentarité avec la réforme économique. Le regain de légitimité de l'Etat, qui en résulte, se manifeste clairement dans l'acceptation sociale de nouvelles modalités de répartition, dispensant désormais de continuer à avoir recours à l'usage punitif de la monnaie pour les imposer. Ainsi, la «japonisation» de la gestion du travail - particulièrement rapide au Nord du

---

21. SORIA V., «Formes institutionnelles et mode de régulation. Le cas du pacte tripartite pour réguler les prix et les salaires au Mexique», *La lettre de la régulation*, Cebremap, Paris, (à paraître).

22. MARQUES-PEREIRA J. et PREVOT-SHAPIRA M-F., *Le programme national de solidarité du Mexique, ou une citoyenneté à géométrie variable au service du libéralisme économique*, mimeo, Unesco, Paris, 1994.

23. *ndlr* : Voir l'article de Henri Rajchenberg dans ce numéro des *CM*.

pays où se concentrent les activités délocalisées des Etats-Unis - peut-elle être mise en œuvre sans même exiger une récupération des pertes salariales imposées pendant la montée de l'inflation, et ceci, du moins au Nord, dans le contexte d'un marché du travail pourtant de plus en plus tendu<sup>24</sup>.

L'analyse que l'on peut faire de l'interaction entre les évolutions politique et économique, en comparaison du Brésil, conduit à l'hypothèse d'une irréversibilité de l'ouverture commerciale à l'Amérique du Nord. Sur cette base, on peut toutefois concevoir des scénarios différents d'évolution des formes institutionnelles réglant la répartition du revenu.

Par exemple, dans le sens d'un régime politique consolidant un *apartheid* social, dont la visibilité territoriale rendra, à l'évidence, encore plus complexe la légitimation de l'Etat. C'est là une inconnue qui peut bloquer le surcroît de crédibilité économique indispensable pour relancer l'investissement productif et dépasser l'équilibre de stagnation actuel. A défaut, un nouveau cycle d'instabilité macro-économique est loin d'être exclu. La menace se précise avec l'aggravation du déficit commercial. La trajectoire de transformation de la société mexicaine qu'a engagée la gestion de la crise de la dette, et plus particulièrement celle de la brèche extérieure et de la brèche fiscale, dessine ainsi les contours d'un modèle de développement prédominamment *hacia afuera*. Son insertion internationale n'est pas complètement fixée pour autant, si ce n'est le degré et le rythme de l'ouverture aux Etats-Unis.

On peut encore imaginer la possibilité d'un scénario d'insertion internationale moins appauvrissante que celui qui prévaut à l'heure actuelle, conciliant la compétitivité internationale et une expansion du marché interne fondée sur une norme de consommation plus équitable.

L'intégration à l'économie nord-américaine des secteurs performants du système productif mexicain, consolidée par l'Aléna, est le pivot de la réorientation du régime d'accumulation issu de la longue phase de croissance *hacia adentro*. Cette redéfinition fondamentale de l'insertion internationale du pays signale un bouleversement pour le moins étonnant face à la

---

24. MARQUES-PEREIRA J., «La modernisation conservatrice des relations professionnelles et la régulation du marché du travail au Chihuahua», in Revel-Mouroz J. (coord.), *La frontière Nord du Mexique*, Editions IHEAL, Paris, 1995.

tradition nationaliste sur laquelle reposait la légitimation de l'Etat depuis la Révolution. L'adhésion forte au consensus de Washington ne semble pas ébranler le bloc au pouvoir, du moins jusqu'à présent, malgré la violence des réaménagements qu'elle implique. La crédibilité économique du pays se maintient relativement, malgré l'incertitude politique radicale résultant des difficultés de démocratisation interne du parti au pouvoir depuis soixante ans. La voie libérale n'est, il est vrai, contestée que dans ses effets sociaux, malgré le bruit entretenu autour du thème de la solidarité avec le fameux *Pronasol*, érigé en nouveau modèle de politique sociale par les organismes internationaux. Il paraît toutefois évident que la mise en compatibilité des intérêts socio-économiques, que l'Etat a réussie jusqu'à présent, est aussi précaire qu'est fragile une stabilisation sans croissance. On peut dès lors se demander si la préservation des anciens compromis institutionnels, tout en remettant radicalement en cause les acquis sociaux qu'ils ont signifiés dans le passé, est consolidable.

## mexique/brésil

Le retournement de l'autonomie de l'Etat au Mexique, symétriquement inverse du Brésil, appelle une analyse historique fine des formes de représentation politique des groupes d'intérêt dominants, des réseaux qu'ils tissent dans l'espace public, pour mettre en rapport les fortes valorisations financières et productives qu'ont connues certains d'entre eux avec les prises de décision qui ont permis la stabilisation. En ce qui concerne la légitimation qui en fut faite, l'image de l'Etat mexicain qu'a longtemps donnée la science politique - en le posant comme un cas d'école de corporatisme étatique, à l'opposé du corporatisme sociétal nord-européen<sup>25</sup> - semble en tous les cas abusive à la lumière de ce retournement. Il faut insister sur la détermination sociologique de l'Etat mexicain qui lui confère un rôle d'arbitre, ou du moins, lui a imposé depuis longtemps de se présenter comme tel et de produire, autant que dans les pays développés, une idéologie de l'intérêt général. Celle-ci se pose par rapport aux clivages de classes qui

---

25. *ndlr* : A propos des variantes de corporatisme désignées ici, une mise au point a été proposée par Bérengère Marques-Pereira, «La question sociale au Brésil : d'un corporatisme à l'autre», *CM* n°186, 1992.

reçoivent ainsi un traitement national, en même temps que le parti d'Etat, qu'est le PRI, unifie la nation en contrôlant les bases régionales du pouvoir politique. Une telle centralisation n'est toujours pas achevée au Brésil. Les efforts en ce sens, de l'*Estado Novo* de Vargas et de militaires, ayant été remis en cause par les démocratisations qui leur ont succédé. Cet impératif de rendre crédible à l'ensemble de la nation l'idée de l'intérêt général comme justification de l'action gouvernementale, a réduit, semble-t-il, les marges de manœuvre qui permettaient à l'Etat mexicain de gérer les contradictions économiques structurelles de l'ancien mode de développement. Cet impératif l'a empêché de le faire efficacement lorsqu'elles se sont manifestées dans les années 70, mais il l'a également poussé à tout mettre en œuvre pour récupérer rapidement sa capacité d'initiative.

A la différence du Brésil, l'Etat ne peut renouveler ses bases sociales lorsque se termine la première phase de la substitution des importations. Le problème est avant tout de nature politique face à l'élargissement de sa base financière, que lui procurait la rente pétrolière. Il s'est emprisonné dans la dépendance de syndicats dont il a perdu le contrôle, et dans celle des capitaux nombreux, mais sans parvenir à faire une politique du capital en général, c'est-à-dire considéré en tant qu'abstraction réelle<sup>26</sup>. Une telle configuration des intérêts le mène quasiment à la banqueroute lors de la fuite en avant qu'a été la gestion d'Echeverría et qui débouche sur la nationalisation des banques en 1982. On manque sans doute d'une explication détaillée qui éclaire comment cette configuration s'est renversée avec Lopez Portillo, mais il paraît évident que l'Etat mexicain, beaucoup plus qu'ailleurs en Amérique latine, a réussi à produire les bases du consensus libéral par la politique, sans devoir passer par l'hyper-inflation, et de le consolider au cours des présidences de De la Madrid et de Salinas de Gortari, au point que le libéralisme permet au vieux système politique de s'ajuster une nouvelle fois à la transformation de la société, comme il l'a toujours fait jusqu'à présent<sup>27</sup>.

---

26. MATIAS G. et SALAMA P., *L'Etat surdéveloppé, des métropoles au Tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1983.

27. BRACHET-MARQUEZ V., «Repenser la démocratie au Mexique», *Cahiers des Amériques latines*, n°16, Paris, 1993.

Dans le cas du Brésil, au contraire, le maintien d'une hyperinflation rampante, soigneusement administrée, traduit l'impossibilité, dans l'état actuel des rapports de force au niveau politique, de préserver les anciens compromis institutionnels. L'ajustement externe en a consommé la rupture qu'avait ajournée l'autoritarisme. En gelant le dynamisme du marché interne, il a en quelque sorte mis le feu aux conflits distributifs alors que la démocratisation, à l'inverse du Mexique, n'a pas permis d'éteindre l'incendie de façon politique. Le blocage de la stabilisation qui s'ensuit, et le caractère de plus en plus chaotique du régime économique auquel on n'a pu dès lors remédier jusqu'à présent, permettent d'avancer l'hypothèse qu'une interaction vertueuse entre le politique et l'économique peut difficilement s'établir sans que soit clairement posée, au niveau des politiques centrales de l'Etat, la question de la répartition. Les représentations sociales évoluent plus rapidement que ne le laisse penser l'image dominante de l'impasse. La violence de la monnaie se révèle désormais à l'opinion publique, tant il s'avère manifeste que l'accélération de l'inflation est le moyen d'une plus grande concentration du revenu. La question de la répartition est, au demeurant, posée depuis longtemps à des niveaux sectoriels où émergent des innovations institutionnelles importantes. En témoigne tout d'abord la gestion des équipements collectifs dans les grandes villes, et plus récemment, les négociations entre l'Etat, les syndicats, et le patronat pour moderniser les relations professionnelles, dont on peut croire qu'elles se généraliseront vu la concurrence que fait surgir sur certains marchés l'ouverture au marché mondial<sup>28</sup>.

## conclusion

La comparaison du Mexique et du Brésil met en évidence à quel point la conduite de la réforme économique va de pair avec la légitimation qu'il faut en faire et donc avec l'évolution des modèles de citoyenneté qui l'accompagne. Ce n'est pas là une relation mécanique. L'enjeu de la démocratie semble

28. PAULA LEITE M. de, «Modernización tecnológica y relaciones de trabajo en Brasil», in Dombois R. et Pries L., *Trabajo industrial en la transición : experiencias de América latina y Europa*, Nueva Sociedad, Caracas, 1993.

en effet plus présent dans le cas du Brésil. La stabilisation des anticipations peut être engagée par l'ancrage sur le dollar mais, pour résoudre le conflit distributif et enrayer l'enchaînement de ses effets économiques pervers, décrit plus haut, il faut que se mettent en place des procédures de concertation entre les acteurs sociaux qui institutionnalisent de nouvelles modalités de répartition. C'est là le défi politique qui conditionne la réussite de l'actuel plan de stabilisation. A défaut d'y faire face, la gouvernabilité politique paraît d'autant plus compromise que la régulation macro-économique peut devenir de plus en plus chaotique. Une sortie de crise ne paraît en quelque sorte envisageable que si elle se fait par le haut. L'avancement de l'organisation de la société civile permet cependant de croire qu'une telle issue n'est pas exclue, même si les chemins en sont particulièrement escarpés et impliquent des avancées comme des reculs. Elle paraît en tous les cas plus probable qu'au Mexique où la stabilisation en a fortement réduit la possibilité. Dans ce cas, on voit plutôt se profiler une complémentarité entre la réforme économique et la réforme politique qui rend plausible, dans le cadre de l'intégration au marché nord-américain, la légitimation d'une démocratie combinant la compétition politique et le clientélisme d'une aide sociale parant à l'aggravation de la pauvreté, faisant du rapport des individus à l'Etat une citoyenneté à géométrie variable.

La question de la dimension socio-économique de la citoyenneté ne s'en pose pas moins également dans le cas mexicain. Elle y fait d'ailleurs de l'avenir du marché interne, autant qu'au Brésil, une variable de la stabilité politique et économique. C'est à ce niveau que l'une et l'autre sont indissolublement liées. D'une façon générale, au-delà des particularités nationales, il faut rappeler qu'une résolution durable des conflits distributifs passe par une intermédiation financière qui permette d'échapper à un double cercle vicieux déstabilisateur. La réduction des salaires réels permettant de compenser la réduction des marges de profit est devenue la principale source d'un transfert vers la finance, au lieu de faire progresser l'investissement productif. Cette dynamique devient d'autant plus perverse qu'elle se déploie dans un contexte d'élévation des taux d'intérêts pour financer par la dette publique le déficit budgétaire, rendu ainsi incontrôlable au-delà d'un certain seuil. Les conflits distributifs deviennent dès lors particulièrement volatiles. Les modalités de la répartition s'avèrent en effet particulièrement sensibles à la conjoncture économique et

politique. Les stabilisations qui ont pu être engagées jusqu'à présent au Mexique n'ont fait que geler les conflits distributifs<sup>29</sup>. En jouant d'abord sur la violence de la monnaie, pour parvenir à imposer ensuite par la politique le maintien de la hausse des profits au détriment des salaires que l'inflation passée a permise, on s'expose à plus ou moins brève échéance à une reprise du conflit. La reconduction d'un système de répartition reposant sur l'exclusion sociale pose d'évidents problèmes de gouvernabilité dont on peut se demander si la résolution clientéliste est à même de stabiliser le régime politique. Par ailleurs, la menace de fuite du capital est sans doute neutralisée par la financiarisation, mais elle n'est pas levée tant que ne seront pas restaurées les conditions de rentabilité de l'investissement productif au-delà des biens dits échangeables.

Cela ne peut se produire par la voie d'une libéralisation sans restrictions, comme le souligne la critique néo-structuraliste de la stabilisation<sup>29</sup>. L'accumulation et la modernisation sont, dans de telles conditions, insuffisantes pour faire face à l'ouverture. L'appréciation de la monnaie est bien là une arme à double tranchant. En outre, le marché ne prendra en charge que les biens et services collectifs, dont la demande est solvable et peut croître, ce qui est insuffisant, tant du point de vue des externalités que du point de vue social. La stabilisation, pour être durable, présuppose une reprise de l'investissement productif suffisante pour que l'accumulation puisse progresser plus rapidement que la productivité. La progression de la productivité est simultanément une contrainte incontournable pour élargir par la production les marges de profit et permettre en outre une élévation des salaires réels sans aiguïser à nouveau les conflits distributifs. C'est bien pourquoi l'ouverture et la libéralisation des marchés financiers, bien qu'elles doivent être contrôlées, sont néanmoins incontournables. Un tel cercle vertueux ne peut se mettre en place sans que s'établissent de nouveaux compromis institutionnels. C'est la condition d'une évolution du marché du travail qui ne pousse pas les salaires à la baisse. La hausse des salaires est donc une nécessité autant politique qu'économique. Une norme de consommation plus équitable est devenue une condition de gou-

---

29.SALAMA P. et VALIER J., *Pauvretés et inégalités dans le Tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1994.

vernabilité dans les circonstances historiques nouvelles de la pression à la démocratisation qu'exerce la société civile. Elle est devenue, en outre, une condition d'adéquation de l'offre et de la demande globales. Il serait illusoire de croire, sans doute plus encore dans le cas mexicain que brésilien, que le marché extérieur puisse à lui seul garantir un niveau d'accumulation suffisant pour produire un tel équilibre.

En synthèse, on peut dire qu'un bouclage macro-économique stabilisateur est aujourd'hui dépendant d'une institutionnalisation effective des droits sociaux, qui garantisse l'indexation des salaires sur la productivité, et d'une redéfinition des droits monétaires objectivés dans le mode de financement et dans la structure des dépenses de l'Etat. La restauration de sa capacité de financement est impérative, d'abord pour améliorer l'offre des biens et services collectifs, dont une bonne part de ceux qui ont une vocation sociale ne peut se faire qu'à fonds perdus, et ensuite, pour être en mesure de concéder les subsides sélectifs que requiert, du moins provisoirement, la défense des secteurs productifs capables de résister aux nouvelles formes de concurrence. L'obtention d'avantages comparatifs dynamiques pour que la libéralisation économique ne soit pas régressive est à ce prix. Le financement d'une telle politique exige de remettre en cause les positions de pouvoir des groupes sociaux dont les intérêts ont prévalu dans les choix fisco-monnaïres qui ont mené au surendettement public. Une intermédiation financière qui ne soit plus le vecteur d'une financiarisation de l'économie, par laquelle la prime de risque payée par le secteur public au secteur privé consacre la prédominance des valeurs rentières sur les valeurs productives, exige une nouvelle configuration des intérêts, renégociant leur articulation avec le capital financier international pour les recentrer sur la mise en valeur salariale-industrielle de l'espace national<sup>30</sup>.

Est ainsi soulevé le problème du rapport entre l'Etat et la société que traduit l'inertie d'un système fiscal n'ayant jusqu'à présent laissé d'autre alternative que le surendettement public ou le blocage du processus de démocratisation, qu'illustre bien l'opposition Brésil/Mexique. Mais, au-delà des différences nationales, l'étatisation des emprunts externes et, ensuite,

---

30.THERET B., *op. cit.*, 1993.

l'explosion de la dette interne ou, au contraire, les modalités actuelles de son contrôle, manifestent le recours généralisé par les agents privés à un capitalisme de rente au fur et à mesure que se sont dégradées les conditions de reproduction du capital productif. S'il en a été ainsi, ce n'est pas en raison d'un trop d'Etat, mais du fait d'une absence d'autonomie de l'Etat par rapport aux groupes d'intérêt profitant d'un bouclage des finances publiques qui, dans les pires cas, peut devenir ainsi hyperinflationniste. Le *stop and go* auquel est alors condamnée la politique économique l'enferme dans un ajustement budgétaire permanent qui reconduit la spéculation financière au détriment d'un équilibre épargne/investissement<sup>31</sup>. Cette dysfonctionnalité macro-économique recouvre une fonctionnalité socio-politique qui fait précisément de l'apprentissage des décideurs un problème de décision sociale. Ce qui est en jeu dans le caractère erratique de la politique économique, c'est la capacité des gouvernants à nouer des compromis institutionnels dont la légitimité les rend irréversibles.

C'est bien là que se situe d'ailleurs la fragilité de la réussite de la stabilisation mexicaine. Le pacte des prix qui en est la base ne constitue en fait qu'une forme institutionnelle transitoire. Les compromis qu'elle agrège peuvent être rapidement remis en cause, vu la vulnérabilité externe, l'anémie du marché interne et les aléas d'une régulation politique qui confère à la violence une telle place que d'aucuns craignent une évolution à la colombienne. L'aggravement de l'une ou l'autre de ces contradictions risque de les mettre en synergie et de déclencher une crise généralisée autrement plus grave que celle de 1982, ce qui saperait définitivement les fondements du pacte de 1987, reconduit jusqu'à l'heure actuelle<sup>32</sup>.

La principale leçon qu'il faut tirer des échecs et de succès relatifs des tentatives de stabilisation est alors que les sorties de crise se jouent sur la question de la répartition et celle de la construction de l'Etat démocratique, ou pour être plus précis de leur interdépendance. C'est à ce niveau que se définit la possibilité d'une stabilisation ouvrant la voie d'une économie simultanément plus ouverte et plus juste, et qui serait ainsi l'occasion d'une rupture historique de la dynamique d'exclu-

---

31.FANELLI *et alii*, *op. cit.*, 1993.

32.SORIA V., *op. cit.*

sion sociale qui a fondé jusqu'à présent le développement latino-américain. Les marges de manœuvre pour concilier la contrainte externe et la démocratie varient selon les déterminations macro-économiques et macro-politiques propres à chaque pays qui définissent, dans le court terme, les possibilités de stabilisation et qui pèseront, à plus long terme, sur les atouts que peuvent ou non générer la restructuration productive pour un développement durable plus équitable. Le Brésil représente sans doute un cas limite, ce que laissent transparaître les difficultés politiques qui ont conféré à sa trajectoire un tour aussi explosif qu'en Argentine, alors qu'il disposait de plus d'atouts pour faire face aux déséquilibres budgétaires et monétaires engendrés par le resserrement d'une contrainte externe, d'ailleurs moins pesante que dans d'autres cas.

L'enjeu politique de l'ajustement ne se résume donc pas au paradoxe orthodoxe. Les configurations politiques spécifiques, héritées des anciens compromis institutionnels, qui expliquent la mise en œuvre, le succès ou l'échec des tentatives de stabilisation, déterminent des trajectoires d'ajustement qui, à leur tour, modifient ces configurations. Le Brésil semble, à cet égard, disposer d'une marge de manœuvre plus large que le Mexique, au regard des recompositions socio-politiques qu'a induites sa trajectoire économique. Une telle conclusion amène à s'interroger sur les irréversibilités négatives que peut engendrer une libéralisation de choc. Comme l'ont déjà montré diverses analyses critiques, elles se posent en termes de menaces d'une nouvelle déstabilisation aux conséquences difficilement prévisibles; elles se posent aussi en termes de répercussions politiques sur le long terme. Le cas mexicain ne pousse pas à l'optimisme, tant l'assise sociologique du consensus libéral paraît brouiller les cartes d'un débat politique qui, à la différence du Brésil, ne semble pas permettre aux acteurs sociaux de percevoir les alternatives existantes.

La crise financière qui a plongé le Mexique dans une violente récession depuis le début de cette année est venue démontrer à quel point la crédibilité économique était désormais suspendue à la gouvernabilité politique.

La mise à profit des institutions du corporatisme pour bloquer la démocratisation et réussir la stabilisation semble aujourd'hui se retourner contre les auteurs d'une telle stratégie. L'issue libérale est désormais mise en péril par la menace de rupture

du système politique et par la fuite en avant dans la récession pour rétablir les équilibres extérieurs au prix d'une destruction du parc industriel tourné vers le marché interne.

La contradiction entre le politique et l'économique devient ainsi quasiment insoluble, dans la mesure où la politique ayant pour but de sauvegarder ce qui reste de crédibilité économique augure mal de toute possibilité de renverser le *trend* d'accentuation des inégalités. Cela ne peut se faire sans une relance du marché interne et de l'appareil productif dont elle dépend. Or la démocratisation est désormais une condition de restauration de la gouvernabilité politique. A la première crise majeure sur ce plan, tout porte à croire que l'on assistera à une nouvelle crise financière provoquée par la fuite du capital.

## cuba : une voie révolutionnaire vers le capitalisme ?

alain daems \*

*A Nomar Salgado de Batabanó, le Cubain pícario  
qui a décidé de rester et à José Ferreras, le Cubain  
éthique qui a préféré l'exil."*

Ces dernières années, les Cubains - favorables ou non au régime socialiste - ont ressenti plus que jamais leur singularité, leur insularité, «*cette maudite circonstance de l'eau tout autour de nous*», comme disait le poète Virgilio Piñera. Aujourd'hui, ils ont décidé - faisant, contre très mauvaise fortune, cœur plus ou moins bon - de se rapprocher d'un système d'économie de marché. A leur façon pourtant, incertaine, toujours originale.

Le but de ce texte est de proposer une explication au fait que, cinq ans après la chute du Mur et le début d'une dégradation accélérée du niveau de vie des Cubains, le régime cubain n'a pas connu le sort des pays d'Europe de l'Est (première partie),

---

\* Assistant au Centre d'études latino-américaines de l'ULB. Bourcier du CGRI de la Communauté française de septembre 1988 à août 1990 à La Havane, pour y réaliser une maîtrise sur des «Aspects juridiques de la dette extérieure des pays d'Amérique latine».

\*\* Mes chaleureux remerciements à Julie, aux Oranne et Fransí, à Rubén Chababo et à Michele Buonomo pour leurs indispensables commentaires et amitié.

et de rendre compte de l'évolution actuelle car, contrairement à l'image véhiculée par les médias et confortée par le *leadership* continu de Fidel Castro, Cuba vit une restructuration rapide, profonde, brutale, que l'on pourrait synthétiser d'une formule lapidaire : une *perestroïka* sans *glasnost*, ou si peu. La nouvelle politique économique en marche à Cuba et ses premiers résultats ont d'évidentes conséquences sur les fondements de la légitimité politique des dirigeants révolutionnaires (deuxième partie).

## la légitimité révolutionnaire jusqu'en 1993

La crise qui frappe Cuba depuis la disparition du camp socialiste a eu pour résultat de trancher une question que certains se posaient encore : quelle est la solidité réelle du régime révolutionnaire cubain ?

Les élections législatives du 20 février 1993, malgré la limite essentielle que constituait le fait qu'il n'y avait qu'une seule liste, ont représenté un succès incontestable pour Fidel Castro, qui en avait fait un test politique pour l'avenir de la Révolution<sup>1</sup>. A la stupéfaction générale (correspondants sur place, diplomates, dissidents ou officiels cubains, ...), 88 % des électeurs ont voté exactement comme le demandaient les autorités révolutionnaires, cochant un à un tous les noms de la liste<sup>2</sup>.

1. «Castro dice que un fracaso electoral supondria el fin de la Revolución», *El País*, 25 février 1993.
2. Les votes restants se répartissent en bulletins blancs, «annulés» (terme qui recouvre la plupart des manifestations d'opposition sous la forme de slogans inscrits sur le bulletin de vote) ou «divisés», c'est-à-dire un vote nominatif pour certains seulement des candidats de la liste unique. Il était ainsi possible de ne pas accorder ses suffrages à Fidel tout en appuyant Roberto Robaina ou Carlos Lage par son vote. Même si le pourcentage de vote «uni» est, de manière prévisible, moins élevé à La Havane - 75% environ - il s'agit d'une victoire pour le régime qui ne s'est pas privé de publier l'ensemble des résultats, en ce compris le pourcentage des votes blancs ou annulés, alors qu'il s'y était refusé deux mois auparavant lors des élections municipales, se limitant à indiquer le nombre de votants et les noms des élus.

Un tel résultat, obtenu trois ans après la chute des régimes communistes des pays de l'Est européen et un an et demi après l'échec du coup d'Etat de 1991 à Moscou, dément une fois pour toutes les hypothèses les plus réductrices des «analystes» occidentaux sur les fondements du régime cubain. Si, réellement, le gouvernement révolutionnaire n'avait dû sa pérennité qu'à l'usage dispendieux des subsides soviétiques, à la sécurité des échanges commerciaux au sein du CAEM (Comecon) et à la protection militaire tirée de l'appartenance de Cuba au camp socialiste, la fin rapide du régime eût été inévitable. La dépendance économique, l'inefficacité et l'impopularité du système politique communiste, la faiblesse du «soutien passif» reconnu au gouvernement, attribué uniquement à des avancées sociales certaines mais menacées par la fin de l'aide des Etats communistes européens, tout cela aurait dû rendre impossible la survie du régime révolutionnaire.

Depuis ces élections, la dégradation continue de la situation matérielle n'a pas modifié un panorama caractérisé par l'apathe politique de la population, que seules nuancent des jacqueries sans lendemain, comme celle du 5 août 1994. Même la crise des *balseros* qui l'a suivie s'est clôturée sans qu'apparaissent les prémises d'une perte de contrôle politique.

## la fin du caem rend cuba sans énergie

La dégradation vertigineuse de la situation économique résulte directement de la crise du commerce extérieur de Cuba. Ni l'embargo des Etats-Unis (qui n'est pas un blocus, contrairement à ce que l'on dit à Cuba<sup>3</sup>), ni les années d'incurie bu-

3. Ni *a fortiori* un «double blocus», expression par laquelle on désigne d'une part l'embargo imposé par les Etats-Unis à leurs propres ressortissants, interdisant les contacts, et les pressions américaines sur tout qui commerce avec Cuba et, d'autre part, la réduction drastique des échanges commerciaux avec les pays de l'Est européen et l'élimination des conditions avantageuses dans lesquelles ils s'effectuaient.

Un blocus est une mesure de guerre qui consiste à intercepter militairement les véhicules ravitaillant l'adversaire. Ainsi du blocus des côtes cubaines par la marine américaine lors de la crise des missiles en octobre 1962 : autorisé sous certaines conditions en temps de guerre, il est illicite en temps de paix. /...

reaucraticque - reconnue aujourd'hui - dans la direction de l'activité économique, ne peuvent expliquer «une contraction de l'activité économique de l'ordre de 50 % en trois ans» (1989-1992)<sup>4</sup>, car l'un et l'autre de ces facteurs sont présents depuis trente ans. Il est vrai que les résultats économiques antérieurs à 1990 n'étaient guère plus satisfaisants : pénurie, gaspillage, faible productivité formaient le lot commun. Mais ces échecs partiels, relativisés par des avancées sociales indéniables, étaient loin du désastre inauguré en 1989.

Le commerce extérieur payé en monnaie convertible a été frappé par la conjonction d'un accroissement important de la dette extérieure et du resserrement du crédit international qu'a subis Cuba, comme tous les pays d'Amérique latine, depuis 1982. Le processus de *Rectificación* entamé en 1985 - qui visa à remplacer dans la production les gratifications matérielles par des incitants moraux - n'ayant pas eu les effets escomptés, les échanges effectués en monnaie convertible se sont réduits jusqu'à ne plus représenter que 15 % du total des échanges en 1990. La dépendance à l'égard des pays du CAEM s'accroissait au moment précis où les règles régissant leur commerce et son existence même étaient menacées, de manière tout à fait inattendue il est vrai.

La dissolution du CAEM, puis la disparition de la RDA et enfin celle de l'Union soviétique ont réduit ou tari l'importation de produits essentiels comme le pétrole, les intrants (engrais, matières premières, ...), les pièces de rechange et de nombreux biens de consommation, des aliments notamment. La variété des moyens de paiement et de compte en vigueur entre

---

(suite de la note 3)

Les mesures économiques de rétorsion, au contraire, sont autorisées pour autant qu'elles ne violent aucun accord bilatéral ou multilatéral et qu'elles ne puissent s'analyser comme une contrainte (Jean Salmon, *Droit des gens*, tome III, PUB, Bruxelles, 1990, pp. 540 et 655). Dans le cas cubain, l'illicéité des mesures américaines ressortirait de leur but avoué - le changement de régime à Cuba - contraire au principe de non intervention; ce que reflètent les récentes résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant l'embargo (par exemple les rés. 47/19 et 48/16) et les protestations de la Communauté européenne relatives aux mesures commerciales extra-territoriales.

4. Selon un diplomate présent à La Havane, cité dans *Le Monde*, sélection hebdomadaire, édition internationale, 8 juillet 1993, p. 2.

les pays socialistes ne permet pas d'obtenir des chiffres acceptables par tous pour traduire les effets de cette réduction, mais la tendance est incontestable. Ainsi, lorsqu'un économiste cubain déclare que, «*en 1989, la capacité d'importation de Cuba atteignait 8.1 milliards de dollars. En 1992, elle est tombée à 2.2 milliards*», on peut facilement en déduire, sans entrer dans les controverses sur les taux de change ou la valeur comparée de l'offre des pays socialistes et des pays capitalistes, que Cuba en est réduite à importer le seul pétrole, indispensable, sans même pouvoir s'en procurer dans des quantités similaires à la période antérieure à 1990.

C'est ainsi que le pétrole importé en 1989 s'élevait à 13 millions de tonnes, chiffre réduit à 6 millions de tonnes en 1992 et à moins encore en 1993 et 1994. Ces deux dernières années, en effet, la *zafra* (récolte de canne et processus de fabrication du sucre) n'a permis de produire qu'environ 4 millions de tonnes de sucre, principal générateur de devises pour Cuba. Cette chute exceptionnelle, par comparaison avec les 7 à 8 millions/an des productions des dernières années, est due principalement... au manque de pétrole lui-même. La raréfaction des livraisons de pétrole soviétique a ouvert, en raison de la dépendance énergétique presque totale de Cuba, ce qu'on appelle officiellement la «Période spéciale en temps de paix», par analogie avec les restrictions et rationnements du temps de guerre.

Lors du putsch manqué à Moscou, en août 1991, Fidel avait eu une attitude ambiguë, évoquant le respect des affaires intérieures de l'Union soviétique pour ne pas se prononcer contre la tentative (ni en faveur de celle-ci). Cette position contrastait tristement avec son appui à l'intervention des armées du Pacte de Varsovie en août 1968, en Tchécoslovaquie. Elle se comprenait pourtant, au regard de la position des putschistes qui, un par un, avaient visité La Havane dans les mois précédents et avaient assuré Cuba de leur soutien politique et de leur volonté de poursuivre des échanges commerciaux indispensables pour Cuba.

## la longue plainte des cubains dans la crise (*!No es fácil!*)

Pour rendre compte de la situation matérielle désastreuse avec la force nécessaire, aucun exemple, même le plus visible ou le plus symbolique, ne pourrait être aussi parlant que la dégradation générale de l'ensemble : logements, transports, secteurs de la production ou des services sociaux. L'industrie est en grande partie paralysée par manque de combustibles; l'agriculture voit des buffles remplacer les tracteurs, pour la même raison. En conséquence, le chômage technique a fait son apparition. D'autres travailleurs s'intègrent aux mobilisations qui emmènent des citoyens aux champs, ou cessent volontairement le travail. Ce ralentissement économique a rapidement entraîné le découragement et l'apathie.

L'approvisionnement alimentaire n'est plus garanti. Est-ce à dire que certains Cubains ont faim ? En tout cas, des pathologies dues aux déficiences nutritionnelles apparaissent et la population urbaine mange moins, maigrit. En ville, le vélo a remplacé la voiture individuelle ou le bus, alors que des attroupements se forment aux bords des autoroutes dans l'attente interminable d'un camion qui pourra charger quelques uns des voyageurs éventuels, souvent des provinciaux qui travaillent, étudient ou visitent leur famille en ville.

Dans ce décor, l'inflation, inconnue depuis trente ans, effare et désespère les Cubains. S'y ajoutent la dollarisation<sup>5</sup> ouverte de l'économie, officialisée en juillet 1993 par la légalisation de la possession de dollars; la corruption contrastant violemment avec le moralisme proclamé de l'idéologie révolutionnaire; le marché noir devenu pour beaucoup une occupation plein temps, parfois à la suite d'une décision réfléchie comparant les mérites respectifs, d'une part, d'un emploi ne procurant que des pesos peu utiles ainsi que la nourriture de plus en plus aléatoire de la cantine avec, d'autre part, une activité improductive permettant d'obtenir la contrepartie nécessaire pour

---

5. L'instabilité des prix exprimés en pesos cubains et l'indisponibilité de nombreux produits normalement vendus dans cette monnaie amènent souvent les vendeurs du marché noir à exiger le paiement en dollars des Etats-Unis, faisant de cette devise le principal moyen de paiement des particuliers.

faire du troc avec les paysans, ou des dollars, véritable sésame pour les magasins en devises bien approvisionnés. Comment vivre uniquement du riz, des haricots et des peu nombreuses denrées encore disponibles en pesos grâce à la *libreta* (carnet de rationnement), à des prix subsidiés ? Le reste ne peut venir que des dollars et du marché noir.

Enfin, les «pannes» d'électricité - coupures planifiées par zones et tranches horaires pour économiser le carburant - achèvent de désorganiser l'économie et de démoraliser des populations urbaines désœuvrées. Il est peu d'expériences aussi déprimantes que de rester chez soi dans l'obscurité de la nuit tombée, la télévision éteinte, l'appareil de musique silencieux, le frigo dégoulinant, le ventilateur immobile, en s'efforçant de tranquiliser des enfants angoissés par les ténèbres de tout le quartier, sans possibilité d'aller au cinéma (souvent fermé par souci d'économie), ni de lire un livre (le papier, qui doit être importé, n'est plus disponible pour l'impression depuis longtemps). L'obscurité, fréquente ces dernières années, a fait naître la crainte d'être attaqué par quelqu'un que l'on n'aurait même pas eu l'occasion de voir s'approcher. Cette peur n'est pas sans fondement, même si La Havane n'est pas Mexico, Caracas ou Rio de Janeiro. Les agressions contre les cyclistes ou même les piétons sont devenues communes. Cette «petite» délinquance, nouvelle dans son ampleur, est difficile à enrayer dans l'état actuel des choses électriques. Le sentiment d'insécurité est encore accentué par les nombreux accidents de la route, qui impliquent des cyclistes insouciantes et des automobilistes d'autant moins prudents qu'ils sont peu nombreux, même si les autorités multiplient les efforts de sécurité routière.

Le délabrement social, qui lézarde la vitrine la plus vantée des réalisations révolutionnaires cubaines, est moins visible aux yeux d'un observateur extérieur mais n'en est pas moins réel. Le «marché» du travail ne peut offrir de débouchés aux milliers de diplômés de l'enseignement supérieur; les étudiants sont, comme dans les années 60, orientés vers la production agricole pour tenter vainement de remédier aux carences alimentaires; le contenu de l'enseignement lui-même est bouleversé par la chute du système socialiste (cours de russe, de matérialisme historique ou d'économie planifiée...); le problème de la «double morale», sorte d'hypocrisie généralisée qui maintient un enseignement optimiste quasi inchangé face à une



TIGA, 1995

**Tiga (Jean-Claude Garoute)**

Né à Port-au Prince en 1935, il s'inscrit à douze ans au Centre d'Art. Vers 1950, il commença à étudier la céramique et en 1958, devient directeur du Centre de céramique à l'Education nationale, puis fondateur du Musée de la céramique (1959). Dès 1966, il entreprend des recherches sur les fondements d'une esthétique haïtienne. Il décorera le pavillon d'Haïti au premier festival des Arts nègres, à Dakar en 1966. 1972 marque le début du mouvement Saint-Soleil dont il est un des principaux animateurs. Après plusieurs séjours à l'étranger, il développe sa propre technique picturale, appelée «Soleil brûlé». En 1988, ouverture du Centre culturel «Kaytiga» qui abrite l'école Saint-Soleil et des expositions.

réalité décomposée, n'est pas résolu. Le secteur de la santé offre un tableau désespérant alliant un personnel démotivé, vendant parfois au marché noir les produits réservés aux patients, et un manque criant de médicaments, du plus vital à l'aspirine en passant par le préservatif, lui aussi vital d'ailleurs dans une société où la prostitution est en très forte hausse, plus rapide encore que celle du tourisme, auquel elle est pourtant liée. De la même manière, la mendicité refait son apparition, même si elle est surtout le fait d'enfants qui quémandent aux touristes les moyens d'obtenir des objets de consommation/signes de prospérité.

Cette dégradation brutale et profonde a eu évidemment des effets politiques importants : elle a accru d'autant le nombre des mécontents. Ils étaient déjà nombreux à regretter le refus de Fidel de suivre Gorbatchev dans ses réformes économique et politique. A l'aube des années 90, Cuba s'enfonçait dans un sous-développement dont elle avait semblé s'extraire, dès les années 60 dans les domaines des arts et des idées, sur le plan matériel ensuite. Les années 80, économiquement plus difficiles, avaient vu se développer une lassitude certaine face aux méthodes éculées du pouvoir révolutionnaire, qui éprouvait des difficultés manifestes à répondre souplement aux demandes foisonnantes de la génération issue du *baby boom* postérieur à la victoire du 1<sup>er</sup> janvier 1959 (lors du 30<sup>e</sup> anniversaire, plus de 50 % des Cubains étaient nés après la révolution). On pourra se demander longtemps si l'impossibilité de maintenir le modèle en place face aux exigences de consommation et de libertés individuelles de cette génération n'eût pas conduit, de toute façon, à une fracture.

## **les ressorts traditionnels de la passivité populaire**

Jusqu'en 1994, la majorité de la population, ulcérée par sa situation, en rendait le régime révolutionnaire responsable, critiquait le manque de perspectives personnelles et souhaitait le changement. Quiconque se rendait à Cuba y découvrait la population en crise profonde, marquée par une mise en cause au moins verbale du régime et de son incapacité à résoudre les problèmes. Convaincus qu'il est inexorable, les Cubains étaient pourtant peu nombreux à œuvrer pour provoquer un changement de régime. Malgré quelques jacqueries vite répri-

mées, généralement à la suite d'une tentative illégale de quitter l'île, arrêtée dans le sang par les gardes-côtes, ou à la suite du non-respect des promesses d'approvisionnement minimum de la *libreta*, il n'y avait pas de soulèvements, d'action politique organisée ou simplement massive visant à provoquer un changement politique. Pourquoi ? Comment expliquer qu'incriminant de plus en plus souvent l'incapacité ou les prétentions démesurées du gouvernement communiste, les Cubains se cantonnaient pourtant dans ces protestations verbales qui, évidemment, n'altèrent pas fondamentalement le contrôle du pouvoir révolutionnaire ?

Des éléments traditionnels de réponse individuelle ou collective existent. La répression est souvent désignée en premier lieu. Elle est réelle. La pression sociale et l'encadrement politique exercés à l'école, au travail, dans le quartier (par les Comités de défense de la révolution), empêchaient jusqu'il y a peu toute critique publique.

Aujourd'hui, la répression est plus ciblée, autorisant des manifestations individuelles de mécontentement limité à la situation matérielle. Par contre, les explosions spontanées de colère devant telle situation concrète de carence ou de gabegie entraînent une répression décidée dans le but manifeste d'éviter l'extension de la protestation. Les dissidents, eux, sont harcelés.

On peut citer encore la possibilité de sortir du pays qui s'est accrue pour de vastes catégories de personnes. La réaction la plus courante d'un Cubain qui n'accepte plus la réalité qui l'entoure est d'essayer d'en sortir, pas de la modifier. De plus, les deux démarches sont pratiquement exclusives l'une de l'autre car, s'il est aujourd'hui plus facile que jamais depuis le début des années 60 d'obtenir l'autorisation de quitter l'île<sup>6</sup>,

---

6. Ce qui ne signifie pas nécessairement la quitter réellement, car les Etats-Unis accordent de moins en moins de visas, même pour les visites familiales. Ils ne respectent pas même les accords migratoires bilatéraux permettant à 20 000 Cubains/an d'émigrer légalement, tout en encourageant l'immigration illégale, ce qui a provoqué la crise des *balseros* (voir *infra*). Les accords entre Cuba et les Etats-Unis qui y ont mis fin seront-ils mieux respectés ? La victoire des Républicains permet d'en douter. Le Mexique, autre destination souhaitée, n'accorde de visas que pour les personnes qui bénéficient d'une invitation pour des raisons professionnelles, souvent des artistes.

cela représente toujours une certaine faveur. L'impression prévaut qu'il faut se tenir à carreau pour en bénéficier.

Par ailleurs, les expériences post-communistes dans les pays de l'Est, et le sentiment d'échec social qui s'en dégage, accentuent le découragement ambiant. Dans quel pays le gouvernement a-t-il été chassé par un mouvement populaire sans que celui-ci ait une idée, fausse ou idéalisée peu importe, du système auquel il aspire ?

Les leçons des processus de transition de pays latino-américains accélérés par la pression des Etats-Unis n'incitent pas plus à la précipitation. Abel Prieto, membre du Bureau politique du Parti, en est bien conscient : « *Les gens font aussi leurs comptes. Que s'est-il passé à Panama après l'invasion ? Que se passe-t-il au Nicaragua après la défaite des Sandinistes : est-ce que les capitaux affluent ? [...] Comme le disait bien Garcia Márquez, les Américains peuvent chasser des gouvernements, mais ils sont incapables d'en soutenir.* »<sup>7</sup>

De plus, un phénomène de génération est probablement à l'œuvre. Les Cubains, même très jeunes en 1959, de la génération qui a connu la Révolution, identifient leur sort à une expérience dont l'échec, patent, implique aussi un bilan de leur propre existence. Cette identification peut conduire de nombreuses personnes, résignées, à souhaiter bonne chance aux plus jeunes dans leur action future éventuelle pour obtenir le changement, sans accepter de participer activement à la mise à mort de leurs illusions, qui reviendrait aussi à prendre acte de l'inanité des efforts et sacrifices consentis pendant plus de trente ans.

Enfin, si Miami offre un modèle de consommation pour la plupart des Cubains, il n'est pas dissocié du manque de crédit politique des dirigeants de la *Comunidad* (c'est-à-dire les Cubains vivant à Miami), ni de la crainte que le retour potentiel de nombreux Cubains après un changement de régime ne constitue une menace pour le logement de compatriotes restés à Cuba. En ce sens, les nouvelles des Cubains de Miami « faisant leurs valises », dès 1990, pour rentrer au pays, ont

---

7. Abel Prieto, entrevue au journal *La Gauche*, n°21 du 4 novembre 1992, reproduit dans *Cuba Sí*, n°101-102, 1993, Bruxelles, pp. 15-19.

provoqué une préoccupation d'autant plus perceptible qu'elles s'accompagnaient de publicités, dans les journaux de Miami, d'avocats offrant à leurs clients potentiels d'engager une lutte juridique acharnée pour faire rentrer les anciens propriétaires dans «leurs droits» dès la chute du régime actuel.

De plus, ceux qui refusent l'extrémisme revanchard des principaux ténors politiques de Miami autant qu'ils aspirent à un changement politique dans l'île vivent dans la hantise d'un choc frontal qui provoquerait un bain de sang<sup>8</sup>. L'archevêque Carlos Manuel de Céspedes l'exprime très simplement : «*Je ne connais pas de famille qui ne compte à la fois des partisans du régime, des opposants et des exilés. Comment ces gens pourraient-ils souhaiter une issue violente ?*».

Ces éléments d'incertitude, entretenus par la presse cubaine, expliquent sûrement en partie l'absence d'opposition organisée d'une certaine ampleur.

Aucune de ces raisons n'est seule en mesure d'expliquer pourquoi les lamentations et les critiques acerbes exprimées par les Cubains dans les conversations privées ne se sont pas traduites en action politique d'opposition, tant il est vrai que l'influence de phénomènes similaires dans d'autres pays n'a pas empêché leurs populations de se soulever lorsqu'elles jugeaient leur situation intolérable. Même réunis, et malgré l'impossibilité de mesurer la conjonction de tous ces facteurs, ils ne semblent pas suffisants. Pourtant, le passage de la protestation à l'action politique d'opposition ne s'est pas fait.

## **l'indépendance de la patrie, l'unité nationale et l'égalité comme solides fondements de légitimité**

Mon hypothèse est qu'un reste de légitimité idéologique cimente en quelque sorte les différents facteurs traditionnels et fait obstacle à une opposition active (cette idée a déjà été

---

8. On retrouve des personnes paralysées par ce choix impossible entre Miami et le *statu quo* jusqu'au sein des membres du Parti ralliés à la nécessité de changements politiques profonds. Voy. Roberto Espindola, «Cuba's difficult spring», *Annales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes*, n°11-12, CREALC, Toulouse, 1992, pp. 16 et suivantes.

avancée par Antoni Kapcia<sup>9</sup>). Le régime révolutionnaire continue à incarner des valeurs nécessaires à la légitimité<sup>10</sup> de tout pouvoir à Cuba.

Parmi ces valeurs, l'indépendance nationale occupe évidemment une place de choix. Plus que le socialisme, le concept de patrie est au centre de la symbolique révolutionnaire, où il s'oppose à la réalité historique de la colonie («la plus vieille des Amériques»), de la néo-colonie (qui court de l'indépendance à 1959, et dont l'Amendement Platt<sup>11</sup> fut un sinistre et visible exemple jusqu'en 1934) et de l'embargo (en vigueur depuis 1961 et renforcé récemment par la loi Torricelli<sup>12</sup>).

A l'indépendance de la patrie a été associée l'unité nationale : alors que la première guerre d'indépendance avait débuté par l'affranchissement des esclaves (pour qu'ils puissent se joindre à la lutte des propriétaires indépendantistes), le gouvernement révolutionnaire a mis fin dès 1959 au système de

9. Antoni Kapcia, «The Cuban revolution in Crisis : the Ideological Dimension», dans *Annales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes*, n°11-12, CREALC, Toulouse, 1992, pp. 16-30.

10. J'entends ici par légitimité ces «*principes ultimes qui rendent normales, acceptées, les normes imposées*», J. Habermas, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Payot, Paris, 1978, p. 134.

11. L'amendement Platt, du nom d'un sénateur des Etats-Unis, a été annexé à la Constitution cubaine lors de l'indépendance de Cuba en 1902. Il prévoyait le droit pour les Etats-Unis d'intervenir militairement chaque fois qu'ils l'estimeraient nécessaire au maintien de la paix sociale et de ... l'indépendance de Cuba ! Avant sa dénonciation en 1934, les Etats-Unis ont fait plusieurs fois application de cette faculté pour renverser des gouvernements cubains récalcitrants. S'appuyant sur ce texte, ils obtinrent la cession des terres requises pour installer les bases militaires de Bahía Honda et de Guantánamo (cette dernière toujours en activité), des privilèges commerciaux exorbitants et l'administration de l'île des Pins (aujourd'hui île de la Jeunesse).

12. Du nom de son auteur R. Torricelli, président du sous-comité des affaires inter-américaines de la Chambre des Représentants des Etats-Unis. Cette «loi pour promouvoir une transition rapide et dans l'ordre de Cuba vers la démocratie par l'application de mesures de pression et d'incitation appropriées», renforce l'embargo et sanctionne les pays tiers commerçant avec Cuba. Elle a été condamnée par le Parlement européen et fait l'objet d'une plainte officielle du Conseil auprès du Département d'Etat.

ségrégation raciale en vigueur à Cuba comme dans le Sud des Etats-Unis, il a toléré ou mis en valeur des éléments de l'idiosyncrasie cubaine («la cubanité»), comme les religions afro-cubaines.

Le concept de patrie, à Cuba, inclut aussi l'exigence d'unité politique. La Révolution a supprimé le pluralisme politique, qu'elle avait réinstauré, pour forcer l'unité de toutes les forces révolutionnaires, en rappelant le combat similaire mené à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par José Martí, père de l'indépendance, également surnommé l'Apôtre. Pour lutter contre l'Espagne tout en se préservant de l'influence intéressée des Etats-Unis, José Martí avait prôné longtemps et obtenu enfin l'unité de toutes les forces indépendantistes, juste avant de déclencher la guerre victorieuse de 1895<sup>13</sup>. Aujourd'hui, cependant, une telle unité politique fait fi de la diversité sociale et culturelle cubaine.

L'hostilité des Etats-Unis est évidemment un facteur de cohésion. A propos de la récente loi Torricelli, Abel Prieto, jeune membre du Bureau politique, note : «*Cette loi est un désastre économique pour nous, mais du point de vue politique cela va unir les gens. Quiconque a un peu de dignité ne peut qu'être choqué*».

Sans cesse, la défense de la patrie a été associée à l'exigence d'unité politique : tout opposant est un traître à la patrie, une conception qui n'est pas démentie par la sortie vers l'étranger, souvent Miami, de nombreux opposants affirmés<sup>14</sup>. Connexe à l'idée de patrie, la *lucha*, l'héroïsme massif. Cuba est le David qui s'oppose au Goliath *yankee*. Fidel incarne mieux que tout autre cette lutte perpétuelle<sup>15</sup>, source de toute gran-

13. Sur l'importance de la filiation entre la révolution de 1959, qui permit d'échapper au statut de néo-colonie américaine, et la guerre d'indépendance de 1895, voir Jesús Díaz, «Cuba: los anillos de la serpiente», publié notamment dans *El País*, 12 mars 1992.

14. Avec de remarquables exceptions cependant, comme Sebastià et Gustavo Arcos Bergnes, qui refusent obstinément l'exil offert en échange de leur liberté et font, de ce fait, des séjours répétés en prison depuis vingt-cinq ans. Voir notamment Roger Lallemand, «Les frères Arcos et Cuba», carte blanche, *Le Soir*, 4 et 5 septembre 1993.

15. Certains Cubains n'hésitent pas à dire : «*Aquí el pueblo no es comunista, es Fidelista*».

deur, utilement prolongée par le concept du «peuple en armes» ou de l'aide solidaire aux «justes causes» de par le monde. Pour Carlos Lage, figure montante responsable de la nouvelle politique économique, «rien ni personne ne réussira à soumettre ce peuple merveilleux, qui base sa résistance actuelle sur un instinct puissant de sa propre histoire»<sup>16</sup>. Le développement économique et social lui-même a été organisé sous forme de campagnes et de mobilisations par brigades apportant, surtout en milieu rural, des améliorations du niveau de vie sous forme d'infrastructures électriques, routières, etc., qui pèsent d'un poids non négligeable dans l'appui persistant à la Révolution.

Antoni Kapcia parle du concept de «lucha (lutte), qui avait été la pierre de touche de la tradition nationaliste cubaine depuis 1868, et s'est traduite par une implication de toute la nation, à travers les milices, les récoltes de cannes à sucre et les diverses "campagnes" quotidiennes, pour ne rien dire de "l'éthos de l'avant-garde" qui voyait dans le foco guérillero le destin de Cuba et dans son mode de développement un modèle».

L'écrivain Jesús Díaz retrace l'importance de ce concept dans l'histoire cubaine en rappelant la discussion qui opposa José Martí à Antonio Maceo, général de l'armée indépendantiste, au cours de laquelle Martí, artisan de l'unité en vue des combats mais soucieux de construire une république qui s'épargne les guerres intestines caractéristiques des Etats latino-américains du XIX<sup>e</sup> siècle, apostropha en ces termes le dirigeant militaire, obsédé par les divisions qui avaient affaibli les patriotes de la première guerre d'indépendance : «On ne fonde pas une république, Général, comme on dirige une caserne». Martí mort au combat peu de temps après, Maceo conduisit la nation cubaine à la victoire contre l'Espagne, seulement et partiellement frustrée par l'intervention militaire américaine de 1898. Pour l'écrivain, qui a récemment quitté Cuba après avoir soutenu le processus révolutionnaire tout au long des décennies précédentes, les débats qui ont animé la direction révolutionnaire dans les années 60 sont un écho de cette discussion fameuse et difficile. Elle se serait conclue, dans les faits, par la victoire de la conception de Fidel Castro décidé, lui

16. Cité dans M. Lopez Vigil, «Cuba ¿resiste o claudica?», *Envío*, n°140, Managua, août 1993.

aussi, à diriger Cuba «comme on dirige une caserne», privilégiant une lutte intransigeante plutôt que l'élaboration de compromis politique<sup>17</sup>.

Un autre élément, moral, éthique, qui est très présent dans toute la symbolique révolutionnaire, c'est le principe d'égalité. Corollaire de l'idéologie socialiste, il a également une autre connotation à Cuba. On représente la révolution cubaine comme ayant mis fin à la corruption régnant auparavant : la disparition proclamée d'une pratique qui subsiste mais dans une moindre mesure et sans cesser d'être combattue. Abel Prieto l'énonce de la manière suivante : «*La cubanité possède deux figures opposées : celle du picaro, du démerdard qui cherche toujours son avantage personnel. A l'opposé, tu trouves le cubain éthique : c'est l'exemple de José Martí, de la direction actuelle de la Révolution, de Fidel... Même les pires ennemis de Fidel ne l'accusent pas de corruption. Je pense que nous avons réussi à ce que, au niveau collectif, ce soit l'homme éthique qui prédomine.*»

Ce principe d'égalité était aussi sous-jacent dans la justification de l'élimination des marchés libres paysans, une institution en vigueur au début des années 80 et supprimée parce qu'elle avait pour effet d'enrichir considérablement les paysans (autorisés à vendre leur surplus de production aux particuliers) mais aussi les intermédiaires (grossistes, transporteurs, ...). La visibilité d'une telle richesse était susceptible de miner le fondement idéologique égalitariste du régime, comme l'indique Ricardo Alarcón, président de l'Assemblée nationale, qui évoquait la «*richesse absurde*» de certains paysans<sup>18</sup>.

La lutte pour l'émancipation de la femme est un autre exemple d'action politique articulée autour du principe d'égalité. Réelle, en dépit d'attitudes machistes persistantes, elle a eu pour résultat d'éradiquer la prostitution (réapparue il y a peu à la «*faveur*» de la crise) et d'incorporer un pourcentage élevé de femmes dans la vie professionnelle active.

La manière dont on dépeint les dissidents, pour les discréditer,

17. Jesús Díaz, «Grandeza y miseria de la utopia cubana», *Claves*, n°39, Madrid, janvier-fév. 1994, p. 16.

18. *Le Soir*, 30 août 1993.

exprime également ces valeurs patriotique et égalitaire, et reflète la certitude que la population les partage : les campagnes de dénigrement insistent systématiquement sur leurs divisions internes, leurs liens avec les Etats-Unis ou d'autres ambassades occidentales, leur vénalité, le manque de fermeté vis-à-vis de leurs propres principes.

Ainsi sommairement identifiés, ces principes de légitimité s'enracinent dans l'histoire cubaine depuis les premières guerres d'indépendance jusqu'en 1959, toujours dans un cadre d'opposition aux gouvernements en place. Après la Révolution, ils forment la base idéologique à laquelle adhèrent de larges couches de la population. Comme le dit encore Antoni Kapcia, il s'agit d'un « *consensus puissamment mobilisateur dont le rôle était triple : légitimer de tangibles avantages sociaux, justifier la direction choisie et achever de convaincre la population cubaine, déjà favorablement disposée et soumise à une atmosphère de mobilisation permanente, au discours révolutionnaire et à un nationalisme strident* »<sup>19</sup>.

On pourrait bien sûr choisir d'autres principes que l'indépendance nationale, l'égalité et la *lucha*. Kapcia ajoute l'éducation, le ruralisme, l'impératif moraliste, l'unitarisme. Pour Jesús Díaz, au contraire, seule l'aspiration à l'indépendance nationale est réellement populaire. Le socialiste français Jean-Luc Mélenchon semble aller dans le même sens, lui qui décrivait ainsi une récente visite à La Havane : « *Ecrivains, cinéastes, journalistes, qu'ils soient très ostensiblement favorables au régime ou très critiques [...] n'évoquaient que les problèmes du développement et de l'affirmation de l'identité cubaine. Ils ne traitaient du socialisme et du régime que comme expression de ces derniers à un moment donné, aujourd'hui. En ce sens la discussion sur le "socialisme réellement existant" à Cuba n'était jamais une discussion de type idéologique. On pourrait m'objecter que cet ordre de logique est le propre des intellectuels. Mais les hauts responsables du régime que j'ai rencontrés ne discutaient pas autrement* »<sup>20</sup>.

S'il apparaît que l'incapacité des Cubains à se tourner contre

19. Kapcia, *op. cit.*, p. 24.

20. Jean-Luc Mélenchon, « Cuba si ! », *Politis*, 2<sup>e</sup> trimestre, 1993, p. 105.

le régime est due, pendant cette «période spéciale», surtout au fait qu'il continue à incarner les valeurs ancrées dans l'identité collective cubaine, ces ressorts de légitimité s'affaiblissent peu à peu. La crise n'a fait qu'accélérer le mouvement, à la fois par l'évolution des aspirations de la population et du fait des mesures prises pour atténuer la crise, qui ont pour effet pervers de miner l'identification entre ces valeurs et le régime révolutionnaire. La radicalité avec laquelle les valeurs révolutionnaires sont constamment affirmées, le décalage avec la réalité, l'absence de contre-discours publics dénonçant ce décalage, accentuent un affaiblissement des valeurs de la société cubaine de plus en plus perceptible et pernicieux, rappelant la portée des mots de Montaigne : «*Le premier trait de la corruption des mœurs, c'est le bannissement de la vérité*».

Le gouvernement révolutionnaire s'est vu confronté à la difficile nécessité de ne pas trop s'écarter des valeurs qui avaient assis sa légitimité, tout en répondant de manière suffisante aux revendications de liberté et de consommation de la jeune génération, tant il est vrai, comme le dit G. Ferrero, que «*l'ordre social est un édifice perpétuellement à reconstruire, parce que les principes de légitimité qui le soutiennent, tous partiels et limités, ne s'imposent jamais pour toujours*»<sup>21</sup>.

---

21. G. Ferrero, cité par Ignacio Ramonet, «Les certitudes de M. Fidel Castro», Du communisme réel à l'ambition démocratique, *Le Monde diplomatique, Manière de voir* n°7, février 1990, pp. 50 et suivantes.

## 1994 : vers le capitalisme à marche forcée ?

Les difficultés du pouvoir révolutionnaire à incarner encore les principes de légitimité sur lesquels il s'est bâti s'accroissent du fait de la crise et des mesures prises pour la pallier. Elles rappellent irrésistiblement l'expérience vietnamienne récente : une libéralisation économique sans ouverture politique réelle, hormis la reconnaissance progressive des exilés comme partie de la famille cubaine. Ces mesures commencent à produire leurs effets, créant une situation paradoxale caractéristique d'une transition menée par les dirigeants du système antérieur et que *Le Monde* résumait, le 27 janvier 1995, dans un article intitulé «La seconde révolution cubaine» : «*Fidel Castro a beau marteler à chaque occasion que "Cuba ne reviendra pas au capitalisme", son île n'en continue pas moins sa mutation, menée tambour battant, d'une planification socialiste vers une économie de marché "encadrée"*».

L'évolution, accélérée depuis quelques mois, est effectivement troublante. Ainsi, Fidel est-il d'abord passé d'un discours proclamant «*Cuba ne fera aucune concession*», en avril 1991, à «*Sacrifions ce qu'il faut sacrifier ! Oui, ce sont des concessions que nous faisons aujourd'hui, mais c'est dans le but de sauver le socialisme*» en juillet 1993, lorsqu'il annonce la légalisation du dollar dans l'île. Nouvelle volte-face ? Fidel s'exprimait en décembre 1993 devant l'Assemblée nationale cubaine par ces paroles fortes : «*Par moments, ce qu'on ressent, c'est une envie de crier : vive le socialisme, vive le communisme, vive le marxisme-léninisme ! J'ai des convictions et je n'y renoncerai pas. En premier lieu, je crois au socialisme. Et je hais le capitalisme. Plus je vois le capitalisme, plus j'aime le socialisme*».

Quelques mois plus tard, le jeune et influent ministre des affaires étrangères, R. Robaina affirmait devant un parterre d'entrepreneurs madrilènes : «*Ce que Cuba peut connaître de plus bouleversant, c'est le retour au capitalisme. Si cela se produit, les entrepreneurs seront comme un poisson dans l'eau parce que, aujourd'hui, à Cuba, toutes les garanties existent pour investir en toute sécurité*»<sup>22</sup>.

22. Carlos Celaya, «De quién será Cuba cuando llegue el momento?» *El País*, 18 septembre 1994.

Comment comprendre ces discours contradictoires ? S'agit-il de divergences de vue au sein de la direction cubaine ou simplement de discours adaptés à des publics différents ? L'un et l'autre, probablement. Pour répondre, il faut d'abord décrire le processus de réformes en cours.

## **des réformes limitées pour un objectif flou**

La politique économique menée depuis deux ans déjà correspond à un projet porté par une génération de membres du parti qui n'ont pas connu les épopées militaires de la révolution. Prenant progressivement place aux postes de direction, dès 1990, sous la pression des demandes insatisfaites des jeunes désireux de sortir du rigide formalisme culturel antérieur, cette jeune génération semblait néanmoins incapable d'influer réellement sur les choix économiques et politiques de la direction du parti et du gouvernement, occupée par le groupe des combattants révolutionnaires auxquels Fidel a toujours fait confiance, choisissant parmi ces derniers entre les pro-soviétiques et les pro-nationalistes selon les périodes.

Cette inertie et ces résistances ont été balayées par la crise. Le 4<sup>e</sup> Congrès du parti, reporté de mois en mois à cause de la situation économique difficile (officiellement du moins), a finalement donné lieu, en novembre 1991, à une bagarre opposant les partisans de réformes profondes aux avocats des recettes habituelles (plan alimentaire, volontarisme dans la production et les services, mobilisation des citoyens vers les campagnes, tourisme et ouverture aux investissements étrangers mais en maintenant une séparation rigide entre le secteur en devises et le secteur en monnaie nationale, etc.).

La victoire finale des seconds fut nuancée par l'exigence de résultats positifs rapides, ce qui ne s'est pas produit. Les partisans des réformes avaient inclus dans les résolutions finales la possibilité de convoquer un Congrès extraordinaire pour constater l'échec prévisible et lancer un programme de réformes radicales. Cela n'a pas été nécessaire, les «jeunes» prenant la direction des opérations sans tambour ni trompette dès l'année suivante, et implantant progressivement leur politique.

Les premières mesures décidées au cours de l'année 1993, jugées imbuables peu avant, singulièrement la légalisation de

l'emploi du dollar par les particuliers, étaient à la fois la preuve d'une capacité d'adaptation et du pragmatisme des dirigeants cubains, que beaucoup croyaient impossible, et une manière de réintégrer dans le champ du discours autorisé une réalité connue de tous. En ce sens, elles étaient très positives.

Paradoxalement, le risque n'était pas moins grand de voir ce nouveau renoncement aux idéaux si souvent proclamés accentuer un peu plus le sentiment que tout est permis, que le discours des dirigeants révolutionnaires ne reposait plus sur aucune politique et que, donc, les sacrifices actuels et les restrictions aux libertés publiques ne servaient qu'à préserver leur pouvoir; ce qu'un ami cubain traduisait simplement, en commentant la légalisation du dollar par ces mots: «*Pour Fidel, ça ou autre chose, c'est du pareil au même. Pendant ce temps, il reste au pouvoir.*» Une lecture moins machiavélique était possible, mais elle se heurtait à l'opacité des réformes et à l'absence de discours clair des responsables politiques.

Entre 1992 et 1994 en effet, le tâtonnement, le caractère limité et progressif de l'implantation des réformes et un discours inchangé à la population donnaient une impression de flou. Tâtonnement ou pragmatisme, cette période floue correspond également à une lutte politique entre partisans de réformes profondes et «conservateurs», comme en témoigne cette «petite phrase» de Carlos Lage à propos des secteurs ouverts aux investissements étrangers: «*Il y en a certains que nous n'aurions pu accepter il y a trois ans et qu'on accepte aujourd'hui; l'expérience nous indique que nous pouvons assumer des choses qui semblaient inconcevables*»<sup>23</sup>. Rétrospectivement, on peut pourtant déceler dans des déclarations des nouveaux responsables politiques, faites à des interlocuteurs étrangers uniquement, les caractéristiques de ce processus. En visite en Belgique en 1992, Abel Prieto commentait la politique gouvernementale dans ces termes: «*Je ne pense pas que le programme de Cuba soit un programme suicidaire. C'est un programme qui cherche des formules concrètes pour sauver le pays, sans inégalités, sans politiques d'électrochocs à la FMI. Avec de telles politiques de choc, si la révolution cubaine oubliait ses objectifs socialistes, ses principes socia-*

23. Fernando Villagrán, «La crisis de Fidel», *APSI*, n°475, du 2 au 15 mai 1994, Santiago de Chile, p. 11.



TIGA, 1995

*listes, ses principes de solidarités humaines, elle ne tiendrait pas trois mois.»*

La progressivité, le pragmatisme et l'ambiguïté sur le rôle du socialisme marquent en effet cette période.

Voici les mesures principales de cette première étape des réformes et certaines de leurs conséquences.

- Sur le plan commercial, la nouvelle direction a obligé les entreprises à obtenir une part croissante des devises nécessaires à leur fonctionnement et s'est concentrée, pour financer les importations incompressibles, sur la recherche de nouveaux marchés pour les produits cubains traditionnels - le sucre, le nickel, les agrumes, le tabac - et certains plus récents comme les produits pharmaceutiques. Malgré certains succès, les principaux partenaires commerciaux de Cuba restent, dans l'ordre, la Russie (qui vient de reprendre ses livraisons de pétrole en échange d'une location d'installations militaires d'écoute du territoire américain), la Chine et l'Espagne<sup>24</sup>, même si la Communauté européenne dans son ensemble est devenue le premier destinataire des exportations cubaines et si certains pays latino-américains - le Vénézuéla et le Brésil, notamment - ont fait connaître leur intention d'intensifier leurs relations commerciales avec Cuba.

Par ailleurs, la nécessité d'auto-financement en devises des organismes et institutions publiques conduit tous les ministères à essayer de vendre des biens ou des services à l'étranger. Ce contact avec des partenaires inscrits dans les logiques de marché rendra peut-être plus efficace le fonctionnement de certains agents économiques cubains; il présente néanmoins le risque de rendre moins solide encore le discours sur l'indépendance nationale. L'exemple le plus frappant est celui des *Fuerzas Armadas Revolucionarias*, armée issue de la guérilla et éprouvée au feu des guerres d'Angola et d'Ethiopie notamment, fer de lance symbolique et réel des idéaux révolutionnaires cubains. Sa recherche de devises l'a conduite - après avoir envoyé certains de ses officiers acquérir à l'étranger une indispensable formation au *management* - à créer plusieurs sociétés commerciales dont la société *Gaviota* est la plus connue. Elle se charge d'organiser des tournées artis-

24. «Masivo desembarco de empresarios españoles en Cuba», *El País*, 6 novembre 1994, p.12 du supplément dominical.

tiques lucratives à travers le monde et le tourisme étranger dans l'île, livrant dans cette activité une forte concurrence aux autres entreprises de tourisme.

- L'ouverture aux investisseurs étrangers, a commencé en réalité dès la fin des années 80 et était soutenue comme un moindre mal par la vieille garde, qui aurait voulu se contenter de cela. Après quatre années de détérioration continue, certaines portes s'ouvrent, surtout en Amérique latine et en Europe (France, Allemagne, Espagne). Le Mexique, par exemple, après avoir racheté la moitié du réseau téléphonique cubain l'an passé, vient d'annoncer un investissement d'une valeur de dix milliards de francs (le convertissant *ispo facto* en premier investisseur étranger à Cuba) pour racheter et aménager la raffinerie de pétrole de Cienfuegos. Pour atténuer l'extrême dépendance énergétique, les autorités cubaines ont accordé des concessions d'exploration à d'importantes sociétés pétrolières française, canadienne et britannique. Les investissements espagnols et canadiens se concentrent cependant sur le secteur du tourisme, qui reste le principal attrait de Cuba aux yeux des investisseurs.

- Le développement du tourisme, également entamé dès 1985, a été accéléré par l'ouverture plus décidée aux capitaux étrangers. Aujourd'hui, la plupart des grands hôtels (dont le symbolique *Habana Libre*, ex-Hilton) sont gérés par des sociétés mixtes, à majorité de capital étranger, et de nombreux hôtels vont être construits par des sociétés à 50 % de capital étranger. Si le nombre de touristes et les revenus qu'ils génèrent ont augmenté, ce n'est pas sans influence sur le climat politique. En effet, les corollaires assumés du développement du tourisme ont pour nom prostitution, discrimination, corruption. La prostitution qui s'affiche aujourd'hui à La Havane, dans la triple mesure où elle symbolisait l'immoralisme du régime antérieur, où elle servait de repoussoir à l'idée de retour au système capitaliste et où elle racole auprès des étrangers uniquement, est un de ces renoncements susceptible d'éroder la charge symbolique attachée à l'indépendance nationale. Le jeu, par contre, autre symbole du tourisme américain des années 50, reste interdit.

L'idéal d'égalité est affecté, pour sa part, du fait des Cubains qui vivent du marché noir, de la prostitution ou des devises qu'ils obtiennent au contact des touristes.

• La légalisation de la possession de dollars par les particuliers, qui leur permet de recevoir de l'argent des membres de leur famille immigrés à Miami et d'accéder aux hôtels ou de s'approvisionner dans les magasins réservés jusque là aux étrangers possesseurs du sésame «dollar», met fin à une discrimination très mal ressentie par des Cubains qui n'hésitaient guère à parler d'*apartheid*. Depuis juillet 1993, la seule différence reconnue est celle qui sépare ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas. En ce sens, la légalisation de la possession de dollars, reconnaissance indispensable d'un état de fait en même temps que moyen de réintégrer dans les réseaux de l'Etat une partie des devises en circulation, légitime une source de différenciation essentielle à Cuba. De la même manière, les privilèges des dirigeants sont ressentis comme des provocations lorsque leur discours exhorte à «partager l'austérité» ou à «répartir la pénurie»<sup>25</sup>.

• Alors que la capacité d'importation s'était réduite de 70 % en deux ans, la réduction du PIB a été limitée à 23 %. Comme le disait Carlos Lage Dávila, un médecin quadragénaire, personnage central du processus de transformation actuel, devant un groupe de parlementaires européens, «*la voie choisie était que les limitations dues à la rupture des relations commerciales n'influent pas avec la même magnitude sur la vie économique et dans la vie des gens. Contraints à une réduction généralisée de la consommation, on a choisi d'étendre ce que nous avons, un groupe de produits rationnés, alimentaires ou industriels, et de les distribuer le plus équitablement possible*».

Opérant une comparaison avec la situation des pays d'Europe occidentale après 1945, Carlos Lage soulignait que les gouvernements de ces pays n'avaient aucunement appliqué une politique néo-libérale, à l'instar de celle que l'on conseille aux autorités cubaines aujourd'hui. Exposant avec une grande maîtrise et un égale franchise le projet de réforme à ses interlocuteurs européens, Carlos Lage ne niait pas que les conséquences des nouvelles options économiques étaient

25. «*Preferimos la austera vida de todos al bienestar y el lujo de unos pocos frente al hambre y la miseria de la mayoría*» (on a préféré une vie austère pour tous au bien-être et au luxe pour quelques-uns face à la famine et la misère de la majorité) : paroles de Carlos Lage, cité par M. López Vigil, *op. cit.*, 1993, p. 26.

prévisibles et acceptées au nom du but social poursuivi : «*Nous savions que la population verrait croître l'argent en sa possession, que le marché noir allait embellir et que les contradictions allaient s'approfondir entre les conditions de vie de la population et la nécessité de stimuler un marché et une activité en devises, comme le tourisme. Nous connaissions ces inconvénients qui, aujourd'hui, se manifestent douloureusement et nous savions qu'un jour, nous devrions aussi affronter ces problèmes-là. Néanmoins, ce chemin était plus humain, plus supportable pour la population que d'appliquer des mesures d'ajustement dans les conditions de crise abrupte et profonde que nous connaissions*»<sup>26</sup>.

- Des stimulants à la production ont été introduits dans le secteur agricole des coopératives, avec l'objectif d'améliorer l'offre alimentaire, dont le déficit est le problème principal de la population cubaine. Les fermes d'Etat ont été peu à peu converties en coopératives.

De plus, le travail indépendant a été institué, non sans hésitation. Les restaurants de particuliers, tolérés brièvement, ont été éliminés à cause de trafics intenses pour obtenir les aliments nécessaires.

- De nombreuses entreprises, non rentables où trop consommatrices d'énergie pour pouvoir continuer à produire ont été fermées, rompant avec un autre des canons de l'économie socialiste, l'absence de chômage. Consacré par la Constitution, le travail est une obligation dans la société socialiste. Par ailleurs, la Révolution a constamment stigmatisé les personnes sans emploi, moyen commode de critiquer les dissidents ... ayant perdu leur travail du fait de leurs prises de position politiques (parasites, fainéants, *lumpen* sont des insultes qui faisaient parties du vocabulaire politique courant). Aujourd'hui, le ralentissement de l'activité économique a conduit de nombreux travailleurs au chômage. Ils bénéficient d'une indemnité représentant 60 % de leur salaire. D'autres ont choisi de ne plus travailler. Gardant la *libreta*, ils perdent leur salaire (mais

---

26. Discours du Dr. Carlos Lage Dávila, Secrétaire du Comité exécutif du Conseil des ministres, lors de l'Atelier international de travail «Cuba dans les années 90, sa réinsertion dans l'économie internationale et le rôle de l'Europe», organisé à La Havane du 6 au 9 décembre 1993, publié dans *Revista de Estudios Europeos*, n°29/30, janvier-juin 1994, p. 6.

à quoi sert-il encore ?). Le *negocio* est plus profitable, plus cohérent aussi, tant les conditions de travail et de transport rendent difficiles l'accomplissement normal des tâches. On peut estimer, bien sûr, que le chômage ne résulte pas d'un choix politique : il est imposé par la crise énergétique et le ralentissement de l'activité économique (est-ce tellement différent dans une société capitaliste ?).

Un des aspects marquants de cette étape est que les mesures internes ont surtout eu pour effet de légaliser et d'encadrer des pratiques spontanées, nées de la carence de l'Etat. La population consacre l'essentiel de son temps à essayer d'assurer son propre approvisionnement, qui passe par la recherche de dollars et le marché noir.

L'Etat n'est plus capable de nourrir la population, ni de la soigner efficacement<sup>27</sup>. Quant à la Révolution, elle n'offre plus d'espoirs ou de cause mobilisatrice. Le nouvel attrait pour la foi et la pratique religieuses indique en tout cas un lien plus lâche, distendu, avec le pouvoir et ce qu'il représente, de même qu'une recherche de «nouvelles» valeurs. Castro ne s'y est pas trompé, se présentant aux élections dans la circonscription d'*El Cobre*, village de la taille de Beauraing ou de Lourdes, qui abrite le sanctuaire de *Cachita*, Vierge du Cuivre et patronne de Cuba (*Ochún* dans la religion *santera*). A la fréquence élevée des suicides et à l'absentéisme, maux connus - à défaut d'être reconnus - de la société révolutionnaire cubaine, s'ajoutent aujourd'hui l'alcoolisme et l'apparition - «déconcertante» selon l'expression des évêques - de la violence<sup>28</sup>.

27. La Commission inter-américaine des droits de l'homme vient de condamner l'embargo des Etats-Unis (décidément, les temps changent!) qui, en ne respectant pas les exceptions humanitaires (aliments de base, médicaments, équipements médicaux...) prive la population cubaine de biens essentiels à la santé publique. Ainsi, «*il existe des preuves que des enfants cubains ne reçoivent pas les soins nécessaires en raison de l'absence complète de certains médicaments ou appareils médicaux*». Il s'agit notamment de leucémie et de maladie de Hodgkin (*El País*, 6 mars 1995). Si la responsabilité de l'embargo ne peut être négligée, il faut rappeler que ces carences ne sont survenues qu'après la fin des relations avec le camp socialiste, alors que l'embargo des Etats-Unis était en place depuis trente ans.

28. Conférence des évêques catholiques de Cuba, «*El amor todo lo espera*», *Palabra nueva*, La Havane, édition spéciale, 8 septembre 1993, p. 4.

Dans un bel ensemble, les pays occidentaux, créanciers ou investisseurs, trouvent les mesures cubaines positives mais insuffisantes et trop lentes<sup>29</sup>. Discours connu des partisans des « thérapies de choc », ces appréciations étaient alimentées par le flou, qualifié de pragmatisme par les autorités cubaines, qui entourait l'objectif des réformes. En avril 1994 encore, un des assesseurs du gouvernement pour les matières économiques, à la question d'une revue uruguayenne, « *Vous dites que la transition avance, mais elle ne semble pas avoir d'itinéraire et vers où va-t-elle ?* », répondait : « *il n'y a que quand nous serons arrivés que nous saurons si nous sommes dans une économie de marché, une économie sociale de marché ou une économie socialiste* »<sup>30</sup>.

Au flou de la politique économique s'ajoutait l'immobilisme politique interne. Lorsque Carlos Lage s'adresse à ses interlocuteurs européens en septembre 1993, il souligne que l'objectif réformateur implique en premier lieu d'éviter le chaos : « *Je pense que nous avons pu préserver l'ordre économique et social du pays. Dans l'ordre, il est possible d'emprunter un chemin ou l'autre, tout type d'ouverture est possible. Sans ordre, rien n'est possible* »<sup>31</sup>.

Quelques mois plus tard, les émeutes de La Havane, la crise des *balseiros* tempéraient quelque peu cet optimisme, mais le constat reste fondamentalement valable, appuyé par les observateurs extérieurs les plus puissants<sup>32</sup> et il se trouve même

29. C'est le cas des missions de Carlos Solchaga, ex-ministre espagnol de l'économie, qui va régulièrement proposer une libéralisation suffisante que pour permettre l'accès de Cuba aux prêts du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, mais également de certains cubanologues, comme Andrew Zimbalist qui, de manière plus informelle et avec des intentions moins assassines, effectue régulièrement le voyage à La Havane, à l'invitation des autorités cubaines, pour conseiller le gouvernement en matière économique.

30. Omar Everleny à la revue *Brecha*, cité dans *APSI, op. cit.*, p. 11.

31. Carlos Lage, *Revista de Estudios Europeos, op. cit.*, p. 7.

32. Dans un rapport sur la situation à Cuba, réalisé à la demande du Pentagone, des experts américains et russes concluaient que l'île est déjà en transition et que le maintien au pouvoir de Fidel Castro y permettra des changements graduels et pacifiques, dont les répercussions sur les Etats-Unis seront réduites au minimum. Cité par Marie-France Cros, « Cuba est déjà entrée dans la transition », *La Libre Belgique*, 13 juin 1995.

confirmé. Ainsi, un mois après les émeutes, le chanteur contestataire Gérardo Alfonso rejoint implicitement C. Lage, malgré de très vives critiques : «*Pendant trente ans, il y a eu peu de révolutionnaires et beaucoup d'obéissants. Fidel a commis mille imbécilités en matière économique mais personne n'a eu le courage de le dire. A la place, les gens ont cessé de pousser et toute cette merde s'est accumulée. Aujourd'hui, à La Havane, 80 à 90 % des gens disent ouvertement du mal de Fidel et c'est moi qui doit leur dire : réfléchissez! Il y a beaucoup de haine rentrée; il pourrait se produire un chaos incroyable. Je n'en connais aucun autre qui puisse contrôler la situation. Fidel seul en est capable. Si seulement il pouvait assumer les changements indispensables et qu'ils se fassent en sa présence*»<sup>33</sup>. C'est précisément ce qui semble se produire après les émeutes, si du moins on se réfère aux réformes économiques, mais il est vrai que leur cohérence, leur visibilité et l'appui décisif de Fidel ont mis du temps à apparaître.

## **l'effet cathartique des émeutes d'août 1994**

L'histoire retiendra vraisemblablement que les émeutes du 5 août 1994 et la crise des *balseros* ont provoqué une accélération des réformes. Ce jour là, des centaines de personnes massées sur la digue de La Havane pour guetter un éventuel détournement vers Miami des *ferries* qui font la navette dans la baie du port, comme cela s'était produit les deux jours précédents, se mirent à manifester aux cris de «liberté», «pain», «à bas Fidel», etc. Vites réprimées, ces émeutes furent filmées et retransmises à la télévision pour la première fois depuis la Révolution. Dans le climat pesant des contre-manifestations «populaires» de réaffirmation révolutionnaire organisées, les autorités cubaines décidèrent de laisser partir par la mer toutes les personnes qui le voulaient. Dans les jours et les semaines suivants, toute l'activité de la côte Nord sem-

33. «Hablan los Cubanos en la hora del cambio», *El País*, supplément dominical, 9 oct. 1994. Les tristement célèbres *Chicago Boys* ne disent pas autre chose, lorsqu'ils soulignent que la présence de Fidel est indispensable à la tête du processus de transformation «*parce que dans le contexte actuel de crise, un changement de régime conduirait à un profond chaos, ce pays manquant totalement de société civile*» cité par Aurelio del Río Siggelkow «Cuba : un futuro incierto», *El Capelo*, n°63, Santiago de Chile, mai 1995, pp. 34-35.

blait dirigée à trouver, acheter, fabriquer des embarcations permettant de fuir l'île. Rapidement submergés par des dizaines de milliers de réfugiés, les Etats-Unis cessèrent de les accueillir et les enfermèrent dans des bases militaires, à Guantanamo (sur le territoire cubain!) et au Panama. De brèves négociations sur un nouvel accord migratoire entre les deux Etats mirent fin à la crise.

Le choc politique avait été brutal, toutes les voix étrangères se conjuguant pour réclamer une transition rapide vers la démocratie, dans un climat d'hallali. Des mesures visibles et/ou importantes furent appliquées sans délai. Cependant, d'autres facteurs ont joué un rôle important dans l'accélération des réformes, notamment les prix déprimés du marché international des principales exportations cubaines (la tonne de nickel passait de 13 283 \$ en 1989 à 4 487 \$ en 1993), et l'échec de la *zafra* de 1994<sup>34</sup>, déjà évoqué en introduction à propos des conséquences du manque de combustible, et qui est aussi et partiellement attribuable aux conditions climatiques désastreuses, et à la désorganisation de la production.

Par ailleurs, la logique du processus de réformes lui-même prévoyait son approfondissement. Les premiers mois de l'année 1994 avaient vu les dirigeants cubains organiser des consultations auprès des travailleurs dans le but de préparer l'opinion aux nécessaires mais impopulaires changements, comme l'instauration de l'impôt sur le revenu, la baisse des salaires ou la hausse des prix des aliments (refusées par les travailleurs qui leur préférèrent la hausse des prix de l'alcool et du tabac, la fin de la gratuité des sports et des spectacles ou encore la «lutte contre les spéculateurs»)<sup>35</sup>.

Quoiqu'il en soit, on peut mieux discerner aujourd'hui un véritable projet de politique économique des *Quadras de Fidel* dont l'ossature politique, autour de Carlos Lage, est constituée de Ricardo Alarcón, Roberto Robaina, Abel Prieto, José Luis Rodríguez et Pedro Ross<sup>36</sup>. A l'Assemblée nationale, ils ont,

---

34. Carlo Battista, «Fin des subventions à Cuba», *Demain Le Monde*, p.14.

35. Entrevue de Fidel Castro au *Time*, reproduite dans *El Pais*, 19 février 1995, p. 6 du supplément «Affaires».

36. Les deux derniers cités sont plus âgés mais manifestement ralliés au projet de réformes, si l'on s'en réfère à la fréquence de leurs apparitions publiques pour annoncer des mesures nouvelles.

après les émeutes, clairement et explicitement posé le marché entre les mains de Fidel : «*Faites-nous confiance pour les questions économiques, et les problèmes de ravitaillement pourront être résolus*». Lors de ce débat, Fidel a implicitement admis un partage des compétences, réaffirmant sa foi dans le socialisme et établissant les limites du pouvoir des nouveaux dirigeants : la sécurité, la santé et l'éducation restent sous son emprise directe et totale. De fait, les quelques mesures qui affectaient ces secteurs, comme le paiement de certaines fournitures scolaires, ont été abrogées<sup>37</sup>. Les autres secteurs sont susceptibles de changements «*aussi profonds qu'il sera nécessaire*».

Conséquence des échecs économiques récents (*zafra*, investissements étrangers concentrés sur le tourisme, ...), le tabou que constituait l'appropriation par des étrangers de biens immobiliers ou de centrales sucrières est tombé. L'annonce de ces nouvelles mesures a été faite par Carlos Lage, promu vice-président, lors de l'inauguration de la XII<sup>e</sup> Foire internationale de La Havane début novembre 1994, devenue «*la rampe de lancement de l'ouverture de l'économie cubaine*». A partir de maintenant, les partenaires étrangers pourront être propriétaires majoritaires des entreprises qui se créent ou se vendent et ils pourront avoir accès aux secteurs jusqu'ici interdits, la production sucrière et les biens immobiliers, en ce compris les logements. Commentaire d'un entrepreneur espagnol qui travaille avec Cuba depuis longtemps : «*Je pense que, pour ceux qui savent lire entre les lignes, Lage vient de tirer le coup de pistolet qui donne le départ*»<sup>38</sup>. En effet, la force de ce symbole est immense, au souvenir des Américains qui «possédaient Cuba», avant la Révolution, en disposant de nombreuses propriétés, de plantations et de centrales sucrières.

37. La contrepartie de cette décision est que médecins et professeurs, tous formés par la Révolution et constituant un solide appui politique, se trouvent exclus de la possibilité de gagner des dollars ou d'exiger une rémunération correspondant à la hausse généralisée des prix. Ils ont cependant été autorisés à exercer une activité annexe, ce qui pourrait d'ailleurs contribuer à résorber l'excédent de l'offre de médecins et d'enseignants.

38. «Masivo desembarco de empresarios españoles en Cuba», *El País*, 6 novembre 1994, p.12 du supplément dominical.

L'importance pratique de ces nouvelles autorisations est aussi considérable : les ventes d'immeubles, réalisées en sous-main et sans aucune garantie juridique depuis plusieurs années par des acheteurs étrangers désireux de s'offrir des maisons à Cuba pour une bouchée de pain et par des vendeurs décidés à obtenir les moyens de vivre à l'aise ou de quitter Cuba munis d'un viatique appréciable, ces ventes vont se multiplier. Quant au sucre, il est non seulement indispensable dans le panier des exportations cubaines mais est aussi le maître des campagnes cubaines, dont il modèle le paysage, et il conditionne les relations sociales de centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de leurs familles avec des employeurs, qui pourront à l'avenir être étrangers.

Dans d'autres secteurs également, l'ouverture aux investisseurs et aux commerçants étrangers s'est accélérée. Alors qu'Unilever a installé une usine de production sur l'île, Benetton a ouvert cinq magasins de vêtements, Mitsubishi et Nissan vendent leurs voitures à La Havane, et des entreprises israéliennes (Israël est le seul Etat qui ait voté, avec les Etats-Unis, contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant l'embargo) sont les seconds investisseurs dans le textile, après les Mexicains<sup>39</sup>. Symboles!

Moins visibles, mais pas moins présentes selon de nombreuses sources, les entreprises... américaines opèrent à travers des couvertures canadiennes ou panaméennes. Il est clair cependant qu'elles ne peuvent «s'épanouir» autant qu'elles le souhaiteraient, et font pression pour que l'embargo soit levé, avant que «*ces centaines d'occasions de faire du business ne soient prises par d'autres*», comme l'énonçait crûment le directeur de la société financière Archers Daniels Midlands. Ainsi, des entreprises canadiennes et australiennes ont créé des sociétés mixtes avec l'Etat cubain pour l'exploitation minière du nickel, de l'or, l'argent, le cuivre, le plomb et le zinc, ce qui fait dire au magazine *Time* que «*le principal impact des restrictions économiques imposées par l'Administration américaine est le dommage infligé aux sociétés américaines*». D'une manière générale, Carlos Lage et d'autres responsables se sont évertués à convaincre leurs partenaires que la transition était en marche. Le correspondant d'*El País* résumait le sentiment laissé par le discours de Lage à la Foire commerciale :

39. «Cuba se abre al capitalismo», *El País*, 19 février 1995.

*«les autorités ont jeté à la mer une bouteille avec trois messages: les réformes économiques sont irréversibles; nous sommes disposés à faire tout ce qui sera nécessaire pour attirer le capital étranger; les changements font partie d'un plan structuré et, soyons clairs, l'objectif n'est pas exactement d'arriver au socialisme».*

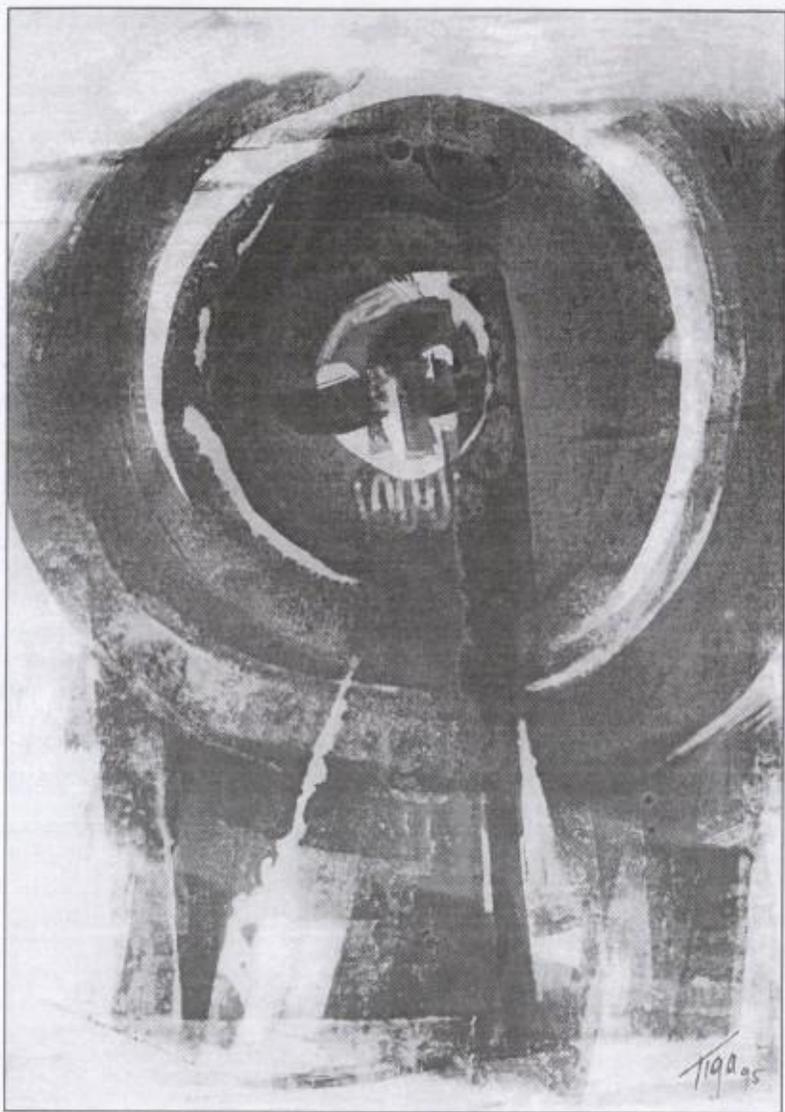
Parmi les nouvelles mesures, la principale, pour la population, est la ré-autorisation du marché libre paysan, où les paysans peuvent vendre leur surplus à n'importe quel prix. En quelques mois, les premiers résultats sont impressionnants. La libération de la vente de produits agricoles a amené une explosion de l'offre, conduisant à un panorama proche de l'image consacrée en Europe de l'Est: «On trouve de tout, à des prix très élevés», sauf certains produits dont la vente reste interdite hors des circuits de l'Etat, comme l'huile, les œufs, le lait, maintenus dans le circuit de distribution rationnée dans l'intention d'en garantir l'accès à tous<sup>40</sup>. Les autres produits sont vendus librement sur les marchés, très chers. Cela a pour effet de réduire les traditionnelles files d'acheteurs à leur plus simple expression et, donc, de reléguer vers le passé le sentiment de rareté. Pour l'instant, l'inflation peut, malgré les plaintes, être supportée par la population qui épuise ses réserves monétaires, ce qui a également un effet positif sur la valeur du peso<sup>41</sup>. Plus tard cependant, lorsque l'excès de monnaie en circulation disparaîtra, les inégalités risquent d'apparaître criantes, comme l'admettent Fidel et Raúl Castro.

En novembre 1994, ces mesures étaient encore étendues. Dorénavant, le marché libre concerne également les produits artisanaux et industriels. Le travail indépendant est autorisé dans des secteurs de plus en plus nombreux et, conséquence inéluctable mais longtemps différée à cause de la grande réticence qu'elle inspire aux Cubains, l'instauration de l'impôt est en cours. Par ailleurs, Carlos Lage annonçait en janvier 1995 *«la suppression de plus de 11 000 postes dans l'administration centrale et la prochaine disparition de centaines de milliers d'emplois dans les entreprises d'Etat qui devront être "rentables ou fermées", mais plus subventionnées»*<sup>42</sup>. En 1994,

40. Du coup, on peut les trouver au marché noir, à des prix encore plus prohibitifs.

41. Argiris Malapanis et Mary-Alice Waters, «Mercados agropecuarios alivian acceso a alimentos básicos», *Perspectiva mundial*, vol.19, n°2, février 1995, pp. 12 à 17.

42. *Le Monde*, 27 janvier 1995, p.15 et Carlo Battista, *op. cit.*



TIGA, 1995

69 % des entreprises étaient encore subsidiées. L'élimination progressive mais rapide des subventions étatiques concerne également les coopératives qui, l'an passé, ont remplacé les fermes d'Etat et dont la plupart ne sont pas encore rentables. L'électricité, la poste et d'autres services verront leurs tarifs augmentés, cesseront d'être gratuits. Enfin, tabou des tabous et objet de discussions intenses, la carte de rationnement (en réalité le droit à une série de biens à des prix minimes) ne serait plus octroyée qu'aux personnes qui en ont besoin.

La fin des subventions aux entreprises, le développement du commerce en dollars (en 1994, les onze millions de Cubains ont dépensé un milliard de dollars dans les six cents magasins en dollars ouverts par l'Etat<sup>43</sup>), le paiement partiel du salaire en dollars dans les entreprises «rentables» ou dans des secteurs stratégiques (comme le tabac, le sucre et le café mais aussi dans l'armée) et, semble-t-il, la vente de réserves pour soulager rapidement la population, ont diminué l'excédent de liquidités en pesos. Le gouvernement affirme avoir diminué de 72 % (!) le déficit budgétaire en 1994. Fin février 1995, le dollar s'achetait à 35 pesos, pour 100 à 120 pesos au mois d'août 1994. L'emploi des réserves pétrolières, une hausse de la production nationale et la stabilisation relative des fournitures de pétrole russe ont réduit les coupures d'électricité de quatre heures quotidiennes à deux heures hebdomadaires. Des personnes de plus en plus nombreuses se consacrent à des activités lucratives indépendantes, au point qu'elles seraient déjà majoritaires à La Havane (même si les chiffres officiels ne recensent que 160 000 personnes «autorisées» à travailler pour leur compte). L'impression de démarrage économique est palpable. Il n'y a pas de miracles cependant. Au delà du manque continu de certains produits, comme le lait, on peut s'interroger sur la solidité du processus. La production agricole aurait-elle augmenté tellement en si peu de temps ? Si c'est le cas, ne sera-ce pas au détriment de la production de canne à sucre qui, malheureusement, reste un produit indispensable pour le commerce extérieur<sup>44</sup> ? Par ailleurs, des doutes ont été

---

43. *El País*, 19 février 1995.

44. Les autorités ont déjà annoncé une production catastrophique pour cette année, invoquant la mauvaise préparation des terres due à la nécessité de terminer la récolte beaucoup plus tard que d'habitude l'an passé pour essayer de respecter les accords de fournitures de sucre aux partenaires étrangers.

émis sur les possibilités de progresser dans la voie d'une accumulation capitaliste primaire, marquée par le transfert des facteurs de production du secteur étatique vers le secteur privé, sans qu'existent des conditions réelles de marché, aujourd'hui inexistantes à Cuba. Enfin, les projets de développement du tourisme semblent condamnés à l'asphyxie. Pour passer des 620 000 touristes de 1994 aux 2.5 millions planifiés pour l'an 2 000, il faudrait multiplier encore les capacités hôtelières. Avec le risque de faire perdre à Cuba ses plus beaux atours car, comme le signale Aurelio del Rio, «*le développement touristique devient le grand prédateur des régions vierges, dont l'écosystème délicat est menacé, car les constructions se font loin des centres urbains appauvris; les investisseurs recherchent l'environnement paradisiaque qui évoque les vacances dans une île des Caraïbes. La prospection pétrolière contribue simultanément à la dégradation de l'environnement*»<sup>45</sup>.

Outre l'amélioration réelle - mais temporaire ? - de la situation matérielle à Cuba, on constate le renforcement simultané des deux forces politiques en présence et la répartition des tâches entre elles.

## une nouvelle légitimité ?

Ce qui est nouveau dans le panorama politique cubain, c'est l'émergence d'une véritable personnalité, autre que Fidel Castro, dans la direction politique et économique du pays. Carlos Lage, promu Vice-président, a en effet acquis une crédibilité et une légitimité populaire certaine et qui va croissant. Outre un talent pédagogique dans l'explication des réformes, un discours sans faux-semblants et une maîtrise des questions économiques qui impressionnent les Cubains, il est vrai peu habitués à cela, Lage incarne évidemment une série de réformes dont l'immense majorité des Cubains se félicite, parce qu'elles étaient jugées souhaitables ou inévitables. Outre certains résultats tangibles et comestibles, le projet mis en place offre une perspective inespérée de développement, une direction à suivre hors de l'intenable *statu quo* et du retour en arrière vers la domination absolue des Etats-Unis.

---

45. Aurelio del Rio Siggelkow, *op. cit.*, 1995.

Parallèlement, Fidel est remonté dans l'estime de nombreux Cubains. Lors des émeutes de La Havane, les premières en trente-cinq ans, lorsqu'il s'est rendu sur place personnellement pour affronter des manifestants qui hurlaient leur besoin de pain, leur désir de liberté et leur volonté d'aller aux Etats-Unis, son courage a impressionné. Dans un discours télévisé, le même soir, il assénait que les *balseiros* n'étaient que des réfugiés économiques (les insultes finales concernant ces «parasites anti-sociaux» paraissaient presque énoncées pour la forme), que les Etats-Unis étaient responsables de leur fuite en mer, avec les risques mortels que cela comporte, de par leurs encouragements constants à la défection couplés à un refus d'octroyer des visas d'entrée et à l'accueil des réfugiés illégaux.

Aux yeux des Cubains, la suite a largement montré qu'il avait raison. Ayant ordonné aux gardes-frontières de ne plus intervenir contre ceux qui voulaient tenter la traversée, le gouvernement cubain a vu le gouvernement américain accepter rapidement des négociations destinées, dans le chef des Américains, à mettre un terme à l'afflux de réfugiés avant les élections *mid-term* de novembre 1994. Avec l'internement des réfugiés sur les bases militaires américaines à Guantanamo ou au Panama, il est apparu clairement que c'étaient les Etats-Unis qui interdisaient l'émigration. La *lucha* et la résistance patriotique aux Etats-Unis, ferments traditionnels de la légitimité du pouvoir à Cuba, ont donc à nouveau servi Fidel, au moment précis où des faits tangibles, les émeutes et l'exode, semblaient préluder à la fin du régime révolutionnaire.

Ce nouveau contexte politique favorise un unanimité de façade, traditionnel à Cuba comme dans d'autres pays socialistes. Robaina à Madrid, Alarcón pendant les négociations avec les Etats-Unis et Lage lors du séminaire économique annuel de Davos, se plaisent à souligner que le plus dur est passé, que Cuba sort lentement de la crise. Fidel, répondant au *Time* sur les possibilités de passer le témoin de la Révolution à la génération suivante, affirme tranquillement que «*ce transfert est déjà en route, sans problème. C'est facile, car le sens des responsabilités est partagé par beaucoup de gens*».

Cependant, le panorama politique est nettement marqué par une division des tâches. Schématiquement, Lage et les «jeunes» conduisent le processus de réforme économique pendant que Fidel et les «historiques» établissent les limites so-

ciales à respecter et gardent le contrôle de la sécurité, de la politique intérieure et extérieure.

La réalité est évidemment plus complexe. Ainsi, les changements économiques ne seraient pas possibles «contre» Fidel et ils sont vraisemblablement soutenus par d'autres dirigeants historiques, et non des moindres, comme Raúl Castro et Carlos Rafaél Rodríguez. Surtout, la jeune génération imprime malgré tout des inflexions dans certains domaines politiques, comme la culture, les relations avec les Cubains de l'étranger et même, pour partie, la politique étrangère.

Il est probable, en plus, qu'il n'y ait pas de divergences immédiates et profondes entre les différents courants au sein de la direction cubaine sur ces questions. D'une part, Fidel est partisan, à peu de frais étant donné la politique américaine, d'un rapprochement avec les Etats-Unis. D'autre part, Lage et consorts ne sont certainement pas demandeurs d'une ouverture politique qui menacerait inévitablement leur pouvoir et leur projet de réformes. C'est pourquoi sans doute l'ouverture politique, sans être négligeable, est plus vite décrite que les réformes économiques. Elle concerne essentiellement la culture et les relations entre les Cubains de Cuba et les Cubains de l'exil.

En référence à Miami, le souhait déclaré des autorités cubaines est «*de construire avec les émigrés de bonne volonté une avenue à quatre bandes au dessus des différends entre Cuba et les Etats-Unis*»<sup>46</sup>. Cette ouverture s'est concrétisée à l'occasion d'une rencontre «La nation et l'émigration», qui a réuni à La Havane deux cent-vingt personnalités de l'exil, parmi lesquelles de nombreux dissidents historiques, et les autorités cubaines. Sans en nier l'importance pour les familles cubaines séparées, il faut rendre à cette «ouverture» son contexte, c'est-à-dire la nécessité d'améliorer l'image de Cuba dans les pays qui sont susceptibles d'y investir, et l'espoir d'accroître le flux de devises vers l'île.

Les contacts noués par Roberto Robaina avec trois dissidents exilés «modérés» à Madrid, un mois après les émeutes, indiquent également et simultanément un sentiment de confiance

---

46. Paroles de Robaina lors du colloque avec des émigrés cubains au début mai 1994, reproduites dans *APSI, op.cit.*, p. 10.

renouvelé dans le chef des dirigeants révolutionnaires, un besoin pressant des transferts financiers des Cubains de la *Comunidad*, bloqués par les nouvelles mesures américaines, et la fin de la diabolisation des traîtres. Un de ces trois exilés, Eloy Gutiérrez Menoyo, aujourd'hui Président de *Cambio Cubano*, a revu Robaino à plusieurs reprises, à Cuba notamment, où il était invité à un séminaire sur la « Démocratie participative » en juin 1995. Eloy Gutiérrez Menoyo, ex-commandant de la Révolution, ayant passé vingt-deux ans en prison pour avoir dirigé une guérilla anti-castriste dans les années 60, y a aussi revu Fidel. Qualifiant leur rencontre de « *chaleureuse, malgré les divergences* », il estimait que « *arriver à une démocratisation à Cuba est un chemin plein d'épines, mais ma présence ici est un pas en avant dans la perspective d'un changement pacifique dont j'ai pu apercevoir la volonté chez les dirigeants révolutionnaires* »<sup>47</sup>.

Les avances de La Havane envers les dirigeants de l'opposition modérée en exil ont en tout cas été reçues cinq sur cinq à Miami (en l'occurrence par Jorge Mas Canosa, dirigeant ultra-conservateur prônant sans relâche un renversement armé de « *la dictature castriste* »), qui a profité de la crise des *balseros* pour obtenir de Washington l'interdiction de l'envoi de devises des Cubains de Miami à leurs proches restés sur l'île (450 millions de dollars en 1993), pour prix d'un soutien à l'accord entre Cuba et les Etats-Unis sur l'immigration.

Le lent processus de réconciliation avec l'exil se marque également dans le champ culturel. Onze écrivains cubains de l'exil et de Cuba se sont réunis pendant trois jours à Stockholm, en mai 1994, pour des discussions - passionnelles - sur « La bipolarité de la culture cubaine ». Les résultats, modestes, n'en indiquent pas moins la tendance actuelle : ils ont demandé la levée inconditionnelle de l'embargo, reconnu que la culture cubaine est une et indivisible. Une seule culture, un seul peuple; pas des communistes d'un côté et de l'autre des vers de terre (*gusanos*, le terme consacré pour désigner ceux qui ont quitté l'île).

Dans le domaine du cinéma, la réalisation du documentaire *Babaláos* et du film de fiction *Fraise et chocolat*, premier prix du Festival du film latino-américain de La Havane 1994, est un autre exemple d'ouverture.

47. El País, 20 juin 1995, p. 7.

Enfin, *La Gaceta de Cuba*, organe de l'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba, a entrepris une «relecture» - donc une publication - des œuvres des principaux auteurs cubains ayant choisi l'exil, dont certains aussi féroce-ment anticastristes que Reynaldo Arenas ou Guillermo Cabrera Infante.

A ces gestes, il manque une facette fondamentale : l'opposition interne. Car si les autorités de La Havane reviennent sur les insultes dont elles abreuyaient les Cubains qui quittaient l'île, reconnaissant aujourd'hui que «*le patriotisme bat dans le cœur des émigrés aussi*» (lors de «La Nation et l'émigration»), les Cubains dissidents qui ont décidé de rester font toujours l'objet d'une répression sans concession, malgré des positions politiques souvent plus conciliantes que celles de l'exil<sup>48</sup>.

Contrairement à l'année passée où son prédécesseur avait rencontré des dirigeants de groupes de défense des droits de la personne, le Rapporteur de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, qui recense 1 200 prisonniers politiques à Cuba, n'a plus obtenu l'autorisation de visiter l'île en février 1995. Critiquant particulièrement le «*manque absolu de liberté d'expression et d'association*», il recevait une réponse détournée le jour suivant quand *Granma*, l'organe officiel du Parti communiste cubain, publiait des déclarations de Raúl Castro revendiquant «*la légitimité et la nécessité historique pour Cuba de maintenir le système de parti unique*»<sup>49</sup>.

L'équilibre entre les «réformateurs» et les «conservateurs» est cependant instable. Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs, puisque Fidel, son frère Raúl et les historiques représentent malgré tout la continuité et l'ordre, qu'ils imposent effectivement dans certains domaines, alors que Lage, Ross, Alarcón et les autres impriment aux réformes un rythme soutenu ?

---

48. C'est le cas de Gustavo Arcos Bergnes et de sa famille. Ex-ambassadeur à Bruxelles de la Cuba révolutionnaire dans les années 60, Gustavo Arcos Bergnes bénéficie d'une solidarité continue de R. Lallemand (*rappel note 14*).

49. *Il Manifiesto*, 4 février 1995. Ministre des forces révolutionnaires, Raúl a une image répressive à Cuba mais il semble ouvert aux changements économiques.

D'une part, l'accélération des réformes, un peu paradoxale dans la mesure où elle suivait des mauvais résultats et des troubles sociaux, est un signe clair du fait que Fidel a fait le pari du succès de ce projet.

D'autre part, il a répété à maintes reprises qu'il ne lui plaît guère. Cette hostilité est partagée par de nombreux fonctionnaires du Parti, comme José Arbesú : «*Nous ne réalisons pas ces changements parce qu'ils nous plaisent mais parce que nous y sommes obligés. Le point de non retour viendrait si nous remettions la production dans les mains du secteur privé. Mais cela n'arrivera pas*»<sup>50</sup>. Méthode Coué ? Le récent remplacement de centaines de cadres administratifs et gouvernementaux de la direction économique indiquent en tout cas que la tension est réelle.

Elle se marque également par la réserve de Fidel, qui évite d'annoncer lui-même les réformes de type capitaliste. Pour les Cubains, c'est comme un rappel des épisodes précédents : les expériences d'économie de marché ne sont jamais de son fait, il laisse faire à certains moments mais reste capable de mettre un terme à ce qu'il juge néfaste. L'exemple le plus souvent cité est celui des marchés libres paysans, similaires à ceux qui existent aujourd'hui, autorisés au début des années 80 puis supprimés du jour au lendemain pour cause d'enrichissement indécent de certains paysans et de création d'une classe d'intermédiaires.

Le contexte est différent, mais les Cubains restent globalement sceptiques et peu confiants dans l'irréversibilité du processus. C'est dire que la présence de Fidel Castro, indispensable comme garant de l'ordre, est simultanément la cause d'une grande insécurité pour ceux qui s'aventurent dans les nouveaux secteurs économiques. Ses propos dans une entrevue récente au magazine *Time* ne sont pas de nature à rassurer sur ce point, car s'il y affirme que «*les promesses que nous avons faites seront remplies. Il n'y aura pas de marche arrière*», il ajoute aussitôt que «*Notre objectif principal est de préserver la révolution : notre indépendance et les acquis du socialisme. Nous n'avons pas renoncé à notre objectif commun : le socialisme*»<sup>51</sup>.

50. *El País*, 19 février 1995, p. 3 du supplément «Affaires».

51. Reproduit dans *El País*, 19 février, p. 6 du supplément «Affaires». Pour d'autres Cubains, Fidel continue à parler de socialisme parce qu'il s'agit de sa raison d'être politique, mais la réalité imposerait de reconnaître qu'il n'y a plus de socialisme à Cuba et que Fidel

Pressé par les partisans des réformes qui y voient une condition *sine qua non* du succès de leur projet, Fidel semble enfin avoir pris conscience de la nécessité de sortir de cette ambiguïté. Après plus de trois mois de silence, il a assumé la profondeur des changements en cours, dans un discours prononcé à La Havane juste avant son départ pour le sommet sur le développement social à Copenhague (mars 1995). Affirmant que «*le processus de réformes économiques est indispensable pour préserver la patrie*», il a reconnu qu'elles introduiraient inévitablement de profonds changements dans la société. Devant son auditoire de la Fédération des femmes cubaines, il a énuméré certains secteurs sensibles. Ainsi, évoquant l'obligation d'augmenter considérablement la productivité du travail, il a admis que 500 000 personnes perdront leur emploi dans les prochains mois, et qu'il était probable que les femmes (qui remplissent aujourd'hui plus de 50 % des emplois techniques et professionnels) en seraient les principales victimes. Déclarant que la propriété privée et le travail indépendant allaient s'étendre, il a suggéré que les chômeurs pourraient y trouver un nouvel emploi, particulièrement dans l'agriculture car, pour l'instant, 80 % de la population cubaine est urbanisée<sup>52</sup>. Enfin, après avoir commenté les inégalités sociales créées par la dépénalisation du dollar, il a admis pour la première fois publiquement que «*à mesure que seront introduits des éléments capitalistes et d'économie de marché, il y aura inévitablement des retours en arrière dans les acquis sociaux et la justice sociale conquise par la Révolution*»<sup>53</sup>. Traduction immédiate et anecdotique de cet engagement plus décidé, son apparition à Copenhague en costume-cravate. Une première ...

---

(suite de la note 51) a donc perdu sa raison d'être... à la tête de l'Etat. C'est comme cela qu'il faudrait comprendre son entêtement concernant la santé et l'éducation.

52. Le gouvernement a commencé à distribuer des lopins de terre dans les contreforts montagneux pour les personnes qui voudraient y faire pousser du café.

53. *El País*, 6 mars 1995 et la version intégrale du discours «*Los verdaderos revolucionarios hemos demostrado nuestra capacidad de ser más revolucionarios*» dans *Granma*, 7 mars 1995.

## et toujours washington...

La transition en cours butte cependant sur le nœud des relations entre Cuba et les Etats-Unis : l'embargo. Ces relations sont elles-mêmes prisonnières du climat entre Miami et La Havane, ce qui constitue un véritable cercle vicieux. Ainsi, le timide rapprochement cubano-américain entamé lors de l'accord migratoire qui a mis fin à la crise des *balseros*, le 9 septembre dernier, est certainement provisoirement au point mort après la victoire républicaine aux élections législatives de novembre 1994. En effet, seul un consensus bi-partisan permettrait de dépasser la pression électorale des «Cubains» de Miami et d'avancer dans la voie d'un relâchement des pressions contre Cuba. Cela semble difficile, même si les compagnies d'affaires américaines - qui évoquent les relations commerciales florissantes avec le Vietnam et la Chine - voudraient ne pas arriver trop tard sur le marché cubain naissant.

L'échec de la politique américaine pendant trente ans n'empêche cependant pas que l'embargo ait encore un effet certain et paradoxal : alors qu'il handicape partiellement les capacités économiques de l'île, il permet aux dirigeants révolutionnaires, qui se sont longtemps ennorgueillis de réussites sociales et économiques obtenues malgré l'embargo, d'invoquer la nécessité de serrer les rangs contre l'ennemi extérieur. Pendant que les observateurs s'accordent sur le peu de poids de l'embargo<sup>54</sup>, Fidel l'invoque pour cimenter une majorité de Cubains autour de l'anti-américanisme. En témoigne la rhétorique de Roberto Robaina, à l'occasion du vote d'une résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies condamnant l'embargo américain contre Cuba. Le ministre des relations extérieures cubain déclarait que ce vote «*n'était pas un appui à un système politique, mais l'opposition à la plus flagrante violation des droits de l'homme commise contre quelque peuple que ce soit*»; ajoutant que, si le «*blocus éco-*

54. Un diplomate occidental commente en souriant les arrivées de plus en plus fréquentes d'hommes d'affaires américains à La Havane : «*L'embargo est une passoire, même des Américains d'origine cubaine, qui ont passé trente ans à vitupérer contre Castro, viennent ici à la recherche de bonnes affaires potentielles*», dans un article au titre évocateur : «*Pourquoi pas nous ?*», *El País*, 19 février 1995.



TIGA, 1995

*nomique*» imposé par les Etats-Unis n'était pas la cause de tous les problèmes de Cuba, il constituait néanmoins «*le principal obstacle pour normaliser les relations avec les Etats-Unis, ce que souhaitent de nombreux pays*». Il exposait également une autre raison de ce vote, probablement très proche de ce que ressentent les personnes qui soutiennent Cuba : «*une reconnaissance de la résistance, la dignité et la patience avec lesquelles le peuple cubain a affronté le brutal blocus des Etats-Unis depuis plus de trente ans*».

Symétriquement, Jorge Mas Canosa dont la main-mise idéologique sur la communauté cubaine de Miami est menacée par le pluralisme croissant, refuse toute ouverture, même dans le domaine culturel. On cite souvent à La Havane l'incendie volontaire, à la fin des années 80, d'une exposition de peinture cubaine réunissant des toiles de Cubains vivant d'un côté ou de l'autre du détroit de Floride. Mais l'exil de la plupart des créateurs - fuyant, dans un deuxième exil, le conformisme social étouffant de Miami - renseigne au-delà de l'anecdote sur la valeur du portrait «*hâvre de liberté/dictature communiste*».

Les remous provoqués par la crise des *balseros* et l'application des accords qui y ont mis fin ne sont pas apaisés. Une coupure s'est notamment créée entre les Cubains, par la découverte, pour certains, que leurs frères de Miami, surtout ceux qui sont là depuis trente ans, acceptent bien l'idée que les Etats-Unis ne peuvent accueillir tout le monde sur leur territoire. Malgré les rodomontades de certaines associations de Miami, exhortant à la désobéissance civile aux cris de «*Clinton, traître*», le rapatriement forcé par les gardes-côtes américains d'un groupe de *balseros*, pour la première fois depuis 1959, a consacré la fin d'une politique exceptionnelle d'accueil de tous les réfugiés illégaux cubains. La nouvelle loi pour resserrer encore les pressions contre des tiers, proposée par l'ultra-réactionnaire Jesse Helms au Congrès, accentue cette tendance en soulignant les intérêts antagonistes des Cubains de Miami et de Cuba. Elle vise essentiellement les investisseurs étrangers qui «*achèteraient ou profiteraient d'une manière ou d'une autre*» de propriétés ayant appartenu à des citoyens américains<sup>55</sup>. Le problème vient de ce que la plupart

55. «¿Derribarà a Castro un embargo más estricto?», *El País*, 19 février 1995.

des citoyens cubains immigrés aux Etats-Unis depuis 1960 ont aujourd'hui la nationalité américaine. Leurs propriétés à Cuba, confisquées après leur départ et redistribuées aux nouveaux occupants, tombent sous le coup de la nouvelle loi, qui concerne ainsi une part considérable du parc immobilier. Le but est d'empêcher les transactions que souhaiteraient les actuels propriétaires cubains pour protéger les intérêts des anciens propriétaires devenus américains. La réponse, habile, ne s'est pas fait attendre. Devant l'Assemblée nationale, Fidel a indiqué qu'un accord réglant l'indemnisation des citoyens des Etats-Unis serait trouvé sans difficulté dès que l'embargo serait levé, ajoutant que des accords semblables avaient déjà été conclus avec les autres pays occidentaux.

## conclusion

*Socialismo o muerte*, le slogan qui ponctue les discours officiels prend une consonnance étrange ces jours-ci. En quoi le régime cubain est-il encore socialiste ? Le projet politique des dirigeants cubains prend la direction d'une économie de marché aux contours capitalistes chaque jour plus affirmés. Les mesures d'application de ce projet ont pour effet de réduire les acquis sociaux de la Révolution et de casser l'identification entre le régime révolutionnaire et les valeurs auxquelles adhérait une grande partie de la population cubaine.

Les conséquences positives en termes de consommation et de perspectives personnelles et collectives de développement restent un pari même si le temps, après avoir hésité, semble jouer en faveur des autorités. Ce risque est pris pour enrayer la perte de contrôle progressive des autorités révolutionnaires et octroyer au régime, par l'effet positif des réformes, un nouveau fondement de légitimité.

Cuba est à un carrefour comme celui de *Cuatro caminos*, ce marché de La Havane où l'on vend de tout, où l'on rit de la «période spéciale» et de ses difficultés passées, tout en comptant nerveusement ses pesos pour évaluer ce qu'ils permettront encore d'acheter. Curieuse impression où se mêlent la perception que tout est possible pour l'avenir et, paradoxalement, le sentiment qu'on voit mal ce que le gouvernement, celui-là ou un autre, pourrait faire d'autre que ce qu'il fait aujourd'hui.

Est-ce bien à Fidel de parrainer ce processus, lui qui retient à grand peine son envie de «*crier vive le marxisme-léninisme*» ? On peut évidemment considérer que tout le reste serait pire, s'interroger sur la valeur des alternatives qui se présentent aux Cubains, essentiellement les forces conservatrices de l'exil de Miami ou, plus modérées mais moins nombreuses, de Madrid. On peut également s'en tenir au respect du principe d'autodétermination. Dans ce cas, l'enjeu de la lutte politique concernant Cuba résiderait dans le droit d'un peuple de choisir son système socio-économique et, en l'espèce, de s'orienter vers une économie capitaliste; on peut encore constater que bien peu aujourd'hui, même parmi les socialistes, persistent à refuser tout rôle au marché et aux agents économiques privés.

Cependant, l'expérience des pays d'Europe de l'Est montre que les transitions peuvent être fort différentes, selon qu'elles maintiennent ou non d'un degré important de justice sociale, qu'elles conduisent à une dénaturation plus ou moins grande des rapports sociaux familiaux ou solidaires, qu'elles aient pour résultat le passage des ex-bureaucrates à la tête des entreprises, qu'ils auraient eux-mêmes décidé de privatiser, ou la naissance d'une classe d'entrepreneurs dynamisant et structurant l'économie du pays, qu'elles donnent naissance à une vie politique ouvrant des espaces à la critique ou pratiquant l'intimidation politique ou physique à l'égard des journalistes, etc.

La rapidité de l'évolution actuelle et l'absence d'un jeu politique ouvert empêchent pour l'instant de discerner l'objectif final des nouveaux dirigeants, ou le type de société qui résultera du complexe processus de transformation actuelle. Seul un *Obbá* respecté pourrait peut-être nous le dire...

Mais on peut constater, avec Aurelio del Rio, que «*les mesures prises pour surmonter les problèmes économiques auxquels l'île est confrontée ont déjà transformé profondément la physiologie de la société cubaine. Au-delà des consignes et des discours, la voie sur laquelle elle est lancée compromet le plus précieux d'un processus qui, pendant trente ans, a incarné l'espoir de millions de latino-américains. C'est-à-dire tout ce qui fait encore de Cuba une société plus humaine, pas uniquement dans les domaines de l'éducation et de la santé, mais aussi, surtout, dans cette manière de nouer des relations*

---

*humaines qui ne soient pas absolument centrées sur les choses matérielles»* <sup>56</sup>.

Toute nostalgie déplacée mise à part, on peut au moins souhaiter aux Cubains que leurs valeurs, incarnées longtemps par le pouvoir révolutionnaire, ne sortent pas complètement galvaudées du processus de transition. Alors, on pourrait suivre Gilles Perrault qui écrivait : «*Les seules batailles qui comptent sont gagnées dans l'imaginaire des peuples*».

---

56. Aurelio del Rio, *op. cit.*, p. 34.

## **nicaragua-salvador : de la révolution au féodo-libéralisme**

stéphane rillaerts \*

Le 25 février 1990, épuisé par la « guerre de basse intensité » menée par Washington et la détérioration des conditions sociales internes, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) perdait les élections générales au Nicaragua. Le Président sortant, Daniel Ortega Saavedra, s'inclinait face à une coalition de partis de droite dirigée par Violeta Barrios de Chamorro. Cette victoire inattendue (la plupart des sondages donnaient le FSLN vainqueur) consommait la rupture avec le projet révolutionnaire de 1979, déjà fort malmené et discrédité sur la scène internationale. C'est donc dans une position de force, au niveau social interne et au niveau géopolitique (le mur de Berlin était déjà tombé et le républicain Georges Bush était Président des Etats-Unis), que la coalition de l'Union Nationale d'Opposition (UNO), pro-américaine et aux accents libéraux, accédait au pouvoir.

Au Salvador, c'est le 16 janvier 1992 que le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) renonce officiellement à la lutte armée comme voie d'accès au pouvoir politique. En signant les accords de Chapultepec (Mexico) avec le

---

\* Collaborateur du CELA-IS - Centre d'Etudes Latino-Américaines de l'Institut de Sociologie de l'ULB.

gouvernement salvadorien dirigé par le Président Alfredo Cristiani de l'Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA, droite<sup>1</sup>), le mouvement de guérilla né en 1980, et qui a contrôlé jusqu'à 30% du territoire salvadorien<sup>2</sup>, reconnaissait implicitement son impuissance à conquérir le pouvoir. L'impact des bouleversements géopolitiques mondiaux, l'affaiblissement de ses propres troupes minées par les divisions internes, et le «*lifting* historique» opéré par l'ARENA depuis son arrivée à la présidence en 1990 amenaient le directoire du FMLN à tenter la voie électorale pour transformer la société salvadorienne.

Dans les deux pays, le processus de «pacification» enclenché sous la supervision des Nations Unies immédiatement après ces événements «historiques» respectifs avait pour prémices que l'origine des conflits résidait dans une polarisation idéologique des sociétés centre-américaines, polarisation issue de la guerre froide et alimentée par celle-ci. Le FSLN au pouvoir au Nicaragua et le FMLN dans la guérilla au Salvador étaient perçus comme les «agents» de l'implantation soviétique et cubaine en Amérique centrale, le gouvernement salvadorien comme le garant de l'ancrage occidental du Salvador (même si sa politique particulièrement répressive au début des années 80 faisait grincer des dents), et l'opposition nicaraguayenne comme une force démocratique réprimée, dont l'accès légitime au pouvoir avait été empêché par un parti sandiniste aux velléités totalitaires. Les grandes problématiques intérieures (propriété de la terre, marginalisation de la majorité de la population dans l'espace politique et social, inégalités criantes dans la satisfaction des besoins privés et collectifs) n'auraient été que des points d'ancrage secondaires de ce conflit idéologique.

La logique de la pacification consistait donc, une fois la guerre froide passée à l'histoire, à régler rapidement ces grandes questions par des réformes économiques et sociales rapides (au besoin, des financements extérieurs viendraient en faci-

---

1. L'ARENA, parti d'extrême droite à l'origine, avait joué un rôle essentiel dans la répression dont fut victime, entre autres, Monseigneur Oscar Romero en mars 1980. Il était alors dirigé par le major d'Aubuisson, un ancien officier qui devait décéder d'un cancer quelques jours à peine après la signature des accords de Chapultepec.

2. *Le Monde Diplomatique*, Paris, janvier 1983.

---

liter l'application), à démilitariser la société en désarmant les groupes irréguliers (FMLN et escadrons de la mort au Salvador, *contras* au Nicaragua) et en mettant en place des institutions stables, dans lesquelles les forces armées devraient être réduites et soumises au pouvoir civil.

Les obstacles à l'exécution de ces projets qui ont surgi pendant les dernières années ont montré au contraire que les grandes problématiques nationales constituaient le nœud des conflits intérieurs des deux pays, et que leur solution supposait une mise en question des privilèges de l'oligarchie<sup>3</sup> que celle-ci n'était pas du tout prête à accepter.

---

3. Nous entendons par «oligarchie» la classe sociale qui domine traditionnellement les deux pays depuis l'indépendance, et que l'on peut résumer à quelques centaines de familles qui possèdent la majeure partie du capital installé (terres productives, usines, infrastructure de services). Elles accaparent, parfois avec des conflits internes, le pouvoir politique. Cette classe sociale tient son pouvoir de l'héritage historique de la colonisation et se caractérise en général par un dynamisme économique très faible.

*repères chronologiques***NICARAGUA****1990**

- 25 février - L'Union Nationale d'Opposition remporte les élections générales avec 55% des voix contre 43% pour le FSLN.
- 25 avril - Violeta Barrios de Chamorro devient Présidente de la République. Humberto Ortega, commandant en chef de l'Armée Populaire Sandiniste, est maintenu dans ses fonctions.
- Juillet - Grève générale insurrectionnelle déclenchée par la base sandiniste.
- Septembre - Accords de concertation gouvernement-FSLN. Une partie de la UNO repasse à l'opposition.

**1991**

- Mars - Changement de monnaie. Politique monétaire et créditrice restrictive.
- Juillet - 1<sup>er</sup> Congrès du FSLN. Daniel Ortega est confirmé dans ses fonctions de secrétaire général. Sergio Ramirez, ex-vice-président sandiniste, entre à la direction nationale du parti.

**1992**

- 26 mars - Première action commune des ex-*contras* et d'anciens soldats démobilisés de l'Armée populaire sandiniste.

**1993**

- Janvier - La représentation sandiniste à l'Assemblée Nationale et la fraction pro-gouvernementale de la UNO passent un accord pour constituer une majorité législative. La fraction dure de la UNO tente de déstabiliser le gouvernement en exerçant des pressions sur les Etats-Unis pour que l'aide américaine soit suspendue.
- Mars - Prise d'otages par un ex-*contra* de l'ambassade nicaraguayenne à Managua.
- Août - Double prise d'otages à Managua et dans le Nord du pays : d'anciens *contras* et d'anciens soldats sandinistes s'emparent de personnalités de la UNO et du FSLN, qu'ils échangent finalement.

*repères chronologiques***SALVADOR****1991**

31 décembre - La fin de la guerre civile est conclue à Mexico (Chapultepec) par le gouvernement salvadorien et la direction du FMLN.

**1992**

16 janvier - Signature des accords de paix de Chapultepec : réduction des forces armées, démobilisation de la guérilla, contrôle international de l'ONU, réforme agraire, création d'une Commission nationale pour la consolidation de la paix.

2 février - Mort du major Roberto d'Aubuisson.

Mars - Arrivée de la direction du FMLN à San Salvador, fête populaire.

Mars-Juillet - Transformation de plusieurs corps de police et de corps paramilitaires.

Juillet - Inscription du FMLN comme parti politique.

Octobre - 60% des troupes du FMLN sont démobilisées.

**1993**

1<sup>er</sup> janvier - Selon les accords de paix, 102 officiers de l'armée devaient être démobilisés. Le Président Cristiani refuse d'en donner l'ordre. Le FMLN répond en refusant d'achever la démilitarisation de ses forces et la remise de ses stocks d'armes lourdes.

Mars - Vote d'une loi d'amnistie immédiate et inconditionnelle pour tous les crimes de guerre par l'Assemblée législative, contrôlée par l'ARENA. Cette loi est votée quelques heures après qu'une commission indépendante ait confirmé l'implication de l'armée et de l'ARENA dans les massacres des années 80.

Mai - Explosion à Managua d'un dépôt d'armes clandestin appartenant au FMLN. Le FMLN est accusé de ne pas remplir ses obligations par rapport au plan de paix.

**Septembre**

novembre - 24 membres du FMLN, parmi les cadres moyens, ont été assassinés par les escadrons de la mort qui font leur réapparition.

Septembre - Grève insurrectionnelle des transports à Managua.

#### 1994

Janvier - La majorité législative est étendue pour permettre la modification de la Constitution.

27 février - Elections régionales de la Côte Atlantique (région à majorité indigène) : les partis pro-gouvernementaux sont laminés, l'extrême droite l'emporte.

Mars - Premiers accords du Nicaragua avec le FMI et la Banque Mondiale.

Mai - 2<sup>e</sup> Congrès du FSLN : Sergio Ramirez est exclu de la direction nationale. L'unité du parti est maintenue de justesse.

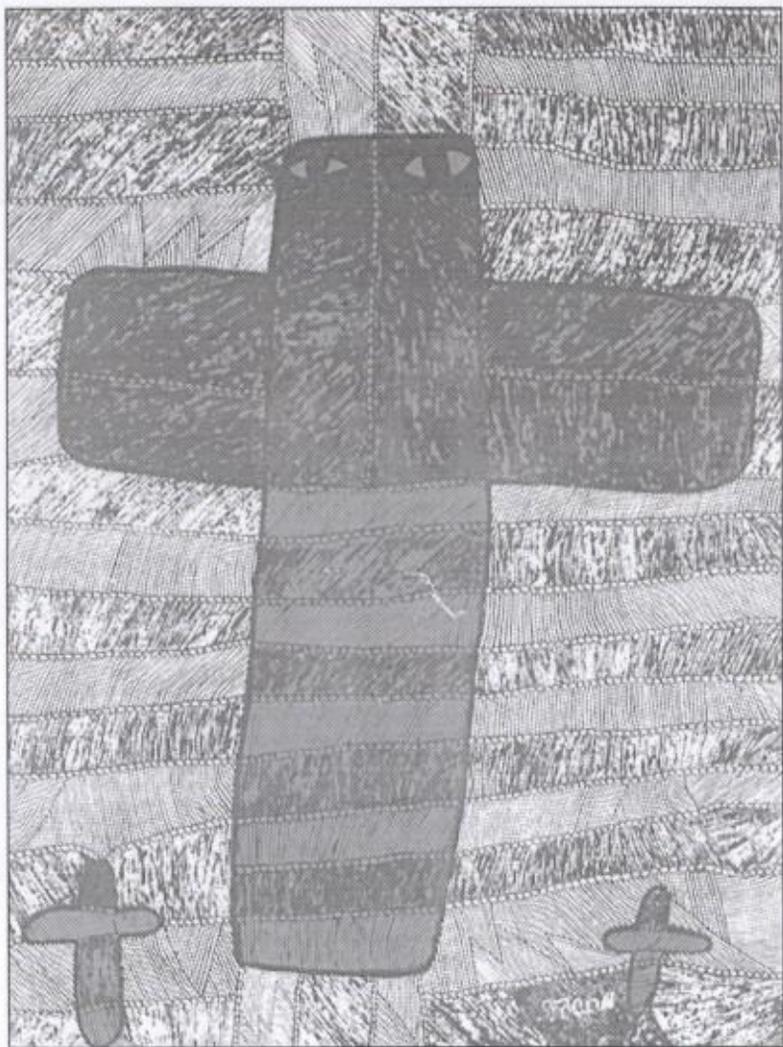
Novembre - La victoire des Républicains aux élections législatives américaines présage un durcissement de Washington sur l'aide économique. Peu après, la mise à la retraite anticipée du commandant en chef de l'armée, Humberto Ortega, est annoncée. L'état-major élit Joaquín Cuadra Lacayo, général de brigade, pour lui succéder.

#### 1995

Janvier - Sergio Ramirez quitte officiellement le FSLN, accompagné par plusieurs intellectuels du parti et l'essentiel de ses députés. Il fonde le Mouvement de Renovation Sandiniste.

**1994**

- 20 mars - Premier tour des élections générales. L'ARENA obtient 49% des voix, la coalition de gauche 25%. L'ARENA emporte la majorité relative à l'Assemblée et 211 municipalités sur 262. Le FMLN est le deuxième parti à l'Assemblée.
- 24 avril - Deuxième tour des élections présidentielles. Armando Calderón Sol, petit-fils du général qui réprima la révolte paysanne de février 1932, est élu avec 65% des voix. Le candidat de gauche, Rubén Zamora, obtient 35% des voix.
- 1<sup>er</sup> mai - Premières divisions entre les cinq partis qui composent le FMLN. L'ERP et la RN partagent le pouvoir de l'Assemblée législative avec l'ARENA. Les autres partis condamnent cette attitude.
- 9 mai - L'ERP se coupe en deux : 40% de ses membres créent un nouveau mouvement qui rejoint le groupe majoritaire du FMLN.
- 26 novembre - Mort naturelle de l'archevêque de San Salvador, Monseigneur Arturo Rivera y Damas, successeur de Monseigneur Romero.



Saint-Jean SAINT JUSTE

**Saint-Jean Saint-Juste**

Né en février 1954 à Séguin. Il commence à travailler comme charpentier, et après sa rencontre avec Tiga et Maud Robart (1972), il devient membre-fondateur du mouvement Saint-Soleil. Il est de toutes les activités du groupe, en Haïti et à l'étranger. Sa dernière exposition, prévue en été 94 au Canada, n'a pu se réaliser suite à la situation d'embargo de Haïti.

## **nicaragua : la faillite du projet libéral**

Cinq années après la transition politique au Nicaragua, la débâcle du projet libéral n'a d'égale que le désintérêt des médias occidentaux pour un pays qui avait suscité tant de polémiques pendant la précédente décennie. En 1990, malgré leur position de force, la moyenne bourgeoisie et l'oligarchie traditionnelle n'étaient pas préparées à une victoire électorale. Au delà de conflits sociaux et politiques fort durs qui opposent sandinistes et gouvernement pendant toute l'année, il apparaît rapidement qu'aucun consensus n'existe au sein de la coalition au pouvoir sur la politique à mener.

L'équipe gouvernementale, dirigée par l'ingénieur Antonio Lacayo, gendre de la présidente, se compose de jeunes cadres formés aux Etats-Unis dont le projet consiste en une véritable libéralisation de l'économie : stabilisation de la monnaie, libéralisation du commerce extérieur (nationalisé par le gouvernement sandiniste), libre-jeu interne et externe du marché, libéralisation du secteur agricole réformé, réduction drastique du nombre de fonctionnaires, orthodoxie budgétaire. Cette libéralisation devait avoir pour effet d'accroître rapidement la production nationale par le jeu de la concurrence et de la libre-entreprise (alimentées notamment par les investissements étrangers), de permettre ainsi à toutes les classes sociales d'en obtenir un bénéfice relativement rapide et de contribuer à réintégrer socialement les classes dominées dans un modèle de consommation de masse.

Pour l'oligarchie au contraire, l'objectif consistait à récupérer ses privilèges perdus lors de la révolution de 1979 : parmi les grandes familles qui se partageaient la propriété agricole et industrielle sous la bienveillante protection d'un Etat paternaliste pendant la dictature des Somoza (1936-1979), une partie s'est exilée à Miami à la révolution et certaines d'entre elles ont acquis la nationalité américaine. Cette oligarchie ne constitue pas une classe bourgeoise entreprenante, prête à investir sa fortune dans du capital à risque en acceptant les règles de la concurrence. Le patronat agricole (café, coton, sucre, banane) et industriel (cimenteries, raffinage de pétrole, huile, savon, textile, produits métalliques) traditionnel nicaraguayen a plutôt acquis la pratique, pendant les années de dictature, de se financer à 100% par des prêts bancaires, de n'investir

que si les taux de profits atteignent les 30 ou 40% et, en cas de pertes, de recourir à la bienveillance de l'Etat, qui éponageait les dettes grâce au financement extérieur, en particulier américain.

Par ailleurs, les conditions objectives du pays rendaient illusoire un projet libéral ouvert sur le marché international : avec une infrastructure obsolète et délabrée, un capital humain peu formé et des institutions moins solides que celles des pays voisins, la productivité relative du Nicaragua n'est pas en état de concurrencer celle du Costa Rica ou du Guatemala. La privatisation des banques par exemple, loin d'encourager l'investissement, rend le crédit encore moins audacieux et plus cher, les nouveaux banquiers ne faisant pas montre de plus de dynamisme que le patronat traditionnel. La libéralisation n'encourage l'investissement que dans de faibles proportions et dans les secteurs d'activité les plus sûrs, à savoir le commerce, et en particulier le commerce de biens de consommation importés : supermarchés, chaînes de magasins spécialisés, magasins d'alimentation. L'aide extérieure substantielle obtenue par le gouvernement (plus de 3 milliards de dollars depuis 1990 pour un PNB annuel de l'ordre de 1.5 milliard de dollars), répartie dans les classes dominantes par de multiples mécanismes de dilution, finance cette consommation de luxe : les supermarchés de Managua sont remplis de *chips* et de conserves américains, d'essuie-tout et de shampoings guatémaltèques, de riz et de haricots costariciens, de vins français et de bière panaméenne. Dans le même temps, les productions agricole et industrielle nationales sont en chute libre, les exportations ont atteint leur minimum historique en tombant à 200 millions de dollars en 1993, et le chômage total ou partiel atteint plus de 55% de la population active. Quant à la croissance, elle est toujours négative en termes réels : moins 1% sur le total des cinq dernières années selon les chiffres officiels, qui sont vraisemblablement encore trop optimistes.

### **salvador : la paix sans réforme**

Au Salvador, la signature des accords de paix, la démobilisation de la guérilla et la légitimité du régime (renforcée par les élections générales de 1994) ont eu des répercussions tout à fait positives pour une oligarchie qui, elle, n'a jamais perdu son pouvoir et a su profiter aux mieux de la conjoncture. L'oligar-

chie salvadorienne, plus concentrée encore que la nicaraguayenne (l'essentiel du pouvoir économique est détenu par quatorze familles), a acquis un dynamisme économique nettement plus affirmé. La densité démographique du Salvador (6 millions d'habitants pour 21 000 km<sup>2</sup>), les faibles ressources agraires ont favorisé une production plus intensive et mieux organisée dans tous les domaines. La fin du conflit a incité cette oligarchie à investir dans la production nationale, largement aidée en cela, il est vrai, par l'aide extérieure. La croissance annuelle, qui avait déjà atteint 6 % en 1990 et 1991, a atteint 7 % en 1992 et 7.5 % en 1993. Après avoir connu une période de fléchissement, les exportations devraient croître de plus de 11% en 1994, en raison du redressement du prix international du café<sup>4</sup>.

C'est que la fin de la guerre civile n'a pas signifié, au Salvador, le même bouleversement qu'au Nicaragua : alors que l'oligarchie nicaraguayenne se retrouvait en 1990 face aux bénéficiaires des réformes générées par la révolution sandiniste, au Salvador ces réformes n'ont jamais pu être appliquées puisque le FMLN n'a jamais accédé au pouvoir d'Etat. Elles devaient l'être, précisément, dans le cadre de la paix : la réforme agraire, enjeu séculaire des luttes sociales (et notamment des grandes révoltes de 1881 et 1932) fut la cause première de l'éclatement du conflit en 1980<sup>5</sup>. Dans ce petit pays très densément peuplé, l'oligarchie tire l'essentiel de son profit de l'exportation du café, dont le Salvador est le septième exportateur mondial. Or, toute répartition de terre destinée à satisfaire les besoins de la paysannerie doit mathématiquement affecter les propriétés caféières<sup>6</sup>. Le principe d'une réforme

4. *Envio*, CRIES, Managua, septembre 1994.

5. La grande répression déclenchée en 1980 par l'armée eut principalement pour origine la mise en application de la loi de réforme agraire par la junte de gouvernement, contre laquelle l'ARENA se constituera un an plus tard et que ce parti parviendra à bloquer définitivement lorsqu'il conquerra la majorité à l'Assemblée législative en 1982. (v. SIMON L.R. et STEPHEN J.C., *El Salvador Land Reform 1980-1981 impact audit*, Oxfam America, Boston, 1982).

6. La densité de la population (et en particulier de la population paysanne) a toujours exacerbé la question agraire au Salvador, plus que dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine. Pour une analyse plus détaillée de la question agraire salvadorienne, voir RILLAERTS Stéphane, «Amérique centrale: une terre tant convoitée...», dans *Les conflits verts*, GRIP, 1992.

agraire de grande ampleur était inclus dans les accords de paix, et elle devait être réalisée après que le FMLN ait déposé les armes : dès 1992, 150 000 hectares devaient être distribués à 47 500 familles, dont de nombreux anciens guérilleros<sup>7</sup>. On pouvait cependant douter que l'oligarchie au pouvoir, débarrassée de la menace militaire de la guérilla, accède à une revendication qu'elle a catégoriquement refusé pendant toute son histoire... Et en effet, le processus de transfert de propriété, qui doit être définitivement clôturé en avril prochain, a été sans cesse retardé sous les prétextes les plus divers, de sorte que les terres réellement réparties ne représentent qu'une quantité insignifiante.

## **nicaragua : les contre-réformes au prix de la paix**

Sur le plan politique, les thèmes qui ont occupé le devant de la scène intérieure reflètent bien mieux l'objet réel des conflits sociaux que la perspective «géo-idéologique». Au Nicaragua, le problème de la propriété de la terre (environ un million d'hectares affectés par la réforme agraire, de 1981 à 1989) et des biens nationalisés en 1979 n'a toujours pas reçu de solution consensuelle, et on ne compte plus les lois de «point final» que le gouvernement d'Antonio Lacayo a tenté d'imposer sur le sujet. Si, dans un premier temps, le gouvernement a reconnu une certaine légitimité aux expropriations de 1979 en refusant de revenir totalement sur la réforme agraire et en considérant comme illégitimes les propriétés des anciens officiers de la Garde Nationale de Somoza, il a été obligé de tergiverser sous la pression du Congrès des Etats-Unis, qui a essayé de faire dépendre l'aide extérieure américaine de la réparation des «préjudices» subis par des citoyens américains (en fait des nicaraguayens naturalisés pendant leur exil à Miami) au Nicaragua. Nul doute que la large victoire des républicains aux élections législatives de novembre dernier et l'arrivée de l'ultra-conservateur Jesse Helms à la présidence de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat renforceront la position de l'oligarchie face au gouvernement et com-

7. Voir *Centroamérica 1993*, CRIES, Managua, 1993. Les accords de paix de janvier 1992 prévoyaient le démembrement de toutes les propriétés de plus de 245 hectares et leur répartition entre les paysans sans terre.

pliqueront encore plus la «pacification».

## **privatisations : l'arme néo-libérale au service de l'oligarchie**

Dans les deux pays, les gouvernements en place ont repris le modèle occidental de la privatisation des services publics comme une des solutions prétendument les plus efficaces aux problèmes économiques actuels : la privatisation de pans entiers de l'économie publique est présentée comme le passage indispensable pour s'engager dans la voie du développement tant recherchée. Après une aventure révolutionnaire justifiée par ses partisans comme l'unique voie possible d'un développement volontariste au bénéfice de tous, les courants politiques au pouvoir tentent d'inverser la proposition : le développement de leur pays n'avait pas avorté en raison de l'atrophie d'un Etat confisqué au service d'une caste, incapable d'orienter l'économie en fonction de l'intérêt national, il était au contraire entravé par un Etat trop interventionniste. La privatisation des services publics constituerait dès lors un préalable pour en accroître la capacité productive et assurer leur modernisation. Et, de fait, les services publics ont été très largement abandonnés à eux-mêmes pendant les dernières années (du fait de coupes sombres dans le budget de l'Etat) et nécessitent donc de sérieux investissements de modernisation. On peut cependant se demander si ces investissements seront réalisés, alors qu'une grande partie de la population ne dispose pas de revenus suffisants pour payer des services publics à leur prix coûtant. Alors que le téléphone est, par exemple, encore un privilège des familles possédantes, les investissements récents en matière de téléphonie se sont concentrés sur la mise en place d'une couverture de téléphonie sans fil...

A San Salvador, la vague de privatisations a pour objet de consolider le pouvoir de l'oligarchie qui a le vent en poupe. Ainsi, la privatisation du secteur bancaire public a directement bénéficié aux cercles familiaux de l'ex-président Cristiani. Le nouveau président Calderón Sol a annoncé, lors de son discours inaugural, que son mandat verrait également une «*diminution de la taille de l'Etat par la voie de la privatisation*». Il semble pourtant qu'au sein du parti au pouvoir, les bénéficiaires de la privatisation ne se soient pas encore mis d'accord sur la répartition du gâteau public.

A Managua par contre, la privatisation apparaît surtout comme un moyen acceptable politiquement de rétablir l'oligarchie dans ses privilèges. Alors qu'une restitution des terres réparties dans les années 80 comporte les risques d'une explosion sociale incontrôlable, la privatisation de services publics (eau, électricité, téléphone, poste), en les rattachant à des entreprises multinationales américaines sous la justification de leur modernisation, permettrait de rétablir l'emprise économique de l'oligarchie sur le pays. La privatisation, présentée là aussi comme une voie «moderne» vers le développement économique, contribuerait donc surtout à rétablir le pouvoir social de l'oligarchie traditionnelle. Dans le cas nicaraguayen, Washington appuie ouvertement cette évolution. Renouant avec leur ingérence habituelle dans les affaires de ce pays, les autorités américaines, par la voix d'Al Gore en visite officielle en octobre 1994, ont réclamé publiquement une privatisation rapide de la compagnie nationale du téléphone Telcor en faveur du géant américain ATT pour indemniser les citoyens américains lésés par les confiscations du «régime» sandiniste<sup>8</sup>.

## les forces armées

L'interventionnisme américain direct dans la politique gouvernementale au Nicaragua, s'il renoue avec un passé que l'on croyait révolu, s'explique essentiellement par le «problème» que constitue toujours l'armée issue du régime révolutionnaire. Bien qu'elle ne soit à aucun moment sortie de son rôle constitutionnel, l'armée nicaraguayenne ne constitue pas en effet une force répressive sur laquelle l'oligarchie peut compter pour défendre ses intérêts, comme c'est le cas au Salvador. L'état-major est tout entier constitué d'anciens *leaders* guérilleros et, si certains de ses membres (à l'instar de l'ex-commandant en chef Humberto Ortega) se sont embourgeoisés, il a une conception de l'intérêt national qui ne coïncide pas précisément avec celui de l'oligarchie.

Les Etats-Unis tentent dès lors de peser à leur tour dans la balance, en brandissant l'aide économique comme menace si le pays ne se normalise pas selon leurs critères. A de multiples reprises, le *lobby* nicaraguayen de Miami a entrepris de faire

8. *Envío*, «el lado oscuro del presupuesto», Managua, novembre 1994.

suspendre l'aide américaine au Nicaragua par le Congrès, où Jesse Helms est apparu comme le grand pourfendeur de l'armée nicaraguayenne. En décembre dernier, la mise à la retraite anticipée d'Humberto Ortega par la présidente Violeta Barrios de Chamorro a constitué de manière évidente une tentative de contrer la menace d'une suspension de l'aide après les *midterms* de novembre. Néanmoins, l'atypisme de l'armée nicaraguayenne n'en disparaîtra pas pour autant : son successeur, le général Joaquín Cuadra Lacayo est lui aussi un guérillero sandiniste de la première heure, et la nature de l'armée reste identique. L'éviction d'Humberto Ortega, frère de l'ex-président Daniel Ortega et ministre de la Défense dans le gouvernement sandiniste, apparaît surtout comme symbolique.

Au Salvador, la question de l'armée s'est posée dans un tout autre sens. Alors que les accords de Chapultepec prévoyaient le démantèlement des escadrons de la mort et une professionnalisation d'une armée jusqu'ici particulièrement répressive, l'application des accords a là aussi été plus que timide. Aucune enquête n'a été menée sur les escadrons de la mort, et l'incorporation d'une partie des combattants du FMLN dans l'armée et la police est restée tout à fait superficielle : en 1993, la violence politique anonyme contre des militants et cadres du FMLN a connu une recrudescence qui a eu des échos jusque dans la presse américaine.

Des magistrats salvadoriens, en collaboration avec les forces des Nations Unies, fondèrent le *Grupo conjunto* pour enquêter sur ces faits : il a conclu, dans un rapport publié en août 1994, que la situation des escadrons de la mort n'avait pas évolué depuis la signature des accords de paix. Selon ce rapport, des groupes armés aux motivations politiques, composés d'anciens militaires, de démobilisés de l'armée et de la police, de membres de l'ARENA et probablement de militaires d'actives continuent à sévir dans tout le pays. Les noms des personnes impliquées ont été indiqués dans une annexe au rapport qui n'a pas été rendue publique.

Comme on pouvait s'y attendre, aucune des recommandations du rapport (transformation des mécanismes de la justice, épuration de la police et de l'armée) n'a reçu un début d'application. Le chef de la mission des Nations Unies, Enrique ter Horst, affirma le 25 juillet 1994 que «*le principal problème du pays peut se résumer en un seul mot : l'impunité. Il est essentiel de revenir à un processus qui soit entièrement conforme*

*aux accords de paix (de Chapultepec)*». Or, le président Calderón Sol, qui a succédé à Alfredo Cristiani le 1<sup>er</sup> juin, a bien remplacé quelques responsables, notamment à la tête de la Cour Suprême de Justice, mais aucune modification substantielle n'est apparue dans le fonctionnement de la justice, de l'armée ou de la police. Le pouvoir politique de l'ARENA s'appuie donc toujours sur une force armée inconditionnellement liée à l'oligarchie, alors que la FMLN n'a plus les moyens militaires (ni politiques d'ailleurs) de s'y opposer.

## **les élections : selon qu'il s'agisse de faire perdre ou de faire gagner...**

L'objectif de la répression des militants du FMLN en 1993 avait pour objectif, de manière évidente, l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire dans la préparation des élections présidentielles et législatives de mars et avril 1994. Alors qu'au Nicaragua, en 1990, la préparation des élections avait fait l'objet d'un contrôle extrêmement strict de la part des Nations Unies, notamment sur l'équité de l'accès aux médias et au financement international, la campagne salvadorienne s'est déroulée dans un climat qui favorisait de manière éhontée le parti au pouvoir. Les dépenses publicitaires de l'ARENA furent environ dix fois plus importantes que celles du FMLN, qui ne reçut aucune dotation officielle et aucun soutien financier international important pour faire sa campagne. De son propre aveu, Rubén Zamora, le candidat du FMLN, au soir du premier tour, avait dépensé tous les fonds dont il disposait et n'avait donc aucun moyen de faire campagne pour le second tour. Toutes les chaînes de télévision salvadoriennes firent campagne de manière unilatérale pour l'ARENA, sans que la communauté internationale n'y voie d'objection, ni même s'en

- 
9. On ne peut qu'être édifié par la véhémence de certains commentateurs à la veille des élections nicaraguayennes de 1990, qui allèrent jusqu'à déclarer que les sandinistes ne pouvaient pas, par leur nature même, organiser d'élections libres et donc que celles-ci seraient truquées s'ils les gagnaient (voir Jean-François Revel dans *L'Express*, 23 février 1990), et par la totale indifférence dans laquelle les élections salvadoriennes se sont déroulées. Alors que d'une manière générale les élections de 1984 gagnées par les sandinistes au Nicaragua ont été largement critiquées comme injustes et «vides de contenu», les élections de 1994 au Salvador

préoccupe un tant soit peu<sup>9</sup>. Un grand nombre de fraudes ont été rapportées (votes multiples, votes de groupes de militaires dans plusieurs bureaux de la même région, urnes saccagées, bureaux de votes inexistant dans des régions connues pour leur soutien au FMLN, etc.) sans éveiller la moindre protestation au niveau international. Les élections salvadoriennes de 1994, réalisées dans un contexte d'après-guerre froide, ont reçu l'approbation des instances internationales malgré ces très nombreuses irrégularités. En aurait-il été de même si le FMLN les avaient gagnées ?

## la décomposition des mouvements révolutionnaires

Certes, même sans fraude, cette éventualité était hautement improbable. La défaite du sandinisme au Nicaragua voisin et de l'alternative politique qu'il avait représentée, la chute du mur de Berlin et l'irruption d'un monde unipolaire, la prégnance d'une idéologie dominante individualiste centrée sur l'entreprise privée, la faiblesse politique du FMLN enfin (qui portait au regard de ses partisans eux-mêmes une partie de la responsabilité du piétinement des accords de paix), étaient suffisants pour donner à l'ARENA la certitude de se maintenir au pouvoir. Au Nicaragua comme au Salvador, le mouvement révolutionnaire, affaibli et mis brusquement devant une évolution historique planétaire qu'il n'avait pas prévue, n'a pas longtemps résisté au péril de la division.

L'échec électoral des sandinistes avait provoqué un tremblement de terre au sein des instances du FSLN, mais c'est la disparition de toute alternative à la dépendance américaine et à son modèle de société qui a été la cause de l'effondrement véritable. Au delà des affrontements personnels (qui sont rudes), c'est l'analyse politique sur la stratégie à mener qui a été à la base de la division du FSLN, évoquée depuis le Congrès de 1994 et consommée en janvier dernier.

---

*(suite de la note 9)* ont été accueillies comme une normalisation tranquille du pays (voir notamment Alain Destexhe, *Amérique centrale, enjeux politiques*, Ed. Complexe, 1989, et les récentes déclarations de celui-ci sur les antennes de la RTBF selon lesquelles «si l'on ne parle plus de l'Amérique centrale dans les médias, c'est parce que les choses y vont mieux»)

D'un côté, les «radicaux», parmi lesquels on trouve Daniel Ortega, plaident pour un «retour aux sources» du sandinisme, c'est-à-dire pour la conception d'un nouveau projet de transformation révolutionnaire de la société, et rejettent la responsabilité de l'échec du sandinisme sur ses déviations : ce seraient la libéralisation économique, la corruption des idées sandinistes originales et l'infiltration d'un courant néo-libéral au sein du parti qui auraient éloigné le peuple du FSLN.

Pour le courant réformateur dirigé par l'ancien vice-président Sergio Ramirez, la perte du soutien populaire provient des attitudes autoritaires et verticalistes d'un parti «d'avant-garde» qui s'est coupé de sa base par son intransigeance, et ses méthodes staliniennes de fonctionnement. Pour les réformateurs, la voie révolutionnaire est définitivement close et les sandinistes ne doivent compter que sur la voie électorale pour retrouver le pouvoir, avec toutes les limitations qu'une victoire issue des urnes impose à l'envergure d'un projet politique transformateur.

Au congrès de mai 1994, la tendance radicale l'emporta sur le courant réformateur par des moyens qui furent contestés par ce dernier. En janvier 1995, le courant réformateur quittait le FSLN et fondait le Mouvement Réformateur Sandiniste (MRS) auquel se ralliaient une minorité de membres du parti, mais la majorité de ses députés.

La division du FMLN s'est déroulée selon un scénario moins précis mais qui se base sur une confrontation idéologique fort semblable et quasiment simultanée à celle du FSLN.

C'est au sein du groupe parlementaire constitué après les élections de mars et avril 1994 que la brèche est apparue : sept députés du FMLN, représentant deux des cinq partis du mouvement<sup>10</sup> votèrent pour des candidats de l'ARENA à la direction de la nouvelle Assemblée nationale et, des personnalités de ces deux partis, Ana Guadalupe Martínez et Eduardo Sancho, furent à leur tour élues avec des voix de l'ARENA, contre les candidats officiels du Front. Le FMLN n'avait nullement été informé de cette manœuvre qui fut organisée par

---

10. Le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale était composé depuis l'origine de cinq partis : l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), la Résistance Nationale (RN), les Forces Populaires de Libération (FPL), le Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centre-américains (PRTC) et le Parti Communiste Salvadorien (PCS).

les seules ERP et RN.

Parallèlement, Joaquín Villalobos, dirigeant de l'ERP qui fut autrefois l'un des marxistes-léninistes les plus radicaux du FMLN<sup>11</sup>, développait depuis plusieurs mois des thèses semblables à celles de Sergio Ramirez au Nicaragua, notamment sur le nécessaire abandon de tout projet révolutionnaire.

La tendance radicale du FMLN, dirigée par Shafick Handall du Parti Communiste, refusa de reconnaître les propos et le vote des députés dissidents comme représentant la position du FMLN. L'ERP se coupa en deux. Deux tendances se marquèrent de plus en plus clairement au sein du Front : l'une « radicale » composée du PCS, du PRTC, des FPL et de l'ERP-Tendance Démocratique conserve l'idée du projet révolutionnaire comme fin politique; et l'autre, « modérée » et « réformiste », composée de l'ERP et de RN, limite son projet politique à l'accession au pouvoir par la voie électorale et est prête, pour ce faire, aux alliances avec les partis de droite.

Dans la population, le désarroi causé par ces bouleversements idéologiques et la marginalisation galopante des classes rurales et urbaines pauvres se sont traduits par des actions violentes de moins en moins structurées politiquement et de plus en plus caractérisées par la délinquance et le banditisme. Avec la disparition de toute perspective de transformation rapide de la société, les couches les plus marginalisées de la population sombrent dans le désespoir et recherchent avant tout la survie économique immédiate. Au Nicaragua, outre la délinquance urbaine qui a été multipliée par dix entre 1983 et 1993, on assiste dès 1992 aux premières actions conjointes entre les anciens contre-révolutionnaires abandonnés par l'Administration américaine et des soldats démobilisés dont les compensations économiques promises par le gouvernement n'ont jamais été payées. Cette coalition des ennemis d'hier, impensable il y a cinq ans à peine, reflète à la fois la rapidité des changements de schémas idéologiques de toute la population et la persistance de conflits sociaux qui ne trouvent plus de canaux d'ordre politique pour s'exprimer. Dans les zones autrefois contrôlées par la guérilla salvadorienne, la tension est fortement remontée après la victoire de l'ARENA dans de nombreuses municipalités (le FMLN n'a emporté que

---

11. Et avait participé, à ce titre, à l'exécution du poète salvadorien Roque Dalton, considéré comme « traître » par les révolutionnaires les plus radicaux.

14 des 262 municipalités du pays aux élections de mars 1994). D'anciens guérilleros (ou présumés tels) ont été menacés et ont repris le maquis. Ces bandes désorganisées pourraient elles aussi sombrer rapidement dans le banditisme pur et simple.

Outre la crise de légitimité et de crédibilité personnelle qui affecte tous les dirigeants politiques révolutionnaires des deux pays, la confrontation idéologique entre une option «révolutionnaire» et une option «sociale-démocrate» était prévisible et contribuera certainement à affaiblir la gauche dans son ensemble pour de nombreuses années. L'alliance de la petite bourgeoisie et des classes paysannes et ouvrières avait été la clé de voûte de l'aventure révolutionnaire, l'échec de l'une devait conduire à la remise en question de l'autre.

Néanmoins, les changements planétaires ont brouillé les cartes et posé des questions fondamentales aux mouvements révolutionnaires du tiers-monde dont le Nicaragua et le Salvador sont deux exemples significatifs.

La fraction «légitimiste» des deux mouvements continue à baser son analyse sur la nécessaire transformation en profondeur de sociétés plus inégalitaires que jamais, où le pouvoir d'une oligarchie rentière est en voie de restauration ou de renforcement. Mais dans un monde unipolaire et dans une société fragmentée et fragilisée économiquement et socialement, elle n'a pas l'ombre d'une piste pour la mettre en œuvre.

La fraction «sociale-démocrate» veut tenir compte de l'évolution historique et placer son projet transformateur dans le cadre du possible. Mais la voie électorale est à l'évidence insuffisante pour appliquer des réformes de structures qui doivent bouleverser fondamentalement les rapports sociaux dans des sociétés où le féodalisme reste le modèle de référence implicite.

La résolution de ses deux contradictions, peut-être dans le développement d'une nouvelle stratégie commune, constitue la clé de l'avenir politique de la région.

livre

***Prisonnier des Allemands, 1942-1944***

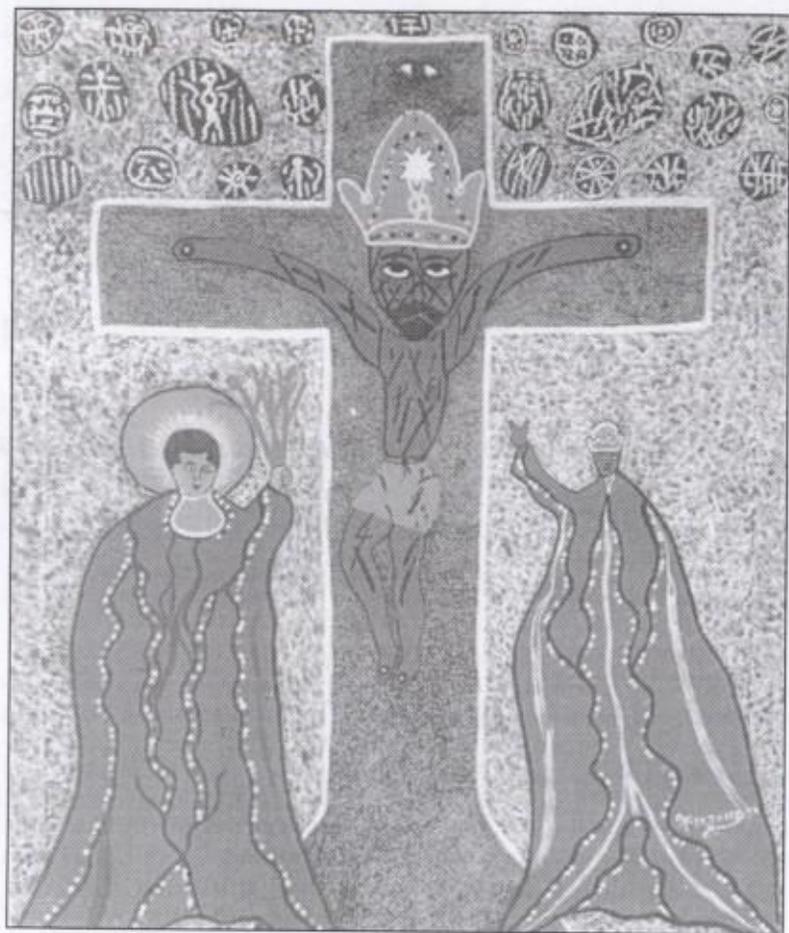
Jean VERHAEGEN

Préface de José Gotovitch,  
Editions Racine, Bruxelles 1995, 200 pages.

Les flux commémoratifs de la fin de la seconde guerre mondiale ont peut-être créé une certaine saturation dans l'opinion publique, ils n'ont pas épuisé l'intérêt que présente une matière comme l'occupation de la Belgique entre 40 et 44. Les notes de captivité de Jean Verhaegen en font découvrir des aspects mal éclairés. Mais peut-être apprennent-elles plus encore sur leur auteur que sur l'occupation, même si son témoignage sur les prisons de Gand, Saint-Gilles, Louvain, Kassel, Trèves et Cologne est remarquable de précision. Nous y reviendrons.

Encore faut-il, quand il s'agit d'un Verhaegen, savoir duquel on parle. L'auteur de *Prisonnier des Allemands* est le fils cadet d'Arthur Verhaegen lequel fut fondateur de la Ligue antisocialiste de Gand dans les années 1890, ensuite député démocrate-chrétien; lui aussi, fut prisonnier des Allemands (entre 1915 et 1917), une captivité dont il mourut. Quoiqu'on-pense, Arthur est un descendant de Théodore, saint patron de l'ULB et député libéral. La dynastie est féconde et pluraliste.

Revenons à Jean Verhaegen, gentilhomme gantois né en 1892, volontaire de la guerre 14/18 alors qu'il était étudiant (deux fois



Mathieu SAINT-JUSTE

blessé), ensuite avocat, père de cinq fils, résistant pendant la guerre suivante, mort en déportation. Dans sa préface, José Gotovitch le définit comme *«témoin d'une couche sociale en voie d'extinction et dont on ne saura assez souligner l'importance dans l'histoire de la Belgique unitaire : l'aristocratie catholique et francophone de Flandre, assumant pleinement comme allant de soi, la notabilité locale, ayant le plus souvent récupéré par le suffrage universel les fonctions que l'Ancien Régime lui octroyait par la naissance.»*

Certes, chacun sait que «celui qui croyait en Dieu et celui qui n'y croyait pas» se sont retrouvés dans les prisons ou les camps nazis. Ce qui surprend en l'occurrence, ce n'est pas que la foi religieuse de Verhaegen l'ait guidé dans son choix de l'action résistante et soutenu en prison. C'est plutôt l'omniprésence et, si on peut dire, le style de la religion de Jean Verhaegen : patrie et religion sont pour lui indissociables et il parle de *«l'excellence de la religion catholique»* comme on en parlait au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le prisonnier note sans détours ses faiblesses, ses craintes (par exemple de céder devant la torture), ses désespoirs momentanés. Mais ces faiblesses, craintes et désespoirs, il les surmonte en lisant *L'Imitation de Jésus-Christ* et en méditant sur les devoirs moraux du croyant-patriote.

Il y a beaucoup de grandeur dans ce récit. Y affleure aussi, le paternalisme (hérité d'Arthur ?) par exemple, quand JV évoque l'avenir de la Belgique, dont le salut viendra des élites - il leur appartient de donner l'exemple au peuple - et de la royauté.

Son patriotisme n'aveugle pas Jean Verhaegen. C'est sans indulgence et sans illusion qu'il décrit la lâcheté et l'égoïsme dont il a été et est le témoin. Il est consterné par *«l'abaissement moral»* dans lequel est tombée une grande partie de la population, et qui s'est manifesté surtout lors de l'invasion du pays. *«Avant la guerre, observe-t-il, l'égoïsme dominait au point que la majorité des Belges songeait avant tout à gagner de l'argent, parfois même par des moyens indécents, ou malhonnêtes. L'argent était devenu le Dieu. Dans tous les domaines, c'était le lâchez-tout. Plus de frein, ni de scrupules. Plus d'esprit de devoir ni de sacrifice. A partir du 10 mai, l'égoïsme éclata sous sa forme la plus vile : sauver sa peau.»* Si Jean Verhaegen avait survécu à sa déportation, il eût peut-être

souffert davantage encore de voir son pays déchiré par la question royale et de constater que croissait le pouvoir du veau d'or.

Mais comment a-t-il été possible à un prisonnier politique de rédiger le récit de sa longue incarcération ? Si la chose était impensable en camp de concentration, elle n'allait pas de soi dans les prisons belges et allemandes : il y fallait beaucoup d'astuce, de volonté, de persévérance - aidées incidemment par le statut de notable de JV. Mais ce qui a rendu possible la relecture par l'auteur de tous les petits papiers qu'il avait fait sortir de ses prisons, c'est bien évidemment sa libération le 31 mars 44. Il put ainsi compléter et parfaire ses notes, chez lui à Merelbeke, avant d'être réarrêté le 4 août et aussitôt déporté vers un kommando de Neuengamme.

Il nous livre une description minutieuse des prisons et cellules successives, des transferts (toujours « Schnell, Los! ») des rares geôliers belges, des soldats, gendarmes et SS allemands, mais aussi de ses codétenus - héroïques, minables ou odieux. La galerie de portraits est savoureuse et cruelle.

Guère de place dans le récit pour les émotions d'époux et de père... Et cependant, Jean Verhaegen a été arrêté et a comparu en « justice » avec sa femme et deux de ses fils. La pudeur fait partie de son code moral.

Faim, humiliations, mauvais traitements et, à l'égard de certains codétenus, tortures : même si des différences apparaissent d'une prison à l'autre et d'un moment à un autre, le bilan est accablant pour ce régime nazi que Jean Verhaegen ne nomme pas. Pour lui le combat contre l'occupant de 40/45 prolonge le combat contre l'occupant de 14/18 ; c'est apparemment des mêmes Allemands qu'il s'agit. Sans doute n'aura-t-il pas été le seul à percevoir l'Histoire de cette manière.

Mais la consistance idéologique de son témoignage, la précision du récit font de *Prisonnier des Allemands* un document plein d'enseignements cinquante ans après la guerre.

**Rosine Lewin**



**Les Cahiers Marxistes  
sont déposés dans les  
librairies suivantes :**

- **A LIVRE OUVERT**  
116 rue St Lambert -1200 Bruxelles
- **BIBLIO-REGENCE**  
rue de la Régence 53 -4000 Liège
- **CLUB ACHILLE CHAVEE**  
rue Abelville 34 -7100 La Louvière
- **F.N.A.C.**  
City II, rue Neuve -1000 Bruxelles
- **LE LIVRE INTERNATIONAL**  
bd. Lemonnier 171 -1000 Bruxelles
- **LE MONDE ENTIER**  
rue du Midi 162 -1000 Bruxelles
- **L'ILE AUX CHATS**  
rue des Hellènes, 64 -1050 Bruxelles
- **LIBRAIRIE L'AVENIR**  
rue St Léonard 102 -4000 Liège
- **LIBRAIRIE LA DERIVE**  
Grand Place 10 -4500 Huy
- **LIBRAIRIE ANDRE LETO**  
rue d'Havré 35 -7000 Mons
- **LIBRIS- TOISON D'OR Espace Louise**  
av. de la Toison d'Or 40,42 -1060 Bruxelles
- **PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES**  
av. Paul Héger -1050 Bruxelles
- **TELE-LIVRES**  
Court St Michel -1040 Bruxelles
- **TROPISMES**  
Galerie des Princes -1000 Bruxelles

REVUE BIMESTRIELLE ISSN: 0591-0633

Editeur responsable:  
Pierre GILLIS  
6, rue N-D Débonnaire  
7000-Mons

Membre de l'Association des Revues scientifiques  
et culturelles (ARSC)

Dépot Bruxelles X

**200 F**